THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF JORDAN

RENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9482

22 PAGES

— MERCREDI 16 JUILLET 1975

érés par M. Sekou Touré

s dix-huit Français
tenus politiques
en Guinée
nt arrivés à Paris

(LIRE PAGE 22)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,80 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

LES NOUVELLES VOIES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

a grande nbrassade e Genève

vendre la peau de l'ours, t considérer les travaux conférence sur la sécurité coopération en Europe, à , comme achevés sur le es diplomates ont encore aere quelques difficultés es et doivent mettre la e main à la rédaction des incipes qui, dans l'avenir, t les relations des trente-rticipants. Mais il faudrait up de mauvaise volonté ue les chefs d'Etat et de ement d'Europe — moins i qui boude — plus ceux tats-Unis et du Canada e, en somme, va de Wash- à Moscou) manquent le -vous qu'ils se sont fixé le let à Helsinki pour signer inal.

.S.S. atteint un de ses s majeurs. Elle fait entér par les Occidentaux, et nent les Etats-Unis, la n territoriale et politique en Europe de l'Est après rre mondiale. En retour, identaux, outre l'expansion ée par tous du commerce tional, ont obtenu des es communistes des décla- de bonnes intentions pour éralisation des contacts ns et des échanges cultu- Ce document n'aura sans pas beaucoup plus de consé- es que l'engagement d'élar- « contacts entre les hommes re collectif ou individuel, t ou privé » auquel a sous- n 1971 M. Brejnev dans ité des principes » de la ation franco-soviétique. Du les intellectuels contesta- soviétiques peuvent-ils se un peu mieux entendre. ituation, si elle n'est guère le, est tout de même pré- , en 1975, à celle qui pré- en U.R.S.S. quand, au de 1954, le Kremlin lança à première fois, au « som- des Quatre Grands à l'idée d'une conférence opéenne sur la sécurité.

ndant, l'intérêt de la . n'est pas dans le rôle nt joué les plus grandes nces. On la compare volon- et superficiellement au s de Vienne. Mais, en 1815, ndes puissances de l'époque té leur loi, alors que la , échappant à ses initia- a été marquée par une des « petits ». M. Brejnev atteindre son objectif en s, avant Noël 1973. Il lui t deux ans. Au dernier t, un Etat minuscule, soutenu plus ou moins ement par l'accord des » et des « moyens », a que les deux superpuis- se déclarent favorables à luction des forces en Médi- e. Tout au long des débats, manie n'a cessé de mani- son indépendance, et, lundi, ésident, M. Ceausescu, a é que, en dépit de son enance au pacte de Var- elle avait demandé à par- en observateur aux confé- des non-alignés, à Lima, it, et à Ceylan, l'an pro-

t symbolique que la grande sade « paneuropéenne » e avec le rendez-vous spa- viéto-américain. Les deux uissances, même si elles font pas une confiance e, il s'en faut, agissent de t dans les affaires qui inent l'avenir du monde. pas moins significatif que, me moment, M. Kissinger les sourcils et lance un sement au tiers-monde u'il se montre « fair play ». is de son pays. Le « gros » brandi par le secrétaire s'impose-t-il ? On peut en . Mais on ne peut que er que les relations entre rs industrialisés et les pays de de développement — ependants par nature — nt une telle tournure et la confrontation Est-Ouest, d'hui révolue, une confron- Nord-Sud risque de se uer.

Les Soviétiques ont autorisé pour le vol Apollo-Soyouz la retransmission télévisée en direct du lancement de leur vaisseau spatial

C'est ce mardi 15 juillet qu'ont lieu à sept heures et soixante minutes d'intervalle, les lancements des cabines Soyouz et Apollo qui se rejoindront dans l'espace, le jeudi 17 juillet, vers 17 h. 15, pour un vol conjoint d'environ quarante-quatre heures. La cabine Soyouz, avec à son bord Alexei Leonov et Valeri Kubasov, devait partir ce mardi, à 13 h. 20 (heure de Paris), et Apollo, à 20 h. 50, avec les astronautes Thomas Stafford, Vance Brand et Donald Slayton. Tout semble prêt à Baïkonour, comme à Cap Kennedy, pour mener à bien cette mission que tous les responsables américains et soviétiques qualifient d'historique. Après des années de concurrence, le vol Apollo-Soyouz, qui s'achèvera le 24 juillet avec le retour de la cabine américaine, promet de devenir le symbole de la coopération et de la détente.

Les conditions atmosphériques qui sévissent, depuis plusieurs jours, sur la côte est des Etats-Unis, n'apparaissent pas très propices. La NASA redoutait des orages, en cette fin d'après-midi, et le laps de temps dont elle dispose pour procéder au tir, huit minutes seulement, n'autorise guère de retard. Mais si le lancement devait être retardé, il pourrait avoir lieu dans les quatre jours à venir.

De notre envoyée spéciale

Houston. — A Cap-Kennedy, les déclarations officielles sur l'opération Apollo-Soyouz sont plutôt rares, mais nul ne doute que les responsables de la NASA se réservent pour l'avenir. La NASA attend, à Houston, plus de mille journalistes, et une dizaine de membres de la presse soviétique sont arrivés. Baïkonour a accueilli l'ambassadeur américain à Moscou, et Cap-Kennedy a rendu l'invitation. Les Soviétiques ont présenté, lundi, à Moscou les principaux responsables de la mission ; lors de la conférence de presse M. Boris Petrov, le président du conseil Intercosmos qu'il dirige depuis des années, a déclaré : « *La réalisation de ce projet a été rendue possible par l'amélioration importante du climat international, et grâce à la détente, résultats de l'action inlassable de celui qui dirige l'Etat soviétique, le secrétaire général du parti, Leonid Brejnev.* »

Deux philosophies

Historique, cette mission commune le sera à plus d'un titre, si elle est réussie, comme tout le porte à le croire.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

(Lire la suite page 10.)

Le dialogue « Nord-Sud » et la crise économique seront les points forts du « Conseil européen »

Les neuf « chefs de gouvernement » de la Communauté européenne (dont le président Giscard d'Estaing), leurs ministres des affaires étrangères, et M. Ortoli, président de la Commission économique européenne, vont se réunir mercredi après-midi 16 juillet et jeudi matin 17 juillet à Bruxelles au Conseil européen.

Un ordre du jour formel n'a pas été élaboré mais il est certain que les Neuf parleront de tous les aspects de la crise économique que traverse l'Occident (inflation, chômage, décrépitude du système monétaire international) et du dialogue « Nord-Sud » de la planète, qui seront les points forts de cette rencontre. Les perspectives de la Communauté européenne et du prochain « sommet » d'Helsinki seront aussi évoquées.

Ce Conseil sera présidé par M. Moro (Italie) et précédé ce mardi et mercredi matin d'un conseil des ministres principalement consacré aux relations avec les pays arabes et avec le Portugal.

Pour un projet global

par PIERRE DROUIN

Est-ce parce que l'été allège les dossiers ? Est-ce parce que la vague de pessimisme avait été trop forte ? Le « conseil européen », rendez-vous tous les quatre mois des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se réunira à Bruxelles les 16 et 17 juillet prochain se présente sous de meilleurs auspices que les précédents. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, qu'on ne sera pas déçu.

Trois éléments favorables à une meilleure solidarité des Neuf apparaissent cette fois-ci. D'abord et surtout, après tant de tergiversations et d'épuisantes allées et venues, le gouvernement britannique a définitivement choisi son camp. Le « oui » au référendum a été sinon massif, du moins plus franc qu'on ne le supputait. Libérés de cette hypothèque, les responsables du Royaume-Uni pourront participer autrement que du bout des lèvres à la vie communautaire.

Sans doute n'ont-ils pas, en confirmant leur volonté de rester dans le marché commun, répondu du même coup aux multiples et difficiles questions que pose leur situation économique et financière. Mais, même sur ce terrain, un vent meilleur est en train de souffler. Les syndicats ont finalement accepté de limiter la hausse des salaires à 6 livres par semaine.

(Lire la suite page 18.)

Les deux soucis du gouvernement de Lisbonne : la tension intérieure et la guerre en Angola

A Lisbonne, le Conseil de la révolution, réuni en permanence depuis le lundi 14 juillet, examine deux dossiers prioritaires : la situation en Angola et le remaniement ministériel.

● L'ANGOLA, quatre mois avant son accession à l'indépendance, s'enfonce lentement dans une véritable guerre civile. A l'issue de violents combats qui ont commencé la semaine dernière, les forces du M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération pro-socialiste, auraient réussi à chasser du centre de Luanda les militants du F.N.L.A., Front national de libération, soutenu par le président zaïrois, le général Mobutu. Mais des unités, venant du Zaïre, seraient en route vers Luanda (Lire page 5.)

● AU PORTUGAL, la crise ouverte par le retrait des ministres socialistes pourrait s'aggraver si le parti populaire démocratique (P.P.D., centre gauche) décidait également de retirer ses représentants du cabinet. Des signes de tension se multiplient en province (p. 3.)

POUR RÉDUIRE L'INFLUENCE AMÉRICAINE

Le Commissariat à l'énergie atomique entre dans Framatome

Un conseil interministériel restreint doit en principe trancher, à la fin de juillet, le dossier capital de la restructuration de l'industrie électronucléaire française. La France, qui s'apprête à ralentir son programme d'équipement nucléaire, doit-elle conserver ses deux constructeurs actuels (Framatome, filiale de Creusot-Loire et du groupe américain Westinghouse, dont elle exploite la licence ; Sogerca, filiale de la C.G.E., qui applique les brevets du groupe américain General Electric) ? Ou bien a-t-elle intérêt, compte tenu des perspectives limitées de son marché, à ne conserver que le premier ?

Après des mois de contacts discrets, il apparaît que la seconde formule a les meilleures chances d'être retenue. L'entrée du commissariat à l'énergie atomique dans Framatome (à concurrence du tiers du capital de cette dernière) permet aux pouvoirs publics de réduire l'influence de Westinghouse dans le principal constructeur français de centrales, de disposer désormais d'un droit de veto dans ce dernier et d'envisager l'abandon progressif des licences américaines.

En décembre 1973, M. Ambroise Roux, président de la C.G.E., pouvait annoncer avec satisfaction que son groupe avait enfin reçu commande de deux réacteurs nucléaires. Les partisans de la politique de diversification l'avaient emporté : la C.G.E. faisait son entrée sur le marché français des réacteurs, aux côtés de son concurrent Creusot-Loire. A l'époque, la décision d'E.D.F. n'avait guère soulevé de remous. Le gouvernement de M. Messmer venait d'annoncer une accélération de l'équipement nucléaire.

PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 19.)

Victoire douce-amère à Saigon

Les peuples français et vietnamien peuvent et souhaitent « aborder maintenant le futur en pleine liberté », a déclaré lundi 14 juillet M. Richer, ambassadeur de France à Hanoï. « La première République vietnamienne » a « déjà largement contribué à changr la face de notre monde », a-t-il ajouté.

La semaine dernière, M. Sauvagnargues avait fait remarquer à Paris que l'ambassade de France à Saigon est la seule à fonctionner dans cette ville ; cependant M. Huriet, chargé d'affaires, n'a pas encore pu rejoindre son poste et demeure à Hanoï. Et les Français qui veulent regagner leur pays attendent toujours dans le Sud l'ouverture de l'aérodrome de Saigon. On notera pourtant que plusieur hauts fonctionnaires vietnamiens ont assisté lundi à la réception offerte à l'ambassade de France. Le 14 juillet a été la première fête nationale célébrée à Saigon depuis la victoire des révolutionnaires.

Au pouvoir depuis le 30 avril, le G.R.P. rencontre un certain nombre de difficultés : le pays a été ravagé par la guerre et des problèmes de sécurité se posent, à Saigon notamment, dont une partie de la population est progressivement renvoyée dans les campagnes. De nombreuses séances d'explication sont organisées pour parfaire le contrôle politique des sudistes.

Dans une série d'articles dont nous commençons aujourd'hui la publication, notre envoyé spécial Jean de La Guérivière, qui n'a pas reçu des autorités les facilités souhaites pour mener son enquête, analyse les moyens utilisés par les révolutionnaires pour édifier leur pouvoir.

I. — Thérapeutique du « fantochisme »

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUERIVIERE

Saigon. — Au « marché aux voleurs », où l'on revendait autrefois les marchandises détournées des stocks américains et où l'on solde maintenant tout ce qui a été pillé dans les maisons dont les propriétaires ont fui, un poste de radio captant les émissions sur ondes courtes vaut plus cher que la chaîne haute fidélité la plus perfectionnée. Les clients qui disposent encore de quelques piastres cherchent avant tout l'objet qui leur permettra de rester en contact avec le monde extérieur, à l'écoute de la B.B.C., dans un pays coupé de l'étranger et soumis à une propagande intense.

Depuis la chute de la capitale, aucune liaison aérienne régulière n'a été établie, bien que l'état de l'aéroport de Saigon permette l'atterrissage d'avions spéciaux, le plus souvent en provenance de Hanoï. Aucune lettre, aucun journal n'arrive de l'étranger. Les télex sont coupés. Seuls sont autorisés les télégrammes, soumis à la censure quand ils émanent de journalistes.

Les autorités créent, en douceur mais avec détermination, les conditions jugées nécessaires pour l'instauration d'un ordre nouveau. Atteints de « fantochisme », les Sud-Vietnamiens sont à la fois placés en quarantaine et « soignés ».

(Lire la suite page 2.)

Lire page 2 :

PRÉSENCE DE L'INDE
PRÉSENCE EN INDE
par Léo Hamon

les must de Cartier
Paris

UNE LOI EN PROJET

Une architecture « libérale avancée »

Un conseil interministériel restreint, réuni ce mardi 15 juillet, examine les grandes orientations du nouveau projet de loi sur l'architecture.

A l'étude depuis de nombreuses années, le projet de loi sur l'architecture a été repoussé d'une session parlementaire à l'autre et d'un conseil des ministres à l'autre. Aucune de ses parties prenantes (architectes, bureaux d'études, maîtres d'ouvrage, etc.), aux intérêts paradoxalement contradictoires, n'en voulait vraiment. Tous reconnaissent pourtant l'urgence d'un changement dans une situation où l'architecture, produit final donné à la consommation des Français, trouve rarement son compte.

Depuis trente ans, la France n'a cessé d'accroître le volume de ses constructions nouvelles, mais elle a construit de plus en plus sans architectes et, ce qui est plus grave, sans architecture. Le premier projet de loi, destiné à réglementer l'actuelle anarchie, établissait le recours obligatoire à l'architecte, mais ne définissait pas l'étendue de sa mission. Si bien que, dans la pratique, tout risquait de recommencer comme avant et l'architecte de voir sa part se restreindre de plus en plus dans le processus des constructions modernes.

Bien que le projet de loi ait été adopté en première lecture par le Sénat, en juin 1973, le président de la République a demandé de reprendre entièrement le dossier et d'étudier l'architecture dans son ensemble, les conditions d'exercice de la profession, son enseignement, les différents « verrous » générateurs de « non-architecture ». Pour l'Elysée, il s'agit de s'interroger sur la « qualité architecturale » dans le contexte plus général de la « qualité du cadre de vie ». Le nouveau projet devra s'attacher à créer des structures nouvelles qui inciteraient les Français à « jouer le jeu de l'architecture » et, en particulier, à convaincre les maîtres d'ouvrage, les « décideurs » en matière de construction, de la valeur culturelle et économique de la qualité.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Marchons ! Marchons !

Notre hymne national a toujours hésité entre les colères du sang impur et les recueillements de l'amour sacré.

Ce ne sont pas les quelques roulements de tambour ajoutés in extremis *par les adaptateurs de la Garde républicaine qui rendront du nerf à la* Marseillaise *rétro de la révolution giscardienne.*

Tout au plus serviront-ils à scander avec élégance le « Marchons ! marchons ! » de nos grenadiers d'opérette.

ROBERT ESCARPIT.

ASIE

Thaïlande

Bangkok paraît désireux de resserrer ses liens avec Paris

De notre correspondant

Bangkok. — Au moment où leurs relations avec les Etats-Unis se tendent à nouveau, les Thaïlandais semblent vouloir renforcer leurs liens avec la France. Sans doute pensent-ils qu'une ouverture vers l'Europe leur donnerait une plus grande liberté de manœuvre. Le prince Kukrit Pramot, premier ministre, a assisté, lundi 14 juillet, à la réception donnée à l'ambassade de France. Samedi, d'autre part, au cours de la première émission radiophonique en direct entre Bangkok et Paris — *le Monde contemporain de France-Culture* — la princesse Kalayanee Wattana, sœur du roi, et le porte-parole des affaires étrangères, avaient parlé avec chaleur de la nécessité de développer sur tous les plans les relations franco-thaïlandaises. La diplomatie siamoise considérerait comme un grand succès une visite à Paris du prince Kukrit.

Cette ouverture intervient après que le ministre des affaires étrangères eut accusé Washington d'avoir directement négocié avec les militaires l'installation dans le nord du royaume de dizaines de milliers de Méos réfugiés venus du Laos.

Ils seraient, actuellement, trente-quatre mille et six mille autres seraient sur le point d'arriver. Ces Méos, qui se sont *battus dans l'« armée secrète »* financée par la C.I.A., sont arrivés en Thaïlande par avions américains et ont transité par la base américaine d'Udon et la base des services spéciaux thaïlandais de Nam-Phong. Les Etats-Unis auraient débloqué cent cinquante millions de dollars pour aider les militaires siamois à réinstaller ces Méos dans la province de Nan, qui jouxte le Laos. Ils auraient pour mission d'empêcher des incursions communistes, comme celles des unités du Kuomintang stationnées depuis des années dans la région. L'attrait financier de l'opération — *les Américains* donneraient environ un dollar par réfugié et par jour — explique l'intérêt des militaires qui, selon les affaires étrangères, *« se disputent pour savoir qui sera chargé de la répartition des fonds américains ».*

Les Américains continuent donc de se mêler des affaires de la région. Certains responsables du ministère des affaires étrangères — qui semblent avoir *pris une* position en flèche et ne mâchent pas leurs mots, — nous ont dit qu'ils fomentent des troubles aux frontières avec le *Laos et le Cambodge* pour envenimer les relations entre la Thaïlande et ces pays. Des militaires thaïlandais, aveuglés par l'anticommunisme ou habitués à obéir à Washington plus qu'à leur propre gouvernement, pourraient se laisser entraîner dans des aventures auxquelles Bangkok est de plus en plus opposé. D'autant, qu'à la crainte des Américains s'ajoute désormais celle des Soviétiques : leur proposition de pacte de sécurité collective en Asie n'est pas accueillie ici avec enthousiasme.

PATRICE DE BEER.

Cambodge

● PLUSIEURS CENTAINES DE *REFUGIES CAMBODGIENS* sont arrivés récemment en Thaïlande, après avoir tué huit gardes khmers dans un village situé à cinquante kilomètres de la frontière, a annoncé dimanche 13 juillet le *Bangkok Post*. Selon des administrateurs du district frontalier d'Aranyaprathet, ces réfugiés font état de massacres et de sévices infligés aux bonzes. Ils affirment que plus d'une centaine de villageois qui tentaient de gagner la Thaïlande ont été tués dans une embuscade. — *(Reuter, A.F.P.)*

Présence de l'Inde, présence en Inde

par LÉO HAMON

La proclamation de l'état d'urgence par Mme Indira Ghandi et les nombreuses arrestations auxquelles il a été procédé ont braqué les feux de l'actualité sur l'Inde et ses problèmes. Mais, ni l'immensité humaine du subcontinent, ni la complexité de ses réalités, ni l'importance de son évolution pour l'avenir du monde, ne datent de ces derniers jours et il faut, justement, les avoir présentes à l'esprit pour tenter d'apprécier ce qui vient de se produire.

Simultanément, en Inde, splendeurs, misères, performances et problèmes assaillent le voyageur. Beautés de l'architecture mogole, du Taj *Mahal à Delhi, l'art des pays musulmans* aura peut-être connu ses accomplissements les plus parfaits sous des cieux et dans des *milieux* qui n'étaient pas exclusivement ceux de l'Islam. Par leur exubérance, même à Kedjurao, Ajanta ou Ellora, les splen*deurs de l'art indou renouvellent* l'impression qu'on éprouve aussi à Borobudur comme à Angkor : non pas de contempler une variante supplémentaire de la civilisation qui s'étend de Rome à Leningrad en passant par Chartres et Cologne, mais de découvrir un autre grand fleuve de l'aventure humaine.

Misères de Calcuta surpeuplée, où *les trottoirs demeurent sans doute les* plus fréquentés des dortoirs, tandis que la finesse de la culture bengali se conjugue avec la stagnation économique aux conséquences dramatiques devant l'afflux continuel de la population ; misères aussi et sous-*emploi chez les ruraux* — *alternance* des sols infertiles et des campagnes surpeuplées.

Performances de ces universitaires chez qui la culture rivalise avec la hauteur de pensée, tolérance traditionnelle, religieuse avant que d'être politique, et illustrée par une juxtaposition pacifique de plusieurs religions, remontant au temps où en Europe protestants et catholiques s'entr'égorgeaient encore. Perfor*mances* aussi de ces installations nucléaires qui dans la *baie de Bombay* font face à l'île d'Elephanta où le touriste va visiter les sculptures géantes vieilles de dix siècles : qualité de ces usines modernes techniquement et économiquement efficaces, dont les installations sociales souffrent fort bien la comparaison avec leur homologues européennes.

Il est *de mode* d'opposer l'essor *chinois à l'impasse indienne.* Mais peut-on comparer avec équité un pays ouvert *dans* lequel le voyageur *peut tout découvrir* et un autre qui tire rigoureusement les réalités accessibles à l'étranger ? Les problèmes du sous-continent indien sont assurément immenses : la montée du produit national brut aura été, depuis l'indépendance, en moyenne de 2,5 *à 3 % par an. Il n'est donc pas loin* d'avoir doublé, en *moins* de trente ans. Mais la population, elle, s'accroît d'un million d'habitants par *mois*. En dépit des crédits appréciables dont il dispose, le planning familial se heurte à la *résistance des mœurs et des croyances. Ce qui est* gagné en réduction des naissances est, jusqu'à présent, compensé par la réduction des décès qu'ont amenée les progrès de l'hygiène : la population, elle, aura bientôt augmenté de plus de moitié depuis l'indépendance. En sorte que la croissance démographique absorbe au moins les deux tier de la croissance *économique*.

Six cent millions d'hommes ne font-ils donc que rouler inlassablement un *immense* rocher de Sisyphe ? Les réalités, l'uniformité des moyennes recouvre ici tantôt des *croissances notables, tantôt des stagnations*, voire des *reculs*, en sorte que l'apparent piétinement global masque des évolutions très diverses. On voit bien les carences opiniâtres : le progrès très lent dans la distribution des terres laissant subsister de grands domaines demeurés, pour partie, incultes — une corruption qui tient au médiocre fonctionnement des *administrations* — *et aux inégalités* sociales si voyantes. Mais il faut aussi relever les industrialisations de très bonne qualité, des progrès indéniables en matière d'équipement collectif (plus d'un demi million des villages au total ont été électrifiés), la création de nombreuses *universités*, un réseau d'écoles qui, même rustiques, existent désormais dans chaque village, la formation d'une classe moyenne, la maîtrise des techniques les plus modernes qui a permis à l'Inde de faire exploser la bombe atomique. *Dans la vase des routines* immémoriales, la modernité enfonce ses *pilotis*.

Sans doute, devant tant de *miséreux*, comment ne pas souhaiter une mobilisation générale de la main-d'œuvre autour de quelques *grands* desseins rendus sensibles à tous, rompant les inerties et tendant les énergies ? De telles mobilisations ne vont pas cependant sans fanatismes — des sacrifices de vies humaines et des grouillements de misères qui *ont précisément marqué les débuts* de la révolution russe et seraient accrus ici par la dimension même du pays, trois à quatre fois plus peuplé que ne l'était la Russie en 1917.

Congrès et opposition

Aujourd'hui le mouvement protestataire de Jayaprakash Narayan (J.P.) a appelé les citoyens aussi bien que les partis à constituer contre la corruption un front de lutte opposé *en fait au parti du Congrès ; il a* trouvé dans l'opinion un écho certain. Mme Gandhi et le parti du Congrès font ainsi face à l'une des plus grandes vagues d'opposition dans la brève histoire de la République indienne.

A un parti du Congrès, né de la lutte pour la libération nationale et réunissant, comme tel, des courants et des recrutements divers, Mme Gandhi a su, *quant* à elle, faire prendre en 1968 un tournant à gauche cor[...] pondant à l'évolution profonde mentalités. Elle n'a pas reculé de[...] la scission de *la droite* et a p[...] le débat devant le peuple lui-mê[...] lors des élections qu'elle a gagné[...]

La République dans laquel[...] l'indépendance du juge lui permet censurer un premier ministre pour[...] être donnée en exemple à quelq[...] *démocraties plus anciennes, tan[...]* qu'on s'interrogera sur le nombre ministres en exercice en Europe d[...] l'élection aurait risqué d'être in[...] lidée par application de la jurisp[...] dence du magistrat indien. Tout c[...] est aujourd'hui remis en question *part et d'autre.*

Les conditions sociales et cul[...] relles du plus peuplé des Etats tiers-monde excluaient-elles l'appli[...] tion des lois démocratiques dans u[...] période de grand trouble ? A l'é[...] dence, l'image de marque de *démocratie indienne a subi* [...] lourde atteinte. Mme Gandhi sort[...] t-elle vainqueur de l'épreuve et l'In[...] elle-même retrouvera-t-elle son lé[...] time orgueil, la démocratie ?

Je veux, quant à moi, croire en chance de l'Inde démocratique a[...] la fille de Nehru.

Si le parti du Congrès est socia[...] ment hétérogène, et si la possess[...] *ininterrompue du pouvoir ne lui* pas épargné relâchements, routines timidités, habituels en pareil c[...] l'opposition rassemble les éléme[...] les plus contradictoires — socialis[...] orthodoxes aigris par l'échec, g[...] chistes maoïstes, démocrates sin[...] res, *conservateurs religieux* laïques, — sorte de « cartel de no[...] que l'histoire favorise rarement, *dont les contradictions, en cas* succès, exposeraient fort l'Un[...] indienne à l'anarchie et à la dis[...] cation, pour l'avantage moral l'autre géant asiatique, la Chine, qui contribue sans doute à expliq[...] le soutien de fait donné au prem[...] *ministre par le parti communiste p[...]* soviétique.

En tout cas, la victoire même *Mme Gandhi perdrait sa raison d'ê[...]* — et son recours à une so[...] d' « article 16 » aggravé perdr[...] toute justification — si cela n'abo[...] tissait au plus tôt au rétablisseme[...] d'une situation constitutionnelle n[...] male et à une accélération des me[...] res de démocratie sociale, sans l[...] quelles l'Inde ne serait plus qu[...] *régime autoritaire de plus dans tiers-monde.*

Une Inde en expansion économiq[...] sensible — et trouvant dans son p[...] grès même un surcroît de puissan[...] — modifierait en le diversifiant l'éq[...] libre de l'Asie où, sans sa montée les forces en présence seraient se[...] lement les dominations soviétique chinoise, — sans autre solution rechange, pour ceux qui voudraie[...] *refuser l'une et l'autre,* que la so[...] mission aux Etats-Unis. Il pourr[...] être réservé à l'Inde, en ajoutant nouveau pôle de puissance, avec message moral et politique origin[...] de rendre l'équilibre général pl[...] riche et de créer pour tous (notar[...] *ment pour l'Indonésie et le reste* [...] Sud-Est asiatique) une chance suppl[...] mentaire d'émancipation.

Présence de la France

L'anglais est, pour l'Inde, la la[...] gue internationale de communic[...] tion — et même la langue de trav[...] — et de communications intern[...] *d'une élite universitaire politique* administrative. Comme dans presq[...] toute l'Asie centrale et orientale, l'exclusion de l'ancienne Indochin[...] il serait vain de prétendre install[...] ici le français comme première la[...] gue internationale. Mais l'anglais *la connaissance privilégiée, sin[...]* quasi exclusive, de la Grande-Br[...] tagne sont un legs du colonisate[...] et, sans songer à le renier, l'In[...] voudrait affirmer son indépendan[...] intellectuelle en s'ouvrant à d'autr[...] réalités encore. Aussi se montr[...] t-elle désireuse de mieux connaît[...] d'autres pays et tout particulièreme[...] la France. Elle témoigne délibér[...] ment son intérêt à notre productio[...] aéronautique, en dépit d'autres so[...] licitations concurrentes. La coopér[...] tion franco-indienne dans le domai[...] de l'énergie nucléaire aux usag[...] pacifiques a été privilégiée et l' e[...] de l'intérêt des deux partenair[...] qu'elle le demeure. Il y a place po[...] une connaissance limitée mais s[...] gnificative de notre langue (j'en trouvé des témoins de qualité). No[...] pouvons aussi parler de son pays [...] le faire connaître davantage en usa[...] de l'anglais : il faut le faire, ain[...] pensent et agissent sans doute le[...] Allemands dont l'activité comme[...] ciale est déjà supérieure à la nôtr[...] dont l'effort d'affirmation culturel[...] *dépasse aussi parfois le nôtre...*

Nous ne pouvons ignorer l'Inde o[...] ne pas développer davantage no[...] coopérations en justifiant ce com[...] portement par le pessimisme sur so[...] prochain avenir. D'une manière o[...] d'une autre, cependant, elle ser[...] demain une grande puissance. No[...] enfants ne nous pardonneraient pa[...] d'avoir laissé passer le temp[...] *où le lien franco-indien peut au mieu[...]* se renforcer. Il ne s'agit plus au[...] jourd'hui de colonisation mais d[...] coopération et simplement de pré[...] sence culturelle, économique et hu[...] maine.

Vietnam du Sud

Victoire douce-amère à Saigon

(Suite de la première page.)

Et le « fantochisme » — c'est-à-dire les modes de raisonnement, les habitudes de vie héritées de l'ancien régime et des Américains — est, aux yeux des révolutionnaires, une maladie qui demande un traitement approprié, dispensé pendant les séances de « rééducation ». Une série de dessins parue dans *Saigon libéré*, seul *quotidien en vente avec les journaux* du Nord, l'illustre parfaitement. Un premier dessin représente un « fantoche » qui tend vainement la main à un cadre révolutionnaire. « *Excusez-moi,* dit celui-ci, *le peuple et la révolution ne me permettent pas encore de vous fréquenter. Essayez d'abord de vous faire rééduquer.* » Le « fantoche » suit ce conseil et un troisième dessin montre les deux hommes en train de se serrer la main après la « cure ».

En mai, les militaires, les fonctionnaires et les militants des partis politiques de l'ancien régime avaient dû *se faire* enregistrer. En juin, ils ont été appelés à se présenter pour des séances de « rééducation » d'une durée variable selon leur rang hiérarchique. Les officiers supérieurs, en activité ou en retraite, les hauts fonctionnaires et les hommes politiques — députés, sénateurs, ministres — suivent un stage d'un mois. En partant, ils ont dû se munir *« d'une couverture, d'un chandail, d'un imperméable, d'une natte, d'une moustiquaire, ainsi que de papier et de crayons pour prendre des notes »*. Certains hommes politiques — tel le général Minh — ont bénéficié d'une dispense. Des ministres ne sont pas astreints à certains travaux en raison de leur état de santé.

Les officiers semblent moins favorablement traités. L'endroit où ils se trouvent n'a pas été révélé à leur famille. Ils ont été amenés hors de Saigon dans des camions. En province, où la « rééducation » a commencé peu après l'arrivée des révolutionnaires, la durée du programme n'est pas fixée à l'avance. *Fin juin, on était* sans nouvelles des officiers enregistrés à Hué et emmenés il y a deux mois dans des camps situés près de la frontière laotienne. Dans d'autres régions, on aurait demandé des « volontaires » pour des travaux publics *à la fin de la* période de « rééducation ».

Trois jours de « cours »

Pour les petits fonctionnaires et les soldats ou sous-officiers, la rééducation se fait sous la forme de « cours » d'une durée de trois jours. « *Nous étions réunis dans l'amphithéâtre de l'Institut agricole*, nous a dit un sergent. *Le premier jours a été consacré à un exposé de base. Un commissaire politique nous a expliqué que nous étions tous coupables parce que* « *les M. 16* (fusils américains) *ne tirent pas tout seuls* ». *Le deuxième jour nous avons discuté de l'exposé en petits groupes. Une révision générale a eu lieu le dernier jour. A la fin de la rééducation, on nous a remis une attestation qui nous permet de chercher du travail, sous le contrôle des chefs d'îlots établis dans chaque quartier. Un rapport sera ensuite transmis au commissariat où est recensé tout ancien soldat. Ce commissariat décidera du moment où nous pourrons être être rétablis dans nos droits civiques.* »

Le général Tran Van Tra, président du Comité militaire d'administration de Saigon, a expliqué le sens de ces mesures dans un communiqué diffusé par la presse. « *Officiers, soldats, agents de police, fonctionnaires de l'administration fantoche, avant d'être des agents de l'ennemi, vous étiez des paysans, des ouvriers, des employés. La victoire du peuple vous donne l'occasion de redevenir de purs Vietnamiens et de retourner dans vos champs, vos ateliers, vos bureaux. La rééducation par le travail va résoudre vos problèmes individuels, en même temps qu'elle contribuera à la reconstruction du pays. Les familles qui ont eu en leur sein des membres dévoyés sont les victimes du régime américano-fantoche. La révolution comprend leur malheur et le considère comme un malheur commun. Que le peuple assume ses responsabilités en conseillant à chacun de rentrer dans le droit chemin.* »

Un autre dessin a aussitôt été publié dans *Saigon libéré*. Il représente un homme qui se fait traîner vers les « rééducateurs » par son fils, sa femme et son père. « *Papa*, dit l'enfant, *essaye de te faire rééduquer comme il faut pour devenir un bon père.* » « *Tu mérite la prison à cause de tes crimes*, poursuit l'épouse. *Heureusement, les révolutionnaires ne font que te rééduquer.* » « *Je t'avais bien dit de ne pas devenir un laquais de l'impérialisme*, conclut le patriarche. *Tu n'as pas voulu m'écouter. Tant pis pour toi. Aujourd'hui tâche de te faire rééduquer.* »

Dans l'esprit de ceux qui l'organisent, la « rééducation » n'est pas une sanction. En 1954, les cadres du Nord ont eux-mêmes subi une « formation corrective » pour préparer la *réforme* agraire. Mais la méthode choisie est-elle la meilleure ? Les « cours » varient beaucoup en fonction des « professeurs ». Certains « élèves » se sont félicités de l'ambiance débonnaire qui régnait dans leur « classe ». Mais, ailleurs, pourquoi obliger un simple soldat, dont le seul tort est de n'avoir pas rejoint le *maquis*, à rédiger une « *dissertation sur ses crimes de guerre* » ?

Jusqu'à présent, la « rééducation » obligatoire a été la seule mesure décidée officiellement à l'égard des collaborateurs, contraints ou non, de l'ancien régime. *Au terme d'une guerre* implacable, les autorités n'ont ordonné ni arrestations, ni exécutions. Elles ont laissé toutefois procéder à d'assez nombreux règlements de comptes en province. En l'absence de gouvernement *véritablement en place, le* pouvoir appartient aux comités militaires ou populaires installés dans chaque région. La politique mise en œuvre à l'échelon local vaut ce que valent les hommes, et il y a de grandes différences d'une localité à l'autre.

Il est interdit aux journalistes qui ne sont pas les invités du nouveau régime de sortir de Saigon. Mais des voyageurs dignes de foi ont signalé des cas précis d'exécutions sommaires, comme, hélas, lors de toute « libération ». A Tuy-Hoa, localité de dix mille habitants située au nord de Nha-Trang, des policiers qui avaient participé à l'opération Phœnix (destinée à détruire l'infrastructure du F.N.L.) auraient été massacrés par *les parents* de leurs propres victimes.

Il serait tout à fait excessif de parler de terreur mais la population — qui, dans sa majorité, a vécu la guerre de façon passive — s'inquiète des méthodes inquisitoriales de la nouvelle administration. Quand ils se sont présentés aux autorités, certains Vietnamiens, employés dans les ambassades ou des établissements publics étrangers, ont dû remplir un questionnaire qui leur demandait entre autres choses « *le nom de leurs meilleurs amis et des personnes qui ont de l'influence sur eux* ». Tous les Saigonnais ont été recensés îlot par îlot. Maintenant, s'ils veulent changer d'adresse, ils doivent demander l'autorisation du *comité du quartier* où ils résident et de celui où ils désirent s'installer. Il leur faut être accompagnés de deux témoins, tenus pour responsables de toute fausse déclaration.

Les femmes circulent librement, *mais*, depuis juin, dans certaines régions, aucun homme ne peut se déplacer sans autorisation préalable.

La mobilisation est permanente. Des instructions ont été diffusées au sujet de la façon « correcte » d'arborer le drapeau du G.R.P. et celui de la République démocratique du Vietnam (qui, dit-on, flotte seul maintenant dans les régions proches du 17e parallèle). Le portrait de « *l'oncle Ho* » est *partout, dans* le salon des anciens hommes politiques et dans le parloir des communautés religieuses.

Au début de mai, des « *cours de formation* » avaient été organisés pour permettre aux étudiants et lycéens de « *comprendre les problèmes fondamentaux de la révolution* ». On est vite passé des cours aux travaux pratiques. Les étudiants en lettres, en droit et en sciences humaines sont fort inquiets pour leur avenir depuis que les autorités ont annoncé que l'enseignement de ces disciplines devra être totalement repensé. En attendant, ils participent en « bataillons » au nettoyage de la ville. Ou bien, sous la conduite d'un cadre révolutionnaire, ils vont « expliquer » la politique du nouveau régime dans les quartiers populaires, où deux d'entre eux ont été tués récemment par *des mécontents. La pratique des « confessions publiques »* s'est aussi répandue dans les facultés.

La prise en main commence tôt. Dans les écoles, les élèves « *participent aux activités révolutionnaires de quartier* » dès l'âge de huit ans. *Les « groupements d'enfants libérés »* sont ouverts aux garçons et aux filles âgés de dix à quinze ans, indique le journal de Saigon.

Chaque jour, ce quotidien relate les travaux de quelque *congrès des professions libérales* ou des « *artistes libérés* ». Le 14 juin, l' « *Association des légistes patriotes* », qui comprend des professeurs de droit, des avocats et des juges, a tenu une session au cours de laquelle un orateur a déclaré : « *Le droit est lié à la politique. C'est un instrument de lutte, un moyen d'atteindre les objectifs de la révolution.* » Plus tard, cinq cents romanciers, essayistes et poètes se sont réunis pour « *étudier le rôle des écrivains combattants* ». « *Ils ont tenu à exprimer leur reconnaissance à l'oncle Ho et au parti des travailleurs du Vietnam, qui ont su guider le peuple vers la victoire.* »

Quand ils s'expriment en privé, sans souci du rituel révolutionnaire, certains auteurs de ces motions ne manquent pas de hauteur de vue. D'autres, ralliés de la dernière heure, pensent que leur zèle servira une carrière peu réussie jusqu'alors. La majorité, qui n'a pas le choix, obéit aux consignes du jour et donne simplement l'impression de *s'adapter à un nouvel épisode de* l'histoire tourmentée du Vietnam. Ce qui est poignant dans ce spectacle, c'est que, en fait d'épisode, on est sans doute entré dans l'éternité communiste.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Prochain article : CASSER LA MACHINE

LE PREMIER JOURNAL PRIVÉ QUI REPARAITRA EST UN HEBDOMADAIRE CATHOLIQUE

Saigon *(A.F.P.)*. — Diffusé et rédigé par des prêtres « progressistes », l'hebdomadaire *les Catholiques et la Nation* vient de paraître à Saigon. Il s'agit de la première *publication* à caractère privé à être éditée depuis l'arrivée au pouvoir du G.R.P. La revue, précise l'éditorial du premier numéro, « *n'a d'autre ambition que de faire prendre conscience aux catholiques que leur place et leur rôle au sein de la nation sont les mêmes que ceux de tous les autres Vietnamiens* ».

Le président du Front national de libération, M. Nguyen Huu Tho, a déclaré à maintes reprises que le gouvernement autoriserait la parution d'une presse privée. Les autorités étudient la possibilité de permettre la publication des journaux qui ne soutenaient pas le régime Thieu.

Le journal *les Catholiques et la Nation* existait avant la chute de l'ancien régime. Il était publié à Paris, en vietnamien, par le Père Nguyen Dinh-Thi, qui se trouve à Saigon où il relance sa publication. Le Père Thi estime que la révolution vietnamienne n'est pas incompatible avec la doctrine chrétienne, et il veut faciliter l'intégration des catholiques dans la communauté nationale.

[Animateur à Paris depuis de nombreuses années du Mouvement des Vietnamiens catholiques au service de la nation, le Père Thi n'a cessé d'être en contact avec les religieux et les laïcs qui, au Sud, luttaient contre le régime Thieu et la politique américaine. Il a été l'un des organisateurs de plusieurs rencontres internationales (Québec, Turin) des « chrétiens solidaires des peuples d'Indochine ». Plus récemment, il a beaucoup contribué au succès de l'opération « S.O.S. Fraternité Vietnam », destinée à envoyer une aide d'urgence à la population du Sud.]

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

A RIO-MAIOR

« C'est la faute aux communistes »

De notre envoyé spécial

io-Maior. — « Votre journal communiste ? » Une réponse -mative et la situation devien-it tout à coup explosive. cueil que réserve Rio-Maior dans le nord du pays — es visiteurs ce lundi 14 juillet rien de rassurant. Questions es, ton inquisitorial, regard d et méfiant : l'atmosphère tendue. Le gros bourg tout er est dans la rue. Le sol jonché de journaux déchirés piétinés : la camionnette qui apportait de Lisbonne a été e d'assaut dès son arrivée la foule, mécontente du ipte rendu qu'a fait la presse incidents survenus la veille a la localité.

imanche, en effet, Rio-Maior connu des heures chaudes : a détruit et saccagé en plein le siège du parti communiste du Front socialiste populaire. rchassé des militants à tra-s les rues. On a, en un mot, ttoyé le village », et aucun ceux qui se pressent mainte-t autour de nous ne semble reller cette « jacquerie » un particulière. Tout indique, au traire, que la plupart sont ts à recommencer « au pre-r communiste qui se pré-te ».

es origines de cet « assainis-ent » restent confuses. Tout parti d'une réunion de pay-s qui devait avoir lieu, anche après-midi, dans une e du village. La Ligue des its et moyens agriculteurs du atejo avait, en effet, convoqué ez discrètement une assem-e à Rio-Maior, où elle espérait voir s'implanter. « Mais la ue c'est les communistes, et s, les communistes, nous n voulons pas », explique un ne fermier. Les paysans de région sont, en effet, déjà groupés dans une « association producteurs agricoles » qui se ut apolitique et a pris la place grenio de lavoura structure l'ancien régime, dissous après 25 avril.

Quand, dans la matinée, ils prennent que « ceux d'Al-içá » (bourg voisin où la fie est très forte) ont décidé se réunir à Rio-Maior, la ten-n monta. La rumeur se répand e les communistes veulent oc-per le siège de l'ancien gre-. D'autres assurent qu'ils vont ndre la direction des organi-ions paysannes. C'est jour de marché à Rio-Maior, et l'après-midi il y a un « grand match de football » : les gens des environs sont là, nombreux. Tout se passe alors très vite : rassemblement devant la salle de réunions, invectives, premières échauffourées. Un militant communiste s'enfuit en courant vers le local du parti. On le poursuit, on le rejoint.

Quelques minutes plus tard, la mise à sac est terminée. Les meubles sont jetés par les fenêtres. Dossiers et livres font un tas au milieu de la rue. On y met le feu. Les soldats de l'école de cavalerie de Santarem arriveront plus tard... pour éteindre les flammes.

Dans la nuit, la radio rend compte des faits et accuse les caciques, ces notables de la vie rurale, d'avoir fomenté la révolte. Nouvelle colère : les paysans demandent aux militaires d'exiger un démenti. Le rectificatif viendra deux heures plus tard. Mais la presse du matin reprend les attaques contre les « vandales réactionnaires ». Aussi, quand arrivent les journaux du soir, la fronde reprend de plus belle. Sur la place du village, c'est presque une mobilisation générale. Les dirigeants de l' « association » menacent d'empêcher le trafic sur la route Lisbonne-Porto toute proche, si l'information n'est pas corrigée.

Au siège du parti socialiste, installé dans la Maison du peuple, l'effervescence est la même. Un dirigeant local, teint de cuivre et moustache drue, une silhouette à la Pancho Villa, tente d'expliquer la colère du pays : « *Nous, des caciques ? Nous ne sommes que des gens humbles. Des vandales, des réactionnaires ? Ici, le P.S. a gagné les élections. Tout ce qu'on raconte est faux. Jusqu'à hier, il n'y avait jamais eu de troubles à Rio-Maior. On s'entendait tous très bien. Même avec le P.C.* » Il essaie de ramener un peu de calme et conclut d'un ton qui ne supporte pas la réplique : « *La vérité est simple : tous les problèmes que l'on connaît dans nos fermes, c'est de la faute aux communistes. On a seulement besoin d'argent : l'Europe pourrait nous en donner, les communistes l'empêchent.* »

DOMINIQUE POUCHIN.

SELON LES OFFICIERS DU CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Le projet de « pouvoir populaire » ne serait pas réalisé avant dix ans

L'aggravation subite de la situation en Angola, qui fait les titres de la presse portugaise, n'a pas entièrement éclipsé la crise politique ouverte la semaine dernière par la rupture entre le parti socialiste et le Mouvement des forces armées.

Le général Vasco Gonçalves, premier ministre, a repris ce mercredi ses consultations en vue de choisir les personnalités qui remplaceront les ministres socialistes démissionnaires. Le Conseil de la révolution se réunit de son côté pour préparer ses réponses aux exigences qui lui ont été présentées par le Parti populaire démocratique (P.P.D.). Ces réponses ont été promises pour mercredi, et c'est d'elles que dépend le maintien du P.P.D. au gouvernement.

Le Parti populaire démocratique demande des garanties en ce qui concerne la liberté de la presse et la tenue d'élections municipales ainsi que des assurances concernant le rétablissement de l'autorité par l'État et l'adoption d'une politique précise pour la solution de la crise économique. Le P.P.D. a également demandé que le Conseil de la révolution prenne publiquement position sur les critiques formulées par le parti à propos du projet de « pouvoir populaire » du M.F.A. et qui touchent le respect des règles démocratiques constitutionnelles.

A ce sujet, les observateurs ont suivi avec intérêt le débat télévisé qui a réuni dimanche soir quatre des cinq membres de la commission politique du Conseil de la révolution. Les quatre officiers (le vice-amiral Vitor Crespo et les capitaines Vasco Lourenço Graca Cunha et Sousa Castro) se sont attachés à clarifier le projet de « pouvoir populaire ». Ils ont reproché à la presse d'avoir présenté les formes d'organisations populaires les plus avancées comme des objectifs à court terme, alors que leur réalisation n'est pas prévue avant dix ou vingt ans.

Ils ont tous les quatre insisté sur le caractère de « document-guide » du projet approuvé par l'assemblée générale du M.F.A. Le vice-amiral Vitor Crespo a notamment déclaré que le M.F.A. n'entendait pas « *imposer un type de socialisme aux Portugais* », à qui, a-t-il dit, « *il appartient de penser leur révolution* ».

La presse accorde d'autre part une large place à ce qu'elle considère comme une « *campagne réactionnaire* » lancée parallèlement à la crise politique, dont elle impute la responsabilité aux socialistes. La manifestation organisée dimanche à Aveiro, à l'occasion du retour de Rome de l'évêque de la ville, est assimilée à la « *manifestation de la majorité silencieuse* » spinoliste du 28 septembre dernier. Ajoutée à la mise à sac des permanences du parti communiste et du Front socialiste populaire à Rio-Maior dimanche, cette manifestation est présentée comme faisant partie d'un vaste plan qui serait mis à exécution tout d'abord dans le nord du pays.

Le parti socialiste devait organiser mardi soir une manifestation, la première depuis son départ du gouvernement jeudi et son passage dans l'opposition. Les militants du P.S. sont appelés à se rassembler devant le siège du parti pour se rendre ensuite en cortège à San-Bento, où siège l'Assemblée constituante. Plusieurs dirigeants, dont M. Mario Soarès, prendront la parole. Mercredi, ce sont les commissions de travailleurs, les commissions de quartier et les syndicats qui manifesteront pour soutenir les mesures prises par l'assemblée du Mouvement des forces armées avec les mots d'ordre suivants : « *Dissolution du gouvernement provisoire, gouvernement révolutionnaire* », « *Dissolution de l'Assemblée constituante, pouvoir ouvrier et populaire* ».

Vendredi soir, le M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, maoïste), dont le secrétaire général, M. Arnaldo Matos, s'est évadé d'un hôpital où il avait été transféré à la suite d'une grève de la faim, tient un meeting. Le Copcon (Commandement opérationnel du continent) a diffusé lundi un document condamnant l'infiltration croissante du M.R.P.P. au sein des unités militaires.

● RECTIFICATIF. — Une coquille a déformé le sens d'une phrase dans le reportage de notre envoyé spécial au Portugal publié dans *le Monde* des 13 et 14 juillet. Il fallait lire « les socialistes comptaient *sur* une intervention de l'aile modérée... » et non « *sans* une intervention... ».

Hongrie

LE GOUVERNEMENT DE M. LAZAR SUBIT QUELQUES MODIFICATIONS

Vienne. — Le Parlement hongrois, issu des élections du 15 juin dernier, a confirmé M. Paul Losonczi dans ses fonctions de chef de l'État, et réélu M. Antal Apro comme président du Parlement.

Le gouvernement, présidé par M. György Lazar (depuis la démission, le 15 mai dernier, de M. Jenö Fock), a subi des changements mineurs, concernant avant tout les ministères techniques. Parmi les cinq vice-présidents du conseil, un seul changement : M. Matyas Timar, qui remplace M. Sandor Laszlo à la tête de la Banque nationale, cède sa place à M. Ferenc Havasi, membre du comité central. Trois modifications interviennent dans la répartition des portefeuilles : M. Pal Simon succède à M. Gyula Szeker au ministère de l'industrie lourde que celui-ci avait quitté le 15 mai dernier pour devenir vice-président du conseil ; M. Tivadar Nemeslaki remplace M. Gyula Horgos à la métallurgie ; enfin, M. Pal Romany, libéré la veille de ses fonctions de chef de la section du comité central du parti chargée de l'industrie, de l'agriculture et des transports, remplace M. Imre Dimeny au ministère de l'agriculture.

La composition du gouvernement

Premier ministre : M. György Lazar ;

Vice-premiers ministres : MM. György Aczel, Janos Borbandi, Ferenc Havasi, Istvan Huszar, Gyula Szeker ;

Ministres :

Commerce intérieur : M. Istvan Szurdi ;

Intérieur : M. Andras Benkei ;

Santé : M. Emil Schultheisz ;

Construction et urbanisme : M. Jozsef Bondor ;

Défense : M. Lajos Czinege ;

Justice : M. Mihaly Korom ;

Métallurgie et constructions mécaniques : M. Tivadar Nemeslaki ;

Industrie légère : Mme Janos Keserue ;

Postes et communications : M. Karoly Rödönyi ;

Culture : M. Laszlo Orban ;

Commerce extérieur : M. Jozsef Biro ;

Affaires étrangères : M. Frigyes Puja ;

Agriculture et alimentation : M. Pal Romany ;

Travail : M. Laszlo Karakas ;

Industrie légère : M. Pal Simon ;

Education : M. Karoly Polinszky ;

Finances : M. Lajos Faluvegi.

Italie

AVANT LE CONSEIL NATIONAL DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

position de M. Fanfani paraît menacée

De notre correspondant

e. — Face aux critiques de rti dont les caciques lui ent de tirer lui-même les uences de la défaite du in et de démissionner, intore Fanfani a dû convo-e conseil national de la atie chrétienne pour les et 21 juillet. Le sort du ire politique de la D.C. se pendant ces trois journées rs desquelles le parti défi-vec ou sans lui, le nou-objectifs. Mais l'intéressé fait savoir qu' « *il ne par-pas, qu'il faudrait le r* ».

barras est donc grand au parti de la majorité « re-» qui n'a jamais tant cette appellation. N'est-il ntraint de donner à l'élec-n signe concret de change-s'il veut éviter que les com-es grignotent encore six ille voix et se haussent au le première formation poli-de l'Italie ? Le remplace-le M. Fanfani — devenu, à u à raison, le symbole de les erreurs du passé — ît à beaucoup de démo-chrétiens comme la mesure s indiquée.

s la politique italienne, le riat de la D. C. est le clé par excellence. Ni la ence de la République ni la ence du conseil n'ont au-e pouvoirs. Tout passe par décide de tout : du choix rigeants du secteur public, célération ou du retard des x parlementaires, de la les élections et, souvent, de chaine crise gouvernemen-On comprend que M. Fan-âgé de soixante-sept ans, e à conserver cette fonc-tout prix. Il lui a d'ailleurs lui-même, depuis deux ans, mportance accrue par son combatif, ses méthodes au-res et centralisatrices.

candidat est déjà en lice lui succéder. Il s'agit de laminio Piccoli, chef du démocrate chrétien à la re. Son discours, prononcé quelques jours devant les s du parti, n'a trompé ne. C'était un véritable programme de gouvernement. Le candidat y développait en particulier la nécessité d'un rapprochement avec les socialistes. Ceux-ci deviendraient les partenaires privilégiés de la D.C., comme ils l'avaient eux-mêmes souhaité avant les élections. D. Piccoli plaide, d'autre part, pour une « confrontation » avec le parti communiste.

En principe, M. Piccoli aurait toutes les chances de détrôner M. Fanfani. Il appartient, en effet, au groupe le plus important de la démocratie chrétienne, les *Dorotei* (soixante-trois conseillers nationaux sur cent soixante-dix-neuf) ; il s'est assuré le soutien des deux courants de gauche, *Base* et *Forze Nuove* (trente et un conseiller) et même l'appui, plus discret, des amis de MM. Andreotti et Colombo (vingt-sept). M. Piccoli ne devrait avoir contre lui que M. Aldo Moro et ses amis et, bien entendu, les « fanfaniens ». Mais cela reste théorique.

On n'est toujours pas fixé, en particulier, sur les intentions exactes d'un autre « dorothéen », M. Antonio Bisaglia, ministre du budget, qui s'agite beaucoup depuis quelque temps. Outre les querelles de personnes, une question de fond se pose : la démocratie chrétienne peut-elle établir un « axe préférentiel » avec les socialistes, après s'être déplacée un peu plus sur la droite aux élections ?

Jusqu'au 19 juillet, M. Fanfani mettra toute son énergie et toute son habileté à accentuer de telles divisions. C'est sa seule chance de conserver le secrétariat, ou, faute de mieux, de s'en dissocier au profit d'un de ses proches. Le nom le plus souvent cité à ce propos est celui de M. Arnaldo Forlani, ministre de la défense, qui occupa d'ailleurs le poste précédemment.

Reste à savoir si les militants de base, qui commencent à s'impatienter — un mois est passé déjà depuis la défaite électorale, — se contenteraient de changements aussi minces. On prête à un dirigeant de la D.C. de Trieste la boutade suivante : « *Si nous continuons à jouer aux quatre coins, mettant Rumor à la place de Fanfani, Piccoli à la place de Moro, Colombo à la place de Piccoli, Andreotti à la place de Colombo, nous finirons par trouver le P.C.I. à la place de la D.C.* »

L'incapacité de la démocratie chrétienne à tirer la leçon de sa défaite peut en effet paraître effarante. On ne sait pas bien si c'est l'énergie qui manque aux dirigeants du parti ou la volonté de changement elle-même. Sans doute connaissent-ils trop bien les trois obstacles qui s'opposeraient à un nouveau départ : l'absence de doctrine de la D.C., qui n'a plus de chrétien que le nom et dont l'« interclassisme » l'amène à représenter, tout à la fois, des intérêts de la gauche, du centre et de la droite ; les mauvaises habitudes — laisser-aller, copinage ou corruption — prises par de nombreux démocrates-chrétiens dans les centres de pouvoir, locaux ou nationaux, qu'ils colonisent depuis une trentaine d'années ; enfin, leur propre présence. Eux, les inamovibles — malgré certains mérites et même parfois de grandes qualités — ont fait le vide derrière eux, décourageant les plus jeunes.

On devrait néanmoins se garder de conclusions trop hâtives. L'émergence d'un mouvement aussi dynamique que Communion et Libération, qui, avec une étiquette démocrate chrétienne, a fait élire, le 15 juin, quatre-vingts de ses membres en Lombardie et vingt et un en Emilie romane, est suivie avec intérêt. Cette organisation ambiguë — plutôt traditionaliste en matière religieuse, plutôt gauchiste sur le plan politique — a été officiellement reçue par le pape il y a quelques semaines. C'était pour elle une consécration. Sa détermination prouve que le rêve d'un parti catholique rénové n'est pas mort en Italie.

ROBERT SOLÉ.

été seuil

1 Romans français

RENÉ-VICTOR PILHES
L'IMPRÉCATEUR
Un roman drôle et grave aussi : une intrigue policière, des personnages férocemment campés, et, une fois refermé, quelques vraies questions sur le monde où nous vivons.
288 pages 33 F

RENÉ-VICTOR PILHES
L'IMPRÉCATEUR
roman Seuil
PRIX FEMINA

MARIANNE VIVIEZ
Une famille comme une autre
ROMAN
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

MARIANNE VIVIEZ
UNE FAMILLE COMME UNE AUTRE
Prix d'Honneur
192 pages 25 F

JEAN CAYROL
de l'Académie Goncourt
HISTOIRE DE LA FORÊT
"C'est la vie même, un très beau livre"
A. BLONDIN - FRANCE-SOIR
240 pages 30 F

Jean Cayrol
Histoire de la foret
récit
Seuil

Boislevent

LUC ESTANG
IL ÉTAIT UN P'TIT HOMME Tome 1
BOISLEVENT Tome 2
"Un roman avec des rebondissements, des intrigues, des chevauchés ; bref un roman-roman" HENRI BONNIER LA DEPECHE DU MIDI
Chaque volume

ÉDOUARD GLISSANT
Malemort
ROMAN
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

ÉDOUARD GLISSANT
MALEMORT
A travers trois personnages, voici le petit peuple antillais. Une dénonciation de cette "colonisation réussie" d'un peuple déraciné sur son propre sol. 240 pages 29 F

JEAN BANY
AUTEUIL PREMIÈRE
La mise à nu d'une passion, un monologue torride qui laisse affleurer la subtile et infernale dialectique qui lie le joueur au jeu.
160 pages 22 F

DEMAIN : Romans français (suite)
Nouvelles, théâtre, poésie

SEUIL 27, RUE JACOB PARIS 6e / CATALOGUE SUR DEMANDE

EUROPE

Espagne

Le général Franco présidera un conseil des ministres à La Corogne le 24 août

Un policier qui était de faction devant les locaux de la compagnie Iberia à Madrid a été tué le lundi 14 juillet par des inconnus. Un important dispositif de sécurité a été aussitôt mis en place mais les agresseurs n'ont pas été retrouvés. Le meurtre serait politique. A Saint-Sébastien, quatorze membres de l'ETA ont été appréhendés, annonce-t-on officiellement.

A Madrid, les porte-parole du gouvernement *insistent sur le fait que* le général Franco compte renouer avec la tradition et ne rien modifier à son programme politique pendant les vacances.

Madrid. — L'été 1975 en Espagne sera sans doute aussi « politique » que l'été 1974, marqué par *la maladie* du général Franco du 9 au 30 juillet. Un an après cet accident de parcours, le chef de l'Etat espagnol est plus actif que jamais, du moins pour ce qui est de ses activités publiques.

On l'a vu la semaine dernière, attentif, suivre *pendant* cent vingt minutes, à cause des prolongations, la finale de la Coupe du généralissime et remettre le trophée au *capitaine* du Real Madrid, vainqueur de l'Atletico de Madrid. Les caméras de la télévision l'ont montré souriant, félicitant et applaudissant longtemps les vainqueurs... C'était un peu une remise de prix, à l'issue de laquelle le peuple espagnol, plus au fait des exploits de ses footballeurs que de politique, pouvait partir tranquillement en vacances.

La veille, rendant compte des débats du conseil des ministres, le responsable de l'information, M. Léon Herrera, avait voulu lui aussi tranquilliser. *« Autant que je sache, il ne se passera rien d'important cet été. »* Il voulait ainsi couper court à certaines rumeurs faisant état de l'annonce possible de mesures en faveur du prince Juan Carlos.

Comme d'habitude, a annoncé M. Herrera, le chef de l'Etat se rendra à sa villégiature galicienne du Pazo de Meiras, et présidera un conseil à La Corogne le 24 août. Le 18 juillet, le général devait renouer avec la tradition interrompue l'an passé par sa *maladie, et recevoir le* gouvernement et les ambassadeurs, au palais royal de la Granja, à 80 kilomètres de Madrid. L'an passé, c'est le prince d'Espagne qui avait présidé cette cérémonie. Cette année, ce dernier sera à Barcelone...

Les Cortes risquent de ne pas partir en vacances. Elles doivent terminer l'examen d'un projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et d'un second sur le régime local qui intéresse l'élection des maires au suffrage *universel, sauf à Madrid et à* Barcelone.

Pendant ce temps, à la présidence du gouvernement comme au siège du Mouvement doté d'un nouveau ministre secrétaire général, M. José Solis Ruiz, on débattra les termes des décrets qui devraient permettre aux « associations politiques » de participer aux élections pour le renouvellement partiel des Cortès à l'automne prochain.

Les « associations » s'évertueront à passer les obstacles légaux : « reconnaissance » de leur « pureté » politique par le Mouvement et obtention de vingt-cinq mille adhésions — pour être présentes aux élections et avoir accès aux moyens officiels d'information.

Au siège des syndicats officiels, l'heure sera à la réflexion. Après les élections syndicales du mois de juin marquées par le succès des listes démocratiques, on veut s'accorder un répit avant le renouvellement des postes de responsabilité.

Les secteurs les plus réalistes tirant les conséquences de la consultation pensent que les *travailleurs espagnols souhaitent un* syndicalisme authentiquement représentatif, sans lien avec le patronat. Dans la même perspective, ces mêmes milieux estiment que l'organe des syndicats *Pueblo* pourrait disparaître et donner naissance à deux journaux, l'un porte-parole des ouvriers, l'autre des patrons.

Dans les rangs de l'opposition démocratique le temps est aussi aux grandes manœuvres.

La famille démocrate chrétienne est dans une phase de restructu*ration, qui a commencé début* juillet et qui devrait se poursuivre à l'occasion de plusieurs rencontres cet été. La décision a été prise de maintenir le contact avec deux courants politiques : les « Tacito », groupe de jeunes technocrates, et l'Union sociale-démocrate, qui était dirigée par M. Dionisio Ridruejo, récemment décédé.

*Plus à gauche, on en est tou*jours aux escarmouches, en même temps qu'à de timides tentatives de rapprochement entre la junte démocratique d'Espagne, qui comprend le parti communiste et le parti socialiste ouvrier espagnol. Les chances d'entente paraissent cependant assez faibles.

Roumanie

LES BAS SALAIRES ET LES PRIX SONT AUGMENTÉS SIMULTANÉMENT

(De notre correspondant.)

Vienne. — Le Comité politique exécutif du parti communiste roumain a décidé de relever les bas salaires de même que les prix de certains produits afin de tenir compte de la conjoncture économique internationale. Selon *Scinteia*, le journal du parti, les hausses des prix *« du pétrole, des combustibles et du coton, ne pouvaient pas ne pas influencer les frais de production correspondants de l'économie roumaine »*.

Le quotidien indique aussi dans son édition dominicale que souvent les *prix de vente* aux consommateurs *« n'arrivaient plus à couvrir les frais réels de la production »*. Des majorations ont donc été décidées pour l'essence, le bois, le papier et certains matériaux de construction ainsi que pour *« les tarifs de certains services à la population »*.

Ces augmentations de prix se traduiront pour la population par des *dépenses supplémentaires* que les autorités chiffrent à 205 millions de francs d'ici à la fin de l'année et 415 millions pour 1976. Mais des relèvements de salaires minima compenseront ce phénomène. Le parti a en effet décidé de majorer de 60 lei (20 F), à partir du 15 juillet, la rétribution des ouvriers et des employés. Ces augmentations, qui feront passer *à 1975 lei la « rétribution nominale moyenne »*, devraient apporter à l'ensemble de la population un accroissement du pouvoir d'achat de 2 milliards de lei cette année et de 5 milliards en 1976. Déduction faite des dépenses supplémentaires causées par les nouveaux prix.

(Intérim.)

Cinq récitals pour Eva Forest

Eva Forest : sa vitalité, son humour, son courage, éclatent dans ses « Lettres de prison » écrites à ses trois enfants. Militante communiste, médecin psychiatre, épouse de l'écrivain Alfonso Sastre (libéré, lui, le 10 juin 1975), Eva Forest a été arrêtée le 16 septembre 1974 par la B.P.S. espagnole (brigade politique et sociale). Accusée de complicité dans l'attentat de septembre 1974 à la Puerta del Sol et dans l'attentat qui a coûté la vie à l'amiral Carrero Blanco, chef du gouvernement espagnol, le 20 décembre 1973, Eva Forest, « interrogée » par la police, a fait état de « tortures » et a été mise au secret pendant quarante jours. Devant être jugée par un conseil de guerre, elle risque la peine de mort ainsi que Maria Luz Fernandez, les autres inculpés ayant en revanche été, depuis, déférés à la justice civile.

* * *

C'était pour attirer l'attention sur son cas et sur celui des prisonniers politiques en Espagne que des chanteurs et des musiciens français, basques, espagnols, argentins — les « amis d'Eva forest » — ont rassemblé cinq soirs de suite, du 7 au 11 juillet, près de quatre mille personnes au Théâtre d'Orasy à Paris. Cinq récitals, cinq succès.

Il y avait foule dès huit heures du soir. On achetait des journaux, des livres, des disques. On regardait des affiches, on signait des pétitions contre la peine de mort en Espagne. Des centaines de personnes sont restées le dernier jour, faute de place, dans l'allée circulaire. Etait-ce pour écouter Paco Ibanez, le Cuartedo Cedron, Marti, Claude Nougaro, Pedro Soler, Imanol, Alan Stivell, Imago, Georges Moustaki (pour ne citer que les plus connus), ou par solidarité que les spectateurs étaient si nombreux ? « Nous voulons que chacun reparte avec la volonté d'informer sur ce qui peut se passer en Espagne », *ont déclaré les chanteurs. Mᵉ Gisèle Halimi, MM. Jean-Pierre Cot député de la Savoie et membre du comité directeur du parti socialiste, Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, et Xavier Domingo, écrivain, ont décrit et dénoncé soir après soir les arrestations et les tortures, ont appelé à la lutte, au soutien international.*

Les tangos du Cuartedo Cedron (« Pourquoi y a-t-il tant d'hommes et tant de femmes tristes dans le pays ? »), *les fables de Paco Ibanez* (« De toutes les histoires de l'histoire la plus triste histoire est sans doute celle de l'Espagne »), *les chansons de Georges Moustaki, du Basque Imanol ou du Breton Alan Stivell, disaient un peu la même chose. On y retrouvait les mêmes colères. — C. H.*

Allemagne fédérale

Les déclarations du ministre de la défense sur l'emploi de l'arme atomique sont condamnées par la presse gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — « *Les pays occidentaux doivent être déterminés à utiliser les premiers l'arme atomique si l'un d'entre eux est attaqué et s'il ne reste pas d'autre réplique possible.* » C'est ce qu'a affirmé, dimanche 13 juillet, dans une interview à la radio de Francfort, le ministre ouest-allemand de la défense. M. Leber a fait cette déclaration au moment où la *Pravda* critiquait durement les récentes déclarations dans le même sens du secrétaire à la défense américain, M. Schlesinger.

Ce n'est pas la première fois que M. Leber se révèle l'émule zélé du partenaire américain. Il avait publiquement blâmé les pays occidentaux coupables, à ses yeux, d'avoir « *lâché* » les *Américains* au Vietnam, ce qui lui avait valu les foudres de l'aile gauche de son propre parti, le S.P.D.

Les paroles de M. Leber ont été diversement appréciées dans les milieux politiques. L'opposition *chrétienne-démocrate*, par la voix de son expert militaire, M. Woerner, les a approuvées sans réserve. Mais dans le camp gouvernemental, on garde un silence embarrassé. Plusieurs quotidiens dont les sympathies vont à la coalition au pouvoir, *ne ménagent* pas leurs critiques au ministre.

C'est ainsi que dans un éditorial intitulé « Excès de zèle allemand », le quotidien *Neue Rhein Zeitung*, proche des milieux socialistes, s'étonne de l'empressement avec lequel M. Leber se croit obligé d'abonder dans le sens des Américains. D'autre part, le *General Anzeiger*, qui passe pour *refléter* souvent l'opinion du ministère des affaires étrangères, se demande s'il était bien opportun de se prononcer dans un domaine « *dont l'accès nous est interdit pour raisons de méfiance. Un tel empressement ne peut que renforcer le cliché, pourtant erroné, d'une Allemagne avide d'armes atomiques* », et le *Frankfurter Rundschau*, libéral de gauche, s'inquiète du besoin qu'a éprouvé M. Leber de brandir la menace de l'arsenal américain. « *Il est à peine pensable*, écrit le journal, *qu'elle puisse se fonder sur une résolution adoptée par un gouvernement socialiste libéral.* »

(Intérim.)

AMÉRIQUES

États-Unis

La société Exxon aurait largement financé des formations politiques italiennes

La Gulf Oil a été sanctionnée en mai dernier par la commission des opérations de bourse de Wall Street pour des contributions illégales versées à des fonctionnaires du gouvernement du Honduras et ses largesses à des dirigeants boliviens et sud-coréens *font encore l'objet d'une enquête*. Tout récemment, la société Ashland Oil a été également mise en cause par la même commission pour des pots-de-vin versés en Libye, en Arabie Saoudite et au Gabon (*le Monde* du 12 juillet 1975). Cette fois, c'est au tour d'un autre géant du pétrole, Exxon, de rendre des comptes. Le *New York Times* a révélé, dans *son numéro du 13 juillet, que cette* société avait versé, entre 1963 et 1971, 46 millions de dollars à des formations politiques italiennes.

Interrogé par une sous-commission du Sénat américain, l'administrateur d'Exxon, M. Archie Monroe, a reconnu les faits, qu'il a justifiés en affirmant que son groupe avait voulu « *favoriser les progrès de la démocratie* ». L'avocat de la société soutient en outre que de tels procédés sont légaux en Italie, ce qui ne paraît pas encore clairement établi.

Reste à savoir qui a profité du « sens démocratique » de la société multinationale. M. Monroe *ne s'est pas montré disert sur ce* point. Il a toutefois indiqué qu'Exxon avait autorisé sa filiale Esso Italiana à verser, au cours de cette période, 27 millions de dollars (les « dons » atteignirent 5 millions de dollars en 1968, pour redescendre à 3 millions en 1971). Les autres sorties de fonds, 19 millions au moins, auraient été décidées à l'initiative d'un employé *d'Esso Italiana. Celui-ci a été* renvoyé : il aurait fait parvenir, directement ou indirectement, 86 000 dollars au parti communiste. Ce sont des « frais divers » qu'il est difficile de faire admettre, aux Etats-Unis, devant une assemblée générale des actionnaires.

Ce qui préoccupe la commission sénatoriale, indépendamment de la légalité de telles pratiques, est de savoir si elles n'ont pas eu directement pour but d'obtenir des avantages commerciaux ou des privilèges législatifs. *Les dirigeants* du parti communiste italien doivent être, eux aussi, désireux que la lumière soit faite : *au cours des dernières élections*, ils s'étaient fait un devoir de dénoncer les subsides des sociétés pétrolières acceptées par les autres partis politiques. — A.-M. C.

Argentine

Péroniste orthodoxe

LE MAIRE DE LA PLATA EST ASSASSINÉ

Buenos-Aires (*A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.*). — Le maire de La Plata, M. Ruben Cartier, a été tué par une rafale de mitraillette le lundi 14 juillet. Il était membre de la tendance orthodoxe qui soutient la présidente, Mme Isabel Peron. Sa mort porte à cinq cent neuf le nombre des assassinats perpétrés officiellement depuis l'accession au pouvoir de Mme Peron, en juillet 1974.

D'autre part, le départ de M. Lopez Rega, ancien ministre du bien-être social, n'a pas *ramené le calme dans la capitale* argentine. Au contraire, la tension sociale semble se raviver : près de trois cents ouvriers des usines Ford ont été licenciés le lundi 14 juillet. Les ouvriers de l'industrie automobile, comme des milliers d'autres travailleurs, estiment que les augmentations de salaire consenties récemment par le gouvernement ont déjà été dévorées par les hausses de prix, et les milieux syndicaux n'excluent pas un nouvel ordre de grève générale. Les bruits persistants d'une nouvelle dévaluation du peso ne semblent pas faits pour apaiser le malaise.

Enfin, il a été *demandé* à Mme Peron d'ouvrir une « enquête complète » sur M. Lopez Rega. Celui-ci se serait chargé du contrôle politique du mouvement terroriste de droite Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.), responsable de nombreux crimes. L'ancien secrétaire privé de la présidente pourrait se rendre en Europe pour prendre des vacances.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le retour du fils du pacha

De notre correspondant

Deux mille Egyptiens condamnés pour des motifs politiques vont bénéficier d'une amnistie totale, décrétée dimanche 6 juillet par le président Sadate à l'occasion du vingt-troisième anniversaire de la révolution du 23 juillet. Cette amnistie s'applique notamment à toutes les personnes condamnées avant le 15 mai 1971 et aux personnes condamnées par contumace. Elle ne concerne donc pas les personnes condamnées après le coup de force du 15 mai, et notamment l'ancien vice-président de la République, M. Ali Sabri. Notre correspondant nous signale que les quelque quatre cent cinquante personnes qui avaient été arrêtées à la suite des manifestations ouvrières du 1ᵉʳ janvier ont toutes été relâchées.

Assiout. — A 350 kilomètres au sud du Caire, un peu avant Assiout, « cœur de l'Egypte chrétienne », les clochers et les minarets de Manfalout se dressent au bord du Nil. Marché rural important, siège d'un évêché copte orthodoxe, ce gros bourg était, avant la révolution de 1952, le fief d'un propriétaire terrien musulman, Mahfouz Pacha, député libéral-constitutionnel (courant de droite détaché en 1922 du Wafd, parti nationaliste).

Lorsque Mahfouz Pacha mourut, ses biens furent partagés entre ses deux fils Ibrahim et Mohamed. Ce dernier, nassérien, put conserver sa part. Il a été récemment ministre de la santé du président Sadate. En revanche, son frère aîné, Ibrahim, hostile à Nasser vit ses propriétés placées sous séquestre en 1961 et 1966, avant d'être mis lui-même en résidence surveillée, puis en prison. Rentré en possession de ses propriétés en vertu d'une loi générale de 1969, âgé aujourd'hui de près de soixante ans, M. Ibrahim Mahfouz vient de nouveau de défrayer la chronique politique.

Le député de Manfalout à l'Assemblée du peuple (Parlement) étant décédé, M. Mahfouz a sollicité, ainsi que dix-sept autres candidats l'investiture du parti unique, l'Union socialiste arabe, pour pouvoir se présenter à cette élection partielle. (L'« investiture » du parti n'implique pas nécessairement que le candidat soit membre de l'USA ou en approuve les thèses.)

Par 12 000 voix contre 8 000 recueillies par l'ensemble de ses dix-sept adversaires, M. Mahfouz vient d'être élu triomphalement député de Manfalout, après une campagne en faveur du retour à la démocratie bourgeoise et au libéralisme économique. La popularité du nouveau parlementaire est telle dans sa circonscription qu'avant même qu'il ne soit élu, les fellahs installés par l'Etat dans ses fermes avant qu'on ne les lui restitue, lui auraient rendu leurs contrats de location des terres, ce à quoi la loi ne les obligeait pas.

Autre signe des temps : le plus jeune des fils de Nasser, Abdel Hakim, a épousé en grande pompe Nagla Katri, petite-fille de Badraoui Achour Pacha, richissime propriétaire terrien dont les biens avaient été saisis par le premier Raïs. Le nom de Badraoui était le symbole d'une société oligarchique que Nasser avait voulu abolir. Aujourd'hui, l'un de ses enfants s'allie par mariage avec plusieurs personnalités de l'ancienne cour dont Fouad Serag Eddine Pacha, ancien secrétaire général du parti nationaliste Wafd et ancien ministre de Farouk.

L'élection de Manfalout a été diversement commentée au Caire. Elle s'insère dans un processus de « libéralisation » engagé par le président Sadate au lendemain de la guerre d'octobre 1973. Cependant, le gouvernement, après avoir laissé la presse et le septième art critiquer ouvertement la bureaucratie du parti unique, a autorisé celui-ci à ouvrir une campagne de recrutement qui a amené 1 million 630 000 nouveaux « militants » à l'USA. Officiellement, le parti unique compte maintenant 4 866 000 membres, pour une population de 38 millions d'âmes. D'autre part le nouveau dauphin du Raïs, le général Moubarak (le Monde du 23 avril et du 12 juin) est un militaire qui, selon une version très répandue au Caire, a été « désigné » par un « Parlement en kaki » composé des dix principaux officiers supérieurs de l'armée égyptienne. Une ancienne personnalité du parti Wafd notait : « D'un côté, on nous donne des espoirs de retour au multipartisme, et d'un autre on perpétue le régime nassérien. Comprenne qui pourra ! »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La « Pravda » dénonce les articles « antisoviétiques » de la presse du Caire

De notre correspondant

Moscou. — La *Pravda* du mardi 15 juillet s'élève, *dans un long* article, contre ce qu'elle considère être une campagne antisoviétique menée par la presse du Caire. *L'auteur de cet article s'en prend* particulièrement au journal *Al Akhbar*, qu'il accuse d'avoir cherché à accréditer la thèse d'« *une occupation soviétique de la Libye* », au lendemain du voyage de M. Kossyguine à Tripoli. La *Pravda* dément une fois de plus que l'Union soviétique cherche à avoir des bases mi[litaires] en Libye et qu'elle envis[age] de livrer « *pour des dizain[es] de milliards de dollars* » d'arm[es] à ce pays.

« *Mêmes les adversaires les p[lus] déterminés de notre pays n'[en] étaient pas arrivés là* », affir[me] le quotidien, qui reproche [à] *Al Akhbar* « *d'induire volontai[re]ment en erreur des milli[ons] d'Egyptiens et d'Arabes, en [dé]formant la politique soviétique [au] Proche-Orient* ».

Après avoir rappelé que l'Uni[on] soviétique fournit une aide mi[li]taire à l'Egypte depuis 1955, [et] lourdement insisté sur l'impo[r]tance de cette aide dans le dern[ier] conflit israélo-arabe, la *Prav[da]* écrit : « *Force es tde consta[ter] que de graves conflits éclate[nt] entre divers gouvernements ar[a]bes. Naturellement, c'est aux go[u]vernements arabes qu'il apparti[ent] d'aplanir ces conflits. L'Uni[on] soviétique, quant à elle, les [a] appelés à former un front u[ni] contre l'impérialisme et l'agre[s]sion israélienne. Il n'est pas dif[fi]cile de comprendre dans les int[é]rêts de quelles forces intérieur[es] et extérieures ont agi les auteu[rs] des articles antisoviétiques par[us] dans la presse du Caire et qui e[st] intéressé à brouiller les peupl[es] égyptien, libyen et d'autres pa[ys] arabes avec l'U.R.S.S., leur alli[ée] naturelle (...).* »

L'auteur de l'article évite [de] s'en prendre directement au pr[é]sident Sadate et à sa recherch[e] d'un accord partiel avec Israë[l,] mais cette vive critique de [la] presse égyptienne illustre un[e] nouvelle fois les ambiguïtés de[s] rapports entre Le Caire et Mos[cou.] L'article, qui est intitul[é] « A qui cela profite-t-il ? », s'ou[vre,] d'ailleurs, par la critiqu[e] d'une citation anonyme mais qu[i] pourrait résumer la politique d[e] M. Sadate : « *Pour conserver s[a] libre volonté, l'Egypte doit com[battre] deux forces : celle de l'in[fluence] américaine et celle d[e] l'influence soviétique.* »

JACQUES AMALRIC.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

- LE PARTI TRAVAILLISTE AUSTRALIEN a désigné, lundi 14 juillet, M. Frank Crean, ministre du commerce extérieur, au poste de vice-*premier ministre*. Il *succède* à M. Cairns, limogé le 2 juillet par M. Whitlam, premier ministre. D'autre part, les travaillistes l'ont emporté lors d'une élection partielle, le 12 juillet, dans l'Etat d'Australie du Sud. — *(A.F.P., Times.)*

Gabon

- M. PAUL MENGOME, ancien ambassadeur du Gabon au Danemark, a été arrêté et *condamné à dix-huit mois* de prison pour outrage au chef de l'Etat, apprend-on lundi 14 juillet à Libreville. M. Mengome est le beau-frère de M. Mebiane, premier ministre du Gabon. — *(A.F.P.)*

Italie

- UN JOURNALISTE COMMUNISTE, M. Diego Novelli, a été élu maire de Turin le lundi 14 juillet par 43 voix sur 79 (*le Monde* du 12 juillet). Le *succès communiste* dans la capitale de l'industrie automobile italienne (Fiat) met fin à vingt-quatre ans de prépondérance démocrate-chrétienne au conseil municipal. — *(Reuter, A.P.)*

- *DES PETITIONS PORTANT SEPT CENT CINQUANTE MILLE SIGNATURES* et réclamant l'organisation d'un référendum sur l'abolition des lois interdisant l'avortement ont été déposées le samedi 12 juillet à la Cour de cassation de Rome. Si cinq cent mille signatures au moins sont valables, le gouvernement sera obligé d'organiser une telle consultation, sans doute entre le 15 avril et le 15 juin 1976. — *(U.P.I.)*

Sao-Tomé et Principe

- LE PREMIER GOUVERNEMENT de la République démocratique de Sao-Tome et Principe, dont l'indépendance a été proclamée samedi matin, a été constitué dimanche 13 juillet. Il est présidé par M. Miguel Trovoada, qui détient également les portefeuilles de la défense nationale et des affaires étrangères.

AFRIQUE

...S LA GUERRE OUVERTE EN ANGOLA ?

...forces du M.P.L.A. auraient pris le contrôle de Luanda

...a situation ne cesse de s'aggraver en Angola, où l'on s'achemine, ...a-t-il, vers la guerre ouverte. Les combats ont continué à faire ...lundi 14 juillet à Luanda, où le Mouvement populaire de libé... (M.L.P.A.) aurait, selon des informations concordantes, pris ...ens. Les locaux abritant le quartier général du Front national ...ération (F.N.L.A.) auraient été détruits, les troupes de ce mou... se seraient repliées dans les faubourgs de la capitale, et ...ns de ses dirigeants se seraient enfuis à Kinshasa. Ne s'estimant ...itu pour autant, le F.N.L.A. aurait décidé de lancer une vaste ...offensive. M. Daniel Chipenda, transfuge du M.P.L.A. rallié ...N.L.A., serait actuellement en route pour Luanda, à la tête ...colonne de cinq mille hommes.

...di, les affrontements se sont ...ivis au mortier et aux ...individuelles. Les troupes ...N.L.A. ne se battant cepen... plus, semble-t-il, qu'en ordre ...é. Les hôpitaux sont dé... Deux d'entre eux, situés ...les zones des combats, ont ...rs dû être fermés. Des blin... ...rtugais protègent le palais ...uvernement, près duquel des ...nes de civils angolais origi... du Nord du pays se sont ...blés, demandant à être ra... ...s dans leur région d'origine. ... de deux mille personnes ..., d'autre part, réfugiées sur ...e navale d'Ilha. Les autori... ...rtugaises ont demandé à la ...gnie aérienne Swissair de ... à leur disposition dix ...capables d'évacuer deux ...cinq cents personnes.

...ommandant Melo Antunes, ...re portugais des affaires ...ères, arrivé lundi à Luanda, ... contact avec les mouve... de libération, apprend-on à ...ne. Une porte-parole du ... de coordination du Mouve... des forces armées a déclaré, ...a capitale portugaise, que la ...n pacifique de la crise dé...pend de la bonne volonté des mouvements de libération et notamment du M.P.L.A. Il a ajouté que le recours aux armes lourdes dans des zones urbaines était « *absolument criminel* » et a dénoncé les actes de pillage qui se produisent à Luanda.

Dans un communiqué diffusé par Radio-Luanda lundi, le F.N.L.A. a accusé le M.P.L.A., « *aidé à outrance par le maître de l'impérialisme socialiste* », d'être responsable d'une « *tuerie monstrueuse, de tortures et de massacres* », de « *brûler vifs des enfants* ».

● *A Kinshasa*, le gouvernement zaïrois a accusé lundi « *les forces armées portugaises, en violation flagrante de l'esprit et de la lettre du communiqué lusitano-zaïrois signé à Kinshasa le 1er juin 1975, d'aider matériellement les forces d'un des mouvements de libération et, même, de se battre à leurs côtés* ». Le gouvernement zaïrois, poursuit le communiqué, « *dénonce avec véhémence la duplicité du Portugal et l'invite instamment au respect strict de la neutralité active vis-à-vis des trois mouvement de libération de l'Angola* ».

● *A Lisbonne*, un renforcement des troupes portugaises en Angola est envisagé par le Conseil de la révolution en raison de la gravité de la situation, a annoncé, lundi soir, le commandant Costa Martins, ministre du travail et membre du Conseil de la révolution, à l'issue d'une réunion de cet organisme qui a duré sept heures.

Le ministre a déclaré : *Il faudra peut-être envisager un renforcement militaire portugais pour assurer le maintien de la ligne de neutralité active définie à propos de l'Angola.* »

République Sud-Africaine

M. *Laurent Dona Fologo*, ...re de l'information de la ...'Ivoire, effectuera une vi... ...fficielle de dix jours en ...e du Sud au début du mois ...in, a annoncé mardi ...let à Pretoria son collègue ...fricain, le docteur Connie ...r. Ce sera la première visite ...nt un caractère officiel d'un ...tre d'un Etat d'Afrique occi...le en Afrique du Sud.

Le rapprochement entre Conakry et les capitales francophones de l'Ouest africain soulève des difficultés juridiques

De notre correspondant

Dakar. — En rendant publique son intention de réintégrer l'Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal (O.E.R.S.), en même temps que son acceptation de renouer avec la France, M. Sekou Touré montre, une nouvelle fois, combien, dans son esprit, la question des relations de son pays avec ses voisins francophones est restée étroitement liée, depuis seize ans, à celle de ses rapports avec l'ancienne métropole.

La décision n'en a pas moins surpris la plupart des observateurs qui prévoyaient généralement une évolution plus lente passant par une normalisation préalable des relations entre Conakry et Dakar, amorcée le mois dernier par l'intermédiaire de la Gambie.

Les anciens partenaires de la Guinée au sein de l'O.E.R.S. ne s'attendaient apparemment pas à cette brusque intensification de l'offensive diplomatique du président guinéen. Celle-ci va d'ailleurs leur poser dans l'immédiat un certain nombre de problèmes, même si les retrouvailles qu'elle annonce ne peuvent que les réjouir. En effet, l'organisation à laquelle se réfère le chef de l'Etat guinéen n'existe plus. Créée en mars 1968, l'O.E.R.S., à laquelle il fait explicitement référence, a été dissoute en novembre 1971, après quatorze années d'une existence tumultueuse, marquées par une succession de disputes, souvent homériques, et de réconciliations aussi spectaculaires qu'éphémères entre la Guinée d'une part, le Mali et le Sénégal d'autre part, la Mauritanie passant son temps à tenter de calmer tout le monde.

A cette première organisation quadripartite, qui avait pour ambition d'harmoniser peu à peu mais totalement le développement économique et social de ses membres, a succédé, en mars 1972, une autre organisation tripartite, ne regroupant plus que le Sénégal, le Mali et la Mauritanie et s'assignant des objectifs plus limités, encore que d'une portée considérable : l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.), dont la Guinée ne fait par conséquent pas partie.

Le problème posé est donc celui d'un élargissement de l'O.M.V.S. à la Guinée, et non pas d'un retour de la Guinée dans l'O.E.R.S., ce qui risque de placer les trois partenaires de l'organisation devant un choix délicat : ils doivent ou bien revoir plus ou moins complètement des projets élaborés sans tenir compte du point de vue de Conakry, mais dont le financement international est, pour l'essentiel, trouvé, ou bien continuer à aller de l'avant sans la Guinée, afin de ne pas perdre une fois de plus un temps précieux. Nul doute que la première solution sera retenue.

PIERRE BIARNÈS.

Tunisie

Nouvelles condamnations pour atteinte à la sûreté de l'État

De notre correspondante

Tunis. — La cour de sûreté de l'Etat a prononcé, le samedi 11 juillet, son arrêt dans le procès ouvert le 7 juillet. Trente inculpés ont été condamnés à des peines de prison de trois mois à deux ans, dont douze avec sursis et douze autres ont été acquittés.

Les quarante-deux inculpés, jugés par défaut le 24 août 1974 pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, constitution d'association non autorisée, insultes au chef de l'Etat, diffusion de fausses nouvelles et de tracts, avaient fait opposition.

Le procès fixé successivement à décembre 1974, puis à mars 1975 concernait ces quarante-deux incuplés, dont treize ont été arrêtés depuis lors et incarcérés, les autres étant en liberté. Le ministère public avait demandé le maintien des peines prononcées en août et qui vont de un à sept ans de prison. Les avocats ont plaidé l'absence de preuves et demandé l'acquittement.

***

A l'occasion de l'ouverture du procès, le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (Jean Gattegno, BP 397 75025 Paris Cedex 01) avait tenu lundi 7 juillet, à Paris, une conférence de presse. Les organisateurs, qui représentaient les différents groupes politiques de l'opposition de gauche tunisienne, ont qualifié les méthodes de l'instruction d'« *irrégulières, inadmissibles et inhumaines* ». Ils ont affirmé que le recours à la torture était courant et invoqué le rapport de deux avocats, Me Dauge du barreau de Toulouse, et Me Leuenberger, de Zurich. Le second a publié dans le bulletin de juillet du comité un rapport sur les procès du 24 et du 26 mars 1975 dans lequel sont décrites les différentes tortures utilisées par la police tunisienne.

Les représentants du comité ont insisté aussi sur la dégradation du climat social et politique et mentionné que « *le premier semestre de cette année a été marqué par la multiplication des conflits sociaux et l'aggravation du malaise au sein de la jeunesse* ».

OUTRE-MER

CORRESPONDANCE

Les événements de Saint-Barthélemy

...s la publication, dans le ... daté 22-23 juin, d'un arti... d'une correspondance rela... aux événements survenus ...l'île de Saint-Barthélemy ...eloupe), nous avons reçu ...Bernard Politur, médecin... ...e l'hôpital de Gustavia, la ...ci-dessous. M. Politur ra... ...a façon dont il a été « rén... de l'île par les manifes... ...t apporte ses propres pré... sur le déroulement des ... nous écrit :*

... le 3 juin au matin qu'une ...aine de manifestants se ...nt devant le dispensaire, ...art sont éméchés (l'alcool ...as cher ici) et les choses ...ment. La tension monte, ...tes sont fracturées, les fils ...niques coupés. Les gendar... ...trois) alertés, en nombre ...sant, me demandent de me ...tre aux émeutiers, qui pren... ...non billet, et je m'envole ... Guadeloupe sous la con... . A l'aérodrome, le régis... ...es droits de quai et son ... sont frappés dans le dos. ... de gendarmerie arrêtera ...gression.

...réfet de la Guadeloupe en... ...médiatement le procureur de la République et trois officiers de police adjoints, qui procèdent à quatre arrestations le 4 juin. Les émeutiers récidivent alors, bloquent l'aérodrome et menacent de faire sauter la gendarmerie si les prisonniers ne sont pas relâchés. Le procureur jugeant les forces de l'ordre insuffisantes (il y a dix C.R.S. arrivés le matin) libère les quatre « saint-Barths ». Ce n'est que le lendemain matin qu'arrivent quarante C.R.S. avec le secrétaire général. Dans la nuit, la propriété Rockefeller avait été incendiée. (1)

L'étonnement de M. Stéphane Lédée [N.D.L.R. : l'auteur de la correspondance publiée dans nos colonnes] devient compréhensible si l'on apprend qu'il est le fils d'un gros commerçant de l'île. Mais peut-être considère-t-il que la violation de domicile, l'agression des personnes, l'incendie criminel sont des actes naturels à Saint-Barthélemy ?

Il est éminemment regrettable surtout que les intérêts de la majorité soient constamment bafoués par quelques-uns.

(1) Il semble qu'il se soit agi d'une tentative d'incendie.

MADAGASCAR

LE GOUVERNEMENT FERME LA BASE AMÉRICAINE DE REPÉRAGE DE SATELLITES

Tananarive (*A.F.P.*). — Le gouvernement malgache a décidé la fermeture de la station américaine de repérage de satellites artificiels de la NASA, située à Imérintsiatosika, près de Tananarive, annonce un communiqué du Conseil suprême de la révolution, diffusé le lundi 14 juillet.

La fermeture de cette station doit être acquise à compter du 15 juillet, précise le communiqué, en imputant la décision au refus du gouvernement américain de verser à Tananarive la totalité des loyers pour location du terrain où se trouve la station de repérage.

Un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis indique que le gouvernement américain a adressé une note au sujet de cette affaire au gouvernement malgache et assure : « *Un seul désaccord ne peut pas être le prélude d'un changement quelconque dans les relations entre les deux pays, relations qui ont commencé en 1866. Depuis cette date, il y a eu beaucoup de changements dans les deux pays, mais les relations amicales ont persisté.* »

DIPLOMATIE

Menaçant de couper les vivres aux Nations unies

M. Kissinger adresse un avertissement au tiers-monde

De notre correspondant

Washington. — A peine rentré d'Europe, M. Kissinger a pris de nouveau l'avion, mais cette fois à destination du Middle West américain, où il doit prononcer une série de discours et tenir plusieurs conférences de presse.

Cette tournée est exceptionnelle, car en règle générale il appartient au président de définir et de justifier les grandes options de la politique étrangère. Mais compte tenu des relations difficiles entre le Congrès et le secrétaire d'Etat, la Maison Blanche n'a vu que des avantages à laisser M. Kissinger expliquer et défendre dans le pays la politique du président Ford.

Le secrétaire d'Etat, pour sa part, passablement critiqué au Capitole, se trouve ainsi en mesure de renforcer sa position personnelle, en s'adressant directement aux électeurs par l'intermédiaire des organisations et institutions spécialisées dans les problèmes internationaux.

Dans son premier discours, prononcé lundi soir à Milwaukee, M. Kissinger a confirmé le désenchantement du gouvernement de Washington à l'égard des Nations unies. Développant et reprenant les thèmes de la ligne « dure », exposée par l'ambassadeur Moynihan, nouveau représentant des Etats-Unis aux Nations unies, il a mis en garde les pays en voie de développement, le tiers-monde en général, contre les « *tactiques d'affrontement* » qui, selon lui, menacent l'organisation internationale.

« *La compétition idéologique, le vote par blocs, et de nouveaux efforts pour manipuler la charte en vue d'atteindre des objectifs unilatéraux, risquent de faire des Nations unies une arme de la guerre politique* », a-t-il dit. Les nouvelles nations, a-t-il ajouté en substance, cherchent à acquérir, au sein de l'Assemblée générale, une puissance qui ne s'y trouve pas puisque cet organisme ne peut prendre légalement des décisions obligatoires.

Mais, estime M. Kissinger, l'Assemblée générale, « *forum destiné aux accommodements, a été transformée en un terrain d'affrontements* ». Le résultat est que les principaux soutiens financiers des Nations unies « *perdront confiance dans l'Organisation en raison de l'exercice d'un pouvoir mécanique et de plus en plus arbitraire* ».

Rappelant que les Etats-Unis sont « *de très loin* » le pays qui contribue le plus au budget de l'ONU, le secrétaire d'Etat a encore dit : « *Le soutien du peuple américain, qui fait vivre l'Organisation, pourrait être retiré à moins que les règles du « fair play » ne l'emportent et que la majorité numérique ne respecte les vues de la minorité.* » La réprobation du secrétaire d'Etat s'étend aux agences spécialisées telles que l'UNESCO, l'Organisation internationale du travail (« *hautement politisées* ») et le Conseil alimentaire mondial, où le mois dernier, à Rome, ont été proférées, dit-il, des menaces « *indignes d'une organisation internationale* ».

Le peuple américain en a assez

Et M. Kissinger a conclu sur une note vigoureuse : « *Le peuple américain en a assez de cette réthorique violente dirigée contre lui.* »

La virulence de ce discours a surpris les observateurs, au point qu'une personnalité de son entourage a jugé utile de souligner que les remarques du secrétaire d'Etat ne devaient pas être interprétées comme une menace de quitter les Nations unies. Les milieux qui lui sont proches n'excluent pas que M. Kissinger avait en tête les pressions qui s'exercent déjà aux Nations unies en vue d'exclure Israël, mais disent-ils, c'est essentiellement en prévision de la session spéciale de l'assemblée générale de septembre sur les matières premières et sur les problèmes économiques qu'il a tenu à adresser cet avertissement « amical » aux pays en voie de développement. Pour de nombreux observateurs, M. Kissinger, prêt à faire les concessions nécessaires aux pays du tiers-monde en quête de « *justice économique* », se devait vis-à-vis de l'opinion publique américaine et notamment des éléments républicains auxquels il s'adressait de tenir un langage très ferme.

HENRI PIERRE.

TIME
KISSINGER - RABIN TALKS
Exclusive Time Interview
ANARCHY IN ARGENTINA
THE SPACE SPECTACULAR
Joint U.S.-Soviet Launch
ON SALE NOW



VOTRE SITUATION
est un problème
à confier
aux spécialistes de la
STAC
ORIENTATION
PROSPECTION
PROMOTION
Département CARRIERE
de :
straplan
67, avenue Mozart
75016 PARIS
Tél. : 224-52-46

10 18
...eys ombres chinoises
...révo. cul. dans la chine pop.
...lu xun mauvaises herbes
...contre althusser
10 18
jaulin la paix blanche, introduction à l'ethnocide
le procès de draguignan
à propos du procès baader-meinhof
richards enseignement de la révolution espagnole
harbi aux origines du fln
10 18
medvedev qui a écrit "le don paisible" ?
sudreau rapport sur la réforme de l'entreprise
schvartz rapport sur l'activité des compagnies pétrolières en france
10 18
maternité esclave, les chimères
colombel les murs de l'école
fremontier vive la télévision, messieurs !
lovins stratégies énergétiques planétaires
10 18
cavanna je l'ai pas vu, je l'ai pas lu, mais...
delfeil de ton palomar et zigomar sont au pouvoir
10 18
collection dirigée par christian bourgois

DÉFENSE

Libres opinions

Sur l'emploi de l'arme atomique

par ANDRÉ SOUQUIÈRE (*)

IL ne se passe guère de semaine, maintenant, sans une ou plusieurs déclarations émanant de gouvernants et de chefs militaires, à *propos de l'emploi des armes atomiques.*

Elles ont toutes, quel que soit l'avis exprimé, comme point commun l'effrayante désinvolture avec laquelle ces problèmes, d'une *incontestable gravité*, sont traités. On parle froidement de la recherche du *« résultat le plus sûr »*, du « meilleur » *moment pour leur emploi*, de l' « escalade » prévisible et même provoquée, et si l'emploi de *ces armes est contesté à tel ou tel moment, ce n'est pas en fonction* du massacre qu'il provoquerait, mais uniquement avec le souci de *ne pas « gaspiller » les bombes, de les rentabiliser, en quelque sorte.*

A croire qu'Hiroshima n'a jamais été détruite et que la bombe *utilisée ce jour-là, d'une puissance inférieure cependant à celle d'une* tête de fusée « Pluton », n'a pas fait plus de cent cinquante mille *victimes ; sans compter ceux qui meurent encore aujourd'hui des* radiations subies il y a trente ans.

Que l'on cesse de nous répondre hypocritement : si l'on brandit tellement la menace de ces armes, c'est justement pour éviter d'avoir *à s'en servir. En n'hésitant pas à déclarer, l'un après l'autre, qu'il* entrait dans la stratégie de leur pays d'utiliser *les premiers* les bombes *atomiques, M. Chirac, premier ministre français, comme M. Schlesin*ger, secrétaire américain à la défense, ont rendu la « dissuasion » *moins crédible que jamais.*

Que les auteurs de ces multiples et diverses déclarations fassent *preuve d'un peu plus de décence... et de prudence, car le mépris* de la vie humaine affiché avec tant de cynisme et la désinvolture *avec laquelle on fait bon marché de l'avenir des peuples peuvent* être — et nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi — jugés sévèrement *par l'opinion ; les citoyens sont en droit d'exiger de leurs gouvernants* une optique plus réaliste et plus optimiste de l'avenir de l'humanité.

***

La menace de l'holocauste nucléaire n'est pas une politique. C'est une monstruosité ; l'appel de Stockholm — proclamant que le gouvernement qui, le premier, aurait recours à l'arme nucléaire devrait être considéré comme criminel de guerre — garde toute sa valeur. *Et personne n'a le pouvoir d'empêcher les Françaises et les Français* de penser, en écoutant le président et son premier ministre brandir *leur menace, qu'il serait sans doute préférable, pour la sécurité du* pays, de parler et d'agir en faveur de premiers actes internationaux *de désarmement nucléaire et général.*

Rien dans les actes du gouvernement ne peut laisser penser qu'on va vers une telle orientation ; et si le président de la République a cru devoir évoquer le péril nucléaire lors de sa visite en Pologne, alors que notre pays apporte sa contribution au déploiement et à l'augmentation de ce péril, jamais encore le mot désarmement n'a figuré dans aucune de ses nombreuses allocutions.

Il est donc légitime d'en appeler à l'opinion pour qu'elle conteste avec énergie ce droit de provoquer un génocide que s'arrogent gouvernants et chefs militaires français, pour qu'elle exige des hommes au pouvoir qu'ils recherchent dans la dynamique de la paix et non dans les armes nucléaires les moyens de garantir l'indépendance de la France, en assurant sa sécurité.

Telles sont les raisons qui ont conduit le Mouvement de la paix à appeler les Françaises et les Français à demander avec lui au gouvernement ces engagements solennels :

— La France n'utilisera jamais la première l'arme atomique ;

— Elle ne transférera pas en R.F.A. les chars porteurs de « Pluton »;

— La France *se prononcera sur une orientation fondamentale en* faveur d'un désarmement général et contrôlé ;

— *Elle prendra les initiatives nécessaires* pour une réduction concertée des armements et participera à toutes les assemblées *internationales où ces questions sont en discussion.*

(*) Ancien conseiller de la République communiste, membre du bureau national du Mouvement de la paix.

« FÊTER PLUTON »

Une lettre de Jean Toulat

D'Albi, Jean Toulat nous écrit :

Pluton sera de la fête, le 14 juillet, à Paris : il défilera triomphalement de Vincennes à la Nation.

Un triomphe ?

Les missiles que l'on propose à l'admiration des Français représentent chacun, en puissance, la bombe d'Hiroshima. Les perspectives offertes, en ce jour de la Fraternité, sont celles d'une extermination.

L'arme atomique, disait-on, a *pour but de faire peur, non de servir.* Conception dépassée. M. Sanguinetti écrit, à propos de l'arme nucléaire tactique : *« On ne peut pas attendre que l'adversaire ait tiré le premier ; nous ne sommes pas à Fontenoy »* (1). Et M. Chirac lui-même : *« Les armes nucléaires tactiques sont à la fois des armes de dissuasion et des armes du champ de bataille (...) Si la menace qu'elles constituent en permanence ne suffit pas à décourager l'agresseur, leur emploi effectif devient nécessaire »* (2).

Ainsi notre pays pourrait employer, et employer le premier, l'arme atomique — quitte à s'attirer une riposte foudroyante. Nous sommes un certain nombre *de citoyens à dire : Nous ne voulons pas qu'un jour, en notre nom, soit commis le crime nucléaire. Au président de la République, chef suprême des armées, nous demandons : Pouvez-vous nous assurer que jamais vous n'emploierez le feu nucléaire ? Si vous répondez oui, je m'y engage, la discussion s'écroule. *Par ailleurs,* pouvez-vous répondre non ? N'avez-vous pas déclaré, après le meurtre de Bernard Cabannes : *« Il est monstrueux de prétendre (...) qu'il peut résulter quelque chose de bon du recours à la violence »* ? Et ne souhaitiez-vous pas, à Auschwitz, que l'homme soit *« détourné à jamais de chercher dans la violence la moindre étincelle de lumière et de justice »* ?

Or l'arme atomique est la pire des violences, avec sa stratégie, vrai terrorisme d'État. Et avant même d'exploser, *disait* Josué de Castro, elle tue des hommes : en les affamant. Les 400 milliards anciens du système d'arme Pluton, les autres milliards engloutis dans les puits de la mort, à Fangataufa, serviraient mieux la paix s'ils aidaient à *creuser* des puits de la vie dans le Sahel.

Qu'en penseront les ambassadeurs, notamment ceux du tiers-monde, en voyant défiler, lundi, les monstrueux engins ? Sans doute diraient-ils, comme l'éditorialiste du *Jornal do Brasil* : *« La France a une mission à remplir : être à l'avant-garde de l'entente internationale, et non l'arrière-garde d'une compétition atomique insensée. »*

Oui, les nations du monde *attendent du pays des droits de* l'homme qu'il invente des vrais chemins de la paix, qu'il concrétise l'idéal évoqué par son président, à Auschwitz, encore : *« Construire des ponts au-dessus du gouffre idéologique qui nous sépare. »*

Cette France fraternelle, les peuples refusent de la reconnaître sous le masque de Pluton, roi des enfers et dieu des morts.

(1) *Le Monde*, 31 mai 1975.
(2) Revue *Défense nationale*, mai 1975.

● *L'amiral américain Means Johnston a démissionné* de ses *fonctions* de commandant en chef des forces alliées du secteur Sud-Europe. Un communiqué de la base OTAN de Naples annonce qu'il sera remplacé au 1er septembre prochain par le vice-amiral Stansfield Turner, actuellement *commandant* de la deuxième flotte américaine, nommé amiral à cette occasion. — *(A.F.P.)*

(Publicité)
DESIREZ-VOUS PARTIR TRANQUILLEMENT EN VACANCES ?
Alors prenez contact avec nous ! Nous sommes des spécialistes qualifiés de la protection contre le vol et nous pouvons vous fournir, vous installer et vous entretenir un matériel adapté à votre problème et à vos possibilités financières quelles qu'elles soient.
WETCO ELECTRONIQUE, 3 bis, avenue Albert-1er. — 92500 RUEIL-MALMAISON.
Tél. : 967-15-14 - 967-93-68.

ÉDUCATION

LA SÉLECTION A L'ENTRÉE DES UNIVERSITÉS

Contrôler le flux plutôt que l'endiguer

Y aura-t-il une nouvelle *sélection* à l'entrée des universités ? La discussion sur *la réforme de l'enseignement* à *l'Assemblée* nationale et au Sénat a relancé un vieux *débat. « Nous ne ferons pas la sélection »,* a affirmé M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités (« le Monde » du 20 juin).

Mais il n'a pas convaincu l'opposition : selon les parlementaires socialistes et radicaux de gauche, le baccalauréat « ne serait plus le premier grade de l'enseignement supérieur » et « n'ouvrirait plus de plein *droit l'accès* aux universités ». L'Union nationale des étudiants de France (tendance *Renouveau, animée notamment par des étudiants* communistes) parle de « concours d'entrée à l'université à peine déguisé », et le Syndicat national de l'enseignement supérieur dénonce « une aggravation de la sélection sociale dans l'accès aux études longues, le refus brutal de toute démocratisation de l'enseignement supérieur » « la mise en place méthodique d'univers concurrentielles ».

Sans doute le régime « définitif » baccalauréat n'est pas encore fixé, mais grandes lignes apparaissent déjà : les as rations des universités, la politique secrétaire d'État sont également conn La loi déjà votée et les textes en prépa tion modifieront-ils profondément le s tème d'accès à l'université ?

« Sélection » : le mot est maudit. Il y a deux ans, lors des discussions sur la réforme des *premiers cycles des universités,* des rumeurs avaient suffi pour déclencher une vague de grèves. La gauche, universitaire ou non, a fait de la lutte contre la sélection un cheval de bataille : elle s'en prend à l'élimination progressive, au fil des études, des enfants des milieux populaires. Tout barrage à l'entrée d'un quelconque niveau d'études devient ainsi le résultat et le symbole *d'une politique* de *défense* des privilèges culturels. Mais les étudiants et les lycéens, de droite comme de gauche, refusent aussi la sélection, parce qu'ils veulent bénéficier jusqu'au bout du *« droit aux études supérieures » donné jusqu'à présent par le baccalauréat.* Les syndicats d'enseignants y sont également hostiles, parce qu'ils défendent la stabilité d'emploi d'une partie de leurs adhérents et leur propre influence.

Pourtant, il existe *déjà* une sélection institutionnelle à l'entrée de l'enseignement supérieur. Par le baccalauréat d'abord, qui laisse passer moins des deux tiers des élèves ayant achevé leurs études secondaires. Sur dossier ensuite, et *de façon plus rigoureuse*, pour les candidats aux classes préparatoires aux grandes écoles ou instituts universitaires de technologie, c'est-à-dire une proportion non négligeable des bacheliers (on peut, par exemple, évaluer le *nombre de candidats aux I.U.T.* à quelque cinquante mille, sur moins de deux cent mille bacheliers).

Mais, indéniablement, le « filtre » placé à l'entrée des universités va être resserré. D'abord par l'*organisation* de l'*examen* lui-même, plus sévère (dédoublement entre la première et la terminale, jurys par matière (*le Monde* du 14 février). Ensuite parce qu'on va généraliser une disposition en vigueur depuis 1967 pour les études scientifiques : n'importe quel baccalauréat ne donnera pas accès à n'importe quelle « filière ». M. Soisson vient de le réaffirmer. Enfin, des universités pourront exiger des « garanties » supplémentaires pour admettre des étudiants.

Cette mesure avait déjà été envisagée, sinon décidée, il y a sept ans, par le gouvernement du général de Gaulle (*le Monde* du 4 avril 1968). La révolte du mois de mai l'avait « enterrée ». En *y revenant,* la France *ne fait* que suivre un mouvement apparemment général dans les pays industrialisés, où la quasi-totalité des enfants entrent aujourd'hui dans l'enseignement secondaire. Il y a dix ans, pratiquement seuls les pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada) et les États socialistes exigeaient plus que l'examen de fin d'études secondaires pour l'entrée dans *les universités.* Aujourd'hui, la France et l'Italie sont pratiquement les seuls pays européens à ne pas demander davantage. L'Allemagne fédérale a institué un *numerus clausus* dans la majorité des disciplines ; la Suède *vient de l'étendre à tout* l'enseignement supérieur ; les Pays-Bas pratiquent un tirage au sort parmi les bacheliers (1).

Le volume et la qualité

Les raisons avancées sont partout les mêmes. D'abord la *crainte d'une surcharge des* établissements ou d'un accroissement incontrôlable des dépenses par suite de l'augmentation du nombre des élèves sortant des écoles secondaires, et de la hausse des « coûts unitaires ». Le faible « rendement » de l'enseignement universitaire aggrave cette préoccupation : *« La moitié des étudiants entrant à l'université n'achèvent pas le premier cycle »,* soulignait *M. Joseph Fontanet*, lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale.

On redoute aussi, malgré cette déperdition, un excès de diplômés entraînant la dépréciation des titres, et le chômage de leurs possesseurs, *parce que la répartition* des étudiants entre les différentes branches et les différents « niveaux » de l'enseignement supérieur ne répond guère à la demande du marché du travail. Il faut donc mieux « répartir » les jeunes gens sortant de l'enseignement secondaire entre les différentes « filières » universitaires, et réduire le nombre de ceux qui se lancent dans des études *« longues ».*

En même temps, on envisage, en France, d'ouvrir plus largement l'enseignement supérieur à des non-bacheliers ayant une expérience professionnelle, grâce à une réforme de l'examen d'entrée à l'université, à l'*organisation* de cycles de mise à niveau et d'expériences d'« entrée directe » sur le modèle de Vincennes. Il *s'agit* aussi d'une idée assez largement répandue : la réforme universitaire suédoise l'a appliquée *de façon systématique,* mais on la retrouve aussi dans des projets allemands et polonais, et aux États-Unis, dans les propositions de la commission Carnegie. Le motif le plus souvent avancé, parce que « progressiste », est le *désir de ne pas réserver* une université, désormais *« de masse »* à une seule classe d'âge, d'offrir une *« deuxième chance »* aux victimes d'un système scolaire qui défavorise les enfants des milieux populaires. *« Ainsi, nous mettrons en place une université qui ne sera plus le privilège d'une classe d'âge ou d'une catégorie sociale »,* déclarait M. Soisson.

Mais cela permet aussi de « faire passer » plus facilement un renforcement de la sélection (en encourageant les jeunes à entrer dans la vie active, on désencombre aussi l'accès au baccalauréat), et d'atténuer le risque d'« explosion » que peut présenter une masse de jeunes sans responsabilités sociales ou professionnelles. Les universitaires peuvent espérer avoir de cette façon des étudiants plus motivés parce que leur passage *dans la vie professionnelle* leur aura permis de choisir une filière d'études sur de meilleures bases. Les adultes étant plus soucieux encore que les jeunes de la « *rentabilité* » *des études,* c'est aussi un moyen de rendre les établissements plus sensibles aux besoins de leur environnement économique.

Menée jusqu'au bout, cette politique aboutirait à transformer profondément le recrutement de *l'enseignement supérieur. Le baccalauréat* ne serait plus ni la condition suffisante pour entrer à l'université ; au contraire, on y trouverait à la fois des étudiants entrés sans baccalauréat, d'autres avec le baccalauréat « normal », et d'autres avec plus.

Mais la réalité risque d'être beaucoup moins différente de la situation actuelle. Contrairement à ce qui est prévu en Suède, *le* nombre des étudiants admis sans baccalauréat doit rester *« limité »,* le secrétaire d'État l'a précisé au cours de sa conférence de presse du 1er juillet. Utilisera-t-on davantage la possibilité de « *relever la barre* » ? La majorité des universitaires, portés à penser que *« le niveau baisse »,* ou rageant de *« perdre leur temps »* avec des étudiants qui ne font qu'un bref passage dans l'enseignement supérieur, sont spontanément *« sélectionnistes ».* Pour les établissements, d'autre part, le premier cycle représente une charge très lourde. Mais le système actuel de répartition des crédits d'État qui fait dépendre les ressources des universités, en grande partie, du *nombre des étudiants, ne les* encourage guère à se montrer difficiles.

Peu d'universités seront donc tentées d'imposer systématiquement des conditions d'accès plus rigoureuses. Quelques-unes le font — Compiègne, l'École des hautes études en sciences sociales — mais leur *situation* est exceptionnelle. Certains centres scienti ques déjà puissants — com Orsay (Paris-Sud) ou la Hal aux-Vins *(Paris-VI)*, — et souhaitent devenir des « cent d'excellence » sur le modèle Cambridge ou du Massachuse Institute of Technology, ain raient bien en faire autant. M l'opération est délicate. La gra majorité des présidents d'univ sité y sont hostiles : cela abo tirait à créer deux catégor d'établissements, les uns dev accepter les bacheliers que *autres refusent.* M. Soisson, soucieux d'entrer en conflit a une majorité de présidents, donnerait vraisemblablement son accord à une telle formule *d'excellence* » sur le modèle *« concurrence »* qui, à terme, t drait à transformer en « sup universités » les établisseme parisiens.

Plus vraisemblablement, les u versités mettront, à l'occasi des conditions supplémentai pour suivre une discipline, ou « filière » précise. *« Si une univ sité attache une importance p ticulière à telle ou telle forn tion, ou décide de la situer à niveau scientifique déterminé, réglementation nationale doit permettre, sans violer le princ général, de subordonner l'accès des conditions plus exigeant Mais cela ne pourrait concern que quelques formations »,* déclaré le secrétaire d'État a universités au cours de sa con rence de presse. D'ailleurs, com il l'a souligné, certains établ sements le font, de manière p ou moins ouverte pour certai formations nouvelles (mathém tiques appliquées et scienc sociales ; langues vivantes app quées). Ainsi, jusqu'à la public *tion* de la réglementation sur diplômes de premier cycle, l'ur versité de Paris - X Nanter n'acceptait pour la licence *« langues appliquées »* que candidats ayant déjà une bor pratique des langues étranger Elle en aurait à nouveau le dro

Un risque politique

Le secrétaire d'État aime en effet les « opérations » ponctuelles : développement de la technologie ici, maîtrises professionnelles là, enseignement en *alternance ailleurs.* C'est par des innovations de ce genre, dont le succès pourrait faire école, plutôt que par une réforme générale, estime-t-il, que les universités pourront évoluer vers une meilleure répartition des tâches *scientifiques* et une meilleure adaptation au marché du travail.

Les perspectives offertes aux bacheliers ne seront donc vraisemblablement pas modifiées dans un proche avenir. Et à plus long terme ? Instituer une sélection sévère à l'entrée des universités sur le modèle allemand ou suédois comporte, pour le gouvernement, un risque politique. Le débat parlementaire sur la réforme de l'enseignement a montré l'attachement de la « classe politique » à *« la règle du libre acc des bacheliers à l'enseigneme supérieur ».*

D'autre part, toute réglement tion stricte de l'accès à l'ense gnement supérieur irait contre libéralisme giscardien. Plaida contre l'institution d'un *numer clausus* à l'entrée des universit M. Jean-Pierre Soisson s'est éle aussi contre toute planification *« Nul ne saurait dire,* a-t-il d claré à plusieurs reprises, *combi d'ingénieurs, de techniciens no seront nécessaires dans cinq ar et cela à cause de la structu libérale et diversifiée de not économie. »* Les difficultés *« l'adéquation entre les besoins la nation et les aspirations d étudiants »* se résoudront d'elle mêmes, espère-t-on par le libr choix des lycéens entre les optio du baccalauréat.

Ce libéralisme n'empêche p le maintien d'un *numerus claus* à l'issue de la première ann d'études médicales. Mais celui a été décidé sous la pression d universitaires et de la professio Seule une demande pressante d universités pourrait pousser gouvernement à restreindre d vantage l'accès à l'enseignemen supérieur.

GUY HERZLICH.

(1) « Le Monde de l'éducation » d janvier, mars et mai 1975.

AÉRONAUTIQUE

QUATRE SOCIÉTÉS EUROPÉENNES S'ASSOCIENT POUR CONSTRUIRE DES HÉLICOPTÈRES

Munich *(Reuter).* — Les quatre plus grands fabricants d'hélicoptères d'Europe occidentale ont annoncé, lundi 14 juillet, la signature d'un mémorandum sur la coopération entre eux pour la mise au point et la production en commun des hélicoptères de l'avenir.

Les quatre sociétés en question sont : la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), *Messerschmitt - Boelkow - Blohm* (Allemagne fédérale), Westland Helicopters Limited (Grande-Bretagne), et, pour l'Italie, Costruzioni Aeronautiche Giovanni Agusta SPA.

Dans la déclaration, les quatre *sociétés précisent* que le but de leur initiative est d'assurer l'avenir de l'industrie européenne des hélicoptères, conformément aux désirs des gouvernements respectifs, en particulier avec la construction d'un nouvel hélicoptère de manœuvre.

(Publicité)
CHAUVES
Pendant vos vacances ? Vous qui portez un top, postiche, prothèse collée. Essayez notre nouvel adhésif médical, invisible, anti-allergique, ne laissant aucune trace. Adhérence exceptionnelle de 10 à 12 jours sans dépose. Présentation prédécoupée en étui élégant. Envoi discret contre 15 F + 2 timbres, à l'Institut PROCAPIL, 30, rue de Chazelles - PARIS 75017. Téléphone : 755-85-39 et 755-99-64.

PRESSE

● *Le « Birmingham Post »* a décidé de ne plus paraître que cinq jours par semaine à compter du mois d'août. La direction a pris cette mesure en raison de la situation financière du quotidien, qui perd quelque 500 000 livres par an. Elle laisse prévoir, en *outre,* le *licenciement d'un certain* nombre de ses collaborateurs.

● *Le Nouvel Économiste,* tel sera le titre de la publication hebdomadaire née de la fusion des *Informations* et *d'Entreprise* (*le Monde* daté 8-9-10 juin), dont le *premier numéro est prévu* pour octobre 1975.

● *Une nouvelle revue mensuelle, « Armées d'aujourd'hui »,* vient de paraître. *Armées d'aujourd'hui* tire à 40 000 exemplaires, remplace *Forces armées françaises,* et coûte 5 F. M. Yvon Bourges, ministre de la défense, expose dans ce numéro les missions « capitales » confiées à *Armées d'aujourd'hui* : *« Informer les armées et la nation des réalités de notre politique de défense ; participer au développement de la pensée militaire ; contribuer à la formation des cadres sur les grands problèmes nationaux, et leur permettre de s'exprimer à titre personnel. »* Au sommaire : des articles du général Grigaut, de l'amiral Joire-Noulens, de MM. Maurice Schumann, Thierry Maulnier et Marcel Bleustein-Blanchet.

★ 71, rue Saint-Dominique, 75228 Paris, Cedex 07.

RAPATRIÉS

LE TRANSFERT D'ALGÉRIE EN FRANCE DES « COMPTES D'ATTENTE » DEVRA ÊTRE EFFECTUÉ AVANT LE 31 AOUT.

Le ministère des affaires étrangères communique :

« Les ressortissants français possédant en Algérie des fonds dans des « comptes d'attente » individuels ouverts avant le 1er janvier 1975 sont informés que les récentes dispositions des autorités algériennes libérant ces comptes ne demeureront en vigueur que jusqu'au 31 août.

» Les intéressés doivent donc, avant cette date, en demander d'urgence le transfert à la banque qui les détient en Algérie en se référant à l'instruction n° 36 du 24 mai 1975 *du ministre algérien des finances* et en indiquant l'intitulé complet de leur compte en France ainsi que le nom et l'adresse de leur banque.

» La signature de leur lettre devra être légalisée. Il conviendra de joindre à leur demande :

» 1) *Une attestation sur l'honneur* que le titulaire n'est redevable d'aucune somme en argent ;

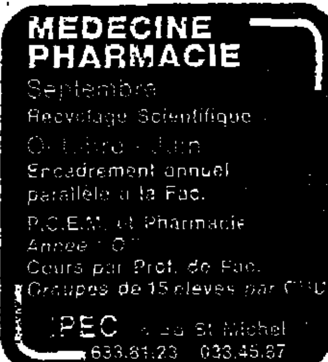
» 2) Le carnet de chèques que le titulaire du compte pourrait encore posséder ;

» 3) Un certificat de résidence en France ;

» 4) Enfin, si les fonds sont supérieurs à 20 000 dinars, une seconde lettre adressée par l'intermédiaire de la même banque algérienne à la Banque centrale d'Algérie sollicitant l'autorisation de transfert.

» Toute demande présentée après le 31 août 1975 ne pourra être prise en considération par les autorités algériennes. »

SCIENCES-PO
STAGES DE PRÉPARATION
du 28 juillet au 28 août
● Entrée en 1re année (A.P.).
● Entrée directe en 2e année.
IPESUP Enseignement Supér. Privé 18/18, rue du Cloître-N.-D. 75004 Paris - T. 325-88-38
AUTRES STAGES : Médecine, Pharmacie, H.E.C., Maths Sup., Sciences Éco.



JUSTICE

Les suites de l'assassinat [de] Mohamed Laïd Moussa

[On] se souvient de l'émotion créée [par l']assassinat à Marseille, le [19 ma]rs 1975, de Mohamed Laïd [Mouss]a (voir *le Monde* des 11, 14, [... ma]rs et 1er avril 1975).

[Ce j]eune instituteur algérien, de[venu] soudeur à Fos-sur-Mer, avait [été jug]é le 12 mars dernier, à la [cour d]'assises d'Aix-en-Provence, [pour a]voir, dans la nuit du 18 juil[let 197]3, blessé mortellement un voi[sin de l]'immeuble trop bruyant, le [nommé] Michel Balozian : la cour ayant [retenu] l'excuse de la provocation [et les] circonstances atténuantes, Mo[hamed] Laïd Moussa était condamné [à ...] ans de prison, dont dix-huit [mois a]vec sursis, et il sortait le soir [même], libre, de la maison d'arrêt.

[Dans] la nuit du 18 au 19 mars, [alors qu]'il fêtait, chez des amis, son [prochain] départ pour l'Algérie, un [homme] masqué surgissait dans l'ap[parteme]nt et abattait à bout portant [Moham]ed Laïd Moussa, avant de [s'enfui]r dans une voiture où l'atten[dait, s]elon des témoins, deux [complice]s.

[Au] lendemain de cet assassinat, [outre] les déclarations indignées des [organi]sations officielles de la com[munau]té algérienne en France et à [l'étrang]er, les défenseurs et amis de [Moham]ed Laïd Moussa, notamment [M. Ro]land Dumas et l'écrivain [Pierre] Guyotat, protestèrent vigoureu[sement] contre la campagne de déni[gremen]t qui s'amorçait et aux [déclarat]ions qu'ils jugeaient « *ha*[sardeuses] » des plus hautes autorités.

[Depuis], aucun élément n'a été ap[porté] par l'enquête menée par le [commis]saire Pelbois, auquel avait [é]té confiées les recherches sur [l'affai]re du 18 juillet 1973. A ce [jour], cette enquête n'a pas abouti [à la d]écouverte de l'assassin, mal[gré] l'envoi à Marseille, au lendemain de l'assassinat, par le ministre de l'intérieur, de plusieurs inspecteurs de Paris.

Un « Appel pour la constitution d'un comité vérité Mohamed Laïd Moussa », qui a été rédigé fin mars, a recueilli à ce jour plus de mille six cents signatures, et il reste ouvert (1). On en trouve le texte ci-dessous.

Le comité, à la formation duquel ce texte appelle, se fixerait pour tâche de tout entreprendre pour connaître et faire connaître toute la vérité sur cet assassinat. D'autre part, on annonce la préparation, par Pierre Guyotat, d'un livre contre-enquête sur Mohamed Laïd Moussa, dont on sait qu'il avait longtemps milité dans des organisations d'extrême gauche, en France, après avoir été membre du F.L.N. en Algérie. Ce livre paraîtra prochainement dans la collection « La France sauvage », dirigée par M. Jean-Paul Sartre.

(1) [Le]s signatures sont recueillies par [...]nie Bordier, 19, quai de Bour[bon, 75]004 Paris. Tél. 033-69-71.

L'APPEL « POUR UN COMITÉ VÉRITÉ »

Les soussignés, révoltés par l'exécution dont Mohamed Laïd Moussa a été victime le 19 mars 1975, s'étonnent de la lenteur de l'enquête, prennent acte des propos du commissaire Pelbois qui a déclaré : « *Si effectivement le crime est d'origine raciste, l'arrestation de l'assassin est très improbable* », et demandent qu'il soit dessaisi de l'enquête ;

— Protestent contre toute manœuvre tendant à imposer à l'opinion une vue réduite de cette exécution ;

— S'indignent que les menaces de mort dont font l'objet défenseurs et amis de Mohamed Laïd Moussa puissent être avivées par une presse d'extrême droite au racisme meurtrier ;

— S'associent enfin à toutes démarches et contre-enquêtes entreprises pour démasquer les véritables auteurs de cette exécution, que le ministre de l'intérieur a qualifiée d' « *assassinat raciste* ».

[Au nombre des signataires figurent les dirigeants et responsables d'un certain nombre de mouvements et organisations politiques ou syndicales, ainsi que de très nombreuses personnalités parmi lesquelles MM. Jacques Berque, Michel Foucault, Jean Genêt, Alfred Kastler, François Mitterrand, Jean-Paul Sartre, etc.]

[LE PR]ÉNOM BERGAMOTE

[Po]ur sa fille, née le 13 mars [derr]ier, un architecte avait [choi]si le prénom de Bergamote [qui] intrigua l'officier d'état civil [du ...]ième arrondissement. A [tel] point qu'il en référa au pro[cure]ur de la République. Celui-[ci r]épondit sans hésiter : « Ce [n'es]t pas un prénom ». L'archi[tect]e s'entêta et le procureur [fina]lement qui assigna devant le [tribu]nal de Paris pour donner [d'offi]ce au bébé le prénom quel[que] peu rétro de « Jeanne ».

[La] première chambre du tri[bun]al civil présidée par M. Gas[...] a statué le jeudi 10 juillet. [Me] Gomez del Junco, repré[sent]ant l'architecte, a soutenu [qu']un nom de fruit comme la [berga]mote valait bien un nom [de f]leur. Outre cette allusion à [la f]amille de M. Giscard d'Es[tain]g, l'avocat a fait état aussi [d'un]e Capucine, d'une Myrtille et [d'un]e autre Bergamote acceptées [sans] incident. D'autant plus que [Berg]amote a été l'héroïne d'un [livre] pour jeunes enfants.

[La] consonance est agréable, a [fin]ement constaté le président, [qui] a admis le prénom sous la [seule] condition, acceptée par les [paren]ts, d'y ajouter ceux de Jus[tine] et de Céline beaucoup plus [class]iques.

● *Aucun pourvoi en cassation n'a été enregistré dans l'affaire des vins de Bordeaux*, alors que le délai légal a pris fin le 14 juillet. L'administration des finances a donc renoncé à faire admettre sa thèse selon laquelle l'excuse absolutoire n'est pas applicable à l'infraction fiscale (*le Monde* du 10 juillet). L'affaire des vins de Bordeaux est définitivement close. — (*Corresp.*)

● *Les six plaintes de résistants* (ou parents de résistants) contre Paul Touvier, l'ancien chef de la milice de Lyon, seront examinées le 29 septembre par la chambre d'accusation de la cour de Paris. Cette juridiction devra dire s'il convient d'ouvrir une instruction pour crimes contre l'humanité, ou bien de se déclarer incompétente. (*Le Monde* du 8 juillet.)

FAITS DIVERS

SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Moukharbal était responsable du réseau de soutien logistique d'une organisation d'extrême gauche

Alors que les policiers colombiens continuent de penser que « Carlos » pourrait avoir trouvé refuge en Colombie, et chercherait à gagner les frontières vénézuélienne ou équatorienne (« le Monde » du 15 juillet), en France, le ministère de l'intérieur a publié dans la soirée du 15 juillet un communiqué faisant la synthèse de l'ensemble des renseignements recueillis par les enquêteurs.

Le communiqué définit d'abord le rôle de Michel Moukharbal, tué le 27 juin, rue Toullier, en même temps que les deux inspecteurs de la D.S.T. Le ministère de l'intérieur confirme ainsi que le Libanais était le personnage principal de cette affaire : « *Moukharbal était le responsable d'un réseau de soutien logistique d'une organisation d'extrême gauche, en cours d'identification, qui devait préparer de nombreux attentats et prises d'otages en Europe occidentale, et notamment en France et en Grande-Bretagne. Sa mission était de donner des plans précis d'objectifs aux organisations terroristes, de fournir des armes, des faux papiers, de l'argent, et de prévoir des hébergements pour les terroristes chargés de missions d'exécution.* »

Le ministère de l'intérieur dresse ensuite la liste des attentats que Moukharbal a « organisés » ou à la mise au point desquels il a « participé » : « *Les explosions, dans la nuit du 3 au 4 août 1974, contre les journaux* Minute, l'Aurore *et* l'Arche ; *la prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye, du 13 au 19 septembre 1974 ; l'attentat du drugstore Saint-Germain-des-Prés, le 14 septembre 1974 ; les attentats d'Orly les 13 et 19 janvier 1975.* »

On précise, d'autre part : « *D'autres attentats avaient été minutieusement préparés, notamment contre l'ambassadeur d'Israël à Paris, contre M. Ali Aref, président du conseil du gouvernement du Territoire des Afars et des Issas, et d'autres personnalités de la communauté israélite en France et en Grande-Bretagne.* »

On ne trouve dans ce communiqué que quelques lignes au sujet de « Carlos ». Le ministère indique qu'il « *occupait une place importante dans les commandos d'exécution et dans les liaisons entre les sections chargées du soutien logistique et celles procédant à des actions directes* ».

Enfin, à propos du récent rappel de trois diplomates de l'ambassade de Cuba à Paris, le ministère de l'intérieur déclare : « *L'enquête a également montré que les agents du service de renseignements étranger récemment expulsés étaient en contact avec ces milieux terroristes et fréquentaient régulièrement la rue Toullier, notamment pendant la période où les armes de Carlos y étaient entreposées.* »

En indiquant qu'« *une comptabilité financière détaillée* » des opérations était tenue par Moukharbal, le ministère de l'intérieur confirme que cet indice a été déterminant pour reconstituer la liste des attentats auxquels a participé l'organisation dirigée par le Libanais. Cependant il convient de remarquer que des doutes subsistent sur la relation que l'on peut établir entre les activités du réseau Moukharbal et certains attentats. Ce serait le cas à propos de l'explosion du drugstore de Saint-Germain-des-Prés pour laquelle on ne trouve pas encore d'« explication ».

DANS UN FOYER DE VILLEJUIF

Deux travailleurs immigrés sont tués au cours de bagarres entre Maliens et Nord-Africains

Deux escadrons de gendarmes mobiles ont fait évacuer, le 14 juillet peu avant 23 heures, une partie des occupants du foyer de la Sonacotra, impasse Alexandre-Dumas à Villejuif (Val-de-Marne), où de violentes bagarres avaient opposé, au cours des deux journées précédentes, des pensionnaires nord-africains et maliens cohabitant dans cet établissement. Au cours des affrontements, deux des protagonistes ont été tués et trente autres blessés.

Les premiers incidents avaient éclaté dimanche 13 juillet vers 17 heures après qu'un pensionnaire algérien eut, dans un échange de propos un peu vifs, lancé un verre d'eau au visage d'un Malien. Une bagarre générale s'ensuivit entre les quatre cents Africains et les cent Maghrébins du centre. Chaises, tabourets, tables, et même portes et fenêtres servirent de projectiles tandis que certains participants brandissaient des couteaux. Trois policiers du commissariat de Gentilly furent blessés en tentant de séparer les adversaires, et il fallut faire appel à un escadron de gendarmerie mobile pour ramener l'ordre. Vingt blessés avaient alors été relevés.

Le lendemain, vers 16 heures 30, un travailleur nord-africain braquait soudain un pistolet d'alarme sur un locataire malien. Aussitôt, de nouveaux affrontements éclataient, plus violents encore que ceux de la veille. Les policiers durent faire appel à des renforts, et plusieurs charges à la grenade lacrymogène furent nécessaires pour séparer les deux clans. Entre-temps, la bagarre s'était étendue à une cité H.L.M. voisine. C'est après ces nouveaux affrontements que les policiers devaient relever deux morts, deux Nord-Africains, MM. Salah Geroud, trente-neuf ans, et Ali Bouras, quarante ans. Une dizaine de blessés ont été soignés sur place. Cinq personnes ont été interpellées pour port d'arme à proximité du foyer.

Ce mardi 15 juillet, après l'évacuation des locataires maliens — provisoirement hébergés au centre d'accueil du personnel en uniforme de la police, à Vincennes, — les responsables de la Sonacotra et du département du Val-de-Marne doivent se réunir à la préfecture de Créteil pour tenter de trouver une solution au problème de la cohabitation entre les deux communautés.

M. JEAN-PIERRE HERBET CONTINUE DE NIER LE MEURTRE DE J. BITAN

L'autopsie du corps de Jean Bitan, retrouvé lundi 14 juillet, dans un bosquet, sur le territoire de la commune de Beaurevoir, dans l'Aisne, et transporté à l'Institut médico-légal de Paris, devrait permettre de vérifier les déclarations du ravisseur du riche commerçant en tapis, M. Jean-Pierre Herbet.

Ce dernier affirme toujours que J. Bitan, âgé de quatre-vingt-huit ans, est mort le 24 mai dernier, d'une crise cardiaque au cours d'une violente discussion.

Cette autopsie risque d'être délicate puisque le corps serait en partie calciné : il se trouvait en effet dans un trou d'environ 1,20 m. de profondeur où on avait entassé du bois qui fut probablement enflammé avec de l'essence afin de brûler le cadavre.

Inculpé d'homicide volontaire, malgré ses dénégations, M. Jean-Pierre Herbet a été écroué lundi 14 juillet.

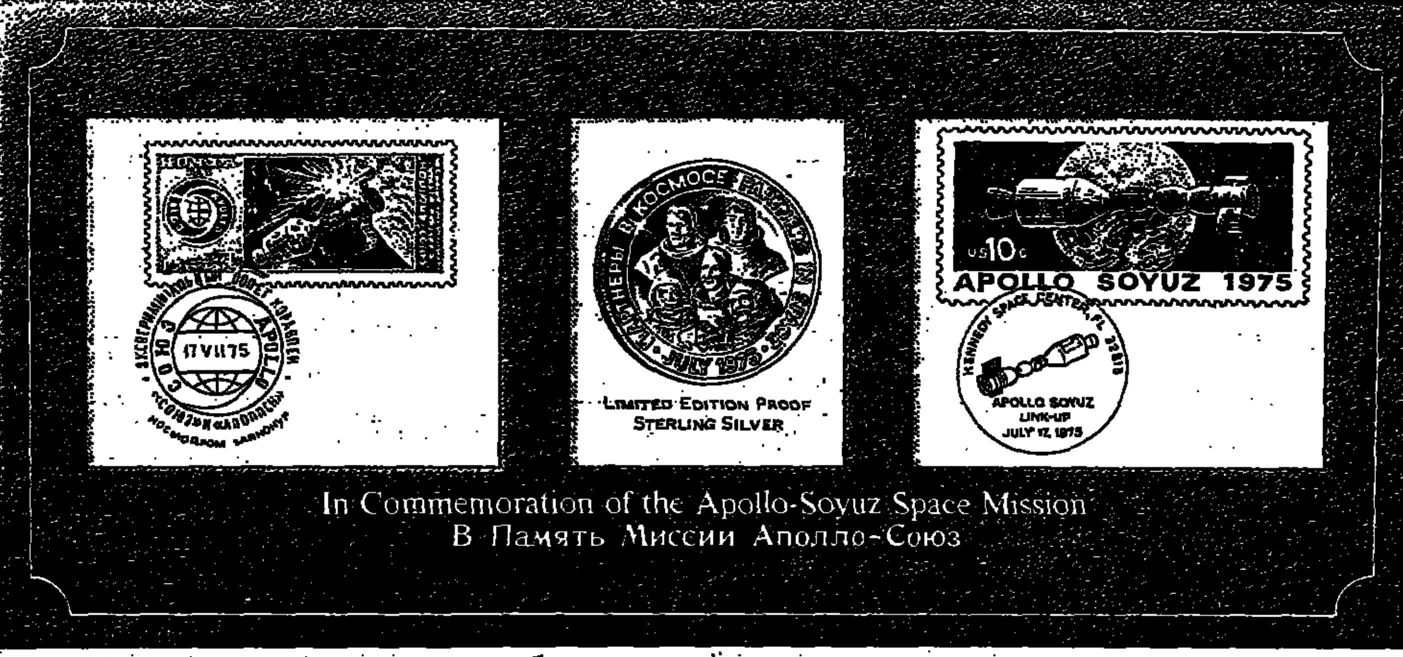


A l'occasion de la première rencontre dans l'espace des américains et des soviétiques

l'Emission Commémorative des
Partenaires dans l'Espace

Edition à tirage strictement limité

Date limite des souscriptions : le 17 juillet 1975, jour de la rencontre



Les timbres et la médaille commémoratifs sont montrés ici plus petits que taille réelle. Dimension réelle du présentoir 177 x 248 mm

Le jeudi 17 juillet 1975, à environ 160 kilomètres au-dessus de la terre, trois astronautes américains et deux cosmonautes soviétiques doivent se rencontrer dans l'espace et amarrer leurs vaisseaux spatiaux.

Ce premier rendez-vous marque le début d'une collaboration remplie d'espoir pour le futur de l'humanité. Un événement d'une telle portée historique est rare. Il est plus rare encore, ayant suivi cet événement, d'en garder un témoignage tangible.

Pour honorer officiellement le premier programme international de vols spatiaux habités, les autorités américaine et soviétique ont chacune émis un timbre commémoratif. Et, à l'intention spéciale des collectionneurs, un ensemble commémoratif unique, auquel ont participé à la fois les Etats-Unis et l'Union Soviétique, sera émis dans une édition à tirage limité.

« L'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace » associera sur un même élégant présentoir les timbres commémoratifs et leurs oblitérations spéciales ainsi qu'une médaille de qualité Epreuve en argent massif 1er titre. Chacun des deux timbres montrera les vaisseaux américain et soviétique au moment exact de leur jonction dans l'espace.

Le timbre soviétique (à gauche sur le présentoir) a été dessiné d'après un tableau d'Alexei Leonov, commandant du vaisseau spatial Soyuz. Ce timbre sera oblitéré sur le lieu du lancement de Soyuz, à Baïkonour, Kazakhstan, en Union Soviétique. Timbre et oblitération représentent ensemble une véritable exclusivité philatélique. En effet, ils apparaîtront seulement sur cette Emission Commémorative, et ne seront en aucun cas disponibles auprès des autorités postales soviétiques ou auprès des marchands de timbres.

Le timbre des Etats-Unis (à droite sur le présentoir) sera oblitéré au Centre Spatial Kennedy, en Floride, aux Etats-Unis, d'où le vaisseau Apollo prendra le départ pour son orbite.

Les deux timbres seront oblitérés à la date du 17 juillet 1975, jour prévu pour la rencontre Apollo-Soyuz.

La médaille en argent massif 1er titre, partie intégrante de l'« Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace » sera frappée en qualité Epreuve, la plus haute en numismatique moderne.

La face montrera, avec une grande finesse de détails, les portraits des cinq héros de la première rencontre dans l'espace : les astronautes américains Thomas Stafford, Vance Brand et Donald Slayton, et les cosmonautes russes Alexei Leonov et Valery Kubasov. Autour des portraits, s'inscrira la légende en russe et en américain : « Partenaires dans l'Espace - juillet 1975 ». Le revers de la médaille portera l'insigne officiel de la mission Apollo-Soyuz et le nom des cinq partenaires dans leur langue natale.

« L'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace » est disponible en France, exclusivement par souscription, auprès du seul Médaillier. Cet ensemble commémoratif est limité au nombre exact de souscriptions postées, le cachet de la poste faisant foi, avant le 17 juillet 1975 à minuit, jour de la rencontre spatiale. Après cette date, aucune demande ne pourra être acceptée. En outre, il ne pourra être obtenu qu'un seul ensemble par personne.

TITRE OFFICIEL DE SOUSCRIPTION

Date limite : le jeudi 17 juillet 1975 à minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veuillez enregistrer ma souscription pour « l'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace », à tirage strictement limité, associant sur un élégant présentoir les timbres commémoratifs russe et américain (taille respective 26 x 56 mm, 31 x 66 mm), leurs oblitérations spéciales et une médaille de qualité Epreuve en argent massif 1er titre, de 39 mm de diamètre frappée exclusivement pour cette Emission. Le prix unitaire de chaque ensemble est de 150 F TTC, port et emballage compris. Je ne vous envoie pas d'argent maintenant et vous réglerai à réception de votre facture.

M.
Mme
Mlle ____________ MAJUSCULES SVP

Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Signature ____________

LE MEDAILLIER 24 avenue Raymond Poincaré 75116 Paris

Limite : une seule Emission Commémorative par collectionneur

PE/LM 2
© L.M. 1975.

(PUBLICITÉ)

VOTRE CHEVELURE REAGIT
[A] LA FATIGUE ET A LA POLLUTION
COMME LE RESTE DE VOTRE ORGANISME
CONFIEZ-LA A UN SPECIALISTE

[Il] y a des signes qui ne trompent pas : [dé]mangeaisons, pellicules et surtout [ch]ute anormale des cheveux. Ne né[gli]gez pas ces petits inconvénients qui [ris]queraient, à la longue, de créer [un]e situation alarmante.

[Le] meilleur moyen de prévenir la [ch]ute des cheveux, c'est de les trai[te]r bien avant, et de façon régulière. [Pa]r des traitements combinés, adaptés [à] chaque cas particulier, l'INSTITUT [C]APILLAIRE EUROCAP redonne aux [ch]eveux un rythme de reproduction [no]rmal et permet de les conserver [lo]ngtemps en bon état.

[L]es spécialistes détermineront la na[tu]re et la condition de votre cheve[lu]re, et y apporteront, par phases [su]ccessives, l'amélioration souhaitée.

[P]renez contact avec EUROCAP. Ne [se]rait-ce que pour un simple contrôle.



L'efficacité de nos traitements a déjà été mille fois démontrée, mais venez vous en rendre compte vous-même. Ecrivez ou téléphonez-nous sans tarder pour un rendez-vous.

[E]UROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi de 10 heures à 17 heures

EUROCAP® INSTITUTS CAPILLAIRES
produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

[7]5001 PARIS, 4, rue de Castiglione. Tél. : 260.38.84

[59]000 LILLE, [...] de Faidherbe.	Tél. : 51.24.19	31000 TOULOUSE, 42, rue de la Pomme.	Tél. : 21.90.84
[76]000 ROUEN, [...] avenue de Bretagne.	Tél. : 73.08.22	33000 BORDEAUX, 34, place Gambetta.	Tél. : 48.06.34
[06]000 NICE, [Pro]menade des Anglais.	Tél. : 88.25.44	63000 CLERMONT-FERRAND, 46, place de Jaude.	Tél. : 93.57.93
[13]001 MARSEILLE, [...] rue St-Ferréol.	Tél. : 33.07.50	57000 METZ, 2/4, En Chaplerue.	Tél. : 75.00.11
[51]100 REIMS, [...] place d'Erlon.	Tél. : 88.66.74	68100 MULHOUSE, 1, rue du Sauvage.	Tél. : 45.80.88
[44]000 NANTES, [...]bis, place Neptune.	Tél. : 73.31.75	21000 DIJON, 10, place de la Libération.	Tél. : 32.04.02
[54]000 NANCY, [...] rue des Carmes.	Tél. : 52.05.14	35000 RENNES, 12, quai Duguay-Trouin.	Tél. : 30.02.07

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Coppella.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne; 21 h. : Bach denkel (pop).

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 45 : Dommage qu'elle soit une putain.
Biothéâtre, 21 h. : l'Ombre isocèle.
Charles de Rochefort, 20 h. 45 : Plus on est de fous, plus on rit.
Comédie des Champs-Elysées, 21 h. : Viens chez mois, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse; 22 h. : Elle, elle et elle.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Galerie 55, 21 h. : On purge bébé; Bonjour Monsieur Courteline.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : les Chaises; 22 h. 15 : Sade.
Michodière, 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à Pierre Fresnay (voir cinéma festivals).
Mouffetard, 20 h. 30 : les Grandes Invasions barbares du Ve siècle : 22 h. : les Causeries de Sherlock Holmes et du Dr Watson.
Poche-Montparnasse, 20 h. 15 : le Premier.
Studio Champs-Elysées, 20 h. 45 : Certains aiment le show.
Tertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : le Cracheur de phrases; 20 h. 30 : le presse-purée des Destaing : 22 h. : Lavetta Strong; 23 h. : Musique folklorique martienne.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : l'Ecole des femmes.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ah bon ! (Ranch); 20 h. 30 : les Créanciers, l'Ours.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 et 23 h. 30 : Poker Boys; 21 h. : 1 m 80 - 95 kg et on cause; 22 h. : Hipothénar tombe la veste.
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : Sainte Jeanne du Larzac; 22 h. 15 : En ce temps-là les gens mouraient.
Café d'Edgar, 21 h. : Sylvie Joly.
Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnett.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Michel Truffaut; 23 h. : Arlette Denis : 24 h. : Christian Mousset.
Petit Casino, 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit; 22 h. 30 : Show Jacqueline Dorian.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux; 22 h. 15 : Pierre et Marc Jolivet; 23 h. 15 : Luis Rego.
P'tit Théâtre, 21 h. : Variations pour une reine et un ermite.

Mardi 15 juillet

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Les opérettes

Henri-Varna - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta !

Les cabarets

Alcazar, 21 h. : Paris-Broadway.
L'Ange Bleu, 23 h. : Spectacle de Jean-Marie Rivière.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue
Kiss me, 22 h. : Bons baisers de Paris.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

Le music-hall

Bobino, 21 h. : Dzi-Croquettes.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue de Roland Petit.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia, 20 h. 45 : la Magie.
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

Les concerts

Cathédrale américaine, 21 h. : Masterworks Chorale.

Le cirque

(Voir Nouveau Carré : salles municipales.)
Jardin des Tuileries, 15 h. 30 et 17 h. : Cirque de Paris.

Jazz et pop

Nouveau Carré, 21 h. : Bachdenkel.

Festival du Louvre

Cour Carrée, 20 h. 45 : la Belle au bois dormant, par le ballet de l'Opéra.

Festival estival

Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Trio Deller (Blow, Purcell, Morley, Haendel, Monteverdi).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Viva Zapata, d'E. Kazan ; 18 h. 30 : You and me, de F. Lang ; 20 h. 30 : Isidora Duncan, de K. Russel ; 22 h. 30 : la Montagne sacrée, d'A. Jodorowski.

Les exclusivités

AGUIRRE OU LA COLERE DE DIEU (all., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) : Marais, 4e (278-47-86).
ALOISE (Fr.) : Murat, 16e (288-99-75) ; Olympic, 14e (783-67-42).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Marotte, 2e (231-41-39) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Marignan, 8e (359-92-82).
LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8e (225-19-73) ; Maxéville, 9e (770-72-87) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
CLAUDINE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 15.
LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
EXHIBITION (Fr., **) : La Clef, 5e (337-90-90), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (326-41-02), Helder, 9e (770-11-24), Scala, 10e (770-40-00), Napoléon, 17e (380-41-46), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Liberté-Club, 12e (343-01-59), Magic Convention I, 15e (828-20-64).
LA FAILLE (Fr.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Saint Germain-Studio, 5e (033-42-72), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Marignan, 8e (359-92-82).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40), Royal Passy, 16e (527-41-16); v.fr. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Templiers, 3e (272-94-56), Plaza, 8e (073-74-55).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'INTREPIDE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Berlitz, 2e (742-60-33), Gaumont-Sud, 14 (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96)
LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.fr. : Maxeville, 9e (770-72-86).
KAFR KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Athéna, 12e (343-07-48), Templiers, 4e (272-94-56).
LOS CACHOROS (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LES ORDRES (Fr.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99), Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Wepler, 18e (387-50-70), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Victor-Hugo, 16e (727-49-75).

Les films nouveaux

TEMOIN A ABATTRE, film américain de Enzo G. Castellari. V.o. : Balzac, 8e (359-52-70). V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FAR-WEST STORY, film italien de Sergio Corbucci. V.o. : George-V, 8e (225-41-46). V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Moulin Rouge, 18e (606-63-26) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-42-17) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93).
PROFESSION REPORTER (It.), v.o. : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Bergère, 9e (770-77-58).
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.) : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
SIX MINUTES POUR MOURIR (A., v.o.) : Balzac, 8e (359-53-70) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
SPECIALE PREMIERE (A., v.o.) : Murat, 16e (288-99-75).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 15e (326-22-17) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
VIOLENCE ET PASSION (It., vers. angl.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

Les rééditions

SPARTACUS, film américain de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas et Laurence Olivier : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.o. ; Français, 9e (770-33-88) ; v.f. : Caravelle, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Gaumont-Convention, 15e (797-02-74).
NEVADA SMITH, film américain de H. Hataway, avec Steve McQueen et Karl Malden : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.o. ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde (6e) (633-08-22), Mistral, 14e (734-20-70).
LE VOLEUR, film français de Louis Malle, avec J.-P. Belmondo : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25).
CABARET (A., v.o.) : Dominique, 7e (551-04-55).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42).
CHERIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
CHINATOWN (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
DELIVRANCE (A., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
KEEP ON ROCKIN (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Action République, 11e (700-51-33).
LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) (70 mm) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) : Le Styx, 5e (033-08-40).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96) ; Vendôme, 2e (073-97-52).
SENSO (It., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Les Nations, 12e (343-79-17).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).
UN ETE 42 (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-47-19).

Les festivals

BILLY WILDER (v.o.). — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Garçonnière.
CLINT EASTWOOD (v.f.). — Palais des Glaces, 10e (607-49-93) : Magnum Force.
J. ROUCH : Olympic, 14e (783-67-42).
LE PANTHEON 75. — Olympic, 14e (783-67-42) : Mahler.
QUARANTE CHEFS-D'ŒUVRE DU CINEMA FRANÇAIS. — Artistic Voltaire, 11e (700-15-15) : les Enfants du paradis.
JEAN VIGO. — Le Seine, 5e (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de conduite.
F. ASTAIRE-G. ROGERS (v. o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : En suivant la flotte.
E. KAZAN (v. o.). — Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) : la Fièvre dans le sang.
HOMMAGE A PIERRE FRESNAY. — Théâtre de la Michodière, 8e (742-95-22), 16 h. 30 et 20 h. 30 : les Trois Valses ; 18 h. 30 : la Valse de Paris.
HOMMAGE A JEAN RENOIR. — André-Bazin, 13e (337-74-39) : la Bête humaine.
E. ROHMER. — Noctambules, 5e (033-42-34) : le Genou de Claire.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA CHINE (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. et 24 h.
FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA HORDE SAUVAGE (A., v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
JONATHAN (All., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
MACBETH (Ang., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MORGAN (A., v.f.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
THX 1138 (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

Une architecture « libérale avancée »

(Suite de la première page.)

En clair : on vit plus détendu dans un cadre accordé à la sensibilité, et la beauté se vend mieux... Pour reprendre la formule présidentielle, il s'agit de mettre sur pied de nouvelles *conditions de l'architecture* dans ce qu'on a appelé la « société libérale avancée ».

C'est en état de « crispation » *que vivent aujourd'hui les huit mille* architectes en exercice en France. Ils sont durement touchés, d'un côté par le ralentissement des constructions, de l'autre par la concurrence sans merci que leur livrent, par la force des choses, les bureaux d'études d'ingénieurs. Les architectes s'accommodaient plus ou moins de *la situation* tant que le « bâtiment allait ». Avec la crise, leur place devient intenable et il semble bien qu'un projet de loi doive être rapidement adopté pour réglementer une situation difficile où les plus gros dévorent les plus petits, souvent au détriment de l'architecture, celle qui pourrait remettre en cause les modèles établis *que l'industrie du bâtiment* reproduit à satiété. Aussi, c'est avec un sentiment mitigé d'espoir que les délégués des architectes se sont rendus à l'Elysée, il y a quelques jours pour faire part au président de la République de leurs souhaits, en vue de la préparation de ce conseil restreint qui réunit le secrétariat d'Etat à la culture, l'équipement, l'éducation nationale, Matignon, le ministère de l'intérieur.

Parmi les différents points examinés figure *en premier lieu le statut* de la *profession* d'architecte. Ce projet de loi qui déclare d'intérêt public la qualité architecturale sera le *premier du genre puisque les dispositions* juridiques de 1940, qui avaient structuré la profession sur l'unique mode libéral, protégeaient le titre d'architecte, mais non sa *fonction*. Cette « liberté » de construire donnée à tous explique, selon les syndicats, que, pendant trente-cinq ans, 70 % de tout ce qui s'est construit en France a été réalisé sans architectes.

On comprend, dès lors, l'attitude « corporatiste » des syndicats qui *souhaitent l'établissement par la loi* d'un recours obligatoire à l'architecte. Souhait que la loi est réticente à exaucer, d'une part parce que la présence de l'architecte dans la conception d'un projet ne signifie pas forcément une architecture meilleure, de l'autre pour éviter de donner aux architectes un monopole de fait *dans le domaine de la construction*.

Sur ce point, il semble que les architectes n'obtiendront qu'une satisfaction *partielle*, puisque le nouveau projet de loi réserve le recours obligatoire à l'architecte aux seules constructions publiques et aux H.L.M., comme c'est d'ailleurs le plus souvent l'usage. Pour le reste, toute liberté serait laissée aux constructeurs (ce qui équivaut en fait à une régression par rapport au premier *projet*). *Toutefois, souligne-t-on, l'architecture* ne devrait pas être absente grâce à un mécanisme d'aide architecturale dont l'application serait *généralisée*. Elle serait assumée à travers tout le territoire par des commissions départementales, qui procéderaient à l'examen critique de toute construction conçue sans architecte.

Selon l'esprit du projet de loi, l'aide architecturale n'est pas comprise comme une assistance sociale destinée aux constructeurs « pauvres ». Son but étant d'améliorer la qualité architecturale, elle concerne toute construction, y compris les programmes publics, surtout lorsqu'il s'agit d'un espace protégé ou *historique. Les commissions d'aide* (dont le fonctionnement serait financé par *l'Etat*, qui *prélèverait sur la construction* une taxe spéciale de 30 à 40 millions par an) seraient installées dans *chacun des départements de la* France. Elles ne seraient, précise le secrétariat d'Etat à la culture, en *aucun* cas chargées de faire de l'architecture à la place de l'architecte. Composées de six ou sept jeunes diplômés recrutés sous contrat (trois ans environ) et ayant à leur tête un architecte confirmé, *les commissions limiteraient leurs* conseils à la seule partie publique des constructions : *leur implantation*, *leur volume*, *leur insertion* dans le site...

En ce qui concerne les modalités d'exercice de la profession, le projet de loi prévoit une ouverture totale. L'architecte qui ne conçoit aujourd'*hui* son activité que sous la forme libérale pourra désormais constituer des associations avec des bureaux d'études, un promoteur, voire être *promoteur lui-même ou bien fonctionnaire*, salarié... Conséquences de cette « ouverture » : pour les initiateurs de la *loi*, une diversification des types d'architectes ; pour certains syndicats, le risque de perdre l'identité de la *profession*. D'autant que cette « restructuration » remet en question l'ordre des architectes, créé par Vichy en 1940, et défenseur d'une déontologie

Avec des formes d'exercice variées le titre d'architecte sera *cependant maintenu et protégé*, notamment en raison de la parité avec l'étranger. En fait, ce titre est aujourd'hui assimilé à une fonction bien précise : l'architecte est le seul professionnel du bâtiment à bénéficier d'une assurance *pour la responsabilité* dite « décennale », ce qui, pour le maître d'ouvrage, rend commode et, dans une certaine *mesure*, nécessaire le recours à l'architecte sans pour autant lui donner la responsabilité de la conception du projet. L'habillage des façades, tel est le plus souvent, *hélas ! le lot de l'architecte. Cette* charge sera maintenue, mais plus limitée : si l'architecte s'associe à un promoteur ou bien à un fournisseur de matériaux, le fait devra être rendu public afin de mieux définir la part des responsabilités.

Un autre point important de ce *projet de loi* concerne la commande publique, source de bien des maux de cette profession où le plus gros des travaux se concentre sur un petit nombre. Pour mieux en contrôler la distribution, il est envisagé de créer une « instance supérieure » qui aurait une vision globale sur tous les programmes de construction du pays. *Son rôle* : centraliser les informations, procéder à l'examen criti[...] des projets (non seulement sur [...] *plan administratif comme cela* [...] pratique déjà, mais également s[...] leur aspect architectural). Elle ré[...]minera périodiquement les lis[...] d'architectes accrédités à tel ou [...] ministère, pour en suggérer le ren[...]vellement afin de briser les cum[...] Elle favorisera également le lan[...]ment de concours d'idées dans [...] *constructions publiques, à l'exem[...]* de ceux pratiqués pour le logem[...] par le PAN (Programme d'archit[...]tures nouvelles).

Enfin, l'orientation de l'enseig[...]ment — dont les déficiences e[...] pour une part à la base des [...]ficultés des architectes et de l'arc[...]tecture en France — serait remise [...] *l'étude*. Il semble que le *projet* [...] loi entend rendre plus « pratique » [...] professionnel » un enseignement q[...] selon le secrétariat d'Etat à [...] culture, est devenu trop théoriq[...] depuis 1968 et prive les étudiants [...] moyens réels face aux profession[...] de la construction.

JACQUES MICHEL.

Libres opinions

Une profession qui se dégrade

par RAYMOND NICOLAS (*)

LE dépôt d'un projet de loi sur l'architecture à l'Assemblée nationale va-t-il enfin ouvrir le dossier de l'architecture aux yeux de l'opinion publique ? Tant de fois déjà ce projet de loi voté par le Sénat en juin 1973 était attendu à l'ordre du jour des délibérations parlementaires. Le vote de cette loi souhaitée par les éléments les plus conservateurs de la profession, était toutefois relayé par la mise en forme d'un décret d'application sur la réforme des marchés publics et la rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture, qui consacre l'asservissement des architectes aux pouvoirs discrétionnaires des trésoriers-payeurs généraux départementaux et au corps des ponts et chaussées, *résurgence d'une situation créée* en 1747 par Trudaine.

L'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA) lutte depuis sept ans pour dénoncer le scandale de la production architecturale en *France* et *souhaite porter à la* connaissance du grand public quelques éléments d'appréciation sur ce problème. Pour faire comprendre ce qui se passe dans notre pays en matière d'urbanisme et d'architecture, quelques chiffres très *simples suffiront*. Il y a quelque dix mille architectes en France :

— Cinq cents d'entre eux se partagent les commandes d'architecture et d'urbanisme en liaison avec les grands bureaux d'études techniques, eux-mêmes liés aux banques d'affaires ;
— Quatre mille cinq cents autres, dits libéraux, vivotent ou sont endettés et sont condamnés à disparaître. *L'inexorable loi de la concentration* les élimine ;
— Les cinq mille restants sont salariés, mais ils ne peuvent se prévaloir de leur titre dans les conventions collectives qui les classent dans *la catégorie des artistes*.

La plupart de ces « artistes » tirent des traits dans les grands cabinets, c'est-à-dire assument un travail parcellaire, ingrat, sans aucune possibilité de création personnelle ni de contrôle sur leurs « œuvres », besogne pour laquelle ils sont manifestement suréquipés après cinq années d'études difficiles et coûteuses pour la collectivité. Ils sont chargés de rentabiliser les opérations ; ces opérations de rentabilisation ont d'ailleurs leur répercussion sur les chantiers où le rythme des cadences va *s'accélérant* — *les gestes sont ponctués par des coups de sifflet* — et où les accidents mortels qui frappent la *main-d'œuvre* du bâtiment sont de plus en plus nombreux : trois personnes par jour.

Sur ces dix mille architectes, on compte environ trois mille *chômeurs, soit 30 % des architectes. Ce chiffre, très supérieur à la* moyenne nationale, signalerait à lui seul une anomalie dans la profession. Une anomalie... entre autres ! Il faut ajouter enfin treize mille cinq cents étudiants qui seront vraisemblablement *exclus* de toute *production architecturale* digne de ce nom.

Au sort peu enviable des membres de la profession (les cinq cents privilégiés exceptés) répond le sort encore moins enviable des usagers, expulsés, *transplantés*, floués, comme les acquéreurs de logements, dont la dette se montait à 273 milliards de francs en 1973, tous *victimes d'une urbanisation qui a fait du profit* sa bible. A ces *usagers*, l'ADUA a toujours cherché à apporter son concours en organisant des rencontres en les renseignant sur leurs droits et en contribuant à des regroupements, qui restent malheureusement difficiles en l'absence de toute aide financière de l'Etat. Récemment encore, l'association a traité des problèmes de l'urbanisation dans notre pays, au cours des cinq journées de ses états généraux.

***

Mais de *toutes* ces actions, peu a transpiré. Pourtant, la *dégradation* de la *profession* est telle qu'elle a attiré l'attention de la très conservatrice Académie des sciences morales et politiques, qui l'a mise à son ordre du jour pour la déplorer. Mais les préoccupations *de cette assemblée ne sont pas les nôtres*. L'ADUA n'est *pas une* organisation à la recherche d'une revalorisation statutaire. Elle voudrait *mettre l'architecture au service du bien public* et transformer son enseignement. Des propositions viennent, d'ailleurs, d'être faites en ce sens et remises aux autorités.

Mais les pouvoirs publics souhaitent-ils vraiment renverser la tendance qui a donné à notre pays le « *triste privilège d'être l'un des plus mal urbanisés d'Europe* » ? Un pays où l'aménagement de l'espace s'est fait contre les intérêts vitaux des usagers, dont les besoins, les désirs, les aspirations, ont été totalement sacrifiés à l'*impératif catégorique* dont parlait Le Corbusier : « *Urbaniser, c'est faire de l'argent.* » Si nos dirigeants ont la volonté de changer cet ordre des choses, il va de soi que rien ne pourra être fait sans la suppression de l'ordre des architectes, ainsi que de toute organisation autoritaire de la profession. Alors seulement pourront être réunies les conditions d'une véritable concertation, qui ne serait plus *récupération démagogique* de *mots d'ordre*. Alors seulement l'élaboration d'une loi démocratique sur l'architecture pourra être mise en chantier.

(*) Architecte D.P.L.G., secrétaire général de l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA).

FESTIVAL DU MARAIS 10 JUIN 12 JUIL.
LOCATION PAR TEL : 887.26.12 et 13
PROLONGATIONS EXCEPTIONNELLES
21h TOURNOI 21h
PLACE DES VOSGES
15, 16, 17, 18 et 19 JUILLET

ARTS ET SPECTACLES

estivals

undula Janowitz au zénith, à Aix

u lendemain de l'éclatante arition de Montserrat Caballe tandis que Sviatoslav Richter hantait les Arlésiens, Gundula nowitz donnait un récital Mo-, Liszt et Strauss au cloître nt-Louis. Etait-ce la douceur la nuit aixoise et le bruisse-t des arbres dans cette cour ogines pourtant sans âme? grande cantatrice allemande zénith de son art n'a jamais u aussi inspirée.

e timbre si riche, solidement ii avec Ridente La Calma Mozart, attendri par les arelles de la Violette et Chloe prit soudain sa plus te dimension avec Impres-du soir, K. 523; comme lac au crépuscule, la voix se de couleurs délicates, d'un ablement intérieur presque erceptible, pour dire cette idence si simple de Mozart bord de la mort : « Die aste Perle » — ces mots ré-s avec insistance comme pour der encore le moment de ies — cette « larme, la plus des perles, versée sur sa be », fit craquer le vernis de erfection.

Aime aussi longtemps que tu peux aimer », *disait une admirable mélodie de Liszt (sur le célèbre Rêve d'amour) et c'était bien là le sentiment que donnait la voix de Janowitz parcourant une guirlande de lieder presque inconnus de Liszt et de Strauss, avec une soif inextinguible, dilatant une richesse de timbres et de couleurs, presque invraisemblable à côté de tant de voix bloquées.*

Rare est cette maturité épanouie où tous les prestiges d'une voix concourent à l'expression parfaite du lyrisme, où chaque note irréductiblement personnelle éveille dans la musique de nouveaux échos. Pureté de source, délicatesse de neige, virevoltes en vocalises, crescendos prodigieux, chants déployés, glorifiant un amour sublime par-delà l'absence, la souffrance et la mort, repos de la tendresse comme un violon dans la nuit, mélodies planantes et libres : la voix de Janowitz était tout cela, sans que l'ombre d'une virtuosité gratuite vînt ternir ces moments du temps suspendus.

Au piano, Irwin Cage, avec mille gestes précautionneux, rivalisait avec elle dans ses mille transmutations sonores et l'impétuosité de son élan.

Aix a ainsi retrouvé, cette année, une bonne partie de son prestige. Malgré les hésitations et les errements de l'an passé, l'effort de renouvellement a été perçu et l'enthousiasme du public contraste avec une certaine lassitude qu'engendraient naguère les spectacles trop connus dont les distributions s'étiolaient. Et déjà l'on annonce pour l'an prochain, avec La Traviata de Verdi, Il Campanello di notte, de Donizetti, et Médée, de Cherubini, un tout nouveau Don Giovanni, mis en scène par Jean-Pierre Vincent. Une page est tournée.

JACQUES LONCHAMPT.

ettres

*Le Comité français du bicen-*ire de l'indépendance des s-Unis (9, avenue Franklin-sevelt, 75008 Paris, tél. : 359-6) institue un prix littéraire, montant de 10.000 francs, iné à récompenser un ouvrage imé ou traduit en français, té entre le 1er janvier 1975 et 1 mai 1976, sur les relations e la France et les Etats-Unis. candidats, qui pourront être çais ou Américains, devront parvenir leur ouvrage en dix mplaires au Comité avant le uin 1976.

« Souvenirs d'Alsace » à Avignon

Souvenirs d'Alsace, de Bruno Bayen et Yves Reynaud, est la première pièce du cinquième Théâtre ouvert, dont la forme reste inchangée. Ni costumes ni décors. Des éclairages simples; des micros (puisque France-Culture coproduit et enregistre). Une estrade qui, cette fois, partage en deux la chapelle des pénitents blancs. Bruno Bayen et Yves Reynaud — ils collaborent dans l'écriture et la mise en scène — ont observé la règle du jeu.

Les comédiens, brochures en main, se déplacent, parlent, rendent compte de cette histoire vraie qui se déroule sur trois ans, de 1968 à 1971. Des étudiants de Strasbourg vivent le choc de 1968 : pour France, c'est la rupture totale avec son entourage, familial, social, et elle passe deux ans dans un hôpital psychiatrique.

Les auteurs de cette pièce racontent des souvenirs très personnels. « *La fresque historique ne nous intéresse pas, disent-ils, et, au point où nous en sommes, nous ne nous sentons pas capables de faire une analyse politique.* » Les « événements » sont rappelés, par la manière dont les vit ce petit groupe d'intellectuels, par la manière dont leur langage, leur comportement, s'est modifié. Le vocabulaire de l'idéologie remplace celui de la morale, mais la morale de la vie quotidienne « récupère » les exigences de l'idéologie. Et c'est là où France se sépare des autres. Elle continue à parler, à suivre sa parole, et ne parle plus que pour elle-même.

Souvenirs d'Alsace est à la fois une pièce sur l'immaturité politique et sur les détournements du langage. Elle se découpe en séquences chronologiques, comme un album de photos ou des extraits d'un journal intime bref et pudique, dit sur un ton qui refuse l'émotion, qui indique le naturel des conversations. « *Nous avons reproduit le processus du souvenir* », dit Bruno Bayen. Les conversations se sont tenues il y a plusieurs années. On en voit aujourd'hui la duperie, bien que les mêmes mots soient employés avec le même sens. Tout se passe comme si le texte arrivait décalé du moment où il est dit, comme quand on lit une bande dessinée : on regarde les dessins et puis les bulles. Le décalage traduit la distance entre les attitudes immédiates et les mouvements internes, inconscients.

Les personnages sont sincères, mais se cachent derrière les mots. Et, s'ils refusent, comme France, leur place n'est plus parmi les autres. Ils sont vrais, tous vrais, dans les moindres détails de leur incertitude. Cruellement vrais, comme des photos que l'on retrouve et sur lesquelles on se reconnaît à peine. La cohérence des comédiens (Jean-Louis Aichorn, Jean Badin, Françoise Bertin, Michel Daoudi, Gérard Lorin, Elsa Peirce, Sylvie Reynaud, Michel Varesano, André Wilms) est parfaite.

C'est la première fois que Bruno Bayen — metteur en scène de *la Danse macabre* et de *la Mort de Danton* — n'a pas à la disposition de son récit l'importance du décor, la beauté des images. Avec une table, quelques chaises, une valise, un fil sur lequel sèche un bas, il construit le décor familial, crée une atmosphère de plus en plus tendue, de plus en plus dépouillée. Dans ce dénuement totalement assumé, dans cette vision inquiète, aiguë, de faits si brûlants qu'ils ne peuvent être racontés qu'avec un détachement voulu — on pense à Fassbinder du *Marchand des quatre saisons*, — cette « *première approche du texte* », selon la formule de théâtre ouvert, est jusqu'ici le spectacle le plus riche du Festival. Il amène à poser des questions précises, exactes, sur ce que sont aujourd'hui ces jeunes intellectuels, sur ce qu'ils veulent, sur ce qu'ils vont faire. Il amène également à s'interroger sans concessions.

COLETTE GODARD.

★ Chapelle des pénitents blancs, jusqu'au 17 juillet.

Petites nouvelles

◆ Le 28e Festival international du film de Locarno (Suisse) aura lieu du 31 juillet au 10 août 1975. La section officielle doit comporter vingt-cinq séances, avec trois films réalisés par des femmes, des films algériens et sénégalais, une série d'œuvres inédites venues des pays socialistes, des participations de la Belgique, du Canada, des Pays-Bas et de l'Allemagne fédérale. Autres sections : la troisième semaine de la FIPRESCI, la Tribune libre, et une rétrospective de films de l'acteur italien Toto.

◆ Le Festival cinématographique des Nations, patronné par l'office provincial du tourisme de Messine, se tiendra à Taormina (Sicile), du 17 au 26 juillet 1975. Il sera consacré aux tendances nouvelles de l'expression cinématographique.

■ Les seizièmes rencontres internationales du film auront lieu à Prades du 17 au 23 juillet. Les cinéastes français Marguerite Duras, P.-W. Glenn, René Gilson, Claudine Guilmain et le réalisateur hongrois Ferenc Kosa, viendront présenter leur film. Vingt et un long métrages seront en compétition. Le festival proposera également une rétrospective de l'œuvre d'Orson Welles.

◆ Le Vidéo-club-Télérama organise, avec le concours du CERA (Centre d'étude et de recherche audiovisuel), un stage d'initiation à la pratique des techniques radio, photo, télévision. Ce stage aura lieu à Strasbourg, du 2 au 6 septembre. Renseignements : Vidéo-Club-Télérama, 10, rue de Laborde, 75008 Paris (téléphone : 522-91-85).

En bref

Expositions

Aspects de la vie populaire en Europe

Après une importante série de manifestations artistiques internationales consacrées depuis 1954 à différents courants (le siècle rococo, Munich 1958, l'art gothique, Paris 1968, l'âge du néo-classicisme, Londres 1972), le Conseil de l'Europe rompt avec la tradition de l'exposition unique, à thème classique, pour la « formule » éclatée et les sujets d'art et traditions populaires. *Aspects de la vie populaire en Europe* est organisée cet été par le gouvernement belge dans quatre villes : Anvers, Liège, Bokrijk et Binche, sur deux thèmes : *l'amour et le mariage*; *le masque dans la tradition européenne*.

A Anvers (Stedelijk Feestzaal, du 12 juillet au 7 septembre), l'exposition est consacrée aux coutumes et actes relatifs à l'amour et au mariage à travers des objets choisis pour leur qualité esthétique et leur signification sociale. L'exposition similaire de Liège (Musée de la vie wallonne, jusqu'au 5 octobre) présente des bijoux et des cadeaux amoureux. Parallèlement à l'exposition, se tiendra un colloque international du 14 au 20 juillet. A Bokrijk (Genk), chaque week-end de juillet et d'août, des groupes folkloriques de différents pays doivent reconstituer des mariages typiques au Musée de plein air. Le second sujet — celui du déguisement — sera abordé à Binche au Musée international du carnaval et du masque qui fête son ouverture.

Vingt-quatre pays participent à cet ensemble de manifestations auxquelles collaborent l'Unesco, la Société internationale d'ethnographie et de folklore, et l'ICOM (Conseil international des musées). — G. B.

■ Le batteur de jazz Zutti Zingleton est mort à New-York, à l'âge de soixante dix-sept ans. Il avait fait ses débuts à la Nouvelle-Orléans, puis avait accompagné Louis Armstrong, avant de former son propre orchestre.

RADIO-TÉLÉVISION

« Le Monde » publie tous les ...di, numéro daté du dimanche-...di, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

MARDI 15 JUILLET

...AINE I : TF 1

...h. 35, Lancement d' « Apollo »; 21 h. 30, Le ... et le noir; 22 h. 15, Littéraire : Des mil... de livres écrits à la main (Carpentras).

Une communauté (les juifs de Carpentras) et deux hommes : Peiresc (encyclopédiste de la Renaissance) et Raspail (chimiste isolé du XIXe siècle)

...h. 15, IT 1 dernière.

...INE II (couleur) : A 2

...h. 35, Lancement d' « Apollo »; 21 h. 5, Dossiers de l'écran : « la Reine Victoria », de H. Wilcox (1937), avec A. Neagle, A. Wal..., H. B. Warner, H. Miller (N.).

Soixante années du règne de la reine Victoria d'Angleterre, de 1837 au jubilé de 1897.

...but : « D'une reine à l'autre : les Anglais ...rs reines ».

Avec la participation de Mme Audrey Russell, journaliste à la B.B.C., de sir C. Coote, ancien rédacteur au « Daily Telegraph », de lord Merrivale, membre de la Chambre des lords; de M. Gontran de Juniac, ancien ministre, conseiller à l'ambassade de France à Londres

...h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25, Westerns, films policiers, aventures : « Sept hommes en or », de M. Vicario (1965), avec P. Leroy, R. Podesta, M. Poli, G. Moschine. (Rediff.)

Le hold-up d'une banque de Genève par un aventurier, sa maîtresse et six complices.

21 h. 55, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « la Créativité et les âges de l'homme », avec P. Emmanuel et R. Diatkine; 21 h. 15, le Quatuor Wilanov de Varsovie : « Quatuor pour cordes n° 2 » (Szymanowski), « Quatuor pour cordes » (Lutoslawski), « Quatuor n° 1 » (Baird); 22 h. 30, Entretien avec Arthur Adamov (rediffusion); 23 h., De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), En musique avec... l'été (Gershwin, Barber); 20 h. 30 (S.), Festival de Sceaux. Concert : « Sonate en quatuor » (L.-G. Guillemain); « Sonate pour clavecin et violon » (Hassler); « Quatuor en ré mineur » (Telemann); « Lieder pour baryton et clavecin » (Mozart); « Sonate pour trio en fa mineur » (Haydn); « Cantate » (Haendel); 24 h. (S.), La musique et ses classiques; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MERCREDI 16 JUILLET

...INE I : TF 1

...h. 35, Dramatique : Jude l'obscur. (Première ... : « Mary Green »), d'après Thomas Hardy. ...R. Powell, F. Walker, A. Marschall. Réalis. ...vid. Prod. B.B.C.

Un jeune campagnard espère réaliser ses ambitions sociales par l'étude des belles-lettres. Mais ses principes l'obligent à épouser une jeune fille de petite vertu : le combat de la chair et de l'esprit dans l'Angleterre victorienne

...h. 5, Reportage : Montréal un an avant les ...olympiques, de R. Sèse; 23 h. 5, IT 1 dernière.

...INE II (couleur) : A 2

...h. 35, Série : Le justicier. « Terreur du ciel »; ...25 (★), Documentaire : Histoires vécues, de ...eannesson : « Le voleur de motocyclette », ...-P. Besançon et B. Bouthier.

A travers une fiction, le problème de la délinquance des adolescents.

...h. 25, Sports sur l'A 2; 22 h. 45, Journal de

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25, Histoire du cinéma (cycle : le cinéma et le romanesque) : « l'Ange pervers », de K. Hughes (1964), avec K. Novak, L. Harvey, R. Morley (N).

D'après un roman de Somerset Maugham. Londres, années 1900. Un étudiant en médecine s'efforce d'empêcher la déchéance d'une serveuse de pub.

22 h., FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Autoportrait : Nicolas Schöffer (rediffusion); 21 h. 30, Musique de chambre (A. Berg, Beethoven, K. Husa); 22 h. 30, Entretien avec Arthur Adamov; 23 h., Histoires de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), En musique avec... l'été (Delius, Kodaly); 20 h. 30 (S.), « les Contes d'Hoffmann » (Offenbach), avec P. Domingo, J. Sutherland, G. Bacquier, H. Tourangeau, J. Charon; 23 h., Musique française méconnue : Compositeurs bretons (L. Auber, P. Le Flem, G. Ropartz); 24 h., Musique et poésie : Nietzsche; 1 h. 30, Nocturnales.

VU

La rhubarbe et le séné

« Une bien belle chanson, ça, vous savez, M'sieu Lama. » « *M'sieu Lama* » *venait de chanter l'Algérie, lundi, sur TF 1 —* « Même avec des fusils, c'est beau l'Algérie » — *et Jacqueline Huet l'en félicitait. On avait réuni les protégés, les collaborateurs et les amis de l'invité de la semaine. On les avait assis en demi-cercle autour de lui. On leur avait distribué des micros-cravates. Un coup de projecteur à gauche, un autre à droite. Et en avant la musique. A lui le couplet. A eux le refrain, la rengaine, la ritournelle, les compliments gros comme l'immeuble de la rue Cognacq-Jay. Une des plaies de l'ex-O.R.T.F., c'était cela, justement. Cette façon de se congratuler en long, en large, en rond et en duplex, de s'envoyer des fleurs et de se renvoyer les ascenseurs, ces formules de politesse devenues formules d'émission.*

Avec celle-ci, plus de fausse modestie, plus de faux-semblant. « Les copains d'abord », *c'est son titre.*

Quand Eddy Marouani, son imprésario, a découvert Serge Lama, il lui a dit : « Tu es beau, tu es grand, un nouvel Yves Montand. » Vous aussi, Marie Dubois, vous adorez Serge, pourquoi ? Parce qu'il a du punch, de la puissance, de la santé, de la truculence et de la générosité. Merci, Marie. A vous, Françoise Dorin. Après, ce sera au tour de Jean-Pierre Moulin, artiste peintre, responsable des dessins figurant sur les pochettes des disques du « phénomène de la chanson ». Lui, n'ira pas par quatre chemins. Il comparera son client à Vinci et à Rembrandt.

On est allé plus loin. On est allé dans la rue. On a interrogé les gens. On a demandé aux dames si elles aimaient Lama, si elles le trouvaient beau, si elles le trouvaient grand. Et aux messieurs, s'ils accepteraient que leur femme passe une soirée avec Don Serge. On s'est fait projeter la bande et on s'est ouvertement gaussé de la naïveté maladroite de leurs réserves ou de leurs louanges. Très amusant. Encore plus cocasse, s'agissant d'une journaliste, une critique de variétés, apparemment imperméable aux charmes de l'idole. Sa voix — elle n'avait pas voulu passer à l'image — servait de bruit de fond aux rires moqueurs et rassurants de l'entourage.

On ne peut pas reprocher à un artiste de variétés de profiter d'une émission promotion, d'une heure de publicité et gratuite et payante. On ne peut pas s'étonner de voir que des personnalités connues, estimées, acceptent d'y participer. Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné. On peut simplement regretter que la télévision retombe dans ses fautes passées en se livrant à ce genre d'opération.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 16 JUILLET

— *Mme Simone Veil*, ministre de la santé, répond aux questions de Léon Zitrone sur R.T.L. au cours du journal de 13 heures.

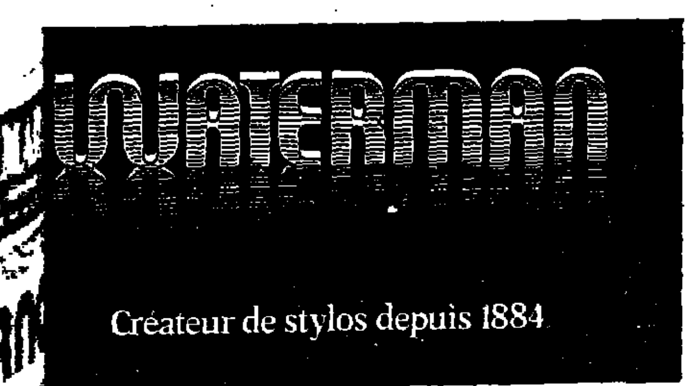
— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, professeur de droit à l'université de Paris-II, est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscopie », sur France-Inter à 17 heures.

CALENDRIER DES CONCERTS

LA GRANGE DES EPOISSES 77-MORMANT (S.-et-M.) Jeudi 21 août à 20 h. 30 (Dandelot, p.e. A.L.A.P.)	Au profit de « LA GRANGE » Centre Musical et Culturel J.-S. BACH Suites pour violoncelle seul MSTISLAV ROSTROPOVITCH Location par correspondance « LA GRANGE » B.P. 3 77720 MORMANT Rens. : 409-80-77 - 409-83-82 de 10 h. à 19 h. (sauf dim.)
EGLISE ST-SEVERIN TOUS LES MERCREDIS à 21 heures Loc. Durand et face Eglise (Werner.)	SAISON PARISIENNE 1975 ORCHESTRE KUENTZ Le 16 : BACH, VIVALDI, etc. Doubles Concertos Le 23 : VIVALDI - MOZART

ÉLYSÉES LINCOLN v.o.
SAINT-GERMAIN VILLAGE v.o.
14 JUILLET v.f.
MONTPARNASSE 83 v.f.
SAINT-LAZARE PASQUIER v.f.
NATION v.f.





POUR INVESTIR
PARIS 10e
Dans petit immeuble, studios, 2 et 3 pièces,
avec logias; entièrement rénovés.
à partir de 80 000 F.
Bureau de vente : 4, rue Civiale, Paris 10e / 202 32 04 - 256 38 84

SCIENCES

Les Soviétiques ont autorisé la retransmission télévisée en direct du lancement de leur vaisseau spatial

(Suite de la première page.)

Ele marque un tournant dans l'attitude des deux grandes puissances qui avaient, autrefois, fait de l'espace un terrain où elles aimaient se mesurer et s'affronter, mais elle est aussi significative de l'état des programmes spatiaux des deux pays.

Les Soviétiques maintiennent depuis sept semaines leur cabine Soyouz-18 arrimée à l'atelier orbital Saliout-IV ; ils la feront redescendre sur terre « *dans les dix derniers jours de juillet* », comme il a été dit à Moscou. Ils lancent, ce mardi 15 juillet, leur dix-neuvième cabine Soyouz depuis 1967. L'objectif de ce programme est à l'évidence bien différent du programme Apollo. Conçus pour évoluer près de la Terre, les Soyouz n'ont pas la *complexité des véhicules lunaires* américains. Et l'avantage de cette simplicité est leur coût modeste. Les Soviétiques recherchent moins une grande sûreté de fonctionnement que l'économie. Un Soyouz qui ne marche pas très bien peut toujours être remplacé par une autre cabine. Comme le disait M. Frutkin, responsable des programmes internationaux de la NASA, « *les Soviétiques ne font pas toujours les meilleurs véhicules, les Américains ne font pas toujours les moins coûteux* ».

Définis pour lancer des hommes vers la Lune et les ramener sains et saufs, les matériels Apollo n'ont jamais failli jusqu'à présent. Ce sera le neuvième tir de la fusée Saturne-1 B et le trente-deuxième de la série des véhicules Saturne. Mais c'est aussi la dernière fois, en principe, qu'une telle fusée fonctionnera. Et la dernière fois aussi qu'une cabine Apollo est lancée. Le prochain vol habité américain se fera avec la navette spatiale en 1978.

A Cap-Kennedy, la fusée Saturne-1 B est en place depuis mars, et ses réservoirs ont été remplis plus de vingt-quatre heures avant le tir. Au contraire, la *fusée soviétique* n'est arrivée que le 12 juillet sur son aire de lancement, et les réservoirs reçoivent le carburant cinq heures avant la mise à feu.

Des langues qui se délient

Ce ne sera sans doute pas un des moindres mérites de cette mission conjointe que d'avoir, enfin, amené les responsables soviétiques à autoriser la télévision à transmettre, en direct, un tir de Baïkonour et à envoyer les images non seulement sur le territoire soviétique mais aussi à l'étranger. En outre, ils ont donné eux-mêmes et, à l'avance, un certain nombre d'informations sur leur cabine et leur fusée ainsi que sur les expériences des cosmonautes.

Pour la première fois, un document détaillé a été rédigé avec des schémas, la biographie des principaux responsables du vol et leurs noms. C'est ainsi que l'on apprend que le directeur de la mission, le docteur Constantin Bushuyev, a pour adjoint M. Vladimir Timchenko, âgé de trente-quatre ans, qui était spécialement responsable des modifications apportées au Soyouz. Cinq autres ingénieurs dirigeaient les groupes de travail conjoints constitués avec la NASA : MM. Victor Legostaer (trente-quatre ans) avait en charge les problèmes de guidage et d'approche des véhicules : Vladimir Syromjatnikov (trente-deux ans), *le système d'arrimage* ; Boris Nikitin (cinquante-six ans), les communications entre les véhicules ; et Ilja Lavrov (cinquante-cinq ans), le nouveau système d'environnement de la cabine et les nouvelles combinaisons des astronautes.

Mais ce qui frappe peut-être le plus, c'est le soin des deux partenaires à préparer cette mission : deux mille heures d'entraînement pour chaque membre d'équipage, dont sept cents heures d'exercice *en commun*, sept cents heures d'apprentissage de langues et trois cents heures de pratique sur un simulateur de la cabine Apollo. Au total, les astronautes américains auront fait trois visites de trois semaines chacune en Union *soviétique* pour s'entraîner, et *vice versa*.

De leur côté, les Soviétiques ont préparé deux fusées Soyouz au cas où le premier lancement échouerait, ou bien au cas où la cabine Apollo ne pourrait pas être lancée à temps. Les deux champs de tir de Baïkonour et de Cap Kennedy sont, en effet, situés à des latitudes assez différentes, et Cap Kennedy ne passe qu'une fois par jour dans le plan où gravite la cabine Soyouz.

Aboutir à des compromis techniques

En outre, les opérations de *retour sur terre des deux cabines* requièrent qu'il fasse encore jour. Compte tenu de l'heure de départ prévue pour le Soyouz et du décalage horaire, la cabine Apollo ne dispose, pendant cinq jours consécutifs, que de quelques minutes pour quitter *la* Terre. Comme la cabine Soyouz ne peut *rester plus de six jours consécutifs* sur orbite, un lancement d'Apollo vendredi ou samedi prochains ramènerait à quelques heures la durée du vol commun.

Pour Alexis Yeliseyev, le directeur du vol au centre de contrôle *près de Moscou, le fait de diriger* la mission à partir de deux endroits différents n'est pas le moindre des obstacles. Cela a impliqué « *la préparation de nombreux documents de vol et l'entraînement du personnel du centre de contrôle* ».

Il a fallu aboutir à des compromis sur le profil de la mission, *imaginer des programmes de* remplacement au cas où la mission principale ne se déroulerait pas comme prévu, répéter la totalité du vol au cours de maintes séances d'entraînement et aussi les missions de remplacement. Il a *fallu modifier la cabine Soyouz* pour la rendre compatible avec la cabine Apollo, la doter d'un nouveau système d'arrimage et d'un nouveau système de communications, de réflecteurs et de lumières clignotantes à l'extérieur, *pour permettre* à Apollo de la poursuivre avant le rendez-vous. Il a fallu encore *diminuer* la pression intérieure, adapter les combinaisons des astronautes à un environnement constitué à 100 % d'oxygène, comme *c'est le cas dans la cabine Apollo*. Il a fallu, enfin, déterminer la quantité d'informations que les centres de contrôle au sol auraient à échanger, les procédures d'échange, définir le modèle d'atmosphère terrestre et du potentiel *de gravité de notre planète* qui serait adopté pour calculer les orbites des vaisseaux.

Les Soviétiques ont tenu à répéter une partie du vol dans l'espace avec Soyouz-16, en décembre dernier, pour essayer la *cabine modifiée et toute la logistique* au sol.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons la publication des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au « Journal officiel » du 13 juillet 1975.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Sont promus officiers :

MM. Joseph Cap, sous-directeur à l'administration centrale ; Pierre Laporte, directeur des télécommunications à Montpellier.

Sont nommés chevaliers :

MM. *Félix Boussard, directeur départemental* au centre national d'études des télécommunications ; Hugues Capelle, sous-directeur ; Jean Chervalier, chef de centre télégraphique à Bordeaux ; Jean Fauroux, directeur départemental à Pau ; Georges Gély, directeur d'établissement de télécommunications à Paris-Diderot ; Yves Goïc, administrateur ; Gilbert Grojean, ingénieur en *chef* ; Auguste L'Ollivet, administrateur.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	29 F
Trois semaines	26 F
Un mois	34 F
ETRANGER (voie ordinaire) :	
Quinze jours	27 F
Trois semaines	38 F
Un mois	50 F
EUROPE (avion) :	
Quinze jours	43 F
Trois semaines	58 F
Un mois	81 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés, et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
90 F	180 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	272 F	402 F	530 F
ETRANGER PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale)			
I. — Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse			
115 F	210 F	307 F	400 F
II. — Tunisie			
125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

CARNET

Naissances

— M. Jean-François Jolivalt et Mme, née Anne Villemot, ont la joie d'annoncer la naissance de

François-Xavier

à Nancy, le 6 juillet 1975.
50, rue de Béthune,
Lille.

Fiançailles

— M. et Mme Francis Bacque sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Sophie
avec
M. Paul-Louis Netter.

15, avenue Sainte-Foix,
Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Roger Netter sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fils

Paul-Louis
avec
Mlle Sophie Bacque.

2, square du Bois,
75016 Paris.

Mariages

— Mme Albert Weil,
Mme Sam Bloch,
Mme André Treves,
M. Robert Weill,
M. et Mme Henri Weil,
M. et Mme Jean-Louis Treves,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Martine
et
Daniel,

qui sera célébré le lundi 21 juillet 1975, à la synagogue de Besançon.
5, avenue Siffert,
25000 Besançon.
9, avenue Emile-Acollas,
75007 Paris.
95, rue de Prony,
75017 Paris.
77, rue des Belles-Feuilles,
75016 Paris.
13, avenue Clemenceau,
25000 Besançon.
38, Ramban,
Jérusalem (Israël).

— Le docteur et Mme Maurice Macé,
M. et Mme Gaston Ledemay du Vaumion d'Ambleville,
ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Yves
et
Michèle,

le 26 juillet 1975.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès subit, survenu à Rabat le 12 juin, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Gaston PRISSE d'AVENNES,
commandeur
des Palmes académiques,
doyen des enseignants français
du Maroc (1906).

Sépulture civile.
Départ du Vieux-Servoz (Haute-Savoie), le samedi 19 juillet à 16 h. 30.
Ni deuil, ni fleurs, ni discours.

[M. Gaston Prisse d'Avennes a été un pionnier de l'enseignement français au Maroc. En 1906, il a participé à la fondation du premier établissement scolaire de type européen à Tanger. En 1908, il créa à Mogador — aujourd'hui Essaouira — une école qui comptait, dès 1912, cent dix élèves.]

— M. Louis Simonetti,
M. et Mme Alain Villeneuve et Claire,
M. et Mme Henri Peillon et Xavier,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu à Nice, le 28 juin, de

Mme Louis SIMONETTI,
née Henriette Marchetti,
et de
Mme Henri MARCHETTI,
née Emilie Grimaldi,

leurs épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 juillet, à 17 heures, en l'église de Sainte-Lucie-de-Moriani (Corse).
1, avenue de Rimiez,
06100 Nice.

— Mme Raymond Willeray,
M. et Mme Gilles Pradere - Niquet et leurs enfants,
M. et Mme Marc Butor et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Richard Finot et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond WILLERAY,
chevalier de la Légion d'honneur,

leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père,
survenu à Paris, le 8 juillet.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.
8, avenue Elisée-Reclus,
75007 Paris.
17, rue de la Commanderie,
54000 Nancy.
27, rue Notre-Dame-de-Lourdes,
54000 Nancy.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de l'ingénieur général des mines

Jean COLONNA D'ORNANO
DE CIMERA,

une pensée est demandée à ceux qui demeurent fidèles à son souvenir en union avec la messe célébrée à son intention mercredi 16 juillet, à 18 h. 45, en l'église Saint-François-Xavier.

Communications diverses

— Une thèse sur la réforme de l'enseignement en Argentine et ses conséquences (1918-1931) a été soutenue avec succès à la Sorbonne par Raimond Mockel, de Radio-France. Cette étude porte sur la révolte des étudiants argentins qui a éclaté à Cordoba, en 1918, et qui, à cinquante ans de distance présente bien des analogies avec les événements de mai 1968.

Visites et conférences

MERCREDI 16 JUILLET

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Hôtel de Sully » ; 15 h., métro Abbesses, Mme Legregeois : « Le Village de Montmartre » ; 15 h., métro Pont-de-Sèvres, Mme Pajot : « Musée de céramiques de Sèvres » ; 15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Thibaut : « L'Abbaye du Val-de-Grâce et la Conspiration de la reine » ; 15 h., Façade, portail gauche, Mme Vermeersch : « Notre-Dame et ses parties hautes » ; 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Langlois : « Le Château de Maisons-Laffitte ».

Réunion des musées nationaux. — 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (français et anglais).

15 h., 20, rue de Tournon : « Le palais du Sénat » (A travers Paris) ; *15 h. 15, 12, rue Duphot : « De la* maison de Robespierre aux couvents et clubs de la rue Saint-Honoré » (Mme Barbier) ; 15 h., façade de l'église Notre-Dame-des-Champs : « Ateliers d'artistes et curiosités du vieux Montparnasse » (Mme Hager) ; 15 h., entrée principale du château : « Château et chapelle de Vincennes » (Paris et son histoire) ; 15 h., entrée sur la place : « Les salons de l'hôtel de ville et l'histoire de Paris » (Vivre la ville).

Bitter Lemon
de SCHWEPPES.
L'autre SCHWEPPES.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15-7-75 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 16-VII-75 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 juillet à 0 heure et le mercredi 16 juillet à 24 heures.

Un courant perturbé circule actuellement de l'Atlantique à l'Europe *occidentale, mais sa partie la plus* active demeure à la latitude des îles Britanniques. Dans ce courant, la perturbation située mardi matin à l'ouest de l'Europe occidentale progressera vers l'est et affectera notre pays un peu plus que les précédentes, en prenant un caractère orageux.

Mercredi matin, un temps variable sera observé des Ardennes et des Vosges au Jura avec quelques averses orageuses, mais ces dernières cesseront en fin de matinée et des éclaircies plus belles se développeront. Sur le reste de la France, le temps sera beau le matin, sauf dans *quelques vallées du Sud-Ouest* où des nuages bas masqueront temporairement le soleil, et sur l'extrême ouest où des nuages abondants apparaîtront. Ces derniers arriveront progressivement vers l'est au cours de la journée pour gagner, le soir, les régions s'étendant du Pas-de-Calais au Bordelais, avec quelques pluies parfois orageuses. Le soir, une tendance orageuse se développera aussi *sur le bassin Aquitain*.

Mardi 15 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1 017,9 millibars, soit 763,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15 juillet) : Biarritz, 28 et 19 degrés ; Bordeaux, 29 et 19 ; Brest, 21 et 15 ; Caen, 26 et 15 ; Cherbourg, 22 et 15 ; Clermont-Ferrand, 32 et 15 ; Dijon, 32 et 17 ; Grenoble, 31 et 15 ; Lille, 26 et 15 ; Lyon, 33 et 17 ; Marseille-Marignane, 30 et 19 ; Nancy, 31 et 16 ; Nantes, 25 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 15 ; Pau, 28 et 18 ; Perpignan, 30 et 19 ; Rennes, 23 et 15 ; Strasbourg, 32 et 18 ; Tours, 27 et 13 ; Toulouse, 31 et 18 ; Ajaccio, 26 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 25 ; Boulogne, 24 et 16 ; Deauville, 25 et 14 ; Granville, 23 et 16 ; Saint-Nazaire, — et 16 ; Royan-la-Coubre, 24 et 18 ; Sète, — et 20 ; Cannes, — et 17 ; Saint-Raphaël, — et 16.

Températures *relevées* à l'étranger : Amsterdam, 30 et 15 ; Athènes, 31 et 23 ; Bonn, 33 et 16 ; Bruxelles, *30 et 15 ; Le Caire, 31 et 23* ; Iles Canaries, 28 et 18 ; Copenhague, 21 et 17 ; Genève, 33 et 11 ; Lisbonne, 30 et 16 ; Londres, 25 et 15 ; Madrid, 38 et 14 ; Moscou, 20 et 14 ; New-York, 24 et 22 ; Palma de Majorque, 34 et 15 ; Rome, 30 et 19 ; Stockholm, 19 et 13 ; Alger, 37 et 19 ; Tunis, 31 et 18 ; Casablanca, 27 et 20 ; Barcelone, 28 et 18 ; Dakar, — et 25.

Stages

● *Formation professionnelle et préformation pour les femmes étrangères*. — L'Association culturelle et amicale des familles d'outre-mer et migrants (ACAFOM, 51, rue de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : 267-21-70) organise plusieurs stages destinés aux femmes étrangères de tout âge. Il s'agit soit de stages de préformation, soit de stages orientés vers une profession (emplois de bureau, téléphonistes, vendeuses, etc.), soit de stages préparant à l'entrée à certaines écoles. Renseignements au siège de l'ACAFOM.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1201

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I					■				
II								■	
III								■	
IV			■			■			
V						■			
VI							■		
VII				■	■				
VIII		■					■		
IX									
X					■				■
XI	■					■			

HORIZONTALEMENT

I. On lui *doit* des réflexions fort amusantes ; Se signe souvent. — II. Fait *parfois* cruellement défaut. — III. Peu civiles. — IV. Pronom ; Préfixe ; En Crête. — V. Obligation maternelle ; Annonce qu'il va falloir se mettre la ceinture. — VI. Prisent le miel ; Fin de participe. — VII. Annonce un *futur* déplacement ; Réserve d'énergie. — VIII. Vaut bien cela ! Localité proche de Paris (épelé). — IX. Gagneraient à prendre du poids. — X. Peur bleue ; Un qui fit des histoires. — XI. Revient souvent sous la plume du biographe ; Préfixe.

VERTICALEMENT

1. On y laissait toujours quelques plumes. — 2. C'est affaire de goût ; Compositeur russe. — 3. Réformateur ; Marquées. — 4. Irritent les gens les *plus calmes* ; Points dans le temps. — 5. Sûreté nationale ; Abréviation. — 6. Sa fleur est commune au printemps ; Brosses. — 7. Fruits ; Pronom. — 8. Assurément mécontentes. — 9. Méritent un zéro de conduite.

Solution du problème n° 1 200

Horizontalement

I. Misère ; Me. — II. Obus ; Eus. — III. Tic ; Lames. — IV. Droiture. — V. Veinule. — VI. Ame ; Ras. — VII. Rues ; Ri. — VIII. Eu ; NS ; Poe. — IX. Ussé ; Toul. — X. Réa ; Uriel. — XI. Caviste.

Verticalement

1. Mot ; Valeurs. — 2. Ibidem ; Usé. — 3. Sucrier ; Sac. — 4. Es ; On ; Une. — 5. Liures ; Uv. — 6. Atlas ; Tri. — 7. Emues ; Pois. — 8. Muer ; Rouet. — 9. Essentielle.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]
1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS

Mardi

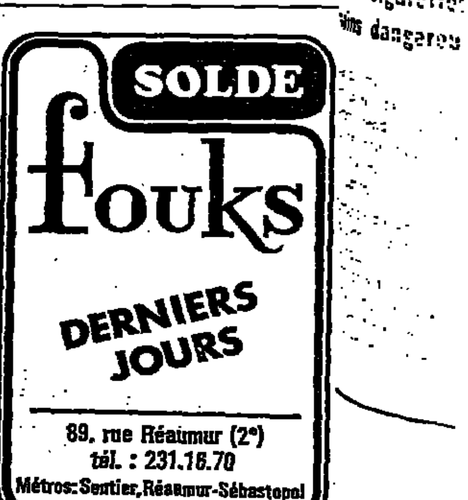
S. 13 - Bibel., Mbles, M[e] Deurbergue.

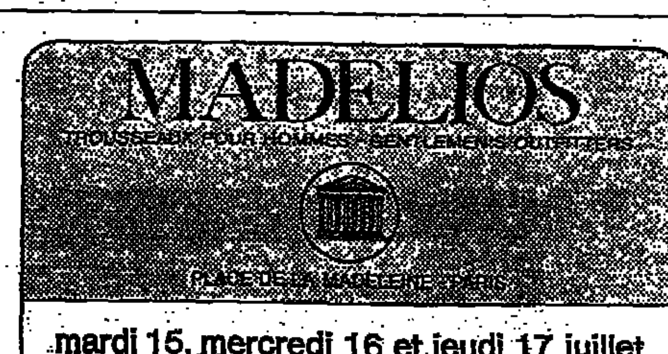
Mercredi

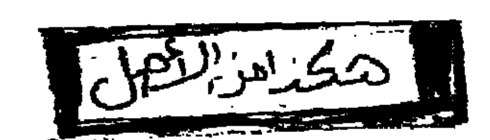
S. 2 - Mbles, Obj. vitrine, M[es] Godeau, Solanet, Audap.
S. 4 - Minéraux, Art Nègre, SCP Laurin, Guilloux, Buffetaud.
S. 14 - Bx mbles, M[e] Pescheteau.

VENTE

S. 13 - Bibel., Mbles, M[e] Deurbergue.







Le Monde DE LA MÉDECINE

AU CONGRÈS MONDIAL SUR LE TABAGISME

Protéger les non-fumeurs

Quatre cent cinquante délégués appartenant à cinquante pays viennent de tenir, à New-York, le troisième congrès mondial sur le tabagisme et la santé. A l'heure où le gouvernement français commence tout juste à se préoccuper de ce fléau social qu'est le tabac, ce congrès a émis, à l'usage des nations, un grand nombre de recommandations dans le domaine épidémiologique, social, économique et politique. Nous avons demandé au Dr Yves Nadjari, cardiologue, qui participait à cette réunion, d'exposer ici les grandes conclusions du congrès et d'apporter son point de vue.

LA preuve n'est plus à faire du lien entre le tabac et les maladies cardio-vasculaires (cause de mort numéro un des pays industrialisés), le cancer du poumon (dont la courbe est ascendante dans les populations féminines), la bronchite chronique (dix-huit fois plus fréquente chez les fumeurs que chez les non-fumeurs), l'emphysème, différents cancers, dont celui de la vessie (les urines étant une voie d'élimination de la nicotine). Le coût économique de cette pathologie est considérable. Soulignons l'importance des études prospectives internationales (plus de quarante) sur tabac et grossesse :

— Sept heures après avoir fumé une cigarette, le niveau de monoxyde de carbone reste élevé de 10 % dans le sang du foetus (professeur Butler) ;

— L'étude des mouvements fœtaux durant les dix dernières semaines de la grossesse montre que, après l'inhalation par la mère de deux cigarettes, les mouvements respiratoire du fœtus diminuent de un tiers pendant deux heures.

On comprend les risques accrus de mortalité périnatale chez la femme enceinte qui fume.

L'enfant des fumeurs reste un sujet à haut risque durant la première année de sa vie :

La survenue de bronchite et de pneumonie a été chiffrée dans une étude américaine à :

7,8 % si les deux parents sont non fumeurs ;
11,4 % si un parent est fumeur ;
17,5 % si les deux parents le sont.

Le congrès a conclu à la nécessité d'élargir les recherches sur le monoxyde de carbone, la nicotine et les autres composants du tabac, dans le fœtus *intra utero* et les nouveau-nés avec une attention spéciale aux mécanismes d'adaptation du fœtus.

Des cigarettes moins dangereuses

Le rôle du monoxyde de carbone (en particulier dans les atteintes vasculaires) rend indispensable la mention de son taux sur chaque paquet, ainsi que celui de nicotine et de goudron.

L'importance de ces deux derniers facteurs dans la pathologie liée au tabac (surtout les cancers) explique l'évolution caractéristique aux Etats-Unis ces vingt dernières années. Alors qu'en 1955 chaque cigarette contenait en moyenne 43 mg de goudron et 2,8 mg de nicotine, elle contient actuellement en moyenne 18 mg de goudron et 1,22 mg de nicotine et il existe sur le marché des cigarettes à 4 mg de goudron et 0,3 mg de nicotine.

La ville de New-York a instauré un système de taxes différent pour chaque marque de cigarettes, proportionnel à la quantité de ces deux éléments, et de nombreux pays envisagent cette attitude pour augmenter la consommation de cigarettes moins dangereuses, surtout au niveau des jeunes.

On reste confondu de voir qu'une telle information sur les cigarettes ne passe pas notre frontière, alors que même les paquets de cigarettes françaises vendus à l'étranger mentionnent ces taux de goudron et de nicotine.

La santé d'un jeune Français aurait-elle moins d'importance que celle d'un jeune Norvégien ?

La publicité, très prompte à s'adapter aux contraintes scientifiques, est, aux Etats-Unis, depuis peu de temps fondée sur le faible chiffre de goudron et de nicotine par rapport aux autres cigarettes concurrentes.

La fumée des autres

Les fumeurs passifs (non-fumeurs se trouvant au voisinage d'un fumeur ou dans une atmosphère enfumée) encourent-ils des dangers ? La synthèse des études mondiales présentées par le professeur Aronow sur ce thème a montré que, aussi bien dans une pièce que dans un autobus mal ventilés, les sujets non fumeurs ont une élévation de leur taux de carboxyhémoglobine et la présence de nicotine dans leurs urines. La quantité de monoxyde de carbone émise par le courant latéral de la cigarette (« side stream ») est plus élevée que celle inhalée par le fumeur (« main stream »). Deux groupes de sujets doivent être distingués dans ces études :

— Une population à haut risque (femmes enceintes, jeunes enfants, cardiaques, pulmonaires) pour qui il est dangereux d'être un fumeur passif ;

— Les autres nécessitent la poursuite des études épidémiologiques que le congrès demande à tous les pays à une grande échelle. Ce chapitre est extrêmement important et explique les recommandations très fermes pour défendre les droits des non-fumeurs : interdiction dans les lieux publics (cinémas, bibliothèques, boutiques, ascenseurs, salles de conférences, autobus, etc.). De même dans les hôpitaux, les cliniques, il a été recommandé d'éviter que des non-fumeurs se trouvent dans des chambres de fumeurs. L'interdiction de vendre des cigarettes dans l'enceinte de l'hôpital a été également demandée.

« Le temps n'est plus de protéger le fumeur contre lui-même, mais les non-fumeurs des fumeurs. »

Le problème le plus grave est posé par les jeunes, plus facilement atteints par une publicité qui dispose de moyens considérables, souvent mal informés des risques de ce que le congrès a considéré comme une drogue (addiction). Il justifie un programme d'éducation et d'information que tous les pays mettent actuellement en place. Celui de la Suède est étalé sur vingt-cinq ans, s'adressant aux enfants nés en 1975 que l'on espère non fumeurs en l'an 2000. Si les garçons réagissent bien aux campagnes antitabac, avec une diminution de la consommation par tête aux Etats-Unis, le résultat n'est pas le même pour les filles. On peut s'attendre à voir confirmer dans les années à venir le développement d'une pathologie qui, sur ce terrain, fera des femmes les égales des hommes. L'interdiction de fumer dans les écoles, de vendre des cigarettes aux moins de seize ans, est une décision qui doit être prise dans une population sensibilisée à ce problème.

Une désintoxication efficace existe-t-elle ?

Il semble qu'il faille considérer les thérapeutiques actuelles comme un appoint. La psychothérapie de groupe (consultations hospitalières, cliniques) sous forme soit de séances sur plusieurs semaines, soit du plan de cinq jours des adventistes, reste encore une des meilleures méthodes entraînant, après un an, une moyenne de 25 % de bons résultats, avec une marge variable en fonction du suivi des patients. Ces chiffres s'élèvent à 50 % chez les patients à hauts risques, plus motivés. Que peut-on conclure d'un tel congrès ?

C'est que les conséquences du tabac sur la santé posent un très grave problème.

Si l'on ose espérer la mise sur pied d'un programme identique à la Norvège, félicitée par la Communauté médicale internationale, du moins, en tant que médecin, est-on en droit d'attendre une action de grande envergure. Il n'est pas normal qu'un pays de notre niveau médical, technique et culturel, se trouve dans un tel domaine, avec un retard aussi considérable : retard sur l'information du public, des enseignants, des jeunes, des médecins, retard dans la part consacrée à la recherche épidémiologique sur ces problèmes.

A une époque où des plans à moyen terme sont faits pour l'industrie, l'énergie, chaque Français a le droit d'exiger pour la santé de ses enfants une prévention efficace.

La décision qu'a prise Mme Veil de se pencher sur ce problème doit avoir un soutien très large pour réussir : volonté gouvernementale suivie de décisions législatives — ressources financières permettant un programme d'éducation sur plusieurs années, — participation des médecins mais aussi des enseignants, des syndicats et également des chefs d'entreprise. C'est une tâche difficile pour le ministère de la santé, elle peut marquer une étape historique dans la prévention médicale en France des conséquences de ce fléau qu'est le tabagisme.

Faisons nôtre le souhait de la communauté médicale européenne de voir le bilan de la France plus positif au prochain quatrième congrès mondial.

Dr YVES NADJARI.

Goudron et nicotine

Le département de la santé britannique a établi, en septembre 1974, un tableau des cigarettes, classées selon leur taux de goudron et de nicotine. Parmi celles qui sont commercialisées en France, il faut noter :

	goudron/mg	nicotine/mg
Gallia	12	0,5
Gauloises caporal filtre	19	1,0
Gauloises caporal sans filtre	29	1,5
Gitanes caporal	25	1,6
Silk Cut King Size	9	0,7
Pall Mall Long Size	11	0,8
Kent	16	0,9
Peter Stuyvesant	16	1,2
Benson et Hedges King Size	19	1,2
Dunhill	19	1,3
Craven A	24	1,4
Lucky Strike	33	2,8

Un autre document, établi cette fois aux Etats-Unis, fait apparaître la Carlton comme la cigarette la moins toxique (selon les présentations, de 2 à 4 mg de goudron, et de 0,2 à 0,3 mg de nicotine).

Pour ceux qui ne peuvent s'arrêter de fumer, le département de la santé britannique préconise quelques mesures simples destinées à faire cesser progressivement leur accoutumance : choisir des cigarettes dans un groupe à faible taux de goudron, et en réduire la quantité quotidienne, limiter le nombre de bouffées par cigarette et ne pas la garder à la bouche ; ne pas avaler la fumée ; ne pas fumer la cigarette jusqu'au bout (la concentration de goudron et de nicotine étant beaucoup plus forte dans la dernière partie de la cigarette en combustion).

BIBLIOGRAPHIE

■ **CESSER DE FUMER. POURQUOI ? COMMENT ?** par André Dufour, Maud Cousin et Philippe Augendre. Editions SDT, 128 pages.

Rédigé par trois spécialistes de la question, ce livre est un réquisitoire sans complaisance contre le tabac. Il explique de façon claire — et inquiétante — les dangers de cette drogue, et montre qu'il est possible d'en sortir, notamment grâce au « plan de cinq jours », prôné par les auteurs bien avant d'être popularisé par la radio nationale.

DES RECOMMANDATIONS

● *Les organismes employeurs, l'industrie, devraient prendre la responsabilité de la santé de leurs employés en leur fournissant des programmes d'éducation sanitaire sur la mortalité et les accidents dus au tabac. Ne plus fumer et les droits des non-fumeurs devraient faire partie de ce programme.*

● *L'organisation mondiale des compagnies aériennes devrait être contactée par la 3e conférence pour renforcer le nombre de sièges non-fumeurs dans leurs appareils.*

● *Solliciter l'aide des clubs féminins pour le programme éducatif anti-tabac.*

● *Qu'il n'y ait pas d'endroit réservé dans les écoles aux étudiants et professeurs pour fumer.*

● *Puisque les notions d'hygiène de vie doivent être appliquées dès le jeune âge, il faut inclure dans la formation des enseignants d'école primaire un programme d'éducation sanitaire.*

● *Les parents devraient être informés et devraient pouvoir participer à des programmes d'éducation concernant le tabac en raison de leur rôle d'exemple.*

● *Les professions de santé devraient être conscientes de leur rôle en tant qu'exemple pour leurs patients et le public. En vue de soutenir ce rôle, elles devraient être régulièrement informées avec le matériel le plus récent sur le tabagisme et la santé et devraient s'engager à ne pas fumer au cours de leur exercice professionnel.*

● *Les gouvernements devront édicter des lois pour inciter à la production de cigarettes à faibles taux de goudron et de nicotine. Augmenter les taxes sur les cigarettes progressivement et régulièrement.*

Les représentants gouvernementaux et les officiels seront priés de s'abstenir de fumer dans l'exercice de leurs fonctions.

● *Le gouvernement de chaque pays pour qui fumer est un réel problème de santé devrait établir un centre national de contrôle anti-tabac pour coordonner toutes les activités : éducation, recherche et programmes de traitements.*

● *Les cotisations d'assurance sur la vie devraient être moins élevées pour les non-fumeurs en raison de leurs risques de morbidité moindres.*

● *On recommande que dans le cadre d'une politique nationale de santé l'utilisation du tabac soit considérée comme un comportement destructeur pour soi-même et les autres.*

Il faut compléter cet aspect politique par une législation appropriée et des règlements. Les non-fumeurs devraient toujours avoir le droit de travailler dans des endroits non pollués par le tabac.

De plus, la vente de cigarettes doit être interdite dans les distributeurs.

● *Il est de plus recommandé que les gouvernements, aussi bien que les employeurs privés, soient encouragés à payer le temps d'absence des employés qui suivent un traitement anti-tabac. En retour, les gouvernements devraient garantir une réduction de taxes et un crédit destiné à rembourser le coût de la participation à un programme anti-tabac.*

LES SOINS DENTAIRES

Le prix de la négligence

UNE statistique récente montre que les frais engagés par la Sécurité sociale pour les soins dentaires s'élèvent à 9,4 % de son budget total. Ce fait peut paraître excellent, et on pourrait y voir le signe d'une amélioration de l'état d'esprit du public, qui prendrait de plus en plus conscience de la nécessité de conserver l'intégrité de sa denture.

Cette manière d'envisager la question n'est peut-être pas la bonne.

Les deux principales affections que l'on trouve à l'origine de la détérioration du système dentaire sont la carie et les maladies du parodonte, ou tissus de soutien de la dent. La carie est due, la chose est bien connue maintenant, à l'action sur les tissus calcifiés des acides produits par des bactéries.

Les maladies du parodonte sont provoquées par la formation de la « *plaque* » et du tartre, qui se déposent au collet des dents et produisent une irritation constante de la muqueuse gingivale. Celle-ci réagit devant ces corps étrangers en se congestionnant. Ce phénomène produit une décalcification de l'os sous-jacent et la dent perd peu à peu son support. Si rien n'est fait, elle finit par tomber.

Réaction acide des bactéries ou, au contraire, formation calcaire ont leur point de départ dans cette plaque dentaire en fonction de conditions biochimiques complexes. Celle-ci est formée en grande partie par des bactéries variées qui se nourrissent des sucres, consommés souvent en excès par le sujet, et par des cellules desquamées, c'est-à-dire éliminées par les tissus de la cavité buccale.

Il n'existe malheureusement pas encore de vaccin, ou de drogue, permettant d'empêcher son action ou sa formation. Elle se dépose très rapidement sur la surface des dents et seule son élimination fréquente permet de prémunir l'individu contre ses méfaits.

Rembourser les brosses à dents

Or il est prouvé qu'un brossage correctement effectué, de trois minutes après chaque repas (le dentifrice ne jouant qu'un rôle négligeable), suffit pour empêcher l'apparition de la plaque dentaire dans des proportions telles qu'elle devient sans effet.

Le problème est donc des plus simples :

— Ou bien on lance une campagne de grande envergure, d'une ampleur équivalente, par exemple, à celle de la ceinture de sécurité ;

— Ou bien, on continue à gaspiller les milliards pour la seule raison que la population, dans une énorme majorité, et quel que soit son état social, ne se brosse pas ou se brosse mal les dents.

La « *propagande* » nécessaire devrait utiliser tout l'arsenal audio-visuel dont se sert si bien la publicité et ne jamais connaître d'interruption. La télévision, à l'occasion des émissions enfantines en particulier, nous semble le moyen de choix. Cela se fait d'ailleurs en Grande-Bretagne.

Les sommes engagées, malgré le coût de l'opération, devraient être loin de ce que la Sécurité sociale verse chaque année pour les soins dentaires. Le remboursement des brosses à dents serait une aide précieuse. On pourrait aussi envisager, par la suite, une diminution voire une suppression des prises en charge, lorsqu'il serait prouvé que le patient a consulté trop tardivement.

Les chirurgiens-dentistes français ont, depuis une décennie, un enseignement enfin normalisé, leur qualité et leur compétence n'ont plus rien à envier à l'étranger. Mais, ils ne font que remettre en ordre les dégâts dus pour la plus grande partie à la négligence, ou à l'ignorance du public, et ce, avec des techniques de plus en plus élaborées, donc de plus en plus chères.

L'hygiène dentaire est simple et efficace, nous n'en voulons pour preuve que le fait que très rares sont les chirurgiens-dentistes porteurs de prothèse. Ils savent se brosser les dents et le font.

Les Français, et surtout ceux qui ont la charge d'organiser leurs soins, doivent se rendre compte de l'enjeu du problème. Sa solution se trouve dans une prise de conscience, par tous, du fait pourtant évident qu'il est plus facile et moins cher de prévenir que de guérir.

Surtout lorsque la prévention est d'une aussi grande simplicité...

CHRISTIAN HUREL,

Professeur, chef du service de Parodontie-Prévention, Faculté de chirurgie dentaire de Marseille.

TÉMOIGNAGE

Le mépris du malade

Mme Olga Rödel, rédacteur en chef adjoint du Courrier de l'Unesco, *nous adresse le texte ci-dessous d'une « Lettre à son médecin » :*

Je ne puis laisser passer plus de temps sans vous dire à quel point la manière dont vous m'avez examinée, le 10 juin 1975, à l'hôpital Bichat (service maternité) m'a humiliée.

Comparaître après trois heures d'attente devant un aréopage de cinq personnes aussi glaciales que glacées pour ne pas se voir traiter une seule minute comme une personne humaine, mais au contraire comme une simple *chose*, un « cas » de plus, a, en effet, quelque chose qui blesse la dignité. Le « cas » que je présentais n'offrait sans doute pour vous qu'un intérêt mineur — ce n'est qu'un cancer.

Je ne vous reproche pas votre froideur. Je comprends qu'il faille être cuirassé devant la douleur pour mieux la combattre. Ce que je vous reproche très directement, c'est votre mépris du malade en tant qu'individu. On vous avait donné mon dossier trois heures auparavant. Etait-il nécessaire d'attendre que je sois là, présence saugrenue, pour que, sans même lever les yeux sur le « cas », vous épiloguiez devant vos élèves : « A cinquante ans — que je n'ai pas, petite vexation au passage. — elle n'a pas besoin de son utérus » ? Vous m'aviez réifiée, je n'existais plus, je n'étais qu'un utérus. Je n'oublierai pas la première phrase que vous avez daigné m'adresser soudain, avec délicatesse : « Et dans les rapports, ça saigne ? » A ce moment-là, j'étais encore capable de ravaler ma rage. Mais le comble a été atteint quand, après avoir glosé encore à mon propos devant vos élèves, d'une manière en principe ésotérique pour le *vulgum* (dysplasie, figures mitotiques, etc.), vous m'avez octroyé un « bon pour une hystérectomie » sans même m'informer de quel mal je souffrais, sans même me signaler que vous ordonniez ainsi une opération sur ma personne.

Il se trouve que, de par ma profession, j'ai réalisé naguère un numéro spécial du *Courrier de l'Unesco* sur le cancer, qui m'a quelque peu familiarisée avec votre jargon. Je n'en considère pas moins scandaleux votre manque de tact, pour ne pas dire plus, et la manière proprement inhumaine avec laquelle vous accueillez les malades, surtout s'agissant d'une affection comme le cancer, chargée encore de toute une connotation dramatique. Posséder le savoir, c'est posséder le pouvoir ; ne pas dispenser au malade la petite parcelle du savoir qui peut lui permettre psychologiquement d'aborder son mal avec courage, c'est une manière d'abus du pouvoir.

Comprenez qu'on ne vous demande ni pathos ni larmoiement ; simplement, comme l'indique un certain serment d'Hippocrate que vous avez prêté, un peu de respect envers l'individu qui est confié entre vos mains. Faute de quoi certains patients finissent par devenir impatients — ce qui n'est bon ni pour vous, ni pour eux, ni pour l'image de la médecine française.

Du bon usage de la liberté de procréation

Sur cinq Françaises en âge de procréer, une seulement a recours à un moyen moderne de contraception.

Nul n'ignore qu'un immense effort d'information ou d'organisation doit être conduit dans notre pays pour qu'à la régulation des naissances ne vienne pas se substituer l'avortement systématique.

Les inquiétudes exprimées ici par le professeur Merger, d'une part, et par le professeur Jamain, de l'autre, paraissent à première vue *contradictoires*. Elles se rejoignent cependant en montrant le souci manifesté par les gynécologues devant les atteintes durables qui pourraient être portées, à court ou à long terme, par ignorance ou par inconséquence, à l'équilibre féminin.

Les difficultés que rencontre l'installation des centres de consultation, P.M.I. ou autres, paraissent dans un tel contexte encore plus intolérables, et il est permis de souhaiter qu'une prise de conscience intervienne au niveau tant communal que départemental, régional ou national, afin qu'un usage judicieux, et non destructeur, puisse être fait de cette importante conquête qu'est la liberté de procréation.

POINT DE VUE

Contrôle des naissances, avortement, natalité

par le professeur ROBERT MERGER (*)

CHACUN de nous s'est demandé quels pourraient être les effets sur la natalité française des lois nouvelles sur la régulation des naissances et l'avortement.

A s'en tenir d'abord aux faits, il est encore trop tôt pour apprécier une *éventuelle différence* avec le temps de la sexualité féconde et de l'avortement clandestin. Le récent procès de *Rouen* nous apporte cependant quelque lumière par les documents qui y ont été *produits*. *Dans la Seine-Maritime*, en mars et avril 1975, 450 avortements ont été exécutés au titre de la *loi*. A présumer que ce département représente une moyenne (ce qui n'est pas encore le cas), un calcul *facile* montre qu'à ce rythme 270 000 avortements non clandestins seront faits pendant l'année dans les quatre-vingt-dix-neuf départements français.

Mais le mois suivant, le mois de mai, on a enregistré 85 demandes hebdomadaires pour le seul centre dit de « *planning familial* ». Ce chiffre conduirait pour deux mois à 765 avortements, soit une augmentation des trois quarts sur les deux mois précédents. A ce rythme, les *chiffres des avortements faits* au titre de la loi atteindraient presque 460 000 par an. Ce total *étant obtenu* avec les *chiffres* d'un seul centre, il reste encore bien en deçà de la réalité. On atteint les *chiffres* les plus élevés *des estimations du passé*, cependant que la natalité française n'a jamais été aussi faible.

Dans un autre ordre de faits, les statistiques d'un grand service parisien d'obstétrique montrent qu'en 1971, 49,7 % des femmes étaient des primipares et 2,45 % en étaient à leur cinquième grossesse ou au-delà. En 1974, les primipares représentaient 52,5 % et les quintipares 1,12 %. Ainsi, se marque la restriction quantitative de la descendance.

Mais l'action sur la natalité relève aussi des conséquences psychologiques des lois. Celles-ci, votées sous la pression de l'opinion, mal mûries, ne pourront empêcher la propagande anti-nataliste, cependant toujours interdite.

Prenons d'abord l'action sur la fécondité. Il y avait un apport positif à cette idée, et l'on pouvait considérer comme un grand progrès pour l'homme de maîtriser sa fécondité. C'est l'idée que nous avions développée à l'Académie de médecine avant la discussion du projet de loi, au nom de la commission de l'avortement, et c'était en même temps un moyen de limiter l'avortement, acte alors délictuel.

Mais cette maîtrise de sa propre *fécondité*, réglée selon la raison de chacun dans son nombre et dans son époque, s'est estompée *devant* une *hostilité contre la* grossesse, contre l'enfant. Le mot même de « *contraception* », qui est le plus usité, en fait foi. Ce n'est pas la régulation des naissances qui prévaut, avec son idée d'équilibre et de qualité de la descendance, mais c'est bien celle de la présence de l'enfant comme d'un danger, ou comme d'un ridicule, comme de quelque chose qui ne doit pas arriver, cependant que l'on se complait dans la plénitude, parfois dans l'excès ou la perversion de la sexualité.

Un même changement psychologique *corrompt* l'idée que l'on avait de l'avortement. Il procède de la même hostilité à l'égard de l'enfant. Puisque la loi de 1920 était condamnée, on pouvait ou bien reconnaître, comme c'était le vœu de la commission de l'Académie, les drames de certaines détresses physiques et morales, sans pour cela libéraliser l'avortement, et fondre la loi dans une réglementation plus générale sur la protection de la mère et de l'enfant ; ou bien simplement abroger la loi, laissant à la jurisprudence le soin d'établir une règle à la fois humaine et digne. Mais c'est le droit à l'avortement qui est *octroyé*, sans *aucune* distinction, sinon de date.

Une phrase de M. le procureur de la République au procès de Rouen est significative à cet égard : « *Toute grossesse non désirée est un état de détresse* ». Ces idées si entières affaiblissent d'abord la régulation des naissances, *puisqu'on* en *arrive*, par la force de la loi, à l'avortement-contraception. Surtout, on nie la *vie humaine* à son début. A l'évidence biologique de cette vie, on oppose le mépris de l'être dans les *premiers moments* de son existence. Des équipes d'avorteurs autodidactes viennent montrer les *résidus d'une aspiration* à un groupe de futures avortées attendant leur tour, et disent : « *Vous voyez, ce n'est RIEN.* »

Comment, en effet, garderait-on quelque idée de valeur à cet embryon si caché, mais si protégé par la nature, si petit mais si complètement organisé, quand la loi permet de le supprimer à volonté ? Cette dégradation va de pair avec celle de la famille, qui de large est devenue étroite, de forte est devenue faible. Comment, dans ces conditions, la natalité ne fléchirait-elle pas ?

La preuve *a contrario* en est donnée par les pays à famille forte, ayant gardé de nos jours quelques reliefs de la famille patriarcale romaine, dans laquelle les époux ne quittent pas leur père et mère, où un vaste groupement réunit les plus jeunes et les plus vieux, où les femmes mettent leur fierté plus dans la maternité que dans la sexualité. Ces pays ne sont pas évoqués pour glorifier les mœurs antiques ni pour inciter à y revenir, mais pour montrer l'influence de la valeur que l'on donne à l'enfant à naître sur la natalité, car, dans ces pays, plus de la moitié de la population a moins de vingt ans.

Ainsi, les faits eux-mêmes et l'évolution des concepts moraux, que les gynécologues constatent dans leurs entretiens avec les jeunes femmes, ont une influence importante sur la courbe de la natalité. C'est pourquoi le législateur a eu la sagesse de ne promulguer sa loi que sous réserve d'inventaire après cinq années d'expérience.

(*) Gynécologue, accoucheur.

Les mineures et la pilule

LE professeur B. Jamain (Paris), président du syndicat national des gynécologues et obstétriciens français, a publié, dans la *Nouvelle presse médicale* du 28 juin, un communiqué dans lequel il déclare à propos des moyens contraceptifs utilisés chez les mineures :

« Nous tenons à avertir le corps médical afin que nul médecin n'ignore les dangers pour la santé d'une prescription de contraceptifs à des adolescentes en pleine période pubertaire.

» On sait que cette période s'étend sur cinq ans environ et que deux ans s'écoulent entre l'apparition des premières règles et l'âge nubile où la procréation devient possible.

» On connaît la complexité de l'édifice neuro-endocrinien, l'importance des interactions de l'hypothalamus, de l'hypophyse et des ovaires, et donc la fragilité d'instauration de la fonction ovarienne.

» On connaît aussi la capacité des œstrogènes et des androgènes à hâter la fonction dia-épiphysaire et donc à limiter les possibilités de croissance de l'adolescente. »

Dans ces conditions :

« Comment un médecin ou un gynécologue digne de ce nom pourrait-il commettre le geste dangereux qui consisterait à prescrire la pilule à une adolescente ?

» Comment pourrait-il prendre le risque de bloquer l'activité d'ovaires dont les fonctions endocriniennes, tout juste débutantes, vont « balbutier » pendant plusieurs années ?

» Comment pourrait-il prendre le risque de voir un blocage ovarien durer des années, après l'arrêt de la pilule, alors même que l'adolescente devenue adulte souhaite désormais des enfants ?

» Comment assumerait-il sa responsabilité devant une stérilité primaire qu'il aurait forgée de sa main ?

» Comment prendrait-il le risque de voir la croissance d'une fillette stoppée par un traitement hormonal intempestif et reconnu comme dangereux, à cet âge, par les gynécologues du monde entier ?

» Comment pourrait-il prendre le risque de favoriser chez des enfants et des adolescentes une flambée de maladies vénériennes inévitables et donc des stérilités définitives pour beaucoup d'entre elles ?

» Nous voyons-là, en dehors de toute éthique morale et religieuse, une atteinte flagrante à la santé publique, à la moralité, à la famille.

» C'est pourquoi, par cette note, nous proclamons notre désaveu total à ces propos officiels et formulons une protestation solennelle devant un tel projet médicalement indéfendable. »

[Le décret du 6 mai 1975 réglementant l'utilisation, la prescription et la commercialisation des moyens contraceptifs implique notamment que l'autorisation parentale n'est plus exigée des mineures.

Nous avons indiqué ici-même (La contraception chez les jeunes, 17 juillet 1974), les conditions hormonales spécifiques qui commandent au moment du développement pubertaire la plus grande vigilance dans le choix de la méthode contraceptive prescrite.

Cette vigilance relève de faits biologiques précis et connus, et la confusion consistant à mêler à ces faits des considérations d'ordre moral ne peut qu'en affaiblir la portée.

Ce qui est d'autant plus regrettable qu'ils méritent une étude sérieuse, et que l'alternative de l'avortement à répétition, que n'évoque pas le professeur Jamain, est au moins aussi grave, sinon plus sur le plan de la santé publique et des risques ultérieurs de stérilité.]

LA GRATUITÉ TOTALE DE LA CONTRACEPTION EST GÉNÉRALISÉE EN GRANDE-BRETAGNE

A partir du mois de juillet, les consultations médicales concernant la contraception et les médicaments ou dispositifs utilisés à cette fin pourront être obtenus gratuitement par les Anglaises, non seulement dans les mille six cents cliniques spécialisées de planning familial, mais chez tous les médecins.

Cette décision, annoncée par M. David Owen, ministre de la santé, sanctionne l'accord intervenu entre le gouvernement et les syndicats britanniques de praticiens.

Ces derniers, estimant ces tarifs fixés trop faibles, en avril dernier, avaient refusé de fournir des services de contraception gratuits. L'accord de cette semaine a été obtenu sur la base de 3 livres et demie par an et par consultante pour les contraceptifs oraux, et 10 livres (1) pour la pose des stérilets.

Cet accord ne prévoit pas de clause particulière pour les mineures, qui bénéficieront donc également de la gratuité des consultations et des produits.

(1) Une livre = environ 9 F.

Les centres de régulation familiale

Des textes aux réalités

LES centres de planification familiale sont-ils voués à la paralysie ou condamnés à ne jamais voir le jour, faute de crédits ? La question ne semble plus de saison au moment où le ministère de la santé publique diffuse largement une importante liste des établissements et centres de contraception agréés. Elle se pose en fait avec d'autant plus d'acuité que la réalité est loin de refléter l'optimisme officiel.

« *Je constate*, nous écrivait le docteur Elsa Rustin, médecin-directeur du Centre de santé de la ville de Bagnolet, *que la plupart des centres agréés fonctionnent soit dans des services de gynécologie obstétrique d'établissements hospitaliers, soit dans des centres de soins ou de protection maternelle et infantile (P.M.I.) déjà existants, gérés par des collectivités locales.* » Elle précisait, d'autre part, que le Centre de planification de Bagnolet, agréé depuis février 1974, n'avait bénéficié d'au*cune subvention en 1974, que le budget* prévisionnel pour 1975 n'avait pas encore été approuvé « *et que surtout aucune convention n'a encore été signée entre les municipalités gestionnaires et le département* ». La situation serait la *même* dans les dix-sept autres centres agréés de la Seine-Saint-Denis.

Dans une question écrite adressée le 17 mars dernier au ministre de la santé, Mme Chonavel, député *communiste de la Seine-Saint-Denis*, faisait part à Mme Veil de la même inquiétude et du même doute : « *On peut invoquer les lourdeurs administratives, mais ne s'agit-il que de cela ?* » Tel était également le sens d'une autre question écrite adressée deux jours plus tôt par un autre député communiste, M. Arraut (3e circ. de l'Hérault), après le refus de crédits enregistré, selon lui, par la municipalité de Sète.

Si un tel problème financier se pose un peu partout en France, c'est qu'il y va du statut même des centres de planification. Mme Farçat, haut fonctionnaire au ministère de la santé, que nous avons interrogée, en rappelle la difficile genèse. « *J'appelle votre attention*, nous écrit-elle, *sur le fait que la loi (...) du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances (...) n'avait fixé aucune disposition financière pour le fonctionnement des centres de planification ou d'éducation familiale. Il a fallu pour cela attendre les dispositions de la loi du 4 décembre 1974 (...) qui a prévu l'insertion des centres de planification ou d'éducation familiale dans le dispositif de la P.M.I., permettant ainsi un fonctionnement financier comparable à celui dont jouissent les autres formations sanitaires de la Protection maternelle et infantile.* » Elle précise, ensuite, que l'agrément donné à un centre n'entraîne pas l'obligation d'une participation financière de l'Etat. Seule est possible, mais non automatique, une participation du service départemental de la P.M.I. ; comme pour les autres dépenses de P.M.I. (1), la contribution de l'Etat est alors d'environ 83 %.

De ces précisions, il ressort que, *dans l'état actuel (définitif ?) de la* législation : 1) l'Etat n'entend pas assurer directement le financement *des centres de planification ; 2)* ils se trouvent dès lors soumis, du point de vue financier, à des instances *départementales (P.M.I.*, conseils généraux) dont la diversité ne peut manquer d'être, dans un certain nombre de cas, source de difficultés qui seront autant d'obstacles au fonctionnement des cen*tres*.

Certes des solutions viables conformes à cette réglementation *sont possibles* : « *Je dois vous dire*, nous précisait le docteur Rustin, *qu'au cours du mois d'avril, les conventions ont pu être signées avec le département après accord du conseil général de l'administration et du service départemental de P.M.I.* » Elle ajoutait cependant ceci, qui n'est sans doute que trop vrai : « *Mais la Seine-Saint-Denis est sans doute un département privilégié dans ce domaine...* »

La Bretagne et la Normandie, pour ne citer que ces régions, ne disposent d'aucun centre fonctionnant de façon satisfaisante et dont la vie puisse être assurée.

L'effort qui doit être entrepris pour la *diffusion de la contraception*, et qui est la base même de toute politique préventive de l'avortement, ne *sera à l'évidence possible que lors*que la population pourra bénéficier des informations et des services mé*dicaux nécessaires*.

L'exemple cité ci-dessus montre que la France est loin du compte sur ce plan, et les bilans parvenus au haut comité fonctionnant au ministère de la santé pour l'étude de ces problèmes sont à ce titre inquiétants, tant sur le plan de l'information scolaire inexistante, que sur celui des centres médicaux trop rares et qui connaissent d'énormes difficultés.

(1) Dans une récente conférence de presse, le syndicat national des médecins de P.M.I. a rappelé les conditions de travail de leurs membres. Sur les sept mille médecins de P.M.I., deux cents sont fonctionnaires et gagnent, en début de carrière, moins de 3 500 F, alors que la plupart sont des spécialistes. Quant aux vacataires, la grande majorité, ils n'ont aucune garantie d'emploi, pas de congés payés, et sont rémunérés, suivant les régions, à partir de 17 francs de l'heure.

LIVRES

Pour tous

■ LES SERVICES DE SANTE EN EUROPE. — Un rapport du bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé. 320 pages. En vente à l'O. M. S., à Genève, et à Paris, à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris.

Les techniques nouvelles applicables à l'organisation de la santé publique, les actions de prévention, l'organisation des soins médicaux, les personnels de santé et leur *formation sont abordés sous* leurs aspects les plus variés avant que des exposés descriptifs soient consacrés aux services de santé de chacun des trente-deux pays d'Europe. D'abondantes statistiques, en annexe, complètent cette deuxième édition mise à jour en 1974.

■ *GUIDE DE LA MORT*, par G. Heuse. Masson éditeur. 263 p., 39 francs.

Comment annoncer à l'enfant la mort d'un parent ? Comment se préparer à cette étape trop souvent redoutée et devant laquelle la population se trouve si totalement désarmée ? Quelles dispositions pratiques doit-on prendre de son vivant, sur les *divers plans financiers* et d'organisation matérielle et familiale ? Comment soigne-t-on un grand malade à domicile ? Les moyens de lutte contre la douleur et l'angoisse sont-ils réellement efficaces ? Quelles formalités faut-il accomplir si l'on souhaite une incinération ? Entre les médications du chagrin et la délectation morose, ou *le culte* du souvenir, existe-t-il une incompatibilité ? Les exploits thérapeutiques entrepris *sur des* malades condamnés ou très âgés sont-ils justifiés ? Peut-on se préparer à la mort ?

Le *professeur* Georges Heuse, secrétaire général de l'Institut international de biologie humaine) n'a écarté dans son « Guide de la mort » aucun des détails pratiques, des points d'information, des multiples soucis qui se posent chaque jour aux dizaines de milliers de familles confrontées au décès d'un proche.

Mais bien au-delà de la source incomparable de renseignements jamais encore rassemblés de la *sorte, que fournit ce « Guide de la mort »*, c'est à une réflexion de portée plus vaste et plus profonde qu'il convie le lecteur. Sur un sujet essentiel et qui fait pourtant l'objet de telles réticences, de tels interdits et de telles pudeurs, il s'agit d'un *ouvrage* lui aussi essentiel, où souffle à chaque page l'esprit de liberté, de franchise, et le souci de l'information la plus complète et la plus honnête.

Tous les médecins se référeront avec fruit à ce livre *destiné*, par sa clarté, à un public beaucoup plus vaste, qui pourra y trouver — enfin — les informations si nécessaires en ce domaine indûment marqué depuis des siècles de secret et de dramatisation.

Dr. E.-L.

■ LES MEDECINS, par le Dr J.-P. Escande. Grasset. 319 p., 38 francs.

Analyse et pamphlet, l'ouvrage du Dr Escande a la rigueur de l'une et la vigueur de l'autre. Critique féroce, soutenue par une verve peu commune, d'un système qui, par le cheminement d'études mal conçues, mène peu à peu à la sinécure inamovible du mandarinat, l'auteur distribue à tout *un chacun des critiques sans in*dulgence et combien motivées.

De l'organisation de la recherche à celle de l'enseignement, de l'humanisation hospitalière au ronronnement académique, des firmes pharmaceutiques à l'exercice chirurgical ou à celui du généraliste, autant de cibles où l'on sent percer, sous l'ironie du ton, *le désir profond* de voir *s'ins*taurer cette « vraie médecine » loin des *flagorneries* et des aberrations administratives pour laquelle le Dr Escande, on le devine, nourrit une « vraie passion ».

Un plaidoyer soutenu par un sens critique aiguisé, lucide et courageux, et dont on regrette peut-être qu'il soit, en fin de compte, assez peu constructif.

Pour les praticiens

■ GENETIQUE MEDICALE, par le professeur Maurice Lamy. Masson éditeur, 280 p., 82 F.

La deuxième édition entièrement remise à jour de cette Bible de la génétique médicale, modèle de clarté, tant pour l'étudiant que pour le praticien.

■ DICTIONNAIRE DE MEDECINE, 74 auteurs, 64 consultants, préface du professeur Jean Hamburger, Flammarion éditeur, 874 p., Prix de lancement : 160 F. Prix définitif : 185 F.

La langue médicale n'a pas suivi la transformation profonde de la pensée scientifique de ces dernières années, et les champs sémantiques sont, dit le professeur Hamburger, « envahis de mauvaises herbes ». La gageure qui consistait *à* tenter l'établissement d'un guide à la fois critique, complet, ordonné et informatif du fatras conceptuel médical a donc tenté celui *dont* le souci de clarté est légendaire.

Le résultat, grâce aux contributions de plus de cent éminents consultants, grâce à une rare unité et concision du style et de la pensée, grâce aussi aux compléments pratiques (traduction anglaise des mots notamment), ce résultat dépasse, et de loin, tout ce qui a pu être tenté en ce domaine jusqu'à présent.

L'ouvrage est plus proche de la Bible que du dictionnaire, et la richesse des informations qu'il *fournit* va bien au-delà du cadre limité de la sémantique.

En outre, et pour la première *fois en France, l'Imprimerie* nationale a mis en œuvre une méthode originale de programmation permettant une clarification typographique très remarquable des pensées exprimées.

Dix-huit mille termes choisis, dans chaque discipline, par des spécialistes, des fondamentalistes, des cliniciens, dix-huit mille termes classés, traduits, expliqués, situés dans l'histoire, analysées dans la clinique, apportent au praticien un guide et une source d'enseignement incomparables. L'évolution des sciences médicales peut se mesurer par une simple comparaison entre ce nouvel ouvrage et tous ceux qui l'avaient précédé. Il faut dire que la conception même en est très *différente*, et l'objectif visé beaucoup plus ambitieux. Le succès que *devrait* rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle.

Dr E.-L.

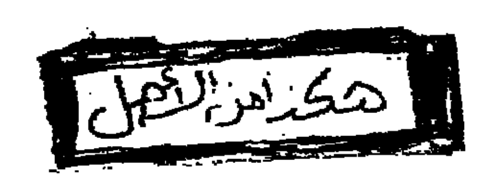
■ PHARMACIE, par Y. Toutitou. Masson éditeur, 273 p., 37 F.

Quatrième édition, revue et augmentée, d'un ouvrage regroupant tous les éléments du programme de pharmacie du diplôme d'Etat d'infirmière (pharmacodynamie générale et notions de toxicologie, notions générales *de pharmacie, pharmacodynamie* spéciale).

Revues

■ PRESENCE CROIX-ROUGE, n° *246 d'avril 1975, 5 F (17, rue* Quentin-Bauchart, 75384 Paris - Cedex 08), est entièrement consacré aux greffes et aux dons d'organes. Les problèmes médicaux y sont largement développés, mais surtout y sont rappelées les différentes dispositions à prendre si l'on désire, en léguant tout ou partie de son corps, permettre une greffe ou faciliter l'enseignement et la recherche en médecine.

■ LES CONTAMINANTS font l'objet du tome XI - n° 1 janvier-mars 1975 de la revue « Médecine et Nutrition » (Editions la Simarre, 11, rue de la Bourde, 37000 Tours). Il traite en particulier des intoxications par le mercure, le plomb et le chlorure de vinyle ; des pesticides dans les conserves de fruits et légumes ; des résidus d'anhydride sulfureux dans les produits alimentaires ; de la recherche et du dosage d'aflatoxine dans les aliments pour enfants.



SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

De nos envoyés spéciaux

UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE

Serre - Chevalier. — Louison obet est venu sur le Tour revi-re à travers l'exploit de Bernard hévenet celui qu'il réalisa voici ingt et un ans, et qu'aucun rançais n'avait accompli depuis ors. Au cours de la seizième tape, Barcelonnette - Serre-Chevalier, lundi 14 juillet, le porteur u maillot jaune de l'actuel Tour e France a franchi seul en tête : col de l'Izoard (altitude 371 mètres). Il a distancé de min. 22 sec. son suivant immé-iat, Eddy Merckx, qu'il précède aintenant de 3 min. 20 sec. au lassement général.

On peut qualifier cette victoire 'exemplaire. Acquise avec auto-té au terme d'une échappée de) kilomètres, elle désigne à la is le meilleur grimpeur et le oureur le moins éprouvé par eux semaines d'une épreuve puisante. Au reste, le résultat de erre-Chevalier prolonge celui de ra-Loup. Sur un itinéraire de iontagne tracé à sa mesure, Thé-enet a réussi un parcours sans ute. Un démarrage lui a suffit, omme la veille, pour exécuter un ierckx aux conditions physiques itisfaisantes, mais qui révèle ses mites dans les cols de haute ltitude. On savait le champion ège vulnérable sur les terrains ortement accidentés, et nous enons d'en avoir la confirmation. n revanche, on devinait chez le rançais une maîtrise, une puis-ance de frappe et une volonté de imposer qui se sont exprimées ır les routes alpestres.

Thévenet n'est plus, semble-il, le coureur intermittent qu'il t ; progressant de façon régu-ière depuis ses débuts profes-onnels, il a trouvé son équilibre. ; sa victoire dans le Tour de rance paraît plus que probable. lerckx a d'ailleurs admis la supé-orité de son adversaire, mais nnaissant le champion belge, ous doutons qu'il accepte sa éfaite sans réagir.

JACQUES AUGENDRE.

Bernard Thévenet, né le) janvier 1948 à Saint-Julien-e-Gtory (Saône-et-Loire), rem-orta le championnat de France mateurs en 1968 et le cham-ionnat de France professionnel n 1973. Contraint à l'abandon ans le Tour de France 1974, il a gagné cette année le critérium u Dauphiné libéré et s'est classé euxième de Liège - Bastogne - iège derrière Eddy Merckx.

« Ils sont payés pour ça »

Serre-Chevalier. — *Quinze à dix-sept millions, tel serait selon les estimations le nombre des spectateurs qui guettent le passage du Tour. Et il ne s'agit pas de gens assis à leur fenêtre mais de nombreuses familles qui se sont levées à 6 heures du matin pour occuper le col de Vars ou qui ont campé sur l'Izoard afin de ne pas rater l'événement. La police bloquant les routes cinq ou six heures avant l'arrivée du cortège, il a souvent fallu marcher, grimper des kilomètres, ce qui pour la moyenne des vacanciers français représente un exploit sortant de l'ordinaire.*

Certes le duel Thévenet-Merckx méritait un tel effort. La foule ovationna le premier et cessa enfin de reprocher au second « d'être orgueilleux » *pour le féliciter* « de se montrer consciencieux ».

Pour tromper son attente le public applaudit l'interminable cortège publicitaire dans lequel on pouvait voir un compatriote de Poulidor battre son record de vente avec des assiettes - horloges (à 130 F pièce) *ornées du portrait de l'ex-champion.* « Enfin voici Poupou dans son assiette ! », *serinait-il.*

Bien sûr, sans ces marchands du temple, il n'y aurait pas de messe, pas de fête. Il faut bien que les coureurs vivent...

« Oui, car c'est la seule chance de s'en sortir, *expliquait un directeur sportif.* En ai-je formé des petits gars qui ne savaient pas nouer une cravate et qui, grâce au sport, ont fait leur *chemin.* »

« Rien de plus démocratique que le cyclisme, *affirmait un technicien.* Il permet aux « smigards » de gravir, d'un seul coup de rein, tous les barreaux de l'échelle. »

Démocratique, vraiment ? Combien de fils d'énarques, de polytechniciens, d'avocats, de médecins parmi ceux qui gagnent leur croûte dressés sur leurs pédales ? Voilà donc le sport tel que l'a défini la fille d'un organisateur, à qui un journaliste faisait remarquer : « Ces hommes souffrent », *et qui répondait allègrement :* « Ils sont payés pour cela. »

GABRIELLE ROLIN.

16e ETAPE BARCELONNETTE-SERRE-CHEVALIER (187 km)

1. Thévenet (Fr.), 3 h. 18 min. 17 sec. (moyenne horaire : 32,708) ; 2. Merckx (B.) ; 3. Gimondi (It.) ; 4. Zoetemelk (P.-B.)) ; 5. Van Impe (B.) ; 6. Roméro (Fr.) ; 7. Lopez - Carril (Esp.) ; 8. Galdos (Esp.) ; 9. Janssens (B.), à 2 min. 22 sec. Tous même temps.

CLASSEMENT GENERAL

1. Thévenet (Fr.), 81 h. 6 minutes 52 sec. ; 2. Merckx (B.), à 3 min. 20 sec. ; 3. Zoetemelk (P.-B.), à 6 min. 39 sec. ; 4. Van Impe (B.), à 7 min. 38 sec. ; 5. Gimondi (It.), à 19 min. 8 sec. ; 7. Lopez-Carril (Espagne), à 19 min. 41 sec. ; 8. Fusch (Suisse), à 21 min. 36 sec. ; 9. Edouard Janssens (B.), à 27 min. 40 sec. ; 10. Pedro Torres (Esp.), à 30 min. 12 sec.

Pour votre DEMENAGEMENT ODOUL 208 10-30

NATATION

Michel Rousseau veut s'entraîner au grand soleil

Vice-champion du monde du 100 mètres en 1973, finaliste olympique, champion d'Europe, ancien détenteur du record d'Europe du 100 mètres, Michel Rousseau, le doyen de l'équipe de France pour les deuxièmes championnats du monde qui auront lieu à Cali (Colombie) du 23 au 27 juillet, reste, à vingt-six ans, le meilleur nageur national. Il a cependant décidé, pour 1975, de n'avoir aucune ambition individuelle, mais de se mettre simplement à la disposition des équipes de relais.

Michel Rousseau avait ainsi, l'année dernière, envisagé de réduire progressivement son programme d'entraînement et de mettre un terme à sa carrière après les Jeux olympiques de Montréal (1976). Pour ces compétitions comme pour les championnats du monde de Cali, son projet était de n'apporter que son concours aux relais français.

Il a récemment changé d'avis. S'il est trop tard pour tenter de défendre ses chances individuelles à Cali, en fonction de l'entraînement suivi depuis le début de l'année, Rousseau a en revanche choisi de tout faire pour retrouver sa place aux Jeux olympiques de Montréal parmi l'élite des sprinters mondiaux, et ce sur le plan individuel. En somme Michel Rousseau va essayer de faire en sorte de compter à nouveau parmi la demi-douzaine de sprinters qui pourront avoir une ambition raisonnable pour les prochains Jeux olympiques. Son but est d'abord d'accéder à la finale. Ensuite...

Pour cela, Michel Rousseau, qui n'en est pas à une expérience originale près (1), s'est laissé convaincre que la natation n'avait qu'un allié naturel, le soleil. Pour bien nager, pour s'entraîner longtemps, dans la joie, pour éprouver réellement du plaisir dans l'eau, il faut, selon sa dernière analyse, que les rayons de soleil apportent leur concours. Fini les piscines fermées de l'Hexagone, empestant le chlore. Vive le plein air et la peau bronzée. D'où ses nouvelles préoccupations de rechercher, pour l'automne, l'hiver et le printemps prochains, les lieux où ces conditions idéales pourraient être réunies.

Dans cet ordre de priorité, il a retenu le Brésil pour y passer deux ou trois mois, et il hésite encore entre la Floride et la Californie pour la suite. Car, naturellement, s'il faut du soleil, il est tout aussi nécessaire d'en changer pour éviter ce redoutable danger que peut devenir l'habitude, laquelle précède la lassitude. C'est son dépliant touristique sur les genoux qu'il est parti pour Cali, n'excluant aucune possibilité, telle que Tahiti ou les îles Hawaï. Sans doute reste-t-il à connaître le point de vue de la fédération française, qui est appelée à participer au financement de ces projets...

Michel Rousseau est un garçon heureux. Hors le sport, il veut aussi vivre au soleil. Il considère qu'il a réussi sa conversion sociale. C'est d'ailleurs parce que des raisons professionnelles l'y poussent qu'il veut redevenir un nageur vedette, parce que Rousseau - champion peut encore servir Rousseau - fabricant d'articles de sports.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Rousseau a déjà expérimenté l'entraînement « long », l'entraînement « court », celui à la française, à l'américaine, « à la Rousseau », enfin...

ÉQUITATION

Au championnat international de concours complet

Diana aux écuries

De notre envoyé spécial

Le Pin-au-Haras. — *Le championnat de France international de concours complet organisé dans le cadre enchanteur du haras du Pin s'est achevé lundi 14 juillet entre les clôtures du petit parc intime du Hautbois, où les rescapés du cross, couru la veille, avaient à sauter une douzaine d'obstacles en vue de leur classement définitif.*

Cette dernière phase de la compétition est destinée, précise le règlement, « *à montrer simplement que les chevaux, au lendemain d'une épreuve sévère, ont gardé leur souplesse, leur énergie, leur obéissance indispensable pour continuer leur service* ».

Les chevaux ou les lions ? La discussion est ouverte, la fièvre tombée. D'abord une chaleur humide d'une intensité africaine régnait sur les herbages du Pin lors de l'épreuve de fond comprenant un premier parcours routier de 4 680 mètres, un steeple de 690 mètres, un deuxième parcours routier de 7 200 mètres. Enfin, régulateur suprême, un cross frisant les 6 000 mètres, parsemé de vingt-trois obstacles fixes. Ensuite, au lendemain de pluies qui noyèrent la Normandie, l'état du sol tenait de la savane à l'époque des grandes inondations saisonnières. Bref, c'est dans un décor à demi sauvage

Trente-deux au départ, ils n'étaient plus que treize après l'épreuve de fond, les cavaliers apparemment aussi bas d'état que leurs montures. Abandons et chutes se succédèrent, les champions de la spécialité se relevant crottés jusqu'aux paupières. La Grande - Bretagne et l'Italie avaient délégué deux solides équipes, et ce fut une jeune Anglaise, Diana Thorne, vingt et un ans, qui triompha sur le gris de neuf ans *The king maker* devant le Français Jean-Yves Touzaint montant l'excellent bai *Andalou*.

Yeux clairs, dents blanches, visage criblé de taches de rousseur, Diana ne cache pas son aversion profonde pour les mondanités. Sa victoire acquise, la jeune championne n'a rien de plus pressé que de retourner aux écuries, où nous l'avons surprise bouchonnant à poil et à contre-poil son cher compagnon jusqu'à ce qu'il soit parfaitement sec.

« *Combien d'heures passez-vous quotidiennement à cheval ?*

— *Au moins quatre. Bien sûr en extérieur. Beaucoup de pas, beaucoup de trot, la meilleure allure pour muscler un cheval. Jamais de « bout vite » comme en course. Le reste du temps, je le consacre aux soins à l'écurie.* »

Nous dédions cette méthode de travail à nos jeunes compatriotes — cinq à l'arrivée de l'épreuve de fond sur les vingt et un engagés. Leur tactique à cheval ne paraissait pas refléter un plan mûrement pesé.

Cette stratégie connaîtra sous peu un sérieux coup d'arrêt avec l'accession aux postes-clés du colonel Ladoucette et du commandant Lefrant. On peut leur faire confiance.

ROLAND MERLIN.

FEUILLETON





NUMERO 8

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris. Eté 1809. Grâce à l'appui d'une vieille fille de ses amies, Mlle de La Rigaudie, dont l'hôtel jouxte la prison du Temple, le beau colonel Henri de Solignac s'apprête à faire évader le commandant Rivière, convaincu de complot contre l'Empire.

PARADE AU CARROUSEL

E beau Solignac donna ordre à Castoret de se procurer des pelles et des pioches, et : faire passer à Claude Rivière s instructions voulues pour que commandant se mît d'accord 'ec ses amis du dehors. La cour ı le commandant Rivière des-ndait réglementairement une is par jour, durant une heure, our respirer et prendre un peu exercice, communiquait juste-ent par un très petit corridor 'ec la porte d'un caveau qui onnait dans les caves de l'hôtel : La Rigaudie. Claude Rivière 'ait, dès le premier jour de son jour au Temple, remarqué ce orridor avec cette espèce de agnétisme des prisonniers, qui evinent par quel chemin on ɛut aller droit à la liberté.

Un après-midi, Claude Rivière ıssait, pour se rendre au préau, rsqu'une sorte d'ouvrier qui availlait en chantant, occupé recrépir le mur, lui frôla le ude assez brusquement et lui diqua, sur le sol, une espèce : motte de terre que le com-andant, intrigué par le coup œil de l'artisan, ramassa en ite. Dès qu'il se vit dans la ur, Rivière écrasa entre ses oigts cette boulette de terre et trouva l'indication exacte des oyens de salut que Solignac omptait employer. Rivière avait en deviné. C'était par le petit orridor et le caveau que le ommandant devait s'enfuir. Il 'ala brusquement le petit mor-au de papier au moment où gardien apparaissait au bout : la cour.

Il se sentait pris de fièvre à dée qu'il allait revoir cette Thé-se qui l'avait trahi et cet omme, ce lâche, qui lui avait enti.

Il comptait maintenant les heures, et lorsque, dans la nuit, la lugubre sonnerie de l'horloge du Temple laissait tomber ses notes timbrées comme un glas, il lui semblait que chacun de ces coups de marteau célébrait la liberté reconquise, la vengeance savourée.

Solignac, lui aussi, se disait à chaque heure nouvelle :

— Demain, à pareil moment, Claude Rivière sera libre !

Il n'était pas impatient, au surplus. Il attendait avec la sérénité vaillante de ceux qui, dans la vie, ont rencontré la certitude. La journée qui allait précéder la nuit fixée pour l'évasion devait, au surplus, être étrangement remplie et le doute ne pouvait certes y trouver place.

* * *

Fouché, sorte de vice-Empereur, et qui naguère, avec une activité bien faite pour rendre jaloux Napoléon, toujours irrité lorsqu'on agissait sans lui, organisait avec Bernadotte la levée des gardes nationaux destinés à protéger la ligne de l'Escaut, Fouché avait décidé Clarke, duc de Feltre, alors ministre de la guerre, à passer, au Carrousel, une revue des troupes en ce moment à Paris, afin de donner à la population parisienne, rassurée depuis Wagram mais pressentant toujours des dangers vers la frontière du Nord, un de ces spectacles qui relèvent les esprits par un appareil guerrier et entretiennent devant les yeux le mirage de la gloire.

Les revues militaires étaient alors le grand divertissement des Parisiens et le grand plaisir des Parisiennes. Il était de bon ton de s'y rendre, comme à l'Opéra-Buffa ou à la promenade de Longchamp. Les défilés magnifiques de ces soldats aux guêtres de coutil blanc, aux lourds shakos dont les gigantesques plumets s'étaient balancés sous les arcs de triomphe des capitales, la vue de ces bonnets à poil roussis par la pluie et brûlés par la poudre, de ces drapeaux déchiquetés apparaissant dans des ruissellements de baïonnettes, de ces forêts de flammes qui clapotaient au-dessus des vastes czaspkas des lanciers rouges, ces pompes de la guerre heureuse, étouffant la pensée, remplaçant la liberté par des apothéoses où les fusées d'artifice et le feu de Bengale avaient la couleur du sang versé, ces magnificences de la force grisaient et éblouissaient un peuple qui ne pouvait rien faire qu'admirer, en attendant que vînt l'heure de gémir.

Solignac avait reçu l'ordre de se rendre à la revue. Son régiment, cantonné à cette heure aux environs de Schœnbrunn, n'y figurait point sans doute, mais le colonel venait de Wagram en droite ligne et on devait acclamer en lui l'armée du Danube tout entière.

* * *

Les clairons sonnaient dans les rues dès le matin, des tambours remplissaient Paris de leurs roulements, pareils à des rafales, au-dessus desquels les notes claires des trompettes éclataient, gaies et enlevantes, avec des accents de bravade et de jeunesse. Les soldats passaient, marquant le pas, astiqués et superbes, et ceux des bons bourgeois qui ne suivaient pas d'une même allure les musiques entraînantes regardaient s'éloigner les bataillons, semblables à un seul être humain, dans la profondeur des rues.

Les fenêtres des maisons de la place du Carrousel, alors étroite, étaient garnies de curieux, et les troupes venaient former le carré sur la place, laissant seulement un passage libre pour permettre à l'état-major du ministre de la guerre d'aller se grouper devant l'arc triomphal du Carrousel, que l'architecte Fontaine avait élevé, trois ans auparavant, d'après le modèle de l'arc de Septime Sévère. On apercevait, au loin, aux fenêtres des Tuileries, des têtes de femmes, des uniformes et des toilettes.

Les rues adjacentes, ces étroites rues, sinueuses et obscures, fourmillaient de gens accourus et qui jouaient des coudes pour apercevoir de loin quelque chamarrure ou quelque plumet, pour entendre l'écho d'une cymbale ou d'une peau d'âne noircie par les baguettes. Le temps était beau, un temps splendide de juillet assez doux encore, mais plein de soleil.

La voie la plus encombrée était d'ailleurs cette *rue Impériale*, à peine construite, encore livrée aux maçons et aux démolisseurs, qui, passant à travers les vieilles maisons de ce triste quartier, mettait les Tuileries en communication avec le Louvre. La foule s'y portait, pressée, houleuse, bruyante, fendue souvent par quelque régiment qui, tassant les curieux, s'ouvrait au milieu d'eux une sorte de sillage. Les voitures, les berlines, où les élégantes se tenaient étendues dans leurs toilettes aux couleurs tendres, les landaus, les calèches aux panneaux gros bleu, vert d'eau, cerise, ou vert olive, ne pouvant circuler, dans ce fleuve humain, demeuraient immobiles des deux côtés de la rue, et la foule roulait, si l'on peut dire, entre ces deux rives d'équipages. Il est des heures où la multitude est la souveraine maîtresse.

Aussi bien y eut-il dans cette foule un mouvement de stupéfaction plus encore que de colère lorsqu'elle vit apparaître, au milieu de la rue, dans le flot même des curieux pressés les uns contre les autres, un de ces lestes équipages nommés alors *carricks*, un joli carrick tendu de drap jonquille, dans lequel se tenait debout, donnant des ordres à son cocher fort embarrassé, une jeune femme d'une vingtaine d'années, admirablement belle, costumée d'une façon étrange — ou plutôt étrangère — et qui, dans sa robe blanche, ornée çà et là de touffes de roses naturelles, ressemblait à une apparition.

Il y avait en elle une grâce irrésistible et une énergie puissante. Ses grands yeux changeants comme des rayons de soleil aux jours d'orage ; son front d'un blond mat, sur lequel elle plaquait, en dépit de la mode du temps, deux bandeaux de cheveux noirs, luisants ; ses joues harmonieusement dessinées, fermes et pâles ; son corps, un corps mince et souple ; tout son être, en un mot, respirait comme une énergie intense, dissimulée sous une grâce capiteuse et troublante. Elle regardait la foule avec des airs de reine, et, de sa main gauche indiquant au cocher du carrick la foule à traverser et le chemin à suivre, elle tenait dans sa main droite un bouquet de roses d'une couleur, d'un éclat, d'une poésie adorables.

— Il faut arriver jusqu'au Carrousel, cria la jeune femme à son cocher, avec un léger accent qui pouvait être pourtant celui d'une Française.

Le cocher fit un geste qui, montrant la foule pressée et grossissante, semblait répondre : « Vous me demandez l'impossible ! »

— Je veux aller au Carrousel ! Que m'importe la foule ! Voyons, si vous avez peur, donnez-moi votre fouet ; je me charge, moi, de m'ouvrir un passage !

Le cocher avait, sans doute, son amour-propre, car, à ce mot de peur, il allongea un si terrible coup de fouet à son cheval qu'après s'être presque cabré, l'animal partit intrépidement et, s'enfonçant comme un coin dans la multitude, il contraignit les curieux à s'écarter, les uns effrayés, les autres furieux, se pressant et se bousculant avec des cris, des jurons et des menaces.

La jeune femme, assise maintenant et souriante, appuyait ses narines de nacre sur les fraîches roses du bouquet et regardait, par-dessus les fleurs, la foule exaspérée, ses yeux verts comme l'eau profonde ne trahissant rien autre chose de sa pensée qu'une sorte d'ennui tragique et de mépris profond.

— Allons ! allons ! disait-elle encore en battant de ses petits pieds les coussins jonquille sur lesquels ils étaient posés.

Malgré les colères nouvelles, le cocher, ainsi éperonné, parvint à se rapprocher de la place assez complètement pour que la jeune femme, se redressant dans son équipage, dominât le Carrousel tout entier et pût apercevoir les régiments massés en carré autour de l'arc de triomphe où caracolait l'état-major.

Les gardes nationaux formaient la haie autour de la place, disciplinés, avec leurs culottes et leurs plastrons blancs. Chaque officier se tenait à son rang, immobile. Au milieu de la place apparaissaient les rares bataillons de dépôt des régiments de ligne demeurés à Paris — bataillons sans compagnie d'élite, quatre compagnies du centre seulement, avec les uniformes bleus qui, depuis 1807, avaient été substitués aux habits blancs que Napoléon Ier avait tout d'abord, par décret, donnés à l'infanterie de ligne, mais qu'il venait de supprimer parce que, les jours de bataille, « *le sang se voyait trop* », disait-il, sur le drap blanc.

Les spectateurs se montraient la jeune garde à peine créée, les tirailleurs - grenadiers, les conscrits-chasseurs et les vélites de Florence. Des lanciers polonais, avec leur kurtka bleu de roi, le collet, les revers, parements et retroussis cramoisis, bordés d'un galon d'argent, leurs épaulettes et aiguillettes en fil blanc, leur pantalon pourpre à bandes de drap bleu, le czaspka quadrangulaire, cramoisi et cannelé, au large soleil de cuivre étincelant sous les rayons de juillet, leur lance à fanion cramoisi et blanc et leur sabre à la housarde, galopaient, en manière d'ordonnances, autour du duc de Feltre entouré de tout son état-major, devant le seul régiment de cavalerie — quatre escadrons de chasseurs à cheval — qui tint garnison à Paris.

Clarke descendit de cheval et, au pas, comme le faisait l'Empereur, il inspecta les troupes réunies ; là le silence était profond et grave, l'immobilité superbe ; puis, reprenant place devant l'arc du Carrousel, le ministre assista au défilé.

Et, tandis que, fermes et cadencées dans leur marche, les compagnies succédaient aux compagnies, debout dans son carrick et son bouquet de roses à la main, la jeune femme plongeait ses regards inquiétants et avides dans cette foule d'hommes et cherchait, parmi tous ces uniformes, les uns sobres et presque pauvres, les autres étincelants et chamarrés, un costume, un visage, quelqu'un qu'elle avait soif de découvrir.

Elle tressaillit tout à coup, en entendant prononcer derrière elle, par un gamin accroché à sa voiture, le nom de celui qu'elle voulait deviner.

(A suivre.)

Copyright *le Monde*

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ 120 KILOMÈTRES DE PARIS
Région Centre, grande ville universitaire, recherche pour son usine :

CADRE PERSONNEL

— Ce cadre exercera sa fonction sous l'autorité du Directeur de la production et en liaison étroite avec la direction générale.
— Il assumera progressivement l'ensemble des responsabilités du personnel et suivra plus particulièrement les problèmes de recrutement. Formation et gestion des effectifs de l'usine.
● Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure et possédant une solide expérience de la fonction. Il devra être doué d'une personnalité affirmée et savoir travailler en équipe.
● La rémunération annuelle sera de l'ordre de 70.000 francs.

Adresser curriculum vitae et photo à no 99.931, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

INGENIEURS BUREAU D'ETUDES ET MÉCANIQUE ENTRETIEN
DEUX - SEVRES

Avec un effectif de 1.400 personnes et un chiffre d'affaires de 200 millions, la Société Louis HEULIEZ, implantée dans les Deux Sèvres est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile.
Elle recherche deux jeunes ingénieurs non débutants, formation A et M ou niveau équivalent pour les postes de :
— ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE : responsable des sections entretien et outillage (75 personnes). Bonnes connaissances électricité, fluides, mécanique générale et si possible emboutissage. Réf. 545 M
— ADJOINT AU DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES supervisant les études (20 personnes) et l'atelier de prototypes (40 personnes). Expérience indispensable du travail des métaux en feuilles et, de préférence, de la carrosserie automobile. Réf. 544 M



26, rue Marbeuf, 75008 PARIS - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Rappeler la référence.

chef de comptabilité

Groupe industriel spécialisé dans la fabrication d'emballages plastiques, leader dans notre branche, nous sommes amenés à recruter notre nouveau Chef de Comptabilité.

L'homme que nous cherchons devra avoir une bonne formation comptable et posséder une solide expérience de la comptabilité en entreprise, si possible dans une société de transformation à large gamme de produits.

Il assurera dans notre groupe la fonction comptable (au sens fort du terme) : responsable de l'ensemble de la comptabilité de l'établissement principal, du plan comptable et budgétaire, du contrôle et de la mise à jour de toutes les procédures, de la gestion de la trésorerie..., il aura également la charge du suivi de la comptabilité de nos autres établissements et filiales. Pour ce faire, il animera et supervisera une équipe d'une quinzaine de personnes.

Le lieu de résidence se situe dans la région de St-Etienne.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez aux Conseils en Recrutement d'Eurequip sous réf. 20.150 M, à :



EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir, B.P. 30
92420 Vaucresson

Importante Entreprise Française exerçant ses activités en automatisme et instrumentation recherche pour son Etablissement de Haute Normandie

Un ingénieur responsable du service technique

Il sera chargé par le Directeur de l'établissement auquel il est directement rattaché, de la gestion des affaires et de l'animation des hommes constituant l'encadrement technique de l'établissement. Il bénéficiera pour ce faire d'une large autonomie.

Le candidat retenu aura plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire.

Ecrire sous réf. 1557, à SWEERTS BP/269 - 75424 PARIS CEDEX 09.



Important Groupe Industriel C.A. *420 Millions de Francs H.T.* dont près de 50 % à l'Exportation 4 000 personnes

recherche

ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE

Age : 30 ans minimum
Formation supérieure (ESSEC, ESC, ou équivalent) option Finances ;
Expérience réelle soit dans l'Industrie, *soit dans la Banque (SDR, Ets financiers...)* ;
Homme de contacts ;
Allemand indispensable, anglais souhaité ;
Rémunération suivant l'âge et l'expérience ;
Résidence : Mulhouse ou sa région.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72034 A

ORES 11, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG

ENTREPRISE CONSTRUCTIONS MECANIQUE LOURDE,
faisant partie groupe multinational équipements production énergie,
recherche pour établissement province (OUEST)

directeur des achats

Chiffre d'affaires 200 millions.
Progression 30% par an.

Anglais nécessaire ainsi que pratique marchés internationaux.

Adresser C.V. manuscrit, photo à No 16040 CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Environs de NICE
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche

SECRÉTAIRE de DIRECTION

— Bac. + B.T.S. minimum ;
— Solides connaissances juridiques ;
— Expérience professionnelle de 3 années minimum notamment dans la prise de réunions.
— Salaire mensuel à partir de 2.500 F selon réf.
Envoyer C.V. à nº 16.275, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE privé
recherche, pour sa Direction Régionale de LILLE

technico-commercial

Classe IV ou V

ayant une bonne formation bancaire et possédant une expérience confirmée des crédits à l'équipement professionnel, ainsi que des techniques de crédit-bail.

Ce poste requiert des qualités d'adaptabilité, le sens des contacts à tous niveaux et le goût pour le travail en équipe.

Adressez CV, photo et prétentions, sous référence 1518, à

plein emploi 10 rue du mail paris 2e



emplois internationaux

Schlumberger

offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGENIEURS

débutants (ou presque), électriciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon ceux-ci, le salaire débute entre 4.600 et 7.650 francs par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE
recherche
pour CHANTIER EN EUROPE

DIRECTEUR DE CHANTIER

Longue expérience requise
Connaissances de l'allemand et de l'anglais indispensables

Ecrire avec C.V., no 16.323, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCO-HELLENIQUE
recherche

CHEF COMPTABLE

Expérience confirmée en comptabilité générale et analytique.
Parfait bilinguisme franco-hellénique
pour usine centre Grèce, à 170 km d'Athènes.
Adresser candidature et C.V. à nº 7034
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney
75002 PARIS

Pour HAMBOURG (R.F.A.)

DESSINATEURS
Catalogue technique. Mécanique générale perspective. Départ immédiat. Contacter Société E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, MALAKOFF 92240.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
Spécialisé dans l'INDUSTRIE DU BOIS recherche pour
DOUALA
COLLABORATEUR CHEF COMPTABLE
(Niveau B.T.S.)
Pour prendre la responsabilité de la comptabilité de Filiales.
Env. lettre manusc. av. C.V. à nº 16.333
Cabinet LECONTE
4, rue Amiral-Courbet-16e.

Organisation Internationale cherche
CONSEILLER PEDAGOGIQUE DE FORMATION AGRONOMIQUE
pour un centre de coordination ds le cadre du programme des centres de formation de jeunes agriculteurs au Nord Cameroun. Ecr. UIPE, 1, rue de Varembé, 1211 Genève 20 (Suisse).

Rech. chef d'exploit. forest. pr dir. chant. au Cameroun moyenne import. product. 2.500 m3/m. Capable faire routes et ponts. Comm. bûcher. et tâcher., grumiers pr évacuation, etc. Habit. brousse ouest Cameroun, 100 km Douala, c. angl. préf. b. sit., sér. réf. exig. Rép. Ets Ramel, 18 Meximieux. Téléph. (74) 61-01-44.

EXPLORATION PETROLIERE Société de services recherche :
JEUNE INGENIEUR DIPLOME
de nationalité Algérienne débutant ou presque
● Bon niveau en Electricité, Electronique, Mécanique.
● *Anglais souhaité.*
Une formation d'opérateur en diagraphie est assurée par la Société.
LIEU DE TRAVAIL : SAHARA
Ecrire en envoyant C.V.
à S.P.E. SCHLUMBERGER, 20, rue de Boulainvilliers, 75015 PARIS.

Rech. chef de scierie, connaissances anglais préfér. Connaissant parfaitement le métier, capable tenir gestion et diriger *scierie importante 400 m3 débités/mois.* En brousse ouest Cameroun, 100 km de Douala. Bien logé, bne situa., tr. bon. référ. exig. Rép. Ets Ramel 18 Meximieux. Téléphone (74) 61-01-44.

Très Important Groupe Papetier
offre situations intéressantes et d'avenir à

DIRECTEURS D'AGENCES

NORMANDIE et MIDI-PYRENEES
Chargés de la direction et animation d'équipes de représentants.

CHEFS DE VENTES

Ayant expérience de contacts et ventes à haut niveau.

CHEFS DE PRODUITS

Ces postes conviendraient à Diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou Formation Universitaire. Expérience dans la branche souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit très complet avec photo à CAMPBELL - B.P. 57 - 75824 Paris Cedex 17, sous référence 960, qui transmettra.

Pour usine produits métallurgiques proximité VALENCIENNES
recherche

DIRECTEUR DES FABRICATIONS

— Minimum 35 ans ;
— Connaissant bien les techniques de soudure électrique par rapprochement sur ronds d'acier de grosses sections ;
— Qualités de commandement et d'organisation de la production en matière d'ordonnancement et d'entretien d'installations lourdes ;
— Aptitudes administratives et technico-commerciales permettant d'accéder ultérieurement à un poste de Direction Générale ;
— Connaissance de l'anglais très utile.

Ecrire avec C.V. détaillé, rémunération demandée et date de disponibilité à nº 1.046, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011, PARIS, qui tr.

ASSOCIATION BELFORTAINE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE recherche pour son FOYER DE SEMI-LIBERTE :
1 EDUCATEUR-CHEF
(répondant aux normes officielles)
Ecrire au Président, 29, rue de la Croix-du-Tilleul, 90000 Belfort.

GROUPE CHIMIQUE recherche pour l'EST DE LA FRANCE
DIRECTEUR D'USINE
Formation Grande Ecole, (chimie, etc.).
Expérience industrielle indispensable.
L'usine de construction récente fonctionne en 4 × 8 et comprend une cinquantaine de personnes.
Logement assuré.
Envoyer C.V. et prétentions à nº 16.425 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

LES ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE acb
RECHERCHENT pour département Chaudières Nucléaires
INGENIEUR DE HAUT NIVEAU
capable de diriger les services d'études de réacteurs nucléaires Ingénierie, Etudes de réalisation, Projets, etc.).
La fonction nécessite expérience du fonctionnement et de la technologie de construction de réacteurs nucléaires. (Mécanique, Chaudronnerie, Electricité)
Elle correspond à de larges responsabilités techniques avec autorité sur un groupe important d'ingénieurs.
RESIDENCE NANTES
Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions :
ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE-acb
Cedex nº 2 - 44040 Nantes Cedex

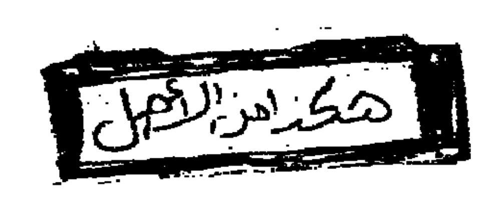
Société Nationale des Poudres et Explosifs rech. pour son établ. d'ANGOULEME (Service entretien)
UN INGENIEUR DEBUTANT
Adjoint au chef de service. Format. AM-INSA-IDNA-ENSI ou équival. (mécanique, électricité). Impts avant. socx. Adr. C.V. manuscrit à : Poudrerie d'Angoulême, Service du personnel, 16017 ANGOULEME.

Pour sa division des études urbaines LE CETE de NANTES recherche
UN INGENIEUR GRANDES ECOLES
(Centrale Paris, civil, ponts, E.T.P.). Connaiss. les problèmes de circulation, transports, stationnement et sécurité.
Ayant 3 ans minimum expér. professionnelle dans les études de plans de circulation bureau d'études privé. Débutants s'abstenir. S'adresser C.V. + lettre manusc. CETE NANTES, MAN, rue René-Viviani, 44062 Nantes Cedex.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche
pour son usine de province Région Ouest
UN INGÉNIEUR ELECTRO-MECANICIEN
avec éq. années de pratique.
Envoyer C.V. sous réf. 207 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche
pour son usine de province région Ouest
UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CIRCUITEUR
avec éq. années de pratique.
Envoyer C.V. sous réf. 2.009 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, Paris-1er, q. t.

ECOLE DE FRANÇAIS
pour Etrangers Nice cherche Professeur compétent, expér. Audio-Visuel. V.I.F. exigée. Plein temps, poste permanent. Ecrire : HAVAS NICE 6679.



offres d'emploi

t Etablissement Financier Paris

recherche

our son service GESTION INSTITUTIONNELS

SPÉCIALISTE

valeurs à revenus variables

candidat sera chargé du développement du cé « Gestion de Portefeuille ».

evra connaître d'une manière approfondie les anismes du marché financier.

: 30 ans minimum.

our son service BANQUE

SPÉCIALISTE

des crédits promoteurs

rgé de la gestion des encours « promoteurs » iron 100 M.F.).

éveloppera progressivement cette activité tout participant aux autres activités bancaires de ablissement.

ÉRIENCE INDISPENSABLE dans les deux cas.

our son service BANQUE-TRESORERIE

NE DACTYLO

oyer curriculum vitae et photo à n° 1.035, PUBLICITES REUNIES, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

nes mmerciaux

votre expérience de la vente directe,

votre formation supérieure,

vos connaissances pratiques comptables,

votre habitude des contacts à haut niveau,

vos ambitions légitimes,

vous permettent de prétendre à une évolution de carrière dans

l'informatique de gestion.

Nous vous invitons à rejoindre nos équipes chargées de promouvoir et de développer nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises.

Postes à pourvoir PARIS et PROVINCE.

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions

MC Recrutement B.P 62 - 38207 VIENNE

plein emploi

GROUPE INTERNATIONAL

portante Société (8.000 personnes, 4 Usines) Filiale d'un Groupe International réputé recherche pour son SIEGE PARISIEN

CHIEF COST ACCOUNTANT

candidat retenu doit avoir plusieurs années périence de la Comptabilité Industrielle au d'une importante société de fabrication, et doté du D.E.C.S. ou équivalent.

CHEF DES SERVICES COMPTABILITE ANALYTIQUE et PRIX DE REVIENT

aura la responsabilité d'une équipe de 40 per- nes et possédera les qualités d'initiatives et le entiel pour développer sa carrière au sein de Société. L'Anglais lu serait utile.

poste conviendrait à un technicien de grande eur qui soit aussi gestionnaire et meneur ommes. Les conditions offertes sont en rap- t avec l'importance du poste.

ire avec C.V. détaillé sous réf. C.C.A./M. à : T.A.S., 77, rue La Boétie. — 75008 PARIS. conseillers vs garantissent une discrét. absolue.

ROUPE INDUSTRIEL

RÈS GARE DE LYON RECHERCHE

ESPONSABLE JURIDIQUE

DJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

formation D.E.S. de droit privé et expérience environ 5 ans acquise dans service juridique d'une entreprise industrielle.

E CADRE SERA ASSOCIÉ ÉTROITEMENT UX DIVERSES ACTIVITÉS DU SECRÉTAIRE ÉNÉRAL

et s'occupera plus particulièrement de gérer la vie sociale des différentes sociétés, des assurances, du contentieux...

cr. ss référence WP 595 AM, rue Massenet, 75016 PARIS. ISCRETION ABSOLUE.

etap

N DES PREMIERS GROUPES PHARMACEU- IQUES FRANÇAIS demande pour son EPARTEMENT RECHERCHE ET DEVELOPPE- ENT (Laboratoire biologie), 13e arrondissement,

TECHNICIEN B.T.

onnaissances indispensables domaine physiologie animale
Horaires variables
13e mois
Avantages sociaux

dresser curric. vitae détaillé et prétentions à : PRI, 126, boulevard A.-Blanqui, 75013 PARIS, qui transmettra. Sous la référence 503.

offres d'emploi

EVALUATION DE LA SURETE DES MATERIELS

Ingénieur mécanicien, votre expérience de plusieurs années dans l'engineering nucléaire ou pétrolier a fait de vous un expert dans votre spécialité.

Nous sommes une Société d'études et de constructions atomiques.

Au sein de notre service de sûreté, nous vous proposons de participer à :

- la définition des impératifs de sûreté applicables aux différents matériels,
- l'évaluation des matériels réalisés,
- l'élaboration de synthèses pour les organismes de sûreté.

Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place progressive d'une nouvelle réglementation sur la sûreté des matériels.

Une formation complémentaire en génie atomique vous serait un atout dans ces fonctions.

Les documents techniques que vous utiliserez seront souvent en anglais : il est indispensable de pouvoir lire cette langue.

Ecrire à No 16089, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

RÉGION PARISIENNE

Chef des Ventes Régional

Notre Société : nous fabriquons et vendons des produits de grande consommation. Notre image de marque est internationale. Nous sommes en forte expansion. Nous recherchons un Chef des Ventes : le responsable de la réalisation de nos objectifs de vente pour la région parisienne.

Ce poste convient à un vrai vendeur, de 28 ans minimum, mobile et accrocheur, capable de négocier des marchés à tous les niveaux de clientèle.

Nous vous demandons, indépendamment d'une bonne formation (Ecole de Commerce), de bien connaître la Distribution des produits alimentaires (la connaissance des produits frais serait appréciée) et d'être introduit auprès des Grossistes et des Hypermarchés de Paris et sa région.

Résidence dans la région parisienne ; nombreux déplacements ; Rémunération attractive ; Véhicule de fonction.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier. Adr. lettre man., C.V. détaillé sous réf. M. 75.182, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

IMPORTANTE SOCIETE D'EDITION

CHEF COMPTABLE

PARIS 80 à 85.000 F/AN

Ce poste, très évolutif, implique une formation comptable supérieure (minimum D.E.C.S.) et une solide expérience de la coordination des services comptables.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 629

Information Carrière SVP.11.11

37, rue du Général Foy 75008 Paris.

mafia

agence de publicité recherche pour sa direction générale

Secrétaire de Direction

parfaitement bilingue français/anglais

et possédant une bonne formation générale, une réelle expérience et de bonnes facultés d'adaptation.

Le poste est à pourvoir au 1er septembre 1975. Envoyer curriculum-vitae, salaire souhaité et photo à Mafia, 24 rue Ravignan, 75018 Paris.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour ses services DE LA PROCHE BANLIEUE EST

COMPTABLES Hommes

NIVEAU Ier et IIe ÉCHELON

Expérience T.P. SOUHAITEE

13e mois - Mutuelle - Possibilités vacances.

Téléphoner à ELY. 61-10, poste 322.

INFORMATICIEN

La Compagnie CARGILL recherche un jeune collaborateur pour participer à la création du service informatique en France. Il faut posséder au moins trois ans d'expérience d'analyse et de programmation, de préférence sur matériel IBM. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Il est prévu une période de formation aux activités de la Société. Le poste est à pourvoir à St-Germain-en-Laye. Env. C.V., photo réc. et rémun. act. ss réf. 2.241 M (à mentionner sur l'enveloppe) à :

BERNARD KRIEF SELECTION 1 Rue Danton, Paris 6e (membre de l'ANCERP)

offres d'emploi

LE CREDIT LYONNAIS

recherche pour *sa Direction des Etudes Economiques et Financières*

UN TRADUCTEUR

de langue maternelle française, possédant parfaitement l'Allemand, l'Italien et si possible l'Espagnol, et ayant de bonnes notions en économie.

Il travaillera dans le cadre de l'Association des Europartenaires (Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank, Crédit Lyonnais) en liaison étroite :
— d'une part avec les économistes des quatre banques,
— d'autre part avec les traducteurs de langue maternelle allemande, italienne et espagnole afin d'harmoniser les concepts utilisés par l'Association.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo si possible au CREDIT LYONNAIS, Recrutement Cadres - 34, av. Friendland, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

A VOCATION INTERNATIONALE recherche

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

ayant une expérience confirmée dans le domaine des études économiques, *liées au plan de développement et aux*

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Il sera confié à CET INGENIEUR issu d'une Grande Ecole la responsabilité de missions d'études économiques ou technico-économiques dans divers pays étrangers.
Les candidats rompus aux études de rentabilité ayant l'expérience des relations avec les organismes de financement internationaux se verront offrir une rémunération intéressante et de bonnes possibilités de carrière. Bonnes connaissances de l'anglais nécessaires, espagnol souhaité.
Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier contact (discrétion d'usage) en adressant C.V. + photo + salaire ss réf. 273/700 à PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

Importante Société Immobilière

PARIS

recherche

JEUNE CADRE

chargé d'études financières

Diplômé I.E.P., Sup. de Co, Sciences Eco, form. complémentaire en comptabilité souhaitée.

Après formation, le titulaire du poste sera chargé de l'ensemble des études propres à un secteur de la Société, en particulier analyse de bilan, calculs de rentabilité, gestion prévisionnelle.

Possibilité d'évolution de carrière PARIS et PROVINCE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1.999 à :



IMPORTANTE SOCIETE PARIS 8e

recherche pour son Service Exportation

SECRETAIRE CONFIRMEE

connaissant parfaitement l'Anglais (rédaction et conversation). Espagnol souhaité.

Outre le secrétariat des deux directeurs, elle aura à assurer la réception de la clientèle en l'absence de ceux-ci.

Une humeur égale et une grande disponibilité sont nécessaires. Poste Cadre.

Adresser CV sous référence 10706 à :



Importante Société constructions électriques

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

DIPLOMES

débutants ou quelques années d'expérience
— Situation d'avenir ;
— région parisienne ;
— facilités de logement.

Adresser curriculum vitae détaillé sous réf. 1.996,

organisation et publicité 2, RUE MARENGO - 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ETUDES ÉCONOMIQUES PARIS

rech. pour collaboration permanente ou mi-temps

EXPERTS SPÉCIALISTES ÉCONOMIE AFRICAINE

pouvant voyager pour enquêtes outre-mer et travaux rédactionnels Paris. Très bonne connaissance anglais souhaitable ainsi que relations PARIS, BRUXELLES, AFRIQUE. — Age 40 ans minimum. Ecrire avec curriculum vitae détaillé et réf. à : M. Bernard LHOMULLER, 43, rue de Miromesnil, 75008 PARIS, qui transm.

offres d'emploi

PARIS 120 000 +

GROUP CONTROLLER

est recherché par un important groupe multinational réalisant un C.A. de 3 milliards de francs pour prendre la direction du département de COMPTABILITÉ DU GROUPE.

Ce poste qui entre dans le cadre de la direction financière sera confié à un cadre âgé de 30 ans minimum, pratiquant l'ANGLAIS et possédant une maîtrise parfaite de la CONSOLIDATION des bilans et C.E.

Il sera également chargé de la consolidation des BUDGETS et de toutes PRÉVISIONS à moyen et long terme.

Une expérience dans ce domaine, acquise au sein d'un Cabinet d'audit ou dans un groupe multinational est nécessaire.

Outre l'organisation et la direction du service, cette fonction implique des contacts à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société.

Les personnes intéressées doivent envoyer curriculum détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M.C.S. 21 - 215 M, à :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boîte Postale 451 08
75366 - Paris Cedex 08

TROIS INGENIEURS METALLURGISTES POUR ETUDES D'ENGINEERING

Notre département métallurgie a la responsabilité de l'étude et des problèmes d'application liés à tous les matériaux entrant dans la fabrication des centrales nucléaires.

- Vous avez de solides connaissances en métallurgie physique et en mécanique de la rupture acquises dans la recherche. Nous vous proposons de devenir le chef de notre section recherche et développement et d'accéder ainsi à des fonctions de responsabilité d'une équipe de spécialistes.
- Quatre à cinq années de pratique des aciers inoxydables, à haute résistance et des alliages à base de nickel ont fait de vous un ingénieur parfaitement apte à assumer des travaux de synthèse et de coordination au sein de cette même section.
- La section réalisation métallurgique et soudage est la section opérationnelle chargée des études, des fabrications et des mises en service. Métallurgiste d'expérience, vous avez une pratique de la technologie du soudage et de la chaudronnerie. Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos sous-traitants et de nos usines de fabrication des composants de la chaudière.

Nous vous demandons d'écrire en précisant le poste qui vous intéresse à No 16083, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

opérationnels export

Le département Export d'une société de construction de chariots de manutention de réputation internationale (C.A. 380 millions), basé à Paris, recherche 2 Inspecteurs Commerciaux Export.

1ère fonction (réf. 77A) : appuyer l'expansion vers les pays de langue allemande et la Scandinavie. (Analyse des appels d'offres, vente directe, animation du réseau d'agents, promotion des ventes). Il faut maîtriser parfaitement l'allemand et posséder l'anglais courant.

2ème fonction (réf. 77B) : renforcer en particulier le secteur Méditerranée Occidentale. (Assistance aux filiales et aux agents, contrôle et animation, missions de développement commercial). Il faut maîtriser parfaitement l'anglais et posséder l'allemand et/ou l'espagnol courant.

Ces fonctions exigent une expérience d'au moins deux ans sur le terrain, de préférence dans les biens d'équipement ou véhicules industriels.
- un sens administratif rigoureux.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature sous la réf. 77A ou 77B à SWEERTS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

COMPTOIR EUROPEEN DES CEREALES
Négoce International de Céréales
à FONTAINEBLEAU

recherche :

UN GESTIONNAIRE, FINANCIER COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Agé de 30 ans minimum.

Responsable auprès du P.D.G. Formation Ecole Sup. de Commerce ou licence Sciences Economiques. Maîtrisant l'anglais, l'allemand, connaissance du hollandais étant un avantage décisif.
Désirant s'installer à FONTAINEBLEAU, s'intégrer dans équipe jeune existante, capable après période d'orientation d'assumer les responsabilités de cette fonction.

Offre : rémunération en rapport avec poste proposé ; avenir au sein d'un groupe International d'origine néerlandaise.

Ecrire avec C.V. et prétentions au C.E.D.C., B.P. 35 - 77210 AVON, à l'attention de M. KOLLER.

C.G.T.H. - SADE

recherche pour son SERVICE DE MELUN

COMPTABLE Homme

TRES BONNE QUALIFICATION

2e Échelon ou Chef de Bureau

Expérience T.P. souhaitée

13e mois — Mutuelle — Possibilité vacances

Téléphone : ELY. 61-10 (poste 322)

offres d'emploi

Importante Société distribution Matériel roulant Sud de Paris, recherche :

INGENIEUR

(28 ans minimum)
Pour poste CADRE
CHEF de SERVICE
Il devra avoir une bonne maîtrise des problèmes d'après-vente et des qualités d'ouverture aux contacts humains, pour animation d'une équipe de techniciens.
Il devra effectuer des déplacements dans notre réseau concessionnaires.

Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétent. à nº 16.550, CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INDUSTRIE

MATIERES PLASTIQUES

C.A. : 160 MF/AN

FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS créé à PARIS le poste de

Chef de marché

MANUTENTION

- PROSPECTION et SUIVI CLIENTELE.
- ETUDE technique des BESOINS CLIENTS.
- RECHERCHE PRODUITS et CRENEAUX NOUVEAUX.
- NEGOCIATIONS à haut niveau.
- Responsable de son budget, C.A. et marge.

SPECIALISTE MANUTENTION

— Formation commerciale, niveau E.S.C.
— EXPERIENCE SIMILAIRE DE C.M. (dominante COMMERC. ou technique), connaissant de préfér. les problème de MANUTENTION.

DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaill., rém., ph. (ret.) s/réf. 3.259 à

SC sélection conseil

LA BANQUE DE

l'Union Européenne

recherche pour sa CELLULE MARKETING à Paris

2 Responsables

MARKETING

- CLIENTELE **ENTREPRISES**
- CLIENTELE **PARTICULIERS**

POUR :
- Etablir et améliorer le système d'informations Statistiques
- Réaliser des études nouvelles
- Participer à la création et au lancement de nouveaux produits et services, etc.
- De façon générale, apporter l'appui d'une cellule fonctionnelle aux exploitants.

- FORMATION supérieure
- EXCELLENT TECHNICIEN de la Banque (sinon s'abstenir) Bonnes connaiss. des PRODUITS et CLIENTELES avec dominante COMMERCIALE et attirance Marketing.
- HOMMES de CONTACT : leur efficacité dépendra de leur image dans la Maison.

DISCRETION ABSOLUE
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, performances, rémunération et photo sous référ. 3.264. à

SC sélection conseil

UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche de

JEUNES CADRES

de formation supérieure économique et juridique intéressés par le

PERSONNEL MANAGEMENT

Pour assurer le renforcement de la fonction Personnel au sein de nos unités, nous cherchons à pourvoir plusieurs postes de responsables de personnel tant à PARIS qu'en province.

Ces postes conviendraient à des candidats ayant eu une première expérience de la fonction, capables de promouvoir une gestion moderne des ressources humaines dans tous ses aspects : gestion administrative, recrutement, formation, relations industrielles.

Adresser C.V. et photo sous réf. 1989 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, Paris-1er, q. tr.

Sté commercialisant procédé d'étanchéité divers, Filiale Groupe important dans même activité, recherche

INGENIEUR T. P.

40 ans environ. Dynamique et organisateur pour animer Service Commercial et en assurer direction dans 2 à 3 ans si apprèc. Ecr. O.P.G. CONSEIL nº 3.150, 46, rue de Lille, 75007 PARIS.

Société région VERSAILLES recherche

INGENIEURS

POSITION II
Arts et Métiers ou équivalent.

Possédant expérience hydraulique, pneumatique pour études, conception et maîtrise d'œuvre machines spéciales. Poste comportant suivi technique en clientèle.

Adr. C.V. et prétentions nº 16.235, CONTESSE publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Cabinet international de révision comptable PARIS-VIIIe recherche

COLLABORATEURS H. ou F.

FISCALISTES

Ayant une formation licence D.E.S. en droit ou école nationale des impôts, désireux de s'intégrer au sein d'une équipe spécialisée ds les problèmes des sociétés. Expér. en cabinet ou dans l'administration souhaitée avec bnes connaiss. de la langue anglaise. Env. C.V. et pré. s/r. 2.855 à P. LICHAU 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

SOCIETE de **PRET-A-PORTER** de **RENOMMEE INTERNATIONALE**

recherche

SECRETAIRE

attachée au SECRETARIAT GENERAL

Qualités requises :
— Niveau bac. minimum exigé.
— Formation littéraire (classique appréciée).
— Présentation irréprochable.
— Goût des contacts humains.
— Bonne sténodactylo.
— Goût du travail en équipe.

Lieu de travail : REPUBLIQUE
Env. let. man. av. C.V., photo et prétentions à ORBIS-E.L., 28, av. F.-Roosevelt, Paris-8e.

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PARA-PUBLIC
Très important, crée un poste à PARIS

D'ANALYSTE PROGRAMM. ORIENTE SYSTEME

De formation I.U.T. Informatique, ce technicien possède une expérience de 2 à 4 ans et la pratique du COBOL et de l'ASSEMBLEUR
Une très bonne connaissance des matériels et systèmes I.B.M. 360/370 DOS-VS et N.C.R. CENTURY 200 (HBS ICL souhaitée également).

Le travail s'effectue au sein d'une jeune équipe.

Il implique de fréquents contacts avec les utilisateurs.

Adr. rapidement C.V. dét. et prét. à nº 16.198 Contesse publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importateur petites machines et outillages recherche

Correspondancier Technico-Commerc.

Français-allemand parlé et écrit pour suivre les affaires auprès fournisseurs et clients. Poste à pourvoir au siège à Paris.
Adress. C.V. et prétent. à nº 1047 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, q. tr.

LABORATOIRE ROGER BELLON

159, avenue du Roule
92201 NEUILLY-S-SEINE
recherche

PROGRAMMEUR

D.U.T. Même débutant

Adresser C.V. et prétentions à L.R.B. - D.R.S.

URGENT - Remplacement Longue durée

PERFO-VERIF. IBM

Téléph. pour R.-V. : 735-96-50.

CABINET CONSEIL EN FORMATION ET MANAGEMENT recherche pour son DEPARTEMENT MARKETING

SUP. DE CO

1 à 3 ans d'expérience en milieu industriel, fortement motivé pour action de formation et Conseil en marketing management et en développement de force de vente. Libre septembre.

Envoyer C.V., photo et prét., nº 16.455, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Sté de gestion plein centre Montparnasse recherche

COMPTABLE

haut. quali., titulaire BTS ou DCES pour seconder Chef Comptable, expér. min. 5 a., et connaiss. approf. informatiq. et mécanographie indispens. Sal. annuel global : 60.000 F. Env. C.V. manuscrit et photo s/nº 31.781 B à BLEU, 17, rue Lebel 94300, Vincennes, qui tr.

Sté filiale groupe américain implantée banlieue Nord ch. :

CHEF COMPTABLE

Libre rap. Niv. B.P. ou D.E.C.S. Anglais indispensable. Sal. intér. pr candid. de valeur. Env. C.V. + ph. et prétent., ADISU, S.A., 22-24, boulevard de la Muette, 95140 Garges-lès-Gonesse.

ETS NEUBAUER-PEUGEOT

9, bd Gouvion-St-Cyr, PARIS-17e recherchons

TRES BONS VENDEURS

excl. présent., tr. bons salaires, minim. garanti pendant 2 mois. Se présenter sur rendez-vous. M. KRAUTHAMER : 754-93-02.

Entreprise de Constructions recherche

CHEFS D'AGENCE

Fixe + % important
Pour BANLIEUE PARISIENNE
Pour contacts : Constructions LOISEAU, secteur Nord (95), tél. 464-04-42 ; secteur Sud (91), 901-02-46 ; secteur de l'Oise (60) 448-03-60.

Société Electronique recherche DESSINATEURS indépendants en circuits imprimés, tôlerie fine, dossiers. Ecrire sous nº 32.578 B, à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

Société Install. FROID et CLIMATISATION cherche

2 TECHNICO-COMMERCX

niveau BTS, 25 a. min. Expér. vente équipem. ind. et B.E. Région PARIS. Format. froid assurée (fixe + comm. + frais). Situation stable dans Société en expansion.
Ecr. s/réf. 2.651. à GAUTRON, 29, r. Rodier, 75009 PARIS.

S.A.M.M.

EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES ASSERVISSEMENTS recherche :

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

DEBUT. ou 1 à 2 ans pratique pr mise au point prototypes. Ecr. av. C.V. et prétentions : S.A.M.M., Sce du Personnel, 224, quai de Stalingrad, (92) ISSY-LES-MOULINEAUX.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE (8e arrdt) recherche pour son service EXPORTATION

EMPLOYEES COMMERCIALES

débutantes ou quelques années d'expérience. Anglais courant. Autre langue appréciée.

Se présenter : SILEC, 64 bis, rue de Monceau, PARIS (8e), 1er étage gauche.

Et. financier quart. Monceau, rech. d'urg. 1 EMPLOYE(E) administrat. qualif., lib. suite, niveau de agent maîtrise ayant ttes connaiss. comptab. clients, not. assurances et sinistres, éventuellement informatique. Il sera appelé à prendre la RESPONSABILITE d'une équipe de trois personnes, assurant la gestion PORTEFEUILLE, CONTRAT.
Contrat de trav. tempor. 6 mois à 1 an.
Env. C.V. détaillé à LOCAMIC, 3, av. Hoche, 8e

Institution hameau Grignon HC, 19, r. Robespierre, 94 Thiais, rech. pour septembre PROFESSEURS Philosophie, math. 2e cycle, anglais 2e cycle.
5 a. expér. Ecrire seulement.

ALLEN-BRADLEY
Leader mondial de l'appareillage électrique de commande, recherche TECHNICO-COMMERCIAL spécialisé vente contacteurs, relais, fins de courses, etc. Pour début septembre.
Adress. C.V. et prétentions à ALLEN-BRADLEY, 33, av. Valvein, 93 Montreuil.

Professeurs mathématiques lic. demandés écoles françaises TURQUIE.
FREZEL, 21, r. Saint-Antoine, 75004 PARIS.

Sté distribution, Paris-10e recherche ORGANISATEUR INFORMATICIEN de haut niveau pour
— Superviser service informatique (13 personnes).
— Organiser circuits informat. dans la société.
— Mettre en place nouvelles applications.
— Ayant expér. facturation, gestion comptable et stock et statistique commerciale.
Connaiss. du G.E. 58 appréciée. Envoy. lettre manuscrite, prét., photo, C.V. nº T. 072.561, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Rech. professeurs angl., allem., esp., pr prép. Sc. Po août, urgt. Ecr. IPEC, 46, bd Saint-Michel, Paris.

Société Electronique Limeil-Brévannes, recherche DESSINATEURS-ELECTRONICIENS PE, E1, E2.
Tél. 925-75-30, 922-74-91.

Société Internationale recherche pour bureau d'études machines marines

TECHNICIEN SUPERIEUR

Quelques années d'expérience mécanique, tuyauterie. Bonnes notions d'anglais indispensables.
Tél. pour rendez-vous, à BUREAU VERITAS 227-80-40 (poste 348)

Société métallurgique quartier République, désire s'adjoindre

COMPTABLE QUALIFIE

capable d'établir projet de bilan sous contrôle d'expert-comptable et mener à bien liaison admin. Envoyer curriculum vitae sous nº 8.970 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Recherche personne pour garder enfant (2 ans 1/2) rég. Limoges au mois d'août. Tél. à 583-13-92 (matin avant 9 heures) (soir 19-20 heures).

O.R.T.I. 44, av. Chps-Elysées Imm. E 720.19-53 ch. lib. de suite, bonne présent. HOTESSE et STENODACTYLO.

Association Education Populaire rech. pour septembre

SECRETAIRE EXPER.

pour direction personnel administratif, service publication, documentation, relations publiques. Ecrire s/nº 20.375, J.R.P. 39, rue de l'Arcade, qui transm.

AFNOR

Association Française de Normalisation

recherche

INGENIEUR OU CADRE

éventuellement débutant
Formation : Chimie-Microbiologie
Secteur d'activité : Analyse des eaux.
La fonction comporte l'animation et la gestion de groupes de travail à l'échelon français et international ainsi que l'élaboration des divers documents de normalisation.

Anglais indispensable. Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire au Service du Personnel. Tour Europe - Cedex 7. - 92080 PARIS-LA DEFENSE

Filiale Groupe important recherche pour son unité de COURBEVOIE

COMPTABLE

1er ECHELON
Libéré obligations militaires
COMPTABILITE CLIENTS

13e mois. Restaur. entreprise. Ecrire C.V. et prét. s/réf. 1.561, SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris, CEDEX 09 qui transmettra.

Un distributeur et un fabricant recherchent

CHEF DE PRODUITS JUNIOR

Chargé de proposer le merchandising adapté à la gamme existante et de modifier la gamme pr améliorer les performances.
— 25 ans min., dynamique et concret, déjà familiarisé avec les produits frais alimentair.
— Rémunération 50.000 F ann.+
— Résidence et lieu d'activité région parisienne.
Adress. C.V. détaillé manuscr. av. ph. ss nº 33.281 B à Bleu, 17, r. Lebel, 94 Vincennes, q. tr.

VENDEURS

qualif. matér., haute fidélité électroniq., sens des responsab., notions de gestion.
ILLEL, HI-FI CENTER.
Tél. 828-09-20.

IMPT ORGANISME recherche pour son Service Informatique

2 PUPITREURS

BACHELIERS ou NIVEAU
Libérés O. M. Formation assurée. Postes à pourvoir à CHARTRES.
Ecr. avec C.V. manuscrit à nº 16.357, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Atelier de Photocomposition système V.I.P.
recherche

CLAVISTE QUALIFIE

Ecr. à ARCHAT, 34, bd Haussmann - 9e (s/réf. D. 773), qui tr.

représent. offre

100.000 F

(10 MILLIONS ANC. FRANCS) C'est le revenu annuel d'un bon agent commerc. de notre groupe. Vous pouvez gagner encore plus, si vous êtes dynam. et courageux. Présentez-vous : 68, bd Sébastopol, PARIS-3e.

occasions

Achat très cher, tous bijoux, brillants, argenterie. PERRONC, 4, Chaussée-d'Antin, OPERA, 37, avenue Victor-Hugo, ETOILE

Vd appareil ANGLOTUTOR (appr. l'anglais chez soi), 720-58-18, avant 9 heures matin.

villégiatures

Corse, baie de Saint-Florent. Je loue studios grand standing dans résid. pieds dans l'eau. Tél. 770-95-49, bureau 23.

MONTPELLIER. Appartement grand standing. Jardin. Août. Tél. (67) 63-08-69, heures repas.

Loue authent. roulottes gitanes, attelées, rand. Provence. J. Moyne, 84220 ENTRAIGUES. Tél. (90) 81-00-35 et (90) 83-16-26.

L'immobilier

appartements vente

Grans-sur-Sierre (Valais-Suisse)
à vendre

APPARTEMENT RÉSIDENTIEL

5 PIECES

Grand confort - Terrasse - Vue imprenable sur les Alpes.
Avec autorisation de vente aux étrangers.
Pour tous renseign. écrire sous chiffre C 18-2189, Publicitas CH-1211 Genève 3.

Paris

EXCEPTION. - PARIS 16e angle bd Murat - rue Daumier Ds un immeuble entièr. rénové avec ascens, à vendre APPTS 2 et 3 P. tt confort, refait à neuf - 633-14-51.

14e CITE UNIVERSITAIRE
Propriétaire vend directement UN STUDIO équipé et décoré, tout confort. - Pour rendez-vous heures bureau : 531-85-57.

20e 3, villa Dury-Vasselon Ds bel imm. 8e ét., asc. 2 pces, cuis., s. d'eau, wc. Urgt. 89.000 F. Pr rend.-vs : 628-79-40.

BEAU 15e Studio tt confort, s. bns, cuis, imm. neuf s/jardin. - 723-38-48.

Mº CHARLES-MICHELS
Immeuble récent, étage élevé - 2/3 P., 60 m2, GD SOL. TRES COQUET
Prix exceptionnel - 266-16-65, p. 6

Mº MAUBERT BON IMMEUBLE
STUDIO, calme, entr., kitchen., s. de bains, w.-c.
16 à 18, rue Saint-Victor, s/rue. MARDI-MERCREDI 15-18 H.

7e près METRO BAC
Très bel immeuble standing 3e ét. 9 pces princip. à rénover, excellente distribution. Parfait pour profession libérale. Visite s/place mercr. 15 - 18 h : 246 BIS, BD ST-GERMAIN

9e Dans très bel immeuble 5-6 pièces tout confort, parfait état, 190 m2, chbre pers. Vis. s/pl. mercr. 14 h 30-17 h 30 : 40, RUE CONDORCET ou pour rendez-vous téléph.: SEGONDI S.A. - 874-88-45

VIe 83, bd MONTPARNASSE (10, IMPASSE ROBIQUET) Imm. nf, étage élevé. TERRAS. S/VERD., CALME, sél., 2 ch., park. S/pl. merc.-jeudi, 13-18 h.

DENFERT-ROCHEREAU - Urgt Ds imm. ancien, cft du moderne, 4 pièces, 107 m2, stand., ét. élevé. « TAC », MED. 15-66.

PTE MAILLOT-TERNES. Noyé dans verdure, calme, soleil, charm. 4 pces, impecc., tt conft, urgent. - « TAC » MED. 15-66.

GIRPA
LE SPECIALISTE DE LA BELLE RESTAURATION vend dans bel immeuble XVIIe siècle (2e) PRES PLACE DES VICTOIRES

STUDIOS DUPLEX 2 et 3 PIECES

avec MEZZANINES EN ATELIER D'ARTISTE caractère scrupuleusement préservé - Aménagement grand confort et de STANDING. Livraison immédiate.
PROPRIETAIRE
325-56-78 + 25-25.

(13e), 39, RUE DOMREMY, JE VENDS dans bel immeuble rénové 100 %

30 STUDIOS et 2 PIECES

tout confort. Décorés luxueusement. Cuisine équipée, w.-c., salle de bains. Moquette. Rentabilité élevée. Gestion garantie. Me voir au studio témoin les 16, 17, 18, 13 à 19 h.

INVALIDES Bel immeuble pier. de taille
Beau liv. + 3 ch., entrée, cuis., bains, wc, chff. central + chbre serv. av. kitchen., bns, wc. Prix 480.000 F. - VERNEL, 526-01-50.

GLACIERE
Propriét. vend coquet duplex, caractère. Tout confort, avec jardin - 723-37-01.

PYRAMIDES
Dans bel imm. prod. vdent 2 pièces, s. de bains, chauff. central. Refait neuf. - 723-38-74.

CHAMP-MARS
PRES SEINE. Propr. vendent ds bel immeuble p. de taille, splend. living + 2 chambres, entr., cuis., s. bains, ch. centr. Tél. PRIX INTERES. 723-38-53.

BASTILLE
Grenier en Duplex av. Terrasse 70 M2. Bas Prix. 359-73-18.

HALLES
STUDIO confort, de caractère. 99.500 F, crédit. Tél. 359-73-88.

113, RUE CAULAINCOURT
Stud., 4 p., atelier d'artiste av. terrasse. Entièrement équip. Vue imprenable. Propriét. s/pl. : mardi, mercredi, de 14 à 19 h.

PASTEUR
TRES LUX. DUPLEX 200 m2 (SEJOUR 80 m2 + 5 CHBRES) av. Terras. Jdin 50 m2 + Balc. 8e et 9e ét. (Jardin d'hiver). CACHET EXCEPT. et ORIGIN. entièr. DECOR. PARF. ETAT. TELEPH. 1.250.000 F. 704-88-18.

VAL-DE-GRACE
4 Pces 120 m2, asc., tél., ch. service. Jardin - 331-89-44.

MARAIS RUE DE TURENNE
Imm. anc. en cours de rénov. luxueusement aménagé, studios et 2 p. à partir de 105.000 F. Locat. et gestion assurées. GROUPE VRIDAUD 15, rue de la Paix, Paris-2e. Tél. : 073-15-51 et 073-80-22.

XIIIe séj. + 2 chbres 75 m2, tout cft. Imm. récent, balcon. Sur jardin. Tél. : MED. 97-48.

Ve VUE SUR SEINE élégant appt contigu de 4 p. et 2 p. gd charme. MED. 97-48.

XIIIe URGENT, imm. récent Rav. studio tt cft, calme. Soleil 37 m2. T. MED. 97-48.

VUE SUR SACRE-CŒUR 2 pet. p., cuis., bs., terras., calme, soleil, charme, 522-62-14.

123, rue de Rennes, 4 pièces, entr., cuis., dble exposition, balcon. Vis. mardi, merc. 14-17 h.

Particul. vd Muette près bois belle entrée, dble liv. rond + ch., cuis., s. bs., w.-c., luxueusement aménagé, im. gd stdg. Tél. : 288-23-55.

CONVENTION. Imm. neuf, gentil 3 p., étage élevé, terrasse, parking. MARTIN, Dr en droit, 742-99-09.

BD FLANDRIN Imm. P. de T., 3e ét., soleil, 7 p., belle réception, ch. de service, prof. libérales. MARTIN, Dr en droit, 742-99-09.

GIRPA
SPECIAL INVESTISseurs
XIIIe. Si vous voulez placer votre capital avec un maximum de RENTABILITE nous pouvons vous proposer un vaste choix de studios et de 2 pièces, entièrement aménagés, dans des immeubles RENOVES 100 %
Location et Gestion assurée. Pour tous renseignements venez nous voir : 92, bd du Montparnasse ou Tél. : 325-25-25 et 325-56-78.

QUARTIER LATIN, près FAC COQ. STUDIO REF. NF, kit., s. eau, 99.000 T. 704-88-18.

BD MURAT, XVIe Moderne 7 p., 2 bns, 190 m2, 6e étage, soleil, vue dégagée. Michel & Revl. Tél. 265-90-05.

PR. LUXEMBOURG, SOL. 38-10 dble liv. 3 ch. 100m2 +ch. serv. 1er ét., à ref., im. p. t., 400.000.

PL. RODIN, dans im. de classe, dern. ét., vue, sol. Triple expos. 300m2, 3 récept., 4/5 ch., 4 sbn., 2 services, gar. T. : 828-80-47.

MOUFFETARD. P. à p., coquet petit 3 p., 4e étage. Immeuble ancien p. de t., ravalé, stding, calme, 160.000 F. Tél. et visite sur place, 3, rue Bazeilles, Ve, Métro Censier (707-87-18), mardi 15 de 16 h. à 20 h., mercredi 16 de 9 h. à 18 h.

234, RUE DE TOLBIAC 3 pièces, travaux à prévoir. 160.000 F. Vis. merc. 15 à 19 h.

AVENUE VICTOR-HUGO
BEAU 4 PCES TT CONFORT BEL IMMEUBLE P. DE T. Vis. mardi/mercr. 14/18 h. 119, RUE LONGCHAMP.

7e EXCEPTIONNEL
Appartement de rêve, 300 m2 dans immeuble classé.
JARDIN 1.000 M2
FRANK ARTHUR - 924-07-07.

5e 16, R. PIERRE-NICOLE
BEL APPT 90 m2. Excell. état. 490.000 F. Visite sur place : mercredi, jeudi de 14 h. à 18 h.

12, RUE DE VERNEUIL 2 PIECES env. 48 m2, confort, qualité. Mardi, mercredi 14-18 h., 3e ét.

Ds tr. bel. immeuble entièrem. rénové grand choix de studios, 2 p. et duplex. Prix à partir de 54.000 F., av. créd. possib. de 43.000 F., rembour. 452 F/mois. T. TUR. 98-20 et 278-58-75.

VIIe AV. DE BRETEUIL 130 m2, 2 récept., 3 ch., s. de bns, cuis., stdg. Tél. 325-82-66.

Vue pl. St-Michel, ODE. 42-70, séj. + ch tt cft, tél., im. car. A aménager, grenier, terrasse.

Pr. Bon Marché. T. ODE. 42-70 terrasse, verdure gd séj., 2 ch., 2 bns, asc., tél.

XVIe particul. vend ravissant duplex, style DECORATEUR, 5 p., vue imprenable s/Seine, plein soleil, 647-49-34, le matin.

20e MARAICHERS, part. vend 3 p., Balc., soleil, tout confort, imm. récent, 7e étage, ascens. 190.000 F. Tél. : 842-30-87 (le matin). Agce et interm. s'abst.

Limite 13e/14e, rue Tolbiac. Imm. réc., séj. + ch., 40 m2, ét. élevé. T. 268-39-11, p. 242.

XIe AV. PARMENTIER MAGN. 3 p., 150.000 F. Gros crédit. Tél. : 278-33-56.

Région parisienne

BOULOGNE Calme - Verdure 4 pièces, 88 m2. 250.000 F. Pour visiter : P. David, 106, rue Gallieni.

Boulogne, maison 7 p. 150 m2 très agréable jardin de 400 m2. ALGRAIN. T. 285-80-59 et 69-54.

NEUILLY BOIS Liv., chbre, cuis., bs, balc., tél., park. 70 m2. Tél. : 522-62-14.

appartements occupés

RUE SAINT-JACQUES
Prop. vdent ds immeuble tt cft appartements occupés 4, 5 p. et duplex. - 723-38-53.

appartem. achat

STE ACH. COMPT. PARIS proch. banlieue appt. 2, 3, 4 p. Ecrire NORD TIM, 96, bd Magenta, Paris-Xe. T. 203-11-08.

Ach. urgent rive gauche, préf., 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 à 3 pièces, paiement compt. chez notaire. Tél. : 873-23-55.

RECH. URGENT STUDIO
Paris. Paie cpt. - 873-20-67.

locations non meublées PARIS

Offre

LOCATIONS SANS AGEN[CE] OFFICE DES LOCATAIR[ES] 45, r. Héricart - 577-70-88 84, rue d'Alésia - Mº Al[ésia] 9, rue du Hanovre - Mº O[péra]

Bois Vincennes, Daum[esnil] Buttes-Chaumont, Rive Gau[che] appts, studios. - 628-54-48

16e TROCADERO, 60 m2, [...] kit., bs. tél. 1.250 net. 553-0[...]

Mº PASSY, Square ALB[ONI] 8 PCES, 2 bns, téléph., 300 [...] Loy. ms. 5.500 c.c. TRO. 5[...]

14e et 17e. Plus. studios [...] 550 F + ch. - 566-80-31.

Prox. MONTPARNASSE 2 P. cuis. inst., s. de bs, soleil, calme, tél. 950 F Tél. 544-29-55, pr vis. merc[redi]

Pptaires louent stud. + a[...] 720-07-19 et 07-29.

AUTEUIL Imm. récent, St[...] tt cft, étage é[levé] terras., tél. 950 F + ch. 566-[...]

Région parisienne

Demande

Ch. sans agence 2 ou 3 p[...] banlieue Ouest. Tél. : 577-7[...]

immeubles

URGENT près BON MARCHE (7e) Murs de restaurant. Bail [...] Rapport très élevé. PROPRIETAIRE : 325-25-[...]

JE VENDS DANS LE 5e Important immeuble vide, [...] travaux. Agence et interméd[iaires] de préférence s'abste[nir] M. André : 325-56-78.

constructions neuves

XIIe RUE DE PICPUS studios, 2 et 4 pièces. Livrables 4e trimestre 76. PRIX NON REVISABLES IMMOBILIERE FRIEDLA[ND] 41, av. Friedland. - BAL. 93-[...]

XVIIIe JULES-JOFFRIN Chambres et studios 2, 3, 4 et 5 pièces. Habitables début 77. PRIX NON REVISABLES IMMOBILIERE FRIEDLAN[D] 41, av. Friedland. - BAL. 93-[...]

XIIIe TOLBIAC Studios, 2 et 3 pièces. Habitables 4e trimestre 76. PRIX NON REVISABLES, IMMOBILIERE FRIEDLAN[D] 41, av. Friedland. - BAL. 93-[...]

pavillons

PAVILLONS/BOIS PAVILLO[N] vdre, gar., s./sol., ent. + cu[is.] w.-c., 1er ét. 2 ch. + cab. t[oil.] 2e ét., jardins 200 m2. 277-74-[...]

viagers

VAUGIRARD Bel imm. pie[rre] de taille rava[lé] Beau living dble + chbre, ent[r.] cuis., bains, w.-c. Absol. impec. Occupé 1 T. 71 ans. Cpt + Ren[te] 700 F/m. VERNEL, 526-01-50

Achète viagers ou nue-propri[été] Discrétion **VERNEL** 526-01-50 4, pl. Estienne-d'Orves, Paris-[...]

bureaux — bureaux

HERON BUILDING MONTPARNASSE

20.000 m2 de bureaux à louer disponibles début 1975
18 étages de bureaux modernes et fonctionnels dans le dernier né des quartiers d'affaires de Paris

Richard Ellis 17, rue de la Baume, 75008 Paris. Tél. : 225-27-80/359-29-93

A louer Neuilly, rue Perronet, bureaux 122 m2. Tél. : Mme MAIRET, 637-45-60.

A LOUER
CONDIT. TRES EXCEPT.
15e PONT MIRABEAU 800 m2 bureaux standing avec salle ordinateurs, 10 parkings, 10 lignes tél.
RICHARD ELLIS - 225-27-80.

MAILLOT. Loue ss p. de porte. Toutes surfaces. Tous quartiers. 293-45-55 - 522-19-10.

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plusieurs bureaux ds immeuble neuf. Tél. : 758-12-40.

PL. SAINT-AUGUSTIN
A LOUER 2 bureaux ds imm. de bureaux gd standing, climatisation, service télex, téléphone, salle de conférences, parkings. Tél. 522-32-50 ou 65-39.

terrains

LAC. MONTPEZAT, HAUT-VAR Particulier vend 8.350 m2, belle vue. LAC. 12 F. le m2. Tél. : heures de bureau 344-66-53.

A vendre terrain constructible de 12.000 m2, bord de mer à Belle-Ile-en-Mer. S'adres. Mme CORNEC. Tél. : 86-04-32, 29150 PORT-LAUNAY.

Propriétaire vend Haut-Var, AUPS (83). Altitude 300 m., pêche, chasse, calme total, cadre magnifique. TRES BEAU TERRAIN 10.000 m2 plat, entièrement boisé pins. Zone à 5.000 m2 à 1,5 km centre village. Vendu cause partage sous valeur. Tél. : (91) 33-93-72, 8 h. à 10 h. et après 20 h.

domaines

DROME, 120 km Lyon par autoroute. Sup. propté 28 ha., clos murs, agrém. et rapport. Beau château XVIIe s. Ferme. Nbrx bâtim., 20 ha. vergers irrigués. Vigne A.C. Parc 6 ha. 1.100.000 F. Tél. (1) 522-58-73.

locaux commerciaux

GROUPE D'ENTREPRISES recherche PARIS-CENTRE ou PERIPHERIQ. EST ou SU[D] BUREAUX 50 m2, bon stan[ding], 2 lignes téléphoniques. DEMEPOOL, 16, rue des Pont[s] CHATEAUROUX. Tél. 34-38-0[...]

fonds de commerce

Vend cause fatigue, CABARE[T] NIGHT CLUB, gde classe, ex[cellente] clientèle, chiffre en pro[gression] constante. Très bo[n] placement, grande ville régio[n] Rhône-Alpes. Ecrire GRENOT 13.866, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY.

propriétés

LE PLESSIS-ROBINSON (lim. Sceaux), prox. lycée et Mº B[...] propté + mais. gard. sur 3.200 m2 parc. Px élevé. Tél. 531-51-10.

38 km PARIS autoroute Ouest En bordure Seine, près gare reliée St-Lazare. Superbe propté parf. état, mais. maîtres, tt cft, mais. gard. Parc. Téléph. matin 551-48-39, ou écrire B.P. M. du Mazet 186-75062 Paris, Cedex 02 (serv. nº 54), qui trans.

Vends ensemble ou en 2 fois :

DOMAINE

Indre, 220 ha seul tenant libre à la vente.

— Etang (7 ha, grosses possibilités arrosage), terres culture plein rapport : maïs, céréales, herbages.
— Bâtiments exploitation parfait état.
— Maison neuve pour propriétaire.
— 2 maisons neuves pour personnel. Possibilité récolte maïs dès 75.

Me PITAULT, Notaire, 79100 Thouars - Tél. (49) 66-17-32

demandes d'emploi

JEUNE FEMME ALLEMANDE
31 ans, MBA
Trilingue FRANÇAIS - ALLEMAND - ANGLAIS
8 ans expérience sociétés multinationales
cherche situation

ASSISTANTE DIRECTION

PARIS ou REGION PARISIENNE
Ecrire nº 835.993, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

COMMERÇANT INDUSTRIEL
(50 employés)
cessant ses activités en raison de la conjoncture actuelle
cherche

POSTE SIMILAIRE

soit direction magasin ou grande surface à Nancy ou carte VRP exclusif région est (résidence NANCY) ou autre activité. Etudierait tte proposition, Vendeur 1er ord., sens du contact, haute moralité, esp. jeune et créatif.

Ecr. Erel Conseil s/réf. 720 A/75 B.P. 681, 57001 Metz. Cédex q. t.

EXPORT
Cad. sup., 5 a. exp. (Eur., O.-M.) 31 a., nat. allem., réd. Paris, E.S.C., parf. tril. ang., all., fr., cherche poste resp. exportation. Ecr. nº 3.820 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 30 a., célib., bne présent., ancien Chef d'entrepr., posséd. expér. de la Vte, du personnel et des achats, ch. sit. comme attachée cciale ou simil. pour achats, Vte ou organ. pr client. France et même étranger. Ecr. Nº 16.288, CONTESSE P., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SECRETAIRE GENERAL
30 ans, autodidacte PME 120 p., fabrication d'articles en métal, bois et plastique. Gestion administrative et personnel, gestion fabrication (achats, planning, ordonnancement, P.R.), direction usine, recherche poste dans autre ou même activité, si possible région parisienne.
Ecr. Nº 11.981, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

35 ans - E.D.C.
cadre direction commerciale, anglais, espagnol, rompu techn. publicit. et promotion, 10 ans d'exp., rech. poste hte respons. Ecr. nº 836.073, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

DIPLOMEE IEP PARIS (Sciences Po) LICENCIEE SCIENCES ECONOMIQUES
27 ans. Souhaite s'installer à TOULOUSE ou dans ses envir.
Poste actuel à Paris : Contrôle de Gestion
Intéressée par tous les aspects de la gestion. Adresserait C.V. et lettre manuscr. à tte entreprise désirant examiner sa candidature. Libre sous 3 mois. Ecr. Havas Cont., 156, bd Haussmann, 75008 Paris, s. réf. 64.238.

CADRE SUPER., 40 ans, libre rapidem., rech. poste Direct. financ. Compt., gest. budget, expér. ttes activ. et inform. (15 ans). Ecr. I.P.F., 12, r. de l'Isly, Paris-8e. Nº 73.966.

AFRIQUE - OUTRE-MER
Enseignant : métiers du bois - 39 ans - 14 ans d'expérience : 8 en Afrique - Connaissant : menuiserie, agencement, isolation.
cherche situation enseignant ou organisme. Formation professionnelle.
ETUDIE TOUTES PROPOSITIONS
URGENT - Ecrire HAVAS NICE 0686.

CHARGEE RELATIONS EXTERIEURES
J. F., 30 ans EFAP, lic. angl., 2 ans R.P., 5 ans journal., ch. poste à responsabilité.
Tél. 522-76-07 de 10 h. à 18 h.

J. H. 23 a., Chin. de Hong-Kong, + de 3 a. d'expérience : UNIVAC 1106, COBOL/FORTRAN, ICL 1903 COBOL, cherche emploi programmeur à Paris début octobre.
Ecr. nº 3.819, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J. F. 19 a., niv. bac., bnes connaiss. angl., allem., ch. empl. stab., rap. direct. clientèle. Ecr. Nº 23914, P.A. SVP, 37, r. Général-Foy, 75008 Paris.

Homme, 22 a., bonne présentation, C.A.P. dessinateur industriel, B.P. mécanicien d'usinage. Expér. bureau d'études 2 ans, cherche emploi stable, de préf. technico-commercial ou après-vente. Souhaite contacts hum., déplacements, participations aux études. Intérim s'abstenir. Ecr. nº 8.977, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 25 a., dég. O.M., licenc. Sc. Eco (gestion), exp. Gest. indust., ch. empl. simil. ou gest. financ. Ecr. nº 11.665, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur (2e).

Analyste-Progr. IBM, CII, 24 a., ch. sit. st. ou rempl. Libr suite. Ecr. nº 3.808, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Mécanicien en circuit oléo-hydraulique et pneumatique ch. situation de préférence banlieue Est. Ecrire M. MATEILLE, 37, rue de Valenciennes, (93) GAGNY
Téléphone : 957-32-92.

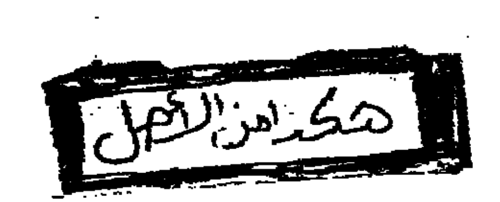
Chef d'entreprise du secteur tertiaire, retiré des affaires après carr. de 30 a., étud. ttes prop. : direction, gestion, conseil, mission de confiance. Format. supérieure, sciences et droit, hautes références. Ecrire nº 3.786, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre H. 44 a., 15 a. exp. nég. imp.-exp., gest. trésor., facl., banq., trans. compt., ch. p. équ. ds PME. L.-Imm. Porretti. 17, C.-Cariou, 75019 Paris, 206-67-16.

J.H., 27 a., libre O.M., lic. droit, DES, Dt Pub., ch. situation dans secteur privé.
Ecr. nº 8.959, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 25 a., en cours doctorat Sc. Eco., ch. poste professeur Math. ou Science Eco. ; chargé d'étude éco., étud. Hs., proposit. Tél. : 589-14-37 ou écrire à M. NAVELET, 37, r. St-Sébastien, 75011 Paris.

J.H. célibataire ayant travaillé intendance société américaine et société élevage/agriculture en pays anglophone, parfaitement bilingue, rech. situation stable en Afrique. M. Jean-Luc DEMARY, L'Alouette, Notre-Dame-de-Grâce, L.A. - 44130.



Les régions

Huit départements s'unissent dans le Val de Loire

Dompter le fleuve oyal

'IDEE de promouvoir un aménagement intégré de l'ensemble des régions baignées par ı Loire n'est pas nouvelle. Et elle .ait son chemin. Récemment, l'Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents (ANECLA), qui regroupe les élus des départements et des villes riveraines, a proposé la création d'une compagnie nationale de la Loire. A long terme, les responsables de l'ANECLA en sont persuadés, la façade atlantique peut connaître un nouveau regain de ses courants d'échanges et la vallée de la Loire constituer une véritable « pénétrante », favorisant l'industrialisation et les liaisons avec la région parisienne et des grands centres du Marché commun.

Le moins « domestiqué »

Mais le plus grand fleuve français est aussi le moins « domestiqué », et si on veut qu'il joue à nouveau un rôle économique, il convient avant tout de le maîtriser. Parler de l'irrégularité du cours de la Loire fait partie des lieux communs, mais ce qu'on a tendance à oublier, c'est que la Loire est un fleuve dangereux : sa maîtrise est nécessaire, ne serait-ce que pour assurer la sécurité des vals qu'il traverse.

La menace des inondations subsiste, rappelle l'ANECLA : les conséquences en seraient évidemment plus dramatiques de nos jours, dans une agglomération comme celle d'Orléans par exemple où on a construit sans y prendre garde dans les zones inondables. Le dispositif de lutte n'a pas changé : les levées qui canalisent le fleuve, même totalement rénovées, sont conçues pour endiguer 6 000 mètres cubes d'eau par seconde. Or, on a évalué à 9 000 mètres cubes par seconde le débit atteint par le fleuve au cours des crues de 1856 et 1866.

Le débit le plus faible

Ainsi, la construction de grands barrages réservoirs dans l'arrière-pays s'impose. Ils permettraient en outre d'améliorer l'étiage (le débit le plus faible) de la Loire tout au long de la saison sèche. Si le programme d'extension des centrales nucléaires, grandes consommatrices d'eau, sur les bords de la Loire doit, pense-t-on, accélérer la construction des cinq grands barrages prévus, à l'heure actuelle le premier de ces ouvrages programmés, celui de Villerest, sur la Loire, en amont de Roanne, inscrit au VIe Plan — mais déjà retenu par la commission de l'eau pour être entrepris au Ve Plan, — n'est toujours qu'à l'état de projet. Pourtant, sous l'impulsion du préfet de la région Centre, une institution interdépartementale pour la protection des vals de Loire contre les inondations a vu le jour récemment à Orléans : elle doit en principe assurer la maîtrise d'ouvrage du barrage de Villerest, c'est-à-dire la responsabilité juridique.

Le problème du financement est théoriquement réglé : l'Etat prend à sa charge 70 % de la dépense, tandis que l'E.D.F. et l'agence de bassin couvrent le solde. Une autre difficulté risque en revanche, aujourd'hui, de surgir : huit départements riverains ont donné leur accord à cette institution interdépartementale, mais le département de la Loire, sur le territoire duquel Villerest doit être construit, réserve sa participation. Le barrage n'est pas vital pour lui, le bénéfice touristique n'est pas évident car il n'est pas prévu d'y installer une base de loisirs.

La création de l'institution interdépartementale constitue un premier pas vers la maîtrise du fleuve : à l'image de la célèbre Compagnie nationale du Rhône, la création d'une compagnie nationale de la Loire permettrait, dans l'esprit des responsables de l'ANECLA, de disposer d'un organisme « d'incitation et de proposition » capable de promouvoir une véritable politique d'aménagement du fleuve.

REGIS GUYOTAT.

Une opération pilote en Franche-Comté

Résorber les décharges communales

RESORBER, regrouper ou aménager en cinq ans (durée du VIIe Plan) les quatre cents plus mauvaises décharges de Franche-Comté, tel est l'objectif que s'assigne M. Charles Schmitt, le préfet de région. Il a fait part de sa résolution aux maires du département du Doubs dans une longue lettre du mois de mai dernier qui est aussi un programme d'action, une demande de collaboration et une proposition d'aide budgétaire. Le préfet constate que « trop de décharges municipales fumantes et malodorantes dégradent les paysages et réduisent à néant les efforts d'embellissement ». *Or on en compte deux mille en Franche-Comté.*

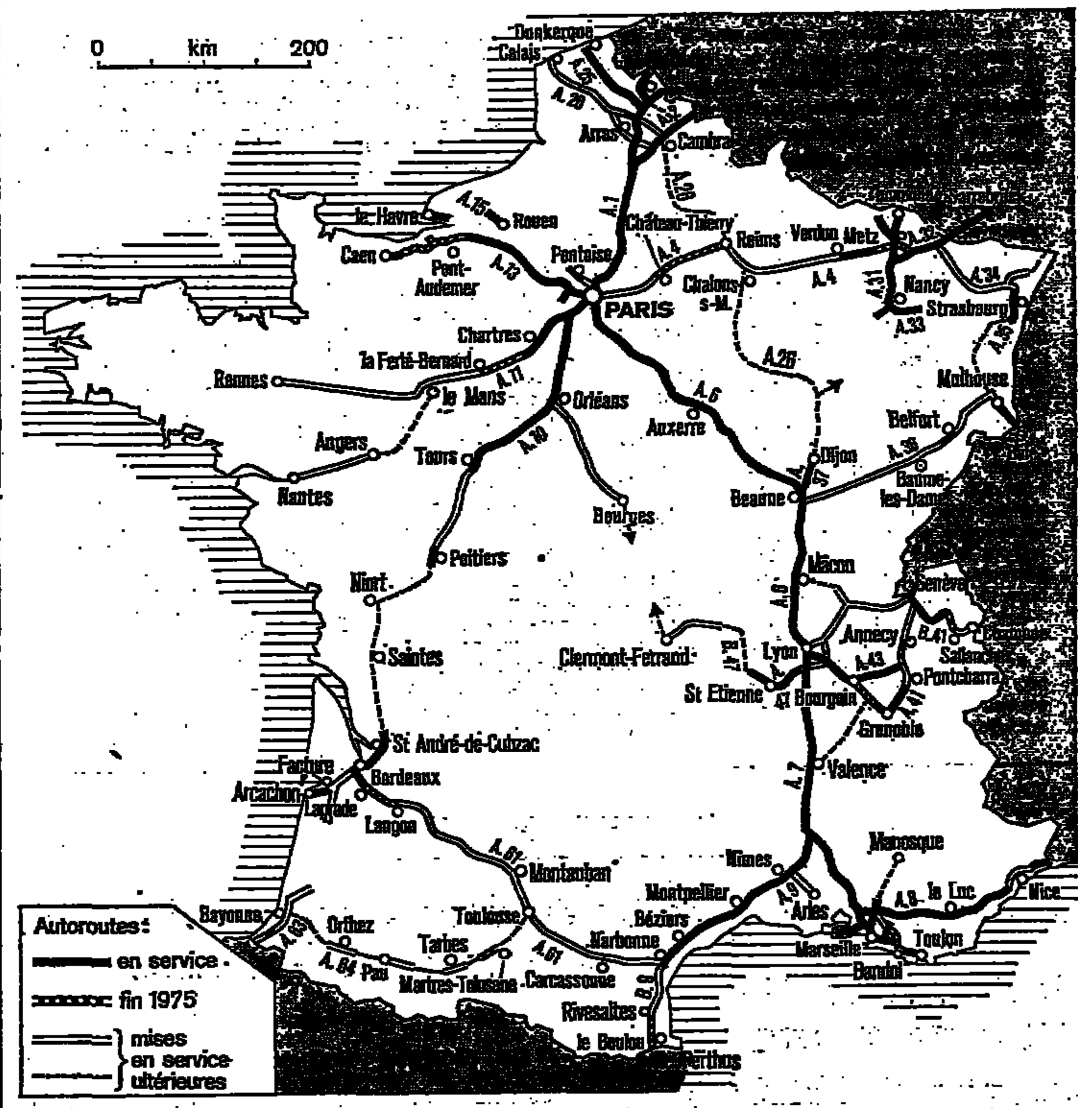
Une enquête lancée par la préfecture de région a permis de les dénombrer et de les localiser. Puis des équipes de l'université de Besançon sont allées les examiner et les classer. On connaît à présent celles dont le maintien ne se justifie pas puisqu'il existe un syndicat de collecte (périphérie de Besançon et de Montbéliard), celles qui sont polluantes et menaçantes pour la santé publique et dont le transfert s'impose, celles qu'on peut aménager.

Le coût de ces opérations, pour une commune de mille habitants, varie de 3 000 à 8 000 F. M. Schmitt a fait voter au conseil régional un crédit de 250 000 F pour 1975 et compte en demander le renouvellement pendant cinq ans. Il offre donc aux maires qui présenteront des dossiers de résorption, de transfert ou d'aménagement de leurs décharges une subvention de 30 %. Et il rappelle que le reste de la somme peut être empruntée à d'autres organismes de crédit.

« L'opération que je vous propose, *conclut le préfet,* est une opération pilote qui n'a pas d'exemple au niveau national. » *En effet...*

L'HEXAGONE EN ÉTOILE

3 000 kilomètres d'autoroutes



Du 1er juillet 1974 au 1er juillet 1975, près de 400 kilomètres d'autoroutes de liaisons et de voies rapides urbaines ont été mis en service. La longueur du réseau est maintenant de 3 000 kilomètres, précise la direction des routes du ministère de l'équipement. En outre, d'ici à la fin du mois d'août seront notamment mises en service la section Annecy-Saint-Félix (15 kilomètres), la voie express Facture-Arcachon (21 kilomètres).

ILE-DE-FRANCE A l'écoute des oubliés

PARIS CAPITALE DES IMMIGRÉS

LE préfet de Paris a préparé, à l'intention des conseillers de Paris, un rapport sur la situation des immigrés dans la capitale (*le Monde* du 24 juin) qui « *étonne* » les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T.

Dans une correspondance, celles-ci rappellent qu'un « comité consultatif départemental d'action sociale au profit des travailleurs étrangers » élabore, depuis l'an dernier, un rapport sur ce sujet.

« *M. le préfet de Paris, sans même en avoir informé ni les organisations syndicales ni les associations, présente un rapport aux conseillers de Paris et le lance sur la place publique,* constatent la C.G.T. et la C.F.D.T. *Il importe que le public sache que ce rapport n'est que l'utilisation prématurée, abusive et unilatérale des travaux du comité et que ces travaux n'ont pas été soumis aux discussions, amendements et votes qui devaient les sanctionner (...). Les organisations syndicales se refusent donc à entériner des décisions qui seraient prises, à ce sujet, par les autorités départementales et ministérielles.* »

SARCELLES ET SES NOMADES

APRES le compte rendu d'une réunion du conseil des résidents de Sarcelles, publié dans *le Monde* daté 9-10 mars, et au cours de laquelle avaient notamment été évoquées les difficultés soulevées par l'installation des nomades, les membres du conseil nous prient d'apporter les précisions suivantes :

Des participants se sont élevés contre l'emploi péjoratif de certaines expressions, et ont rappelé à leur collègue qu' « *il existe en France, au sujet des nomades, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, une réglementation tendant à la recherche d'une résidence fixe pour tous ceux qui appartiennent à des ethnies de traditions itinérantes. Le conseil a demandé que, quels que soient les futurs hôtes de l'aire de stationnement envisagée sur le territoire de la commune de Sarcelles, les problèmes d'environnement, de salubrité, d'hygiène publique, de confort, de scolarisation et de santé soient pris en considération et résolus dans l'intérêt de tous et que la localisation de l'aire fasse l'objet d'une étude attentive* ».

PLUS DE SAISIES A CHAMPIGNY-SUR-MARNE

LES logements « *bon marché* » trop chers du grand ensemble du Bois-l'Abbé, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) ne trouvent pas preneurs. Cent logements I.L.N. (immeubles à loyer normal) y demeurent vides. Dans les logements H.L.M., un locataire sur quatre ne parvient pas à régler son terme (*le Monde* daté du 24 juin).

M. Jean Arnaud, président du conseil d'administration de l'office public d'H.L.M. de la Ville de Paris qui gère une partie du Bois-l'Abbé, précise la politique menée par l'office :

« *Ce qui ressort de l'article, et notamment à propos du « camion vert » qui viendrait procéder aux saisies, c'est que la procédure serait appliquée de façon brutale et inhumaine. En réalité, il n'en est pas ainsi.*

» *D'abord nous y avons créé une antenne décentralisée de gestion, qui assure une liaison permanente et étroite avec tous ses locataires, leur amicale et les autorités municipales et départementales. Tout se traite maintenant à Champigny-Le Bois-l'Abbé sur place, y compris la constitution des dossiers pour les attributions de logements.*

» *D'autre part, c'est à la demande de notre office qu'a été instituée à Nogent-sur-Marne une commission sociale pour étudier, cas par cas, tous les dossiers des locataires de Champigny éprouvant des difficultés à payer leur loyer. Cette commission, placée sous la présidence du sous-préfet de Nogent et qui réunit un membre de notre conseil d'administration, le directeur général, ses collaborateurs concernés, le maire de Champigny-sur-Marne, le commissaire de police, des responsables des activités familiales, sanitaires, sociales et les locataires, se réunit périodiquement et examine soigneusement les cas de tous les locataires défaillants. Dès lors — au moins en ce qui concerne notre office, qui n'est pas le seul à avoir des logements à gérer dans cet ensemble, — aucune vente de mobilier saisi n'a été faite depuis un an et il n'a été procédé qu'aux expulsions inévitables, s'agissant dans la plupart des cas de logements abandonnés par leurs occupants ou de mauvais payeurs invétérés.* »

Interrogations autour du nucléaire

ARTOIS-PICARDIE : les droits des pêcheurs

LE comité de bassin Artois-Picardie s'est réuni le 27 juin à Lille pour donner un avis sur l'implantation des centrales nucléaires sur le littoral s'étendant de la Somme à la frontière belge. Il a écarté le site de Dannes (Pas-de-Calais) et a jugé « peu favorable » celui de Oye-Plage (Pas-de-Calais). Il a demandé que la puissance des installations situées entre Calais et Dunkerque (à Gravelines, Nord) ne dépasse pas 10 000 mégawatts avant que les effets d'une centrale de moyenne puissance aient pu être observés pendant quelques années. Le comité a suggéré que soit étudié un nouveau site au sud du cap Griz-Nez.

De toute façon, les membres du comité demandent qu'E.D.F. procède sur chaque site à des études écologiques préalables à toute décision définitive et qu'elle prévoie l'indemnisation des pêcheurs et aquaculteurs en cas de préjudice causé par les rejets.

ADOUR-GARONNE : la fragilité des eaux souterraines

LE comité de bassin Adour-Garonne, qui a la gestion des cours d'eau des deux régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, s'est réuni le 16 juin dernier, à Toulouse, pour donner un premier avis sur les projets de centrales nucléaires le concernant. Ceux-ci sont au nombre de trois : Braud-et-Saint-Louis, le Verdon (Gironde) et Golfech (Tarn-et-Garonne).

Une cinquantaine de personnalités étaient présentes autour des deux préfets de région. A l'unanimité, les usagers, les élus locaux et les hauts fonctionnaires ont transmis un avis au gouvernement demandant « *instamment que des études très poussées soient entreprises au plus tôt sur l'incidence des centrales sur la qualité des eaux et l'exploitation des eaux souterraines (notamment, dans la région bordelaise)* ». Ils insistent pour que « *les centrales de Golfech et Braud-et-Saint-Louis fonctionnent en circuit fermé* (avec tours de refroidissement), *afin de limiter les rejets d'eau chaude et de produits chimiques et, en tout état de cause, d'éviter le réchauffement des eaux de la Garonne de plus de 3 degrés.* »



L'AEROVAP (220 v.)
322 F
une capule comprise
THIEBAUT

DÉBARRASSEZ-VOUS DÉFINITIVEMENT DES MOUSTIQUES

et de tous les INSECTES ...même fenêtres ouvertes !

EFFICACITÉ TOTALE
SILENCIEUX - ÉCONOMIQUE
INOFFENSIF

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

Spécialiste de la lutte contre les insectes
30, place de la Madeleine, 75008 Paris
Ouvert tous les jours - Tél. 073-29-03



DIRECTEUR COMMERCIAL 130.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens de consommation durables de marque, recherche pour son siège situé à Paris un Directeur Commercial. Membre du comité de direction, il sera responsable devant le Directeur Général de la politique produits et du développement des ventes auprès des différents canaux de distribution (grossistes, détaillants, grandes surfaces, installateurs). Il animera différents services: ventes et après-vente, promotion et études commerciales, export, distribution. Ce poste convient à un cadre confirmé de formation supérieure commerciale ou de niveau équivalent âgé de 35 ans au moins. Sa carrière antérieure lui aura permis d'acquérir une solide expérience de la vente et de l'animation d'une équipe commerciale, des problèmes de marketing, de publicité et de distribution, de préférence, dans le domaine des biens de consommation durables ou d'équipement. Des qualités d'animateur et de gestionnaire sont nécessaires. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 francs.

Réf. A/2254BM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

P A Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

Amsterdam-Barcelone-Bruxelles-Copenhague-Francfort-Lille-Londres-Lyon-Madrid-Milan-New York-Stockholm-Zurich

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Une proposition d'« Échange et projets »

Autogestion de la vie quotidienne

M. Jacques Delors, animateur d' « Echange et projets », a présenté, il y a quelques jours, le dernier numéro de la revue de l'association consacrée à la décentralisation et à l'autogestion de la vie quotidienne. Il a, d'autre part, annoncé la création d'une Association de développement des associations de progrès (ADAP) et d'une Union financière pour les associations (UFA). Le premier organisme proposera notamment des réformes juridiques pour simplifier et « moraliser » le statut des associations. Le second collectera des fonds qui manquent souvent aux comités de défense.

« Notre but est de mettre la démocratie à portée de la main », *a affirmé M. Delors. Une réelle décentralisation est nécessaire. Selon les auteurs de l'étude publiée dans la revue* Echange et projets *(1), il s'agit moins de satisfaire une* « revendication d'ordre technique d'administrateurs soucieux d'une meilleure efficacité de l'action publique », *mais plutôt de* « redonner aux différentes collectivités (le quartier, la ville, la région) une maîtrise de sa vie quotidienne et de son avenir ».

Comment y parvenir? Les obstacles sont de taille. L'administration « passe son temps à interdire et à multiplier les haies ». *Les notables élus* « accaparent la vie politique et ne veulent pas partager leur pouvoir ». *Les municipalités ont tendance à se transformer* « en machines bureaucratiques qui asservissent ».

Selon Echange et projets, *l'autogestion de la vie quotidienne permet de sortir de l'impasse.* « Ces gens, qui se groupent çà et là pour défendre dans leur milieu de travail, dans leur ville, dans leur lycée, dans leur communauté rurale, tels intérêts collectifs ou telles idées générales, sont autant d'inventeurs de l'autogestion. Ils portent l'espoir de la société d'échapper à l'absurde gestion dont elle est menacée. »

Des exemples d'actions réussies existent. A Rennes, un groupement de consommateurs a obtenu de la direction d'un hypermarché qu'elle accepte de vendre à nouveau l'eau minérale sous emballage de verre, au lieu du plastique, jugé nocif et polluant. A Annonay, les habitants d'un quartier H.L.M. se battent pour obtenir la dénonciation d'un accord des boulangers de la ville interdisant la livraison du pain dans les zones d'habitations dépourvues de boulangers. A Juvisy, une association soumet à la population un plan d'occupation des sols, avant que les pouvoirs publics aient publié le leur.

D'autres expériences autogestionnaires seront relatées dans les prochaines livraisons de la revue de l'association Echange et projets. « Par rapport à la cigale gouvernementale, nous sommes des fourmis qui amassons des munitions pour l'hiver », *a dit M. Delors.*

(1) « Echange et projets », 10, rue des Pyramides, 75001 Paris. Le numéro : 15 francs.

ENVIRONNEMENT

Le système du « Scanner »

LA DÉTECTION PAR AVION DE LA POLLUTION DES FLEUVES

M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a survolé, vendredi 11 juillet, la région parisienne à bord d'un avion de l'Institut géographique national participant à une expérience de télédétection de la pollution des eaux de la Seine.

Tout corps solide et toute masse liquide ont une température particulière différente de celle des autres matières et produisent donc une émission d'ondes infrarouges particulières.

Partant de ce principe, l'I.G.N. détecte aujourd'hui la pollution des eaux des fleuves en relevant les écarts de température en surface dès qu'ils sont de l'ordre de quelques dixièmes de degrés. Un appareil enregistreur, le « Scanner », placé sous un avion « enregistre » le paysage survolé, à la manière d'une caméra. Chaque point survolé voit donc son émission de rayons infrarouges notée et sa température consignée sur une bande magnétique. Puis un film permet de visualiser les points les plus sombres, qui représentent les températures les plus élevées ainsi que les gris clairs, qui représentent les températures les plus basses. Une première expérience, réalisée jeudi 9 juillet vers 20 h. 30, permet de relever de chaque côté du pont de Bercy une nappe d'eau plus chaude que celle de la Seine, d'en mesurer son étendue et d'observer sa dilution progressive au fil du courant.

De même le « Scanner » permet de constater que les eaux de la Marne, plus froides que celles de la Seine ne s'amalgament pas dès le confluent mais coulent en dessous.

Alors que le programme de développement de centrales nucléaires pose l'inquiétante question du réchauffement des eaux des fleuves et des mers, la technique du Scanner représente le meilleur outil actuel de contrôle des rejets d'eau chaude par les industries. Dès la mise en service de la première centrale, il pourrait apporter des réponses précises aux inquiétudes des riverains et des pêcheurs. Mais qui commandera les études à l'I.G.N. ? Le ministère de la qualité de la vie ou l'E.D.F. ? Et si le responsable d'une pollution thermique devient en même temps le propriétaire des renseignements sur cette pollution, l'information des riverains ne risque-t-elle pas d'en souffrir ?

● CONFLIT ENTRE LES PECHEURS ET LES PLAISANCIERS A NOIRMOUTIERS. — Le port de plaisance de quatre cents places de l'Herbaudière (île de Noirmoutiers), installé dans le port de pêche, provoque dans l'île un conflit « explosif ». Des pêcheurs y ont installé leurs nasses. Ils ont déclaré que si le ministre de l'équipement, M. Robert Galley attendu en Vendée le 18 juillet, ne trouvait pas de solution satisfaisante pour eux, ils bloqueraient le port de plaisance. — *(Corresp.)*

Dans la plaine d'Alsace, les mines et les cultures ne font pas toujours bon ménage

De notre correspondant

Strasbourg. — Les poussières dégagées par les mines de potasse d'Alsace polluent l'atmosphère et les cultures du Haut-Rhin. Telle est l'une des principales conclusions de la thèse de doctorat soutenue par M. Charles Schenck, à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. M. Schenck est chercheur à l'Institut national de recherche agronomique de Colmar. On connaissait déjà les effets néfastes de la saumure que les mines de potasse rejettent en grande quatité dans le Rhin. Plus récemment, on s'est aperçu que la nappe phréatique de la plaine alsacienne — réservoir d'eau potable des grandes villes — était elle-même polluée par des infiltrations de sel provenant des terrils lavés par les pluies. Aujourd'hui, ce sont les poussières salées provenant des puits d'extraction et des fours de séchage de la potasse qui sont accusées de dégrader l'environnement.

M. Schenck a installé dans les trente-deux communes du bassin minier (qui comptent deux mille exploitations agricoles) un réseau de capteurs. Les appareils ont enregistré partout des retombées de sel s'élevant parfois à une tonne par hectare et par an. Ces doses suffisent, selon l'auteur de la thèse, à provoquer des maladies affectant le blé d'hiver, le seigle, l'orge d'hiver, le colza et le maïs.

La moitié des sels déposés sont solubles et entraînent une minéralisation excessive du sol : cela expliquerait l'absence de vers de terre dans les champs les plus exposés. Les forêts souffrent également de la pollution. Dans le port de Strasbourg, il y a une dizaine d'années, les peupliers proches des postes de chargement de potasse avaient rapidement dépéri sous l'effet des poussières salines.

M. Schenck propose de modifier le système des cultures dans le bassin potassique. Aux céréales, les plus touchées par les retombées, il faudrait substituer, selon lui, le colza et, surtout, la betterave sucrière, qui semblent mieux supporter l'atmosphère caustique.

Aux Mines domaniales des potasses d'Alsace (M.D.P.A.), on déclare ne pas connaître la thèse de M. Schenck. Mais on insiste sur les travaux antipollution déjà réalisés : 21 millions de francs ont été consacrés, en 1973 et en 1974, pour diminuer les infiltrations de sel dans la nappe phréatique. L'élimination des poussières salines fait l'objet d'un *« souci constant depuis des décennies »* : pluvérisation d'eau sur le minerai sortant des puits, perfectionnement des fours sécheurs. Selon M. Chataignon, responsable du service antipollution des M.D.P.A., le dépoussiérage par voie humide installé à la mine Marie-Louise a permis de réduire de 80 à 90 % les retombées autour de Staffelfelden (Haut-Rhin).

J.-C. HAHN.

FAITS ET PROJETS

Midi-Pyrénées

● TOULOUSE FERME SON « AMBASSADE » PARISIENNE. — La municipalité de Toulouse vient de décider, à l'unanimité, la fermeture, à partir du 31 décembre prochain, de la Maison de Toulouse Midi-Pyrénées, avenue George-V, à Paris. L'importance du déficit annuel de cet établissement — 200 000 francs — et le refus du conseil régional de participer à l'entretien de cette « antenne » régionale à Paris, ouverte il y a huit ans, sont à l'origine de cette fermeture.

Transports

● AIR INTER REMET EN VOL SES CARAVELLE 12. — Les cinq Caravelle 12 qu'Air Inter avait suspendu de vol le 6 juin dernier sur ordre de secrétariat général à l'aviation civile (S.G.A.C.) ont repris l'air. Les techniciens de l'Aérospatiale avaient en effet décelé dans la voilure, des fêlures sous les têtes des rivets.

Il est apparu finalement que les ingénieurs de l'Aérospatiale avaient surestimé la vitesse de propagation des fêlures. Aussi, le S.G.A.C. a-t-il autorisé Air Inter à remettre en service ses Caravelle 12. La compagnie intérieure a décidé d'améliorer la fiabilité de ces appareils, c'est-à-dire de changer le matériau de revêtement de l'intrados : la partie inférieure de la voilure.

● CONCORDE AUX ETATS-UNIS. — La Chambre des représentants des Etats-Unis a repoussé le jeudi 10 juillet, par 214 voix contre 196, un amendement à une loi sur le budget du département des transports, qui visait à interdire l'atterrissage du supersonique franco-britannique aux Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

● AUGMENTATION DES PEAGES SUR LES AUTOROUTES ALPINES. — Le tarif des péages Lyon-Chambéry sur l'autoroute alpine A 43 passe de 19 à 22 F à compter du 11 juillet, pour les véhicules légers à deux essieux. Pour les autres véhicules, il s'élève à 33 F. Le péage est porté de 5,50 à 6 F pour le trajet Lyon-Bourgoin, point de l'embranchement vers Grenoble, qui deviendra autoroutier à l'automne prochain.

Urbanisme

L'ARDOISE ET LE CHAUME

Pour infraction au code de l'urbanisme, M. Roger Bulteau, propriétaire d'une maison au Pouliguen (Loire-Atlantique), a été condamné à une amende de 1 500 francs avec sursis par le tribunal de Saint-Nazaire.

M. Bulteau avait fait installer pour sa résidence une couverture en chaume et non en ardoise, comme le stipulait le permis de construire.

LA VIE ÉCONOMIQUE

EUROPE

POUR UN PROJET GLOBAL

(Suite de la première page.)

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps et ce coup de sagesse du T.U.C. ne débouchera peut-être pas sur la réussite du fameux « pacte social », mais l'opinion publique anglaise et la City ne se sont pas trompés sur la signification favorable de cette première réaction des syndicats. Selon un sondage récent, 80 % des Anglais étaient favorables à une politique de contrôle des revenus.

Les représentants du Royaume-Uni aux conseils de Bruxelles pouvaient donc sortir de cette ère de « chipotage » qui commençait d'énerver prodigieusement leurs voisins, pour s'atteler à l'élaboration de plus grands desseins.

La France a sa part elle aussi dans le meilleur climat enregistré aujourd'hui. Indiscutablement, la rentrée du franc le 10 juillet dans le « serpent » rend un peu plus crédible la marche vers une coopération économique et monétaire sinon encore vers une union dont on avait cru pouvoir fixer ambitieusement la réalisation à 1980. Alors que tant d'échecs ont été accumulés et que tant de faiblesses sont encore constatées, il serait inconvenant de faire la fine bouche devant le retour d'un des enfants prodigues dans le giron des devises les moins mal gérées de l'heure.

Il n'est évidemment pas question que la Grande-Bretagne emboîte le pas, bien que, comme nous l'avons dit, elle semble maintenant pouvoir remonter la pente. L'Italie serait sûrement plus proche d'une telle réintégration. L'hebdomadaire américain *Newsweek* n'écrivait-il pas, en juin dernier, que la lire italienne était redevenue « l'une des plus fortes monnaies d'Europe » ? Mais les raidécision française ne paraissent pas décision française ne paraissent pas encore de nature à déclencher un même mouvement du côté de l'Italie. L'opération pourrait avoir lieu plus aisément si des suggestions lancées un jour par M. Ossola, de la Banque d'Italie, étaient retenues par les autres pays de la C.E.E. : 1) mise au point d'un mécanisme qui permette aux pays en difficulté de sortir normalement du « serpent » pour une période limitée et d'y rentrer à nouveau. Il s'agirait en somme d'une clause de sauvegarde quasi-automatique ; 2) création d'une tirelire commune digne de ce nom, c'est-à-dire de quelque 10 ou 12 milliards de dollars, pour soutenir les monnaies en difficulté.

On ne voit pas qu'un accord puisse être réalisé sur ce schéma : le « serpent » ne peut être une auberge ouverte aux quatre vents sans perdre une de ses principales vertus, qui est de contraindre ceux qui font partie du club à gérer d'une main ferme leur économie.

Après les Anglais, après les Français, ce sont les Américains qui rendront peut-être plus constructif le « conseil européen » des 16 et 17 juillet. L'infléchissement de leur attitude sur le grand débat entre les producteurs et les consommateurs de pétrole va permettre de renouer des fils dont des bouts se retrouvaient à l'Agence internationale de l'énergie (O.C.D.E.) après avoir été plus ou moins rompus lors de la conférence préparatoire de Paris, en avril dernier.

Sans doute, les Etats-Unis ne céderont du terrain que pied à pied, et, dans son discours de Milwaukee, M. Kissinger a mis en garde, lundi soir, le tiers-monde contre les tactiques d'affrontement (voir page 5). Mais dans la mesure où le pétrole n'est plus, aux yeux du gouvernement de Washington, l'exclusif terrain de discussion avec les pays du tiers-monde, mais où les matières premières et le développement pourraient figurer à l'ordre du jour d'une nouvelle rencontre Nord-Sud, c'est non seulement la France, inspiratrice de ce dialogue, mais la C.E.E. tout entière qui devrait reprendre le flambeau, avec cette fois des chances de parvenir à des résultats.

Tout est lié

Jamais peut-être depuis sa naissance le Marché commun n'a vu sur la table un tel écheveau de questions. Leur particularité est d'être fonctionnellement et géographiquement liées. Système monétaire international, prix du pétrole et des matières premières, croissance économique et préservation des emplois, lutte contre l'inflation, tous ces éléments sont imbriqués et réagissent les uns sur les autres de manière de plus en plus visible. Tenter de les diviser « en autant de parcelles qu'il se peut » pour mieux s'en rendre maître comme aurait dit Descartes, serait une mauvaise façon de faire. Le « discours de la méthode » politique est aujourd'hui « globaliste ».

C'est aussi vrai pour les interactions géographiques : les pays riches ont enfin pris conscience qu'ils ne peuvent plus se développer sans que les autres en fassent autant. La coopération est descendue de l'Olympe éthique et devient le B A BA économique. Le tout est de la proposer sans hypocrisie, de l'organiser sans avoir l'idée derrière la tête de « récupérer » le maximum d'avantages arrachés par cette politique de cartel qui avait si bien servi auparavant l'Occident contre les pays producteurs de pétrole.

L'Europe pour avancer, a besoin de « projets ». Ceux qui consistent à poser des rustines sur la vieille chambre à air de la politique agricole commune ou à gonfler une baudruche du style politique industrielle, dont on sait mieux aujourd'hui (voir l'affaire des Mirage ou d'Honeywell Bull) quelle est la consistance, n'ont vraiment pas grand-chance de sortir l'Europe de son marasme.

Prendre à bras-le-corps el problèmes qui intéressent au premier chef les habitants de nos neuf pays : l'inflation, le chômage, signifie aussi que l'on ne cherche pas à les résoudre chacun de son côté en reportant les charges sur d'autres. L'idée d'un « nouvel ordre économique international », lancée par les pays en voie de développement en mai 1974 à l'ONU, et à laquelle M. Giscard d'Estaing n'hésite pas à faire allusion, même si l'on ne sait trop ce qu'il met là-dessous, est le grand projet auquel l'Europe pourrait maintenant s'atteler.

Il ne s'agit pas en l'occurrence de sortir un document aussi long que la déclaration et le programme d'action, adoptés par l'assemblée générale des Nations unies le 1er mai 1974, mais de voir sur chacun des grands sujets abordés (prix et commerce des matières premières, industrialisation, système monétaire international, transfert de technologies, réglementation des activités des sociétés transnationales) ce que l'Europe pouvait concrètement proposer.

La septième assemblée générale extraordinaire des Nations unies reprendra ce vaste débat en septembre, et il est important que, dans la même foulée, l'Europe des Neuf soit la communauté la plus active pour relancer ce que l'on a sans doute improprement appelé la conférence sur l'énergie ainsi que pour faire admettre, tant les choses sont liées, cette conférence monétaire au « sommet » proposée par M. Giscard d'Estaing.

Le besoin d'imagination

De partout fusent les idées. Il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'elles s'éparpillent dans la multitude des institutions qui ont vocation pour parler de ces sujets (O.C.D.E., C.E.E., GATT, ONU, etc.), à condition que des instances *ad hoc*, beaucoup plus légères et composées seulement des principaux pays responsables, prennent à leur heure des décisions. Afin d'éviter que des « blocs » ne se reconstituent à cette occasion, l'Europe aurait un rôle éminent à jouer qui consisterait à pousser les propositions que lui semblent devoir rallier les parties les plus opposées au départ et à « imaginer » des formules nouvelles, tant le décor a changé depuis la « révolution pétrolière » d'octobre 1973.

Prenons deux exemples : à la commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) on examinera, en juillet, le premier grand projet concret qui soit sorti de cette institution spécialisée : il s'agit du financement des stocks mondiaux de dix matières premières particulièrement vulnérables à la conjoncture. Le fonds serait doté de 3 milliards de dollars en liquidités et de 3 milliards de dollars mobilisables. Il ferait des avances aux organismes de régulation qui existent afin de les aider à constituer des stocks et agirait lui-même directement sur les marchés non organisés.

Si ce projet était adopté, il faciliterait grandement l'adoption d'accords sur les produits de base, que la France appelle de ses vœux depuis de nombreuses années. Cette idée indispose les Etats-Unis depuis au moins aussi longtemps, on le sait, mais pourquoi leur « doctrine » ne changerait-elle pas, là aussi, sous la pression des événements ? Après tout, les Américains n'ont-ils pas été les plus chauds partisans d'un « prix plancher » pour le pétrole, prouvant ainsi qu'ils savent quand il le faut interpréter la « loi du marché » ?

Le retour à un « ordre monétaire », de plus en plus de responsables s'en avisent, est une excellente façon également de répondre aux préoccupations des pays en voie de développement qui, légitimement, prêchent aujourd'hui pour l'indexation de leurs prix. Si la conférence « au sommet » souhaitée par M. Giscard d'Estaing se tient à la rentrée, la France testera-t-elle la vieille idée de la « monnaie-marchandises » ?

Dans une communication faite le 7 juillet dernier à l'Académie des sciences morales et politi... M. Olivier Wormser, qui fut dire... des affaires économiques du ... d'Orsay avant d'être ambassad... Bonn, a rappelé ces sugges... défendues par MM. de Largen... Kaldor et Mendès France : « D... *quarante ans,* a-t-il déclaré, *on ... élaborés plus d'un projet où ... trouvent liées entre elles les q... tions touchant l'émission moné... et celles touchant à la stabilis... des prix des matières premi... Des spécialistes, et non des ... dres, ont soutenu que l'étalon m... taire, s'il était défini non pas ... un « panier » de monnaies mais ... un « panier » de matières premi... et des denrées de base, ren... davantage de services et inspir... en définitive davantage la confia... D'où l'idée déjà ancienne de g... l'émission monétaire sur des den... et produits de base et d'en s... liser par là-même les prix à ... niveau convenu. Les pays de m... culture et les Etats qui n'expo... qu'un ou deux métaux ou min... seraient gagnants.* »

Après l'effondrement du sys... monétaire international, le champ ... vaste pour les initiatives et m... pour les projets qui paraissaient ... guliers à l'heure où les accord... Bretton-Woods fonctionnaient enc... L'Europe, en ce domaine comm... d'autres, doit chercher les répo... les plus appropriées aux défis ... veaux. C'est le meilleur qu'on pu... attendre d'elle. Au lieu de remâ... ses amertumes, d'échafauder d'a... tieuses constructions institutionne... elle doit d'abord s'entendre sur ... qu'elle a à dire. Il lui faut, pou... parvenir, plus de « disponibilit... une écoute plus franche, non se... ment de l'interlocuteur améri... qu'elle a trop privilégié jusqu... mais des nations qui essaient ... plaider pour un monde moins inju...

PIERRE DROUIN

● LE PROJET DE BUDG... COMMUNAUTAIRE POU... 1976, présenté à la presse ... 11 juillet, par le commiss... européen, M. Claude Che... son, s'élève à 2 316 milli... d'unités de compte (1 U.C. ... 1,20 dollar), en progression ... 46 % par rapport à l'an pas... Dans ce projet, qui ne com... porte pas les dépenses agric... les (près de 80 % du budge... la commission propose d'... croître les sommes ramass... en secteur social (+ 40 %), ... la recherche (+ 90 %), et ... l'aide au développeme... (+ 35 %), tandis que les cr... dits du Fonds régional sero... multipliés par trois. — *(A.F.P.)*

● LE NOUVEAU REPRESE... TANT BRITANNIQUE ... BRUXELLES. — Sir Dona... Maitland, sous-secrétai... d'Etat adjoint au Forei... Office, chargé des questio... économiques et des problèm... de l'énergie, a été nommé r... présentant permanent d... Royaume-Uni auprès des Com... munautés européennes. Il su... cède à Sir Michael Pallise... secrétaire général du Forei... Office.

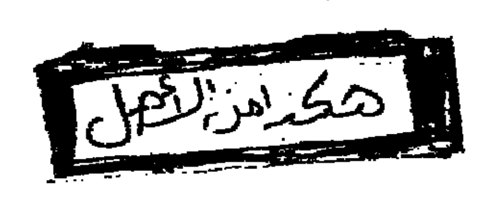
Agé de cinquante-trois an... le nouveau représentant br... tannique a notamment été d... recteur du Centre d'étud... Libye s'engage à lui livr... Liban, chef des services d... presse au Foreign Office ... ambassadeur en Libye, avan... de devenir, de 1970 à 197... porte-parole de M. Edwar... Heath. — *(A.F.P.)*

AFFAIRES

LA COMMISSION DES ENTENTE... N'A RENDU QUE SIX AVIS EN 1974

La commission technique de... ententes et des positions domi... nantes a décidé de se saisi... d'office de trois affaires concer... nant la distribution des produit... pétroliers, le secteur de l'assurance capitalisation et celu... de l'assurance incendie - risques industriels et pertes d'exploitation, a indiqué M. Lasry, conseiller d'Etat, président de la commission, en présentant son rapport d'activité pour 1974. La commission a rendu, l'année dernière, six avis, dont deux particulièrement importants : l'un, sur le cas des transports scolaires, considéré par la commission comme un exemple d'entente particulièrement nocive ; l'autre, sur le « groupement d'entreprises licenciées FIORIO », qui, à l'inverse, constitue un exemple d'entente jugée bénéfique quant à ses effets sur l'économie.

Au sujet de la prohibition des ententes et des abus de position dominante, la commission remarque qu'il n'est pas nécessaire qu'une entente contrôle une part très importante du marché pour être déclarée répréhensible.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

RÉVISANT EN BAISSE LEURS PRONOSTICS

...experts européens s'attendent à une stagnation de la production française en 1975

...ernières évaluations des ...de la Commission euro... pour l'année en cours ...tiement moins optimistes ...précédentes. Les écono... ...le Bruxelles s'attendent à ...l moyen de la production ...ij de 0,5 % (contre un ...de 1,9 % l'an passé), à ...gmentation de moitié du ...e (4 millions de personnes ...de 2,6 millions) et, cepen... ...une hausse des prix à peu ...ms forte (12 %). Seul ...ositif : la balance des ...ts courants des Neuf ...xcédentaire de 500 mil... ...le dollars, alors qu'elle ...lé déficitaire l'an dernier ...de 13 milliards de dollars. ...a France, le pronostic ...perts européens — qui a ...isenté au dernier conseil ...nistres des Neuf, le 10 juil... ...st, pour la croissance, in... ...laire entre les affirmations ...Fourcade (+ 2,1 %) de... ...Commission des comptes ...nation (le Monde du ...) et les dernières évalua...tions du B.I.P.E. (Bureau d'informations et de prévisions économiques) : — 1,6 %. On s'attend à Bruxelles à une stagnation complète de la production nationale française cette année, ainsi qu'à une hausse moyenne des prix de 11,5 %, à peine inférieure à celle de l'an dernier (12,8 %).

Logiquement, le diagnostic est lui aussi sévère pour les États-Unis : nouvelle baisse de croissance de 4 % (après un premier recul de 2,1 % l'an dernier), réduisant d'un quart seulement le rythme de l'inflation : 8 % au lieu de 11,4 % en 1974.

● LE BUREAU NATIONAL DE L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES (15, rue Martel, 75010 Paris) estime, dans une déclaration, que *« la misère s'installe dans des centaines de milliers de foyers »* à cause de *« la hausse des prix, des bas salaires, de la perte de pouvoir d'achat des allocations familiales, du chômage ».*

L'U.F.F. réclame *« des mesures d'une extrême urgence »,* notamment *« le versement par l'État d'une allocation immédiate et substantielle à toutes les familles touchées par le chômage ; la suspension des coupures de gaz et d'électricité et des saisies ou expulsions pour non-paiement du loyer en faveur des personnes dont les ressources sont notoirement insuffisantes pour faire face à ces dépenses, notamment les familles de chômeurs; des mesures concrètes prises par l'État pour que tous les enfants de chômeurs (...) puissent partir en vacances ; le refus cet été de toute destruction de fruits et légumes propres à la consommation ».*

LES NOUVELLES ESTIMATIONS DES EXPERTS EUROPÉENS

	Produit intérieur brut (en %)		Prix à la consommation (en %)		Chômage (en nombre de personnes)		Balance des paiement courants (en milliards de dollars	
	1975*	1974**	1975*	1974**	1975*	1974**	1975*	1974**
...ourg	— 3	4,5	10	9,5	—	—	0,5	0,8
...ne fédérale	— 1,5	0,6	6	7,3	1 060 000	582 000	8	8,8
...	— 1,5	3,4	18	19,6	700 000	560 000	— 2,5	— 7,8
...s	— 1	1,8	10,5	13,3	195 000	143 000	2	1,4
...s	0	4	12	12,5	170 000	102 000		
...	0	3,8	11,5	12,8	850 000	501 000	— 0,5	— 6
...	0	0,4	25	17,3	95 000	65 000	— 0,5	— 0,7
...rk	0,5	1,6	10,5	15	90 000	45 000	— 0,5	— 1
...-Bretagne	1	0	19,5	15	860 000	637 000	— 6	— 8,9
...ne de la C.E.E.	— 0,5	1,9	12	12,3	4 820 000	2 635 000	+ 0,5	— 13,4
...Unis	— 4	— 2,1	8	11,4	1 800 000	5 076 000	0	— 4
...	1	— 1,8	10	21,2	?	720 000	— 1	— 4,5

*Prévisions ; **Nouvelles évaluations.

(Le chômage a été calculé en moyenne annuelle ; le nombre de chômeurs n'est pas strictement comparable ...pays à l'autre en raison des modalités différentes de prise en compte. La hausse des prix est calculée ici ...l'optique annuelle de la comptabilité nationale.)

(PUBLICITÉ)

GOVERNMENT OF JAMAICA

PREQUALIFICATION OF

MAJOR GENERAL CONTRACTORS FOR

THE JAMAICA AIRPORTS DEVELOPMENT PROJECT

The Government of Jamaica is redeveloping the two international airports in Jamaica, Sangster International Airport in Montego Bay and Norman Manley International Airport in Kingston.

As part of this redevelopment the Government of Jamaica requires qualified general contractors to provide the following Areas of Work:

SANGSTER INTERNATIONAL AIRPORT

Area of Work 1. Buildings
Area of Work 2. Paving
Area of Work 3. Siteworks
Area of Work 4. Electrical

MANLEY INTERNATIONAL AIRORT

Area of Work 5. Buildings
Area of Work 6. Paving
Area of Work 7. Electrical

It is the intention of the Government of Jamaica to prepare L lists of qualified general contractors, one list for each of the 7 major Areas of Work.

General contractors are invited to prequalify for bidding on one or more of the Areas of Work, or all of the Areas of Work, in which they feel qualified. Prequalifications covering only a part of an Area of Work will not be considered.

Prospective Bidders must submit, in quadruplicate (4 copies) to the Director of Major Projects, their prequalification confidential statements in the form furnished, and complete with all supporting documents required, on or before AUGUST 25, 1975.

The Ministry of Works does not undertake to accept, act on, or consider any prequalifications, submissions, or confidential statements received later than the date set forth herein.

A copy of the Confidential Statement for Determining Prospective Bidder's Responsibility form, including the Project Highlights and Bidding Guidelines and Information is available for issue to each interested party at the office of the Director of Major Projects, Ministry of Works, 140 Maxfield Avenue, Kingston 10, Jamaica W. I. Attention: Project Coordinator - Airports Unit.

No bid will be accepted from parties who have not been previously prequalified for such bidding.

For the information and guidance of those concerned, this project will be jointly financed by the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) and the Government of Jamaica. Participation will thus be limited to contractors from Jamaica, member countries of I.B.R.D. and Switzerland.

ÉNERGIE

Le C.E.A. entre dans Framatome

(Suite de la première page.)

Il était apparu raisonnable de mettre en concurrence deux constructeurs utilisant des techniques différentes : l'emploi de l'eau « *bouillante* » par la C.G.E., appliquant les brevets du groupe américain General Electric, et celui de l'eau « *pressurisée* », formule de Creusot-Loire, selon la logique de reconsidérer la politique de diversification.

Les temps ont changé. Le programme nucléaire va être révisé en baisse; on ne parle plus aujourd'hui d'installer 6 000 ou 7 000 mégawatts d'origine nucléaire par an, mais seulement 4 500 à 5 500. Dès lors, il était logique de reconsidérer que la politique de diversification.

Les adversaires de cette politique — de plus en plus nombreux dans l'administration — ne manquent pas d'arguments : « *Le marché national ne saurait suffire,* disent-ils, *à assurer un plan de charge convenable à deux pays industriels. Plutôt que de répartir entre eux la pénurie, avec tous les risques que cela comporte, il est préférable de ne conserver qu'un seul « champion », Framatome, qui a une expérience certaine et a fait des investissements considérables pour être en mesure de répondre aux commandes d'E.D.F.* »

Les pouvoirs publics ne pouvaient cependant se contenter d'offrir ainsi le monopole de la construction des réacteurs nucléaires à eau légère à Framatome. D'abord parce que la firme est sous contrôle étranger : Westinghouse détient 45 % de son capital, et Creusot-Loire, qui en possède 51 %, est dirigé par le baron belge Empain. Ensuite parce que l'occasion semblait bonne de parvenir à faire enfin collaborer à un projet commun tous ceux qui, en France, s'intéressent au nucléaire, plus particulièrement les industriels et le C.E.A. « *Nous étions devant une situation absurde,* explique un fonctionnaire. *Chaque année, le C.E.A. dépense quelque 150 millions en recherches sur les réacteurs à eau légère ; Framatome et Westinghouse ont également d'importants budgets de recherche, mais ces efforts n'ont jamais été mis en commun pour parvenir à constituer un groupe cohérent et puissant, présent à l'exportation. Il était nécessaire d'opérer un rapprochement.* »

Les négociations menées sous la houlette du ministère de l'industrie et de la recherche ont été longues et difficiles, ce qui ne surprendra personne, compte tenu des relations qu'entretenaient Creusot-Loire et le C.E.A. Pourtant, les points de vue se sont rapprochés : Creusot-Loire, redoutant la poursuite de la politique de diversification, a compris qu'il ne pouvait exiger un monopole sans contrepartie ; le C.E.A., pour sa part, a pris conscience du risque couru en se cantonnant dans un splendide isolement.

Le compromis

Un compromis a donc été élaboré :

● Il prévoit une prise de participation de 33 ou 34 % du C.E.A. dans le capital de Framatome, la participation de Westinghouse diminuant d'autant ; les modalités pratiques de cette opération restent cependant à définir.

● Pour éviter les « *frottements* » ou les querelles de compétences, un dossier a, par ailleurs, été établi, qui définit les rôles précis des partenaires. Creusot-Loire conserve le leadership industriel, mais s'engage à appuyer le C.E.A. dans ses travaux de « *francisation* » du réacteur pressurisé.

● Ce schéma, s'il était accepté par le gouvernement, pénaliserait deux entreprises : la C.G.E., qui se verrait exclure du marché des réacteurs à eau légère, et la Compagnie électro - mécanique (C.E.M.), qui devait construire les turbo-alternateurs équipant le « *bouillant* ». Pour remédier à cet état de choses, il pourrait être demandé à l'E.D.F. de mieux répartir les programmes de commandes de turbo-alternateurs entre Alsthom, filiale de C.G.E. — qui doit fournir les turbo-alternateurs de tous les réacteurs de Framatome — et C.E.M. En contrepartie, Creusot-Loire associerait Alsthom à des contrats conclus à l'exportation.

La contre-attaque de la C.G.E.

La C.G.E., qui s'est sentie menacée, est passée à la contre-attaque. Ses dirigeants, convaincus que le maintien éventuel de l'ancienne politique de diversification passe par la mise en place d'un schéma industriel européen, ont entamé des négociations avec la société allemande Kraftwerkunion (K.W.U.), filiale commune de Siemens et d'A.E.G. Constituée en 1969 par les deux groupes allemands, qui y apportèrent leurs moyens industriels dans le secteur nucléaire, K.W.U. offre la particularité d'être la seule société européenne pouvant construire à la fois des chaudières de type « pressurisé » et de type « bouillant ». Saluée à sa naissance par de grands transports d'enthousiasme, elle a connu, depuis, quelques malheurs financiers, au point que l'un de ses propriétaires, A.E.G., a laissé entendre qu'il était prêt à se retirer. Siemens avait donc besoin d'un nouvel allié. Ce pouvait être la C.G.E.

Les négociations entre Siemens et la C.G.E., menées depuis plusieurs mois, semblent avoir abouti récemment. Un accord serait sur le point d'être signé, prévoyant, outre la participation de la C.G.E. et de K.W.U. à la réalisation de chaudières des deux types (« bouillant » et « pressurisé »), l'étude et la construction en commun d'un réacteur « bouillant » de 1 000 mégawatts. En outre, des prises de participation croisées pourraient intervenir entre les deux groupes dans certaines filiales spécialisées.

Cette contre-attaque est fort adroite et vient à propos. La C.G.E., en offrant la possibilité d'un accord franco-allemand — et ce juste après l'« affaire » de la C.I.I., où le groupe de M. Roux avait cette fois joué la carte américaine — place le gouvernement français dans une situation délicate. Il lui faudra pourtant bien trancher lors du conseil restreint qui se tiendra à la fin de ce mois à l'Elysée, car les deux schémas apparaissent difficilement conciliables. Entériner le projet d'accord conclu entre Creusot-Loire et le C.E.A., c'est abandonner — du moins pour un temps — la diversification, donc rendre inutile le rapprochement K.W.U.-C.G.E. Poursuivre la diversification, c'est à l'inverse risquer de donner à Creusot-Loire le sentiment d'avoir fait un marché de dupes et de le voir revenir sur ses engagements.

Que décidera la puissance publique ? Pour l'heure, les partisans de l'association Creusot-Loire-C.E.A. tiennent la corde. Leurs arguments sont solides : la formule permet de constituer un groupe rationnel et puissant, en même temps qu'elle facilite à terme la « sortie » de Westinghouse, ce qui permet d'échapper aux licences américaines... L'entrée du C.E.A. avec la minorité de blocage permet en outre à la puissance publique de prendre pied dans un secteur déterminant pour l'avenir industriel du pays, secteur qui vit d'ailleurs de commandes publiques. Enfin, ce schéma n'exclut pas une collaboration franco-allemande à plus long terme, dans le secteur des réacteurs à haute température par exemple, ou dans celui des surrégénérateurs.

Bien des fonctionnaires et des industriels sont séduits. Le pouvoir politique doit dire s'il l'est également.

PHILIPPE LABARDE.

De l'utopie au réalisme

Six ans se seront écoulés entre l'abandon de la filière française graphite-gaz, en 1969, et l'adoption d'un projet concret visant à faire échapper progressivement le pays aux licences américaines, grâce auxquelles sont fabriqués les actuels réacteurs français à eau légère. Six ans pendant lesquels l'industrie française, essentiellement le groupe Framatome, aura réalisé, à la demande d'E.D.F., des centrales qui ne devaient rien à la technique française.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ne se consolait pourtant pas pendant ce temps de ne plus participer à la mise au point et à l'amélioration des réacteurs construits en France. Depuis 1971, il n'a cessé d'échafauder des rêves ambitieux et utopiques. Il imagina d'abord de lancer l'étude d'un réacteur à eau légère, qui ne doive rien à la technique américaine mais soit dérivé du petit réacteur à eau pressurisée réalisé pour les sous-marins nucléaires. Une telle aventure aurait nécessité des années d'études.

Le C.E.A. envisagea ensuite de négocier un accord avec l'un des quatre constructeurs américains de centrales en apportant dans la corbeille de mariage ses connaissances et ses installations d'essai pour améliorer les réacteurs existants. Un accord était pratiquement conclu avec Babcock et Wilcox, quand ce dernier connut de graves difficultés en 1973.

Sans se décourager, le C.E.A. lança la troisième idée qu'il tenait en réserve : réaliser, comme maître d'œuvre, un prototype de grande centrale (en collaboration avec un groupe industriel français allié à un constructeur américain) en apportant des améliorations substantielles au réacteur existant. Un tel prototype aurait ultérieurement donné naissance à une série de réacteurs commerciaux qu'E.D.F. aurait installés en France. Faite en 1974, au moment de l'accélération du programme nucléaire français, cette proposition se heurta, comme les précédentes, à l'hostilité d'E.D.F. et de Framatome qui redoutaient les délais d'une telle opération et rejetaient l'idée que le C.E.A. se transforme en constructeur de centrales. Le C.E.A. retira donc sa proposition, en se promettant toutefois de ne pas abandonner le projet.

Depuis des années le C.E.A. estime que les connaissances qu'il a accumulées sur les réacteurs à eau légère doivent lui permettre d'apporter une contribution significative à l'amélioration des centrales nucléaires existantes. D'une part, la division des applications militaires a réalisé avec succès les réacteurs de sous-marins ; d'autre part, le centre de Cadarache termine la réalisation d'une chaudière nucléaire CAP (chaudière avancée prototype), dérivée des études militaires. Technicatome, société d'ingénierie, filiale du C.E.A., a pour sa part étudié sur le papier une série de petits réacteurs appelés CAS (chaudière avancée de série), destinés à la production de vapeur.

Enfin, et surtout, le C.E.A. a lancé, sous l'appellation de Champlain, un programme d'études portant sur seize problèmes particuliers aux centrales à eau légère d'aujourd'hui (cuve, enceinte étanche, pompe, éléments combustibles...). Environ cent cinquante personnes travaillent, à temps partiel ou complet, sur ce projet.

Le C.E.A. dépense chaque année environ 150 millions de francs sur les réacteurs à eau légère. En 1974, il a estimé venu le moment de passer des études et des prototypes au stade industriel. Cette idée ayant elle aussi été rejetée, il tente aujourd'hui, avec plus de réalisme, de monnayer son acquis technique contre un accord de coopération avec Westinghouse et son entrée dans Framatome.

Deux arguments justifient cette nouvelle démarche :

● Les réacteurs à eau légère seront encore construits pendant plusieurs dizaines d'années : ils évolueront (sécurité, environnement, standardisation).

● Le C.E.A. aide déjà l'industrie et E.D.F. à réaliser les centrales sous licence et à faire des essais et des études complémentaires de sécurité. Il serait normal d'utiliser ce potentiel pour franciser peu à peu les réacteurs actuels et dégager le pays des licences américaines, comme l'a fait, pour sa part, l'Allemagne. Ainsi verraient le jour, d'ici à plusieurs années, des réacteurs français de deuxième génération, réalisés en coopération avec l'industrie et avec l'aide de Westinghouse.

Mais l'indépendance ne sera vraiment acquise que si la principale société productrice des centrales n'a plus pour seuls actionnaires une société américaine et une société belge. En prenant une part du capital de Framatome, le C.E.A. serait ainsi le garant des intérêts nationaux.

La société Westinghouse a préféré les discussions avec la délégation à l'énergie et E.D.F., depuis le début de l'année, plutôt que d'attendre la renégociation des accords de licence avec Framatome, qui expirent en 1982. Les dépenses annuelles de recherches du C.E.A. représentent les redevances que Westinghouse perçoit pour cinq à six réacteurs construits en France sous licence, et environ trois à quatre fois ce que cette société investit chaque année pour ses propres études.

Un accord prévoyant le libre échange des connaissances ne se ferait donc pas à son désavantage et éviterait une simple rupture avec son licencié dans les années à venir. Chaque partenaire trouverait ainsi son avantage à l'accord. Il faudra seulement que le C.E.A. sache à l'avenir modérer ses ambitions techniques et industrielles. Ce qui ne sera peut-être pas si simple. Mais la solution envisagée aujourd'hui a, par rapport aux hypothèses précédentes, l'avantage de la simplicité et de la raison. — D. V.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AUTOMOBILE

La gamme 3 BMW : économie et sécurité

Tout a changé, ou presque. Ce qui frappe, tout d'abord, c'est la place du conducteur. Plutôt un cockpit d'avion léger. Le tableau de bord s'incurve sur la droite, vers le pilote. L'auto-radio, la ventilation, l'allume-cigare, le cendrier et le levier de vitesses sont équidistants de l'épaule. Le buste ne doit pas bouger. La nuit, les commandes s'illuminent. Pas de tatonnements dangereux. Un dixième de seconde, c'est une vie préservée.

Rationnel. Fonctionnel. Esthétique. C'est BMW. Et ça fonctionne à l'« ordinaire ». En lançant sa nouvelle gamme, la série 3 (commercialisée en septembre), BMW abandonne ses 1602 / 2002. Elles étaient pourtant fameuses et représentaient, ces derniers mois encore, la moitié des ventes de la firme munichoise. Mais elles avaient dix ans et les progrès vont vite.

La gamme 3 — essentiellement la 316 (1 563 cm3, 9 CV fiscaux), et la 320 (1977 cm3, 11 CV), la 318 n'étant pas livrée en France — est un succédané de la gamme 5. Moins onéreux. Mais il agit moins vite : les moteurs, identiques à ceux des 1602 et 2002, ont gagné de la puissance et satisfont, avant la lettre, aux normes antipollution. Leur couple est cependant moins favorable et la nervosité s'en ressent légèrement. Les fanatiques de la reprise devront attendre la 320 i en novembre prochain. Pour le reste, plus d'une centaine de modifications et d'améliorations ont été apportées : il ne reste quasiment plus rien des précédentes « petites » BMW, hormis le nombre de portes (deux), le diamètre des roues et la boite de vitesses.

Un travail considérable a été effectué sur la suspension, qui devient presque douce, sur la direction, qui reste légère mais beaucoup moins sautillante, sur la ventilation, désormais efficace, et sur l'amortissement des bruits de roulement. Les freins (disques à l'avant, tambours à l'arrière), ont été améliorés, de même que la sécurité passive qui, c'est pourtant un domaine si peu spectaculaire, faisait le véritable objet du renouvellement de gamme.

La carrosserie est plus longue de 12 centimètres, plus large et moins haute. L'empattement et l'écartement des roues ont été augmentés, l'assise est meilleure et la tenue de route, aux vitesses autorisées, reste un modèle du genre. Les nouvelles berlines collent même mieux à la route que les précédentes, surtout sur sol mouillé. Tout serait parfait si le constructeur n'avait pas négligé les passagers arrière, qui ne bénéficient pas de l'allongement du véhicule et n'ont plus, désormais, la possibilité d'entrebâiller leur vitre.

En se remettant en cause, BMW ne délaisse pas son image de marque, loin de là. Les 316 et 320 sont simplement plus « mûres », plus proches des « grosses » berlines de Munich. En perdant un peu de fougue — c'était un signe de jeunesse — elles ont acquis deux qualités essentielles : l'économie (10 litres d'essence ordinaire aux 100 kilomètres sur route) et la sécurité.

MICHEL BERNARD.

★ Les prix ne sont pas encore fixés. Ils pourraient être de 28 500 F environ pour la 316 et 32 500 F pour la 320. La 1502 (*le Monde* du 31 mai 1975) poursuit sa carrière.

SYNDICATS

Avant le conseil des ministres du 30 juillet

M. CHIRAC COMMENCE SES CONSULTATIONS SOCIALES AVEC F.O.

Le premier ministre, qui sera entouré de M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et de M. Durafour, ministre du travail, commencera à recevoir les organisations syndicales et professionnelles mercredi 16 juillet. Il s'entretiendra, à 15 heures, avec des représentants de Force ouvrière.

Le jeudi 17, ce sera le tour du C.N.P.F. à 10 heures, de la C.G.C. à 11 heures et de la C.G.T. à 17 h. 30. Les P.M.E. seront reçues le 22 juillet à 10 heures et la C.F.T.C. à 15 h. 30. Enfin, la FEN le sera le 24 à 9 h. 30, faisant ainsi partie, pour la première fois, d'une consultation réservée aux confédérations nationales interprofessionnelles. La C.F.D.T. sera entendue dans les prochains jours, mais rendez-vous n'est pas encore définitivement fixé.

Ces conversations avaient été prévues, le mois dernier, dans la perspective des mesures économiques et sociales que prendra le conseil des ministres le 30 juillet.

MONNAIES ET CHANGES

LA HAUSSE DU DOLLAR SE CONFIRME

La nouvelle et vive hausse du dollar, enregistrée lundi sur les marchés des changes, s'est confirmée mardi : la monnaie américaine valait, en fin de matinée, 4,175 F à Paris, contre 4,165 F vendredi soir, 2,435 DM à Francfort contre 2,44 DM lundi, et 2,575 FS à Zurich contre 2,585 FS. Malgré les inévitables ventes avec prise de bénéfice, le dollar consolide ainsi ses gains récents.

Le franc français reste stable, de même que la livre sterling.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5	6	2 1/2	3 1/2	1 1/2	2 1/2
1 mois	6	6 1/2	3 5/8	4 1/8	3	3 1/2
3 mois	6 7/8	7 3/8	3 7/8	4 3/8	3 3/4	4 1/4
6 mois	7 3/4	8 1/4	4 5/8	5 1/8	4 7/8	5 3/8

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE DU MALI

AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONAL DES ENTREPRISES BARRAGE DE SELINGUÉ SUR LE SANKARANI

Des appels d'offres seront lancés le 1er octobre 1975 pour les travaux de génie civil et pour la fourniture et l'installation du matériel d'équipement du barrage hydroélectrique de Selingué, ainsi que pour la construction de la ligne, des postes H.T., de la route d'accès et du périmètre hydroagricole associés à l'aménagement. La Direction des travaux dépendra de la Direction de l'Hydraulique et de l'Energie du Mali.

Le site du barrage est situé à 150 km au sud-ouest de Bamako sur la rivière Sankarani.

L'aménagement comprend une digue en terre de 2.500 m., de 15 m. de hauteur moyenne, un ouvrage évacuateur de crues équipé de 8 volets déversants de 13 x 5 m. et d'une vanne secteur de 14 x 11 m., une usine abritant 4 groupes Kaplan de 11 MW unitaires.

Le réseau de transport associé à l'aménagement comporte 140 km de ligne 150 kV, un poste de départ à Selingué et un poste d'arrivée à Bamako.

La route d'accès au chantier de 55 km à exécuter sera bitumée.

Une première tranche d'un casier agricole de 1.500 ha fait partie de l'aménagement.

Répartition des lots
- Génie civil, barrage et centrale : terrassement ...... 1.600.000 m3 ; béton 170.000 m3
- Turbines
- Alternateurs
- Vantellerie et manutention
- Equipement de la centrale et postes
- Ligne 150 kV.

FINANCEMENT

République Fédérale d'Allemagne, Arabie Saoudite, France, Canada, Italie, F.E.D., B.A.D.

PROCEDURE A SUIVRE

Les entreprises intéressées doivent fournir dès que possible et au plus tard le 18 août 1975, à l'adresse suivante, les références normalement requises pour une présélection telles que : expérience pour des travaux similaires, organisation, moyens et structures financières de l'entreprise.

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE
B.P. 66 - BAMAKO (Mali)

(*Avis financiers des sociétés*)

LUCHAIRE S.A.

L'assemblée annuelle, réunie le 27 juin, sous la présidence de M. Jean-Jacques Wilmot-Roussel, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir 9,40 F par action, ce qui, avec l'impôt de 4,70 F déjà payé au Trésor, assure un revenu global de 14,10 F par action. Ce dividende, égal à celui de l'an dernier, sera représenté par le coupon n° 60 et mis en paiement le 15 septembre 1975 aux guichets du Crédit lyonnais et de la banque Worms.

L'assemblée a en outre ratifié la nomination comme nouvel administrateur de M. Georges Soleilhavoup.

Dans son rapport, le conseil indique que le chiffre d'affaires hors taxes, qui a atteint 499 837 000 F, est en progression de 25 % sur celui de l'exercice précédent pour les mêmes activités.

La marche des diverses divisions a été la suivante :

— La division transformation des métaux, qui couvre 59 % du chiffre d'affaires total, a connu une évolution satisfaisante (+ 25 %), malgré les répercussions de la crise pétrolière sur l'industrie automobile. Ses efforts pour réduire la part des travaux de sous-traitance au profit de fabrications propres (systèmes d'échappement selon la technique américaine Arvin, conteneurs pour transports maritimes et terrestres) ont commencé à porter leurs fruits.

L'usine vétuste d'Issy-les-M[...]neaux a été vendue en 1975 [...] dégagement d'une importante [...]value.

— La division Jacquemard, sp[...]lisée dans les moyens de sto[...] industriel, a enregistré une pro[...]sion de 41 %, mais se heurte d[...] le deuxième semestre 1974 au re[...]rement du marché consécutif [...] baisse des achats d'équipements [...]

— La division caoutchouc et [...]tique a réagi contre les effets [...] crise dans l'automobile en dév[...]pant son activité sur des mar[...] nouveaux.

— La division armement a e[...] chiffre d'affaires en progressio[...] 64 % et sa part dans l'act[...] totale est passée de 13 à 17 %. [...] progression doit se poursuivre [...] carnet de commandes abondam[...] garni devant assurer à cette div[...] une activité croissante jusqu'en [...]

D'une façon générale, l'exe[...] 1975 s'annonce favorablement. [...] mai, l'augmentation du chiffre [...]faires par rapport à la même pé[...] de l'année précédente était de 1[...] provenant en grande partie du [...]veloppement du secteur armem[...]

GROUPE FONCIÈRE

Compagnies d'assurances

RECTIFICATIF

Le solde créditeur du compte de pertes et profits de la Foncière T.I.A.R.D. s'est élevé, pour l'exercice 1974, à F 21 883 205,57 et non, comme il a été indiqué dans le communiqué publié le 9-7-1975, à F 13 154 985,86 qui était le solde de l'exercice 1973.

SOCIETA FINANZIARIA SIDERURGICA « FINSIDER »

Paiement du dividende

En application des délibérat[...] de l'assemblée générale du 27 [...] 1975, les actionnaires sont info[...] que le paiement du dividende [...] 40 LIT par action, sous déduc[...] de la retenue prévue par la l[...]lation italienne, sera effectué [...] partir du 21 juillet 1975, co[...] remise du coupon numéro 6.

En France, ce dividende [...] payable sans frais aux guichets [...] établissements suivants :

BANQUE ROTHSCHILD, 21, [...] Laffitte, Paris (9e);

CREDIT LYONNAIS, 19, boule[...] des Italiens, Paris (2e).

	31-03-75	30-06-7[...]
SÉLECTION-RENDEMENT		
Actif net (millions de francs)	226,40	227,[...]
Actions en circulation	1 785 543	1 893 047
Valeur nette par action	126,80	120,[...]
ÉLYSÉES-VALEURS		
Actif net (millions de francs)	162,52	163,[...]
Actions en circulation	1 112 838	1 084 060
Valeur nette par action	146,04	151,[...]
SÉLECTION-MONDIALE		
Actif net (millions de francs)	51,28	54,[...]
Actions en circulation	518 678	540 961
Valeur nette par action	98,87	100,[...]

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● UN ACCORD SINO-FRANÇAIS sur le dépôt des marques de fabrique et de commerce a été signé mardi 15 juillet, à Pékin, par M. Wa Wen-po, vice-ministre des affaires étrangères, et M. Arnaud, ambassadeur de France. — (*A.F.P.*)

Commerce extérieur

● RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans *le Monde* du 15 juillet sur le commerce extérieur entre la R.D.A. et la France, il fallait lire : en 1974, les importations françaises avaient augmenté de 26 % (et non 47 %), alors que les exportations progressaient de 25 % (au lieu de 29 %).

Économies étrangères

● EN ITALIE, la production industrielle a diminué pour le huitième mois consécutif : en mai, la chute a été de 18,7 % par rapport à mai 1974, soit le taux le plus fort enregistré depuis janvier. Pour les cinq premiers mois de 1975, la production a baissé de 13,2 % par rapport à la seule période de l'an dernier. — (*A.F.P.*)

● RECHUTE DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE EN JUIN. — Le déficit commercial a atteint 169 millions de livres contre 16 millions en mai (434 millions en juin 1974). Les exportations se sont élevées à 1 440 millions (1 586 millions en mai), en recul de 10,5 % et les importations à 1 609 millions (1 602 millions). Compte tenu de l'excédent des échanges « invisibles » — inchangé à 120 millions — la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit de 49 millions au lieu d'un surplus de 104 millions de livres. Pour les trois derniers mois connus (avril-mai-juin) le seul déficit commercial a toutefois été de 116 millions de livres contre 219 millions pour les trois mois précédents (janvier-février-mars). — (*A.F.P., Agefi.*)

● DEGONFLEMENT RECORD DES STOCKS AMERICAINS EN MAI, qui ont diminué de près de 3 milliards de dollars, après avoir baissé de 980 millions en février, 1,9 milliard en mars et 1,5 milliard en avril. Il faut remonter en 1960-1961 pour trouver une période de quatre mois consécutifs de dégonflement des stocks. Avec une valeur globale de 264,5 milliards de dollars, ceux-ci reviennent à leur plus bas niveau depuis septembre 1974 (258,6 milliards). — (*A.F.P.*)

Énergie

● LA CHINE POPULAIRE IMPORTE DU PETROLE. — Bien qu'exportateur de pétrole, la Chine populaire importe du « brut » d'Iran, d'Algérie et d'Irak, a précisé le vice-premier ministre chinois, M. Li Hsien-nien, dans une interview accordée au journal iranien *Kayhan*. — (*A.F.P.*)

Revues

● UN NUMERO SPECIAL DE « DROIT SOCIAL » SUR LA SECURITE DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE. — Après ses numéros spéciaux sur l'exclusion sociale et sur les problèmes actuels de la Sécurité sociale, la revue *Droit social* vient de publier un volumineux cahier sur la sécurité de l'emploi et du salaire. Dix-sept études y sont consacrées à des problèmes juridiques d'une brûlante actualité, parmi lesquelles celle de J.-P. Puissochet sur l'Agence nationale de l'emploi dont il était hier encore directeur général, celle de G. Battu sur l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi, ainsi que des analyses de L. Bodin sur la raison pour laquelle l'accord sur la garantie du salaire en cas de licenciement économique s'applique à si peu de chômeurs. Mais c'est peut-être l'article très fouillé du professeur J.-P. Karaquillo sur la mise à pied pour cause économique, sujet particulièrement complexe, qui retiendra la plus grande attention des chefs d'entreprise.

★ *Droit social*, 3, rue Soufflot, numéro spécial 13 077, 40 F.

pour du personnel temporaire de langue anglaise
appelez SOPRINCO
225·07·06 . 225·06·62

ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

IMI

ASSEMBLÉE DES PARTICIPANTS DU 30 JUIN 1975

Le 30 juin a eu lieu à Rome, sous la présidence de M. Giorgio Cappon, l'Assemblée des Participants au capital de l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI) pour l'approbation du bilan et du compte profits et pertes du quarante-troisième exercice.

Le Rapport du Conseil d'Administration — lu par M. Cappon — souligne que, malgré les difficultés conjoncturelles qui ont caractérisé l'économie italienne en général et les marchés financiers en particulier, on a pu enregistrer pendant l'exercice un niveau élevé d'activité qui a confirmé les résultats exceptionnels obtenus au cours de l'exercice précédent.

On peut résumer l'activité comme suit : l'Institut a reçu de nouvelles demandes pour 3.240 milliards de lires (+ 19 % par rapport à l'exercice précédent) ; il a octroyé 1.636 milliards de lires et a stipulé des opérations de financement pour 1.531 milliards de lires ; et on enregistre des opérations en cours au 31 mars 1975 pour 6.456 milliards de lires (+ 18 %).

Les opérations stipulées, dont 88 % financées par ses propres fonds, 4 % par des fonds à valoir sur les gestions spéciales pour compte de l'Etat et 8 % par des fonds de la CECA, se répartissaient ainsi : financements pour investissements, 1.176 milliards de lires (+ 2 %) ; financements pour fournitures à l'étranger, 343 milliards de lires (+ 6 %) ; financements aux non-résidents, 7 milliards de lires (61 milliards enregistrés au cours de l'exercice précédent) ; crédits financiers aux pays étrangers, 4 milliards de lires (contre 1 milliard).

Les financements octroyés par l'Institut aux secteurs industriels ont permis la réalisation de programmes d'investissement pour plus de 1.300 milliards de lires, dont 62 % en Italie méridionale et insulaire.

Au 31 mars 1975, les gestions pour le compte de l'Etat représentaient 3,6 % et les financements pour le compte de la CECA, 3,1 % de la valeur totale.

La répartition des opérations en cours par grandes catégories d'intervention est la suivante : financements pour investissements, 5.243 milliards de lires (+ 18 %) ; financements à l'exportation, 1.044 milliards de lires (+ 27 %) ; crédits financiers aux pays étrangers, 53 milliards de lires (— 11 %) ; financements aux non-résidents, 116 milliards de lires (— 2 %).

Au cours de l'exercice qui vient de s'écouler on a accordé une importance particulière à l'activité de l'Institut dans le secteur du financement aux exportations italiennes.

Il faut noter que les efforts déployés par l'Institut pour soutenir les exportations italiennes de biens d'équipement ont permis d'accro[...] davantage l'activité de ce secteur.

L'activité d'approvisionnement, malgré des difficultés rencontr[...] jusqu'à la fin de 1974, a permis le placement, pendant l'exercice, [...] obligations, pour 1.372 milliards de lires (contre 1.530 milliards pend[...] l'exercice précédent). La valeur totale des obligations en circulation, [...] 31 mars 1975, se chiffrait à 5.102 milliards, avec une augmentati[...] de 693 milliards, soit 16 %, par rapport au 31 mars 1974.

Au cours du quarante-troisième exercice, l'activité de l'IMI sur [...] plan international a subi le contrecoup des incertitudes diverses [...] ont dominé les marchés financiers et monétaires mondiaux. Dans [...] contexte, l'Institut a orienté ses efforts vers une consolidation de [...] rapports avec les institutions bancaires et financières de l'étranger, [...] vue d'une amélioration de la situation italienne pour que s'ouvrent [...] nouveau de nouvelles possibilités d'opérations.

Au cours de l'exercice, sept emprunts ont été contractés avec [...] BEI, pour une contre-valeur de plus de 112 milliards de lires ; tan[...] que, avec les nouvelles opérations stipulées avec l'Eximbank, le total d[...] opérations effectuées de l'après-guerre à nos jours avec cette banq[...] américaine a presque touché le milliard de dollars.

Parmi les participations de l'IMI, rappelons le Crédit Maritime — section autonome de l'IMI — qui a enregistré une contraction radica[...] de son activité, liée au retard avec lequel la Loi n° 26 du 2 février 197[...] a été dotée d'un règlement d'entrée en vigueur.

En compensation de cette impossibilité pour la « Section » d'opére[...] on a pu remarquer un fort accroissement de l'activité de l'IMI da[...] ce secteur spécifique, sous forme de financements ordinaires de transiti[...] en attendant le perfectionnement des procédures permettant l'octroi [...] crédits facilités.

Le Rapport expose ensuite les données de l'état patrimonial et [...] compte profits et pertes de l'Institut d'où il ressort que les bénéfice[...] après l'attribution maximale autorisée par le fisc au fonds pour risqu[...] et amortissements ordinaires, ont été de 26.145 millions de lires do[...] le Conseil d'Administration a proposé d'attribuer 23.185 millions [...] lires à la réserve statutaire et 2.700 millions aux Participants (ce q[...] équivaut à un dividende de 9 % du capital versé), en reportant le sold[...] à d'autres fonds de réserve et à nouveau.

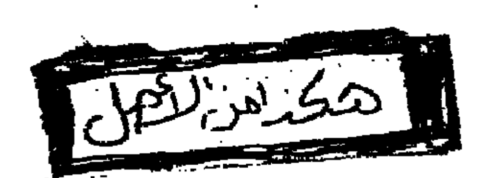
Après lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes, l'Assem[...]blée des Participants a approuvé à l'unanimité les Rapports du Conse[...] d'Administration et des Commissaires aux Comptes, délibérant confor[...]mément aux propositions du Conseil.

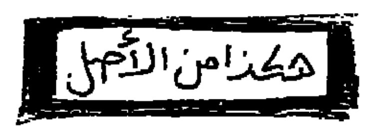
TABLEAU RÉCAPITULATIF DU BILAN AU 31 MARS 1975
(43e exercice)

ACTIF	(En Lires)	PASSIF	(En Lires)
Participants : leur dette en compte capital	70 000 000 000	Capital souscrit	100 000 000 000
Liquide en lires et en devises étrangères	2 234 570 306 822	Réserves et fonds spéciaux	338 352 253 403
Titres en propre en lires et en devises étrangères	495 798 473 710	Attributions de l'Etat visées à la Loi n° 184 du 22-3-1971	74 046 210 005
Prêts et financements en lires	5 575 189 585 770	Fonds d'amortissement immeubles et ameublement	3 019 293 760
Prêts et financements en devises étrangères	409 066 818 337	Fonds d'indemnisation de liquidation au personnel	18 180 868 010
Avances et autres crédits en lires et en devises étrangères	422 222 622 527	Obligations en circulation en lires et devises étrangères	5 117 959 985 000
Immeubles et ameublement	36 276 986 312	Souscripteurs de nos obligations	604 370 425 407
Comptes de régularisation de l'actif	182 495 208 837	Prêts et dettes diverses en lires et en devises étrangères	3 111 068 625 761
Ecarts à amortir	164 155 541 695	Comptes de régularisation du passif	203 402 878 525
Divers	2 759 967 089	Engagements par caution	22 976 565 997
Droits de recours sur cautions	22 976 565 997	Bénéfices de l'exercice	26 144 969 028
	9 615 512 074 896		9 615 512 074 896
COMPTES D'ORDRE :		COMPTES D'ORDRE :	
Engagements, titres et effets en caisse et auprès de tiers	2 994 493 532 127	Engagements, titres et effets en propre et à des tiers	2 994 493 532 127
Gestions spéciales et fiduciaires	1 510 153 775 786	Gestions spéciales et fiduciaires	1 510 153 775 786
	14 120 159 382 809		14 120 159 382 809

COMPTE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1975

CHARGES	(En Lires)	PRODUITS	(En Lires)
Frais généraux d'administration	19 535 357 802	Intérêts et bénéfices divers sur prêts, financements et avances	408 650 957 873
Intérêts passifs et autres charges sur les obligations	343 789 565 547	Intérêts sur comptes courants et autres crédits	250 992 596 664
Intérêts passifs sur prêts et dettes diverses	205 895 115 832	Intérêts et autres bénéfices sur titres en propre	30 043 880 732
Amortissements	642 225 538	Bénéfices divers	22 615 146 854
Pertes et moins-values sur titres en propre	22 860 544 503		
Impôts et taxes	40 634 828 630		
Fonds des risques et oscillation des titres	35 218 121 305		
Divers	15 581 834 138		
	686 157 593 095		
Bénéfices de l'exercice	26 144 969 028		
	712 302 562 123		712 302 562 123





LES MARCHÉS FINANCIERS

EURODOLLARS

Forte demande

[illegible]ntée du dollar sur les mar[illegible]ange l'a, une fois de plus, [illegible]ans l'esprit des investis[illegible]emaine dernière, sur l'im[illegible]if engendré par une nou[illegible]on sur les taux d'intérêt à [illegible]ne. En conséquence, une [illegible]ande pour les euro-obliga[illegible]lées en devise américaine [illegible]ite sur le marché secon[illegible]des hausses de près de 1 [illegible] moyenne. Cette attraction [illegible]ur, provoqué un fort mou[illegible] désinvestissement sur les [illegible]ises.

[illegible]agements ont été particu[illegible]vifs dans le secteur des [illegible]unts en FF et en DM. Du [illegible]p, l'enthousiasme pour les [illegible]en D.T.S. s'est également [illegible]nant éteint. Seul le mar[illegible] des capitaux a continué [illegible]ier d'une vive activité, les [illegible] internationaux en devise [illegible] faisant toujours l'objet [illegible]ntérêt malgré l'abaissement [illegible] des coupons. Mais le mar[illegible] s'apprêtant maintenant à [illegible] sa « pause » estivale, c'est [illegible] le secteur des obligations [illegible]llars que va se tourner ex[illegible]nt l'attention du marché. [illegible] vacances d'été qui, du [illegible]fectent beaucoup plus les [illegible]ntinentales que Londres où [illegible]ces s'étalent tout au long [illegible], il serait étonnant qu'on [illegible] pas d'ici peu au lancement [illegible]lles émissions en dollars. [illegible] l'environnement est main[illegible]ropice à la devise améri[illegible]

[illegible]t, l'actuelle flambée sur les [illegible]ourt terme n'a que peu ra[illegible]ideur des opérateurs. [illegible] immédiat, cette flambée pa[illegible] près de s'éteindre que de [illegible]ger. [illegible] vraisemblablement atten[illegible]omme pour que la véritable [illegible] se produise, si elle doit se [illegible] (AGEFI.)

[illegible]ICES QUOTIDIENS

([illegible] Base 100 : 31 déc. 1974.)

	10 juill.	11 juill.
[illegible] françaises	125,2	124,9
[illegible] étrangères	128,9	129,6

[illegible]ES AGENTS DE CHANGE ([illegible]ase 100 : 29 déc. 1961.)

[illegible] général	72,2	72,3

[illegible]S DE SOUSCRIPTION

[illegible]LEURS [illegible] et parts)	Modalités	Derniers cours
[illegible] rentière c. 29	1 p. 3	3 75
[illegible]saille dr.	1 p. 2	.. ..

LONDRES

Reprise technique

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique se produit mardi à l'ouverture. Les industrielles et les pétroles progressent sensiblement, de même que les fonds d'État. Recul des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 164 90 contre 166 75

VALEURS	CLOTURE 14/7	COURS 15/7
War Loan 3 ½ %	25 3/4	25 3/4
Beecham	279 ..	281 1/2
British Petroleum	533 ..	537 1/2
Shell	306 ...	309 .
Vickers	134 ...	133 ..
Imperial Chemical	266 ...	268 ...
Courtaulds	118 ...	120 ...
De Beers	324 ...	322 ...
*Western Holdings	36 ...	35 7/8
Rio Tinto Zinc Corp	183 ..	182 ...
*West Driefontein	45 1/2	44 3/4

(*) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

RHONE-POULENC S.A. — Émission d'un emprunt d'un montant de 450 000 000 de francs à 11 % d'intérêt, jouissance du 16 juillet 1975, amortissable à partir du 15 juillet 1979.

SOFINABAIL - SOGEBAIL - SOGEFIM. — Émission d'un emprunt obligataire groupé contracté conjointement par ces sociétés, mais sans solidarité entre elles, d'un montant de 230 000 000 de francs, à 11 % d'intérêt, amortissable en dix ans à partir du 15 juillet 1975.

« C.G.I.B. », BANQUE POUR LA CONSTRUCTION ET L'ÉQUIPEMENT. — Émission d'un emprunt de 60 000 000 de francs à intérêt de 11,20 %, amortissable en dix années à partir du 15 juillet 1977.

COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN. — Émission d'un emprunt de 25 000 000 de francs à 11,50 % d'intérêt, jouissance du 8 octobre 1974, placé auprès des compagnies d'assurances, de réassurances, de capitalisation, de retraites ou organismes assimilés.

Cet emprunt, garanti par la ville de Paris, sera amorti en treize années à partir de 1979.

I.B.M. — Bénéfice net du premier semestre 906 millions de dollars, soit 6,09 dollars par action contre 913,8 millions de dollars et 6,22 dollars pour les six premiers mois de l'an dernier. Le chiffre d'affaires pour la même période s'est élevé à 6 768,3 millions de dollars contre 6 261,8 millions de dollars.

NEW YORK

Légère reprise en fin de séance

La semaine n'a pas trop mal commencé à Wall Street. Après s'être légèrement tassés en début de séance, les cours se sont redressés, regagnant, et même très au-delà, tout le terrain perdu initialement, si bien qu'en clôture l'indice des industrielles s'inscrivait à 875,86, soit à 4,77 points au-dessus de son niveau précédent.

L'activité est restée forte : 21,90 millions de titres ont changé de mains contre 22,31 millions.

La hausse des taux d'intérêt à court terme a continué d'inquiéter les opérateurs. L'annonce d'une diminution record des stocks des entreprises en mai a toutefois contrebalancé l'effet défavorable qu'elle produit, le marché y voyant un nouveau signe annonciateur de la reprise économique.

Progrès des pétroles, des produits chimiques, des automobiles, des cinémas, des télévisions et des tabacs.

Sur 1.858 valeurs traitées, 890 ont monté, 558 ont baissé et 410 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 172,89 (+ 0,20) ; services publics, 84,71 (+ 0,23).

VALEURS	COURS 11/7	COURS 14/7
Alcoa	46 1/4	48 1/4
A.T.T.	50 1/8	50 3/8
Boeing	30 3/8	30 ...
Chase Manhattan Bank	37 7/8	38 1/8
Du Pont de Nemours	122 3/4	124 ...
Eastman Kodak	102 3/8	104 3/4
Exxon	91 3/8	91 3/4
Ford	41 3/4	41 3/4
General Electric	50 3/8	50 1/4
General Foods	26 1/4	26 1/4
General Motors	51 7/8	52 1/4
Goodyear	19 3/4	19 5/8
I.B.M.	205 1/2	208 ...
I.T.T.	23 5/8	24 3/8
Kennecott	39 1/8	39 1/8
Mobil Oil	46 7/8	47 1/2
Pfizer	31 1/4	30 5/8
Schlumberger	85 1/2	85 3/8
Texaco	27 3/8	28 1/4
U.A.L. Inc.	24 1/2	24 7/8
Union Carbide	60 3/4	61 1/4
U.S. Steel	61 1/4	61 ...
Westinghouse	18 1/4	18 7/8
Xerox	69 5/8	71 ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/7	15/7
1 dollar (en yens)	295 70	295 80

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 3/8 %

BOURSE DE PARIS — 11 JUILLET — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

En raison de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/7	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
États-Unis ($ 1)	4 169	4 171	4 16
Canada ($ can. 1)	4 046	4 052	4 05
Allemagne (100 DM)	172 325	171 600	171 50
Belgique (100 fr.)	11 540	11 526	10 95
Danemark (100 krd.)	74 580	74 720	74 75
Espagne (100 pes.)	7 335	7 385	7 35
Grande-Bretagne (£ 1)	9 165	9 187	9 23
Italie (100 lires)	0 650	0 648	0 64
Norvège (100 krs.)	82 290	82 090	82 25
Pays-Bas (100 fl.)	166 750	165 880	165 75
Portugal (100 esc.)	16 720	16 680	16 .
Suède (100 krs.)	103 225	102 800	102 75
Suisse (100 fr.)	162 150	162 250	162 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/7
Or fin (kilo en barre)	22570 .	22580 ..
Or fin (kilo en lingot)	22580	22555 ..
Pièce française (20 fr.)	246 80	248 30
Pièce française (10 fr.)	174 .	173 50
Pièce suisse (20 fr.)	230 30	230
Union latine (20 fr.)	212 10	211 50
Souverain	217 40	217 90
Pièce de 20 dollars	1029 60	1031 60
Pièce de 10 dollars	521 ..	520 ..
Pièce de 5 dollars	350	... ..
Pièce de 50 pesos	814 50	813 50
Pièce de 10 florins	197 80	198 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

[illegible] voiture
c'est bien pratique.
Europcar : 645.21.25.

Les 16, 17, 18, 19 juillet
(le 16 jusqu'à 23 h)

Francesco Smalto
solde
ses vestes en coton.

Francesco Smalto
solde
ses ensembles en lin.

Francesco Smalto
solde
ses pulls en fil.

Francesco Smalto
solde
ses chemises en voile.

et naturellement
ses costumes.

Francesco Smalto
ne solde pas
n'importe quoi.

smalto
44 rue François 1er
5 Place Victor Hugo

LES CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET

APRÈS LE DÉFILÉ DE LA PORTE DE VINCENNES A LA NATION

M. Giscard d'Estaing : les troupes ont donné l'image d'une nation décidée à assurer elle-même sa défense et sa sécurité

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à M. Yvon Bourges, ministre de la défense, ses félicitations pour « la présentation et l'attitude des troupes lors du défilé du 14 juillet » à Paris.

« Cette présentation et cette attitude étaient dignes du passé militaire de la France et donnaient l'image d'une nation décidée à assurer elle-même sa défense et sa sécurité. Je vous demande de transmettre mes félicitations aux formations qui ont participé à ce défilé », écrit le chef de l'Etat.

Le président de la République a laissé entendre que le défilé militaire du 14 juillet 1976 pourrait avoir lieu au Champ de Mars, devant l'Ecole militaire.

De l'étranger, de nombreux messages de félicitations ont été adressés à M. Valéry Giscard d'Estaing. En Israël, le premier ministre, M. Yitzhak Rabin, est venu présenter ses félicitations à l'ambassadeur de France, M. Jean Herly, qui offrait une grande réception en sa résidence. A Pékin, M. Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, à Vientiane, le prince Souvanna Phouma, chef de gouvernement, ont assisté aux réceptions offertes par les ambassadeurs de France.

Un temps superbe (« *un climat presque polynésien* », dira M. Giscard d'Estaing à un ancien combattant des îles), un « *élément de chaleur populaire* » apporté, selon le vœu du chef de l'Etat, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chatoiement d'uniformes militaires et de boubous africains, enfin quelques bons mots du président (« *vous ne retiendrez que les meilleurs, j'espère* », devait-il lancer à Jean Mauriac, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Elysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

Des bons mots, il y en eut. A Pierre Charpy, directeur de la très gaulliste *Lettre de la Nation*, qui se plaignait d'attendre depuis un mois un rendez-vous, M. Giscard d'Estaing répondit : « *Moi, j'attends depuis quatorze mois votre soutien.* » A Jean d'Ormesson, directeur du *Figaro* et membre de l'Académie française : « *Tiens, vous n'êtes pas venu en uniforme !* » Aux instructeurs de l'Ecole nationale de sous-officiers d'active de Saint-Maixent, qui lui indiquaient qu'en fin de stage leurs élèves doivent effectuer en moins de trente-six heures un raid de 120 kilomètres : « *La prochaine fois, nous ferons le défilé sur cette distance...* »

Il eut aussi quelques conversations sérieuses, le président allant de groupe en groupe aux accents de la *tenora* et de la *prima* catalanes. Avec M. Stepan Tchervonenko, ambassadeur de l'Union soviétique, M. Giscard d'Estaing parla des préparatifs de son prochain voyage en U.R.S.S. : il le pria de dire au président Podgorny, en réponse à son message de félicitations, qu'il était très attaché à la consolidation des rapports franco-soviétiques. Avec M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, le chef de l'Etat évoqua les Comores : « *Comment s'y passe le 14 juillet ?* », demanda-t-il. A M. François Schleiter, sénateur de la Meuse, M. Giscard d'Estaing promit de se rendre à Verdun pour célébrer l'an prochain le soixantième anniversaire de la bataille. Aux élèves de l'Ecole polytechnique, opposés au transfert de leur école à Palaiseau, le président de la République déclara qu'il ne fallait pas en faire « *un problème passionnel* » et qu'il convenait *de « mettre l'école là où elle est le mieux* ».

Enfin, M. Giscard d'Estaing posa de nombreuses questions aux diverses délégations militaires. Aux parachutistes du 9e R.C.P. de Toulouse il demanda, comme l'année dernière, ce que signifiait la couleur de leurs foulards : jaune pour les chasseurs, rouge pour les artilleurs... Aux chasseurs alpins, il fit observer, comme l'année dernière, que la chaleur avait dû être bien pénible pour eux en raison de leur tenue d'hiver. Il interrogea, comme l'année dernière, l'équipage d'un sous-marin nucléaire sur les conditions de vie en immersion (en 1974, c'était *le Redoutable*, cette année, *l'Indomptable*).

A la différence de l'année dernière, en revanche, où l'on avait vu le chef de l'Etat s'entretenir avec Jacques Duclos, il n'y eut pas de dialogue avec l'opposition. Les présidents des groupes parlementaires socialiste et communiste, invités, n'étaient pas venus. Seul M. René Chazelle, sénateur socialiste de la Haute-Loire, convié au titre de rapporteur des crédits militaires, était là pour la gauche. M. Marcel Anthonioz, vice-président de l'Assemblée nationale, se disait choqué que la gauche, un 14 juillet, se soit « *retranchée de la nation* »...

Enfin, pour Yves Mourousi, de TF 1, M. Giscard d'Estaing tirait la conclusion de cette fête : « *Je souhaite que la France conserve l'état d'esprit qui était celui des événements de juillet 1789, qu'elle reste un pays ardent, vivant, capable de s'enflammer pour de grandes causes, notamment pour la cause de la liberté, qu'elle garde le souffle ardent de la liberté.* » C'était le mot de la fin. — T. F.

« LA LETTRE DE LA NATION » : à quoi sert-il d'ériger M. Mitterrand en interlocuteur privilégié ?

Pierre Charpy estime dans *la Lettre de la Nation*, mardi 15 juillet, que « *M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait un « bide » l'an dernier avec sa revue du 14 juillet résolument novatrice* », mais qu'« *en revenant, cette année, à une formule plus traditionaliste il a fait un succès* ». Il ajoute : « *Le président de la République a moins bien réussi dans sa tentative de « décrispation » de la vie politique. Les élus socialistes et communistes ont brillé par leur absence dans ce rassemblement de la France autour de son armée. Valéry Giscard d'Estaing n'a vraiment pas été payé de son offre de dialogue à François Mitterrand. Il avait pourtant dimanche, à La Bourboule, fait beaucoup — et à notre avis trop — pour répondre aux critiques de Mitterrand sur sa dernière allocution télévisée. A quoi sert-il au président de la République d'ériger en interlocuteur privilégié un homme dont l'attitude politique a perdu toute crédibilité, dont la stratégie est désavouée par les socialistes européens et démentie par les faits au Portugal ?* »

« L'HUMANITÉ » : notre peuple n'a pas besoin de leçons d'ardeur.

Laurent Salini commente dans *l'Humanité* du 15 juillet, sous le titre « M. d'Estaing et les grandes causes », le souhait du président de la République que la France reste un pays « ardent », capable de s'enflammer pour la « grande cause » de la liberté.

« *Notre peuple*, écrit-il, *n'a pas besoin de leçons d'ardeur, mais plutôt d'un pouvoir qui exprime sa combativité, sa volonté de transformations, son élan vers une vie plus juste et plus libre. (...) Si la lutte pour la liberté tisse la trame de nos combats, c'est que toutes les transformations auxquelles le peuple aspire s'expriment de plus en plus dans un mot, dans ce mot qu'à toutes les époques on a dû, en France, réapprendre (...).* »

● *Au cours d'une prise d'armes* à Limoges à laquelle participaient les troupes de la garnison, des cris hostiles ont été poussés par un groupe de manifestants, et des tracts ont été distribués. Ils émanent d'un « *comité des soldats de la garnison de Limoges* », qui se dit soutenu par plusieurs syndicats, et ils évoquent des accidents dont ont été victimes de jeunes appelés au cours de leur service, notamment l'accident survenu, à Suippes, au cours de manœuvres, à un brigadier du 20e régiment d'artillerie.



LATREILLE
HOMMES, DAMES, JUNIORS
soldes d'été
QUALITÉS IRRÉPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. St ANDRÉ-des ARTS 6e

Le numéro du « Monde » du 15 juillet 1975 a été tiré à 418 556 exemplaires.

DES APPELÉS INVITÉS AU CONSEIL DE PARI[S]

Champagne pour tout le monde...

« Voulant se faire l'interprète de la sympathie que la population parisienne porte aux militaires qui défilent le 14 juillet », M. Bernard Lafay, président du conseil de Paris, avait invité lundi à déjeuner à l'Hôtel de Ville près d'un millier de soldats du contingent représentant toutes les unités. C'est donc *« en ce lieu où sont nées les couleurs tricolores »* que plusieurs centaines d'appelés, retour de la revue, ont défilé, en ordre dispersé, dans les salons aux lambris dorés et ont découvert, avec quelque stupéfaction, la magnificence de ces lieux où, *« avant eux*, dira M. Lafay, *furent reçus les plus hautes personnalités »*.

La table avait été dressée dans l'immense salle Saint-Jean. Cette enceinte aux murs couverts de plaques commémorant le sacrifice des employés de la ville *« morts pour la France »* avait été transformée en réfectoire : devant les tables alignées, un bataillon de serveuses, des volontaires, avaient pris place pour assurer le ravitaillement des troupes. Au menu : melon, contre-filet rôti, frites, salade, fromage, tarte aux fraises, le quart de rouge, café et, cadeau républicain, champagne pour tout le monde. Faut-il le cacher, sans aller tous jusqu'à clamer comme ce jeune appelé basque du régiment de marche du Tchad de Montlhéry, que *« lui, au moins, quand il invite, s'efforc[e] de faire plaisir à ses invités »*, [il] a semblé que l'ensemble de[s] soldats trouvait ce menu un pe[u] décevant, ne sortant guère d[e] l'ordinaire à part le champagn[e].

Beaucoup auraient préféré, a[u] plan gastronomique, être invité[s] comme un millier de leurs cam[a]rades, ce 14 juillet, dans de[s] familles parisiennes à partage[r] *« le pain et le sel »*. Mais aprè[s] tout, chacun en convenait volo[n]tiers, l'intention de donner va[ut] mieux que ce que l'on donne[.] Au melon, les *« invités »*, pour l[a] plupart debout depuis l'aube, e[t] complètement déshydratés aprè[s] cette parade au soleil sur l[e] cours de Vincennes, ne deman[]daient rien, sinon à boire. A[u] contre-filet rôti, un peu ram[i]s, ils réclamaient du « rab » d[e] frites. Au fromage, ils quéman[]daient, mais en vain, du pai[n]. Au dessert, ils souriaient. A[u] café, ils chantaient. Au cham[]pagne, enfin, sur l'air des lam[]pions, ils demandaient à M. La[]fay, de bien vouloir lui aussi pousser la chansonnette. En vain et, faute de quoi, avant de s[e] séparer sur un triple hourra e[t] sur un chaleureux « *ce n'es[t] qu'un au revoir mes frères* » ils décidèrent d'offrir à leur hôte qui l'insigne de son régiment qui sa fourragère, qui sa casquette de commando. Qu'on juge de l'émotion légitimement ressentie par M. Lafay. — P. G.

LA VISITE DE M. FOURCADE AU MAROC

Rabat et Paris signent un accord sur la protection des nouveaux investissements français

De notre correspondant

Rabat. — M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, doit signer à Rabat, ce mardi 15 juillet, avec son homologue marocain, M. Abdelkader Benslimane, dont il est l'invité, trois accords concernant respectivement l'aide financière française pour l'année 1975, la protection des nouveaux investissements et le « fonds de garantie automobile ». Deux mois après la visite de M. Giscard d'Estaing, le bref séjour de M. Fourcade, qui ne doit rester qu'une dizaine d'heures dans la capitale du Maroc, marque la solennité que l'on a tenu, de part et d'autre, à donner à ces accords.

« *La voie est libre désormais pour le développement des échanges et des liens économiques entre le Maroc et la France* », déclarait, le 14 juillet, à ses compatriotes l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Reimond. Cela résulte, selon l'ambassadeur, d'un travail patient de dix-huit mois, qui a permis aux deux pays de régler — fait sans précédent — l'indemnisation par le Maroc des terres reprises en 1973 aux agriculteurs français, en assortissant cette indemnisation d'un quitus fiscal ; de mener à son terme, le 31 mai, « *sans un seul incident* », la « marocanisation » d'un grand nombre d'activités (ce qui n'a pas exclu, par rapport à la lettre des textes initiaux, des assouplissements auxquels les autorités marocaines ont consenti) ; enfin de porter, grâce « *à la volonté et à l'attention personnelles du président de la République et de Sa Majesté le roi* », de 100 000 à 250 000 dirhams (environ 275 000 F), les droits à transfert des Français quittant définitivement le Maroc après quinze années de résidence.

« *La libéralisation du régime des transferts associée à un accord sur la protection des investissements, c'est un retour en profondeur à la confiance* », a souligné M. Jean-Bernard Reimond. Cette protection résultera désormais d'une convention qui assurera la garantie, dans les conditions habituellement retenues par ce genre d'accords d'Etat à Etat, des investissements français au Maroc. Cette convention est destinée à stimuler les investissements privés pour le développement du pays, investissements dont, à plusieurs reprises, les autorités marocaines ont déploré — qu'ils soient nationaux ou étrangers — le faible niveau. Elle stipule que les litiges seront de la compétence du Centre international de règlement des différends en matière d'investissements (CIRDI).

Une aide financière de 1 milliard de francs

L'accord sur le fonds de garantie automobile permettra le règlement des dommages qui pourraient résulter des accidents dont la responsabilité incomberait à un automobiliste non assuré. Cet accord aura pour bénéficiaires les Français au Maroc et les Marocains en France, résidents ou de passage.

Enfin, l'aide financière concernera des prêts gouvernementaux (de l'ordre de deux cent cinquante millions de francs) auxquels s'ajouteront des crédits privés garantis par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE). Elle vient s'ajouter aux deux cent trente millions de francs de crédits gouvernementaux, assortis également de crédits privés garantis, consentis le 24 janvier dernier au titre de l'exercice 1974.

Par le jeu des « *mixages* » (crédits gouvernementaux et crédits privés), une somme supérieure à 1 milliard de francs aura été mise cette année, par la France, à la disposition du Maroc, ce qui privilégie nettement ce pays par rapport à d'autres nations du tiers-monde. Cette somme concerne l'aide à la balance des paiements pour l'achat à la France de différents produits et l'aide pour la réalisation de projets de développement avec le concours d'entreprises françaises et l'achat de biens d'équipement français.

LOUIS GRAVIER.

IPME
Etablissement secondaire privé
RÉSULTATS BAC 1974-1975
A = 78 % reçus
B = 85 % reçus
C = 79 % reçus
D = 74 % reçus
Secondes aux Terminales
Accès aisé
Paris, Saint-Cloud, Versailles
Métro : Exelmans, Chardon-Lagache
S.N.C.F. : boul. Victor, Porte Auteuil
Bus : 22, 52, 62, 72, PC
70, rue Chardon-Lagache
75016 Paris
Tél. : 288-45-34

TENNIS
Tennis-Club de Claye-Souilly
(1/2 heure de Paris)
Sur Nationale 3
Ouverture d'un cours de tennis couvert et chauffé (sous bulle plastique). Entre le 30-9 et le 15-11-1975. Encore des places disponibles à toutes heures.
Rens. et inscription immédiats.
Tél. : 026-17-35 entre 8 et 20 hres

LES DIX-HUIT DÉTENUS POLITIQUES FRANÇAIS LIBÉRÉS EN GUINÉE SONT ARRIVÉS A PARIS

Première conséquence de [la] normalisation des relations e[ntre] la France et la Guinée, tous [les] détenus politiques français [ont] été libérés lundi 14 juillet [par] M. Sekou Touré, président de [la] République guinéenne, qui les [a] remis à M. André Lewin, por[te-]parole de M. Kurt Waldhe[im,] secrétaire général de l'ONU. D[ix-]huit commerçants, agents te[ch]niques, enseignants français, [dé]tenus pour complot depuis tr[ois] à quatre ans et demi, sont arri[vés] mardi matin à Paris, après [une] brève escale à Bruxelles, où [les] attendait un avion spécial [du] gouvernement français.

Ils paraissaient très éprou[vés] par plusieurs années de détenti[on] mais se sont montrés très d[is]crets, car, a précisé l'un d'en[tre] eux, il reste encore dans [les] prisons de Guinée « *des cam[a]rades, quatre Libanais, un G[rec] et un Tchèque* ». L'un des p[ri]sonniers libérés, qui a désiré ga[r]der l'anonymat, a déclaré : « *[Ces] quatre ans et demi ont été e[x]trêmement pénibles. Au déb[ut] nous étions enfermés isoléme[nt] dans les cachots. Puis, au bo[ut] de six à huit mois, nous avo[ns] été groupés. L'amélioration e[st] survenue le 1er mai 1974.* »

Commentant lundi le commu[]niqué commun franco-guiné[en,] M. Valéry Giscard d'Estaing [a] déclaré : « *C'est avec une vi[ve] satisfaction que j'ai pris connai[s]sance de la déclaration du pr[é]sident de la République d[e] Guinée. Une situation anorma[le] va prendre fin entre la Fran[ce] et la Guinée. Une page pénib[le] est tournée. Les perspectiv[es] nouvelles de coopération so[nt] désormais ouvertes entre deu[x] pays qui ont en commun beau[]coup de souvenirs et beaucou[p] d'intérêts. Fidèle à sa vocatio[n] la France souhaite coopérer, san[s] aucune exclusivité, avec toutes le[s] nations du tiers-monde et, e[n] particulier, avec celles qui par[]lent notre langue.* » « *Le prési[]dent Sekou Touré*, a dit, e[n] conclusion, le président de la Ré[]publique, *a voulu que la dat[e] choisie pour ces retrouvailles soi[t] cette du 14 juillet, non seulemen[t] parce que c'est la fête national[e] française, mais parce que c'es[t] la fête de la liberté dans l[e] monde. Je le remercie de so[n] intention et de son geste.* »

A Conakry, le comité central du parti unique et le gouvernement se sont félicités, lundi soir, de la reprise des relations diplomatiques franco-guinéennes, rendant également hommage aux efforts déployés à cette fin par MM. Valéry Giscard d'Estaing et Kurt Waldheim.

Enfin, le Regroupement des Guinéens à l'extérieur (R.G.E.), mouvement d'opposition à M. Sekou Touré, a rendu public, lundi, à Paris, un communiqué affirmant notamment : « *Nous savons qu'avec ses complexes et ses manies de paranoïaque, Sekou Touré est incapable de conduire de façon active et soutenue une véritable politique de coopération.* »